COURS
D'HISTOIRE UNIVERSELLE
A L'USAGE DE LA JEUNESSE

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Atlas complet de géographie physique, politique et historique, ancienne, du moyen âge et moderne, à l'usage des établissements d'instruction publique, composé de 58 cartes dessinées par M. Charle, ingénieur-géographe attaché au dépôt général de la guerre, qui a obtenu à l'exposition de 1855 la grande médaille d'or pour la perfection de ses cartes géographiques, et gravées sur acier par M. Langevin. 1 vol. grand in-4°, demi-reliure..... 10 fr.

Cet atlas se vend aussi par parties séparées, suivant les besoins de chaque classe; en voici le détail :

Atlas de 50 cartes, géographie ancienne, du moyen âge et moderne, contenant toutes les cartes énumérées à l'Atlas complet, sauf les cartes physiques. Grand in-4°, demi-reliure..... 8 fr.

Atlas de 26 cartes, destiné à l'étude de la géographie moderne. In-4°, cartonné..... 4 fr. 50

Atlas de 13 cartes, comprenant la géographie mathématique et la géographie physique, la mappemonde, les quatre parties du monde, la France en 89 départements, la France par provinces, l'Europe centrale, donnant tous les chemins de fer, l'Algérie et les Colonies françaises, les tableaux de la hauteur comparative des montagnes et la longueur des fleuves. Grand in-8° cartonné..... 6 fr. 50

— *Le même,* ATLAS CLASSIQUE ÉLÉMENTAIRE, composé de 10 cartes auxquelles on a ajouté 13 tableaux de texte explicatif, par M. P.-Z. Guibert, membre de l'Académie de T... Grand in-8°, cartonné..... 3 fr. 50

Atlas de 10 cartes, contenant la géographie mathématique, la géographie physique, le planisphère, les quatre parties du monde, la France et les États allemands. Grand in-8°, cartonné..... 2 fr.

— *Le même,* PETIT ATLAS ÉLÉMENTAIRE, nouvelle édition, revue et corrigée, accompagné de 8 tableaux de texte explicatif, par M. P.-Z. Guibert, membre de l'Académie de T.... Grand in-8°, cartonné..... 3 fr.

233

COURS
D'HISTOIRE UNIVERSELLE
A L'USAGE
DE LA JEUNESSE

DEPUIS LA CRÉATION DU MONDE JUSQU'AU XIXe SIÈCLE

PAR

M. M.

BIBLIOTHEQUE S.M.E. 1964 Séminaire de

L'homme s'agite, et Dieu le mène.
FÉNÉLON.

C'est dans l'histoire que se trouvent les fondements de notre croyance.
DOM GUÉRANGER.

Bibliothèque, Le Séminaire de Québec, 3, rue de l'Université, Québec 4, QUE.

IIIe PARTIE
HISTOIRE MODERNE

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS JUSQU'A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

TOME CINQUIÈME

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS JUSQU'A LA FIN DU XVIe SIÈCLE

BIBLIOTHEQUE S.M.E. QUEBEC

Ouvrage honoré d'une lettre, adressée de la part de Sa Sainteté Pie IX, par Mgr Mercurelli, son secretaire, et approuvé par S. E. le Cardinal de Bonald, Archevêque de Lyon, et NN. SS. les Évêques d'Orléans et de Poitiers.

LIBRAIRIE CLASSIQUE DE PÉRISSE FRÈRES

PARIS
NOUVELLE MAISON
RÉGIS RUFFET ET CIE SUC^RS
RUE SAINT-SULPICE, 38

LYON
ANCIENNE MAISON
RUE MERCIÈRE, 49
ET RUE CENTRALE, 34

Depuis la publication des deux premières parties de cet ouvrage, nous avons reçu le plus grand et le plus précieux des encouragements. Sa Sainteté Pie IX, à qui nous avions offert nos quatre volumes, a daigné nous faire adresser la lettre suivante par Mgr Mercurelli. Nous en donnons à la fois le texte et la traduction.

PERILLUST. DOM.,

Licet Sanctissimus Dominus Pius IX suis impeditus curis legere nondum valuerit oblatum a Te compendium universalis historiæ illud tamen litterasque Tuas habuit acceptissima. Non modo enim ex editis amplissimorum Præsulum testimoniis accepit, te, restitutis religionis ac veritatis juribus utplurimum procultatis ab historiæ scriptoribus, solidæ prospexisse adolescentium institutioni; bene vero id e summario ipso capitum conspectu hinc inde didicit. Gratulator autem Tibi, quod probe intelligens, Eum, qui omnia propter semetipsum fecit, sic universa suo nutu moderari, ut ipso e medio subducto, historia nec unitatem præferre possit nec esse *fere veritatis aut magistra* vitæ sed mera factorum enarratio necessario destituta nexu; sic retuleris atque exposueris eventus, ut actio divinæ providentiæ supremique moderatoris consilia ubique essent perspicua. Placuit ei præterea industria a Te adhibita ad ingerendam penitus tenellis animis præcipuarum rerum memoriam et ordinem per peculiare cujusque sæculi summarium, anacephalæosim, et chronotaxim; ita et propositum plane commendaverit, et perutilem. Te laborem suscepisse consuerit. Sperans autem futurum ut, quod ad opus absolvendum superest, pari a Te religione studioque perficiatur, optat ut extremam ei manum imponas. Dum autem celeste ad nos Tibi auxilium ominatur, grati animi sui ac paternæ caritatis pignus Apostolicam Benedictionem Tibi peramanter impertit.

Ego autem gratissimo hæc nunciandi munere functus, facere non possum quin peculiarem æstimationem meam Tibi profitear, cui adprecor a Deo fausta omnia et salutaria.

Tui Perillust. Dom. addictiss. obscuriss. famulus,

FRANCISCUS MERCURELLI,

SS.mi D. N. ab epistolis latinis.

Romæ, die 8 Februarii 1865.

Depuis la publication des deux premières parties de cet ouvrage, nous avons reçu le plus grand et le plus précieux des encouragements. Sa Sainteté Pie IX, à qui nous avions offert nos quatre volumes, a daigné nous faire adresser la lettre suivante par Mgr Mercurelli. Nous en donnons à la fois le texte et la traduction.

PERILLUST. DOM.,

Licet Sanctissimus Dominus Pius IX suis impeditus curis legere nondum valuerit oblatum a Te compendium universalis historiæ illud tamen litterasque Tuas habuit acceptissima. Non modo enim ex editis amplissimorum Præsulum testimoniis accepit, te, restitutis religionis ac veritatis juribus utplurimum procultatis ab historiæ scriptoribus, solidæ prospexisse adolescentium institutioni; bene vero id e summario ipso capitum conspectu hinc inde didicit. Gratulatur autem Tibi, quod probe intelligens, Eum, qui omnia propter semetipsum fecit, sic universa suo nutu moderari, ut Ipso e medio subducto, historia nec unitatem præferre possit nec esse *lux veritatis* aut *magistra* vitæ sed mera factorum enarratio necessario destituta nexu; sic retuleris atque exposueris eventus, ut actio divinæ providentiæ supremique moderatoris consilia ubique essent perspicua. Placuit ei præterea industria a Te adhibita ad ingerendam penitus tenellis animis præcipuarum rerum memoriam et ordinem per peculiare cujusque sæculi summarium, anacephalæosim, et chronotaxim; ita et propositum plane commendaverit, et perutilem. Te laborem suscepisse censuerit. Sperans autem futurum ut, quod ad opus absolvendum superest, pari a Te religione studioque perficiatur, optat ut extremam ei manum imponas. Dum autem cœleste ad hoc Tibi auxilium ominatur, grati animi sui ac paternæ caritatis pignus Apostolicam Benedictionem Tibi peramanter impertit.

Ego autem gratissimo hæc nunciandi munere functus, facere non possum quin peculiarem æstimationem meam Tibi profitear, cui adprecor a Deo fausta omnia et salutaria.

Tui Perillust. Dom. addictiss. obscuriss. famulus,

FRANCISCUS MERCURELLI,

SSmi D. N. ab epistolis latinis.

Romæ, die 8 Februarii 1865.

TRADUCTION

M.,

Le très-saint Seigneur Pie IX, bien qu'il ait été empêché jusqu'à présent, par ses sollicitudes, de lire l'abrégé de l'histoire universelle que vous lui avez offert, a eu pour très-agréable ce don ainsi que votre lettre. Ce n'est pas seulement par les témoignages publics des prélats les plus considérables qu'il a appris, c'est aussi par l'inspection du sommaire des chapitres, qu'il a reconnu que vous avez pourvu à la solide instruction de la jeunesse, en restituant les droits de la religion et de la vérité, le plus souvent foulés aux pieds par les historiens. Il vous félicite de ce que, comprenant bien que Celui qui a tout fait pour lui-même gouverne tout à son gré, de telle sorte que, lorsqu'on fait abstraction de Lui, l'histoire ne peut présenter d'unité, ni être la lumière de la vérité ou la maîtresse de la vie, mais un simple récit de faits, dépourvus d'un lien nécessaire, vous avez rapporté et exposé les événements de manière à manifester partout l'action de la Providence divine et les conseils du modérateur suprême. Il loue, en outre, le procédé dont vous avez usé pour inculquer dans l'âge tendre la mémoire et l'ordre des principaux faits, par un sommaire particulier, une récapitulation et une chronologie pour chaque siècle, en sorte qu'il approuve pleinement votre dessein, et qu'il estime que vous avez entrepris un travail très-utile. Espérant que vous apporterez dans ce qui vous reste à faire, la même religion et le même soin, il désire que vous y mettiez la dernière main, en même temps qu'il vous souhaite pour cela l'assistance céleste, il vous donne affectueusement sa bénédiction apostolique, comme un gage de sa gratitude et de sa charité paternelle.

Pour moi qu'il a chargé de l'agréable soin de vous en instruire, je ne peux m'empêcher de vous témoigner mon estime particulière, et de prier Dieu de vous accorder tout ce qui peut vous être heureux et salutaire.

Le très-dévoué et très-humble serviteur,

FRANÇOIS MERCURELLI,
Secrétaire de Sa Sainteté pour les lettres latines.

Rome, le 8 février 1865.

APPROBATION

DE

SON ÉMINENCE LE CARDINAL DE BONALD

ARCHEVÊQUE DE LYON

LOUIS-JACQUES-MAURICE, CARDINAL de BONALD, Archevêque de Lyon, etc.;

Nous avons fait examiner l'ouvrage intitulé : *Cours d'histoire universelle*, à l'usage de la jeunesse, par M. M.

D'après le compte qui nous a été rendu de cet écrit, nous l'avons approuvé, persuadé qu'il sera très-utile à la jeunesse, en lui donnant des notions exactes sur plusieurs points importants de la religion, et en redressant sur l'Église et sa constitution une foule d'idées fausses, de préjugés injustes, que l'ignorance et la mauvaise foi propagent, et qui sont malheureusement trop facilement acceptés par une jeunesse inattentive.

Donné à Lyon, le 16 septembre 1862.

† L.-J. CARD. DE BONALD,
Archevêque de Lyon.

APPROBATION

DE SA GRANDEUR

MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE DE POITIERS

Nous étant fait rendre compte de l'ouvrage intitulé : *Cours d'Histoire universelle*, à l'usage de la jeunesse, par M. M., nous ajoutons bien volontiers notre approbation à celle de Monseigneur le Cardinal-Archevêque de Lyon, et nous recommandons cette publication comme l'un des meilleurs résumés historiques qui puissent être offerts au jeune âge. Cet abrégé succinct et substantiel se distingue par l'esprit profondément chrétien dans lequel il est conçu, et par un tact d'appréciations et une fermeté de vues qui manquent dans beaucoup d'ouvrages de ce genre.

Donné à Poitiers, le 1er janvier 1864.

† L.-E., *Évêque de Poitiers.*

LETTRE

DE

SA GRANDEUR MONSEIGNEUR DUPANLOUP

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

M...,

J'ai reçu les trois volumes que vous avez bien voulu m'envoyer, et auxquels son Éminence le Cardinal Archevêque de Lyon a déjà donné une si honorable approbation.

Je m'empresse, M.., de vous adresser mes remerciements pour ce bienveillant envoi, et mes félicitations pour cet important travail. Le talent et l'expérience de l'auteur, et la haute conscience avec laquelle vous vous êtes toujours occupé de l'éducation de la jeunesse, garantissent pour tous le mérite de cet ouvrage. Rien n'est plus essentiel, et vous l'avez bien compris, que de donner aux jeunes esprits une saine et solide culture historique, aujourd'hui surtout qu'on exploite et qu'on altère si étrangement l'histoire; et dans la pénurie où l'on est de bons précis réunissant à l'exposition simple et claire des faits une appréciation vraie et élevée, vous avez rendu à la jeunesse, par la publication de ces trois volumes, un service qui sera votre première et plus douce récompense. Je ne doute pas, du reste, que le quatrième volume, qui est sous presse, n'ait le mérite des trois autres.

Veuillez agréer, M...., l'hommage de mon profond et religieux dévouement.

† FÉLIX,

ÉVÊQUE D'ORLÉANS.

Orléans, le 22 septembre 1863.

HISTOIRE MODERNE

INTRODUCTION

ÉTAT GÉNÉRAL DU MONDE VERS L'AN 1453, ÉPOQUE DE LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR MAHOMET II.

L'histoire moderne ne commence point à un jour précis; n'est point un événement dont on puisse indiquer la te comme celle d'une bataille ou de la naissance d'un nce; elle se dégage lentement et par un travail successif époques qui la précèdent; elle en sort comme l'âge ur sort de la jeunesse, sans qu'on puisse assigner l'heure u ce changement s'est accompli. Les uns prennent pour point de départ de l'histoire moderne la découverte de l'Amérique, d'autres, l'invention de la poudre à canon ou celle de l'imprimerie. Quelque importance qu'aient eue ces événements, nous avons suivi l'usage, généralement adopté, de faire commencer l'histoire moderne à la chute de l'empire d'Orient, comme l'histoire du moyen âge commence à celle de l'empire d'Occident.

Pendant les dix siècles qui séparent ces deux grands faits, une transformation complète s'est opérée; les conquérants, les ravageurs des provinces, après avoir posé les armes, ont accepté, avec la religion, la civilisation des vaincus, en y mêlant toutefois leur caractère propre. Tous, quoique d'un pas inégal, ont marché dans ces voies nouvelles. Au moment où nous prenons l'histoire, les peuples semblent même se hâter sous une plus vive impulsion.

On dirait l'homme au sortir de la jeunesse, à ce premier réveil de l'ambition qui lui présente le monde à conquérir, alors qu'il se sent dans le possession de sa force et de toutes ses facultés intellectuelles.

Pour faciliter l'étude de l'histoire moderne, il est nécessaire de donner une idée générale de l'état du monde connu au moment où l'empire d'Orient tombait sous les coups des Turcs.

Église. — La paix vient d'être rendue à l'Église éprouvée par le grand schisme et troublée par le concile de Bâle. Une scission de plus en plus profonde tend à s'opérer entre l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle; c'est même un des caractères qui distinguent le plus l'histoire moderne de l'histoire du moyen âge.

France. — Après les désastres du règne de Charles VI et les glorieuses guerres de celui de Charles VII, qui avaient replacé la France à la tête de l'Europe, le peuple était désireux d'ordre et de paix; mais la haute noblesse voyait avec inquiétude l'accroissement de la prérogative royale; et de puissants vassaux, les seigneurs de Bretagne, de Bourgogne, de Foix, d'Albret et d'Armagnac, qui pouvaient être considérés comme puissances étrangères plutôt que comme sujets, ne prétendaient pas céder sans résistance leurs priviléges ou leur influence.

Angleterre. — La faiblesse de Henri VI faisait oublier la gloire du règne de Henri V. Chargé en naissant de deux couronnes, il en avait déjà perdu une, et la sanglante guerre des *Deux-Roses*, allumée par l'ambition des princes d'York, va bientôt lui enlever la seconde.

L'influence que prend le Parlement ne fait que servir les factions et prolonger la guerre civile.

La marine de l'Angleterre est encore sans importance.

Irlande. — L'Irlande était sous la domination des rois d'Angleterre; mais ses rois n'y avaient qu'une auto-

rité incertaine et précaire. Leur tyrannie y entretenait une haine qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Écosse. — Jacques II Stuart travaillait à renverser le système féodal, et il affermissait son autorité par de sages lois, lorsque sa mort fit tomber son sceptre entre les mains de son fils Jacques III encore enfant.

Allemagne. — L'Allemagne perdait tous les jours de sa puissance et de son influence en Europe. Cependant ses empereurs prétendaient, à différents titres, au droit de souveraineté sur la Hongrie, la Pologne, l'Italie, le Danemark et la Suède; mais la désunion des princes allemands, la rivalité des colléges électoraux, la faiblesse de l'empereur, rendaient ces prétentions peu redoutables. Frédéric III, qui régnait depuis 1440, s'occupait plutôt de l'agrandissement de sa famille que de faire revivre les prétentions orgueilleuses de ses prédécesseurs.

Hongrie. — La Hongrie était menacée de tous côtés par les Turcs devenus voisins de ses plus riches provinces; cependant le glorieux règne de Hunyade Corvin, et plus tard, celui de son vaillant fils Mathias, maintinrent encore quelque temps l'intégrité de son territoire.

Bohême. — La Bohême, un des grands fiefs de l'empire, avait été, vers la fin du XIIe siècle, élevée au rang de royaume. Plusieurs de ses rois, ayant reçu la couronne impériale, se servirent de leur influence pour la prospérité de leurs États particuliers. Le roi de Bohême était un des sept électeurs et jouissait à la cour de l'empereur d'une des plus hautes charges. La couronne de Bohême était devenue héréditaire de fait; mais l'ancien droit d'élection reparaissait à la première occasion. En 1453, Ladislas d'Autriche, fils d'Albert II, régnait sur la Bohême et la Hongrie.

Pologne. — Les vices de la constitution polonaise y entravaient le gouvernement; l'autorité mal définie du

roi et de sa noblesse, la rivalité des Polonais et des Lithuaniens, réunis sous le sceptre des Jagellons, étaient une source de troubles continuels.

Prusse. — Les chevaliers Teutoniques qui dominaient sur la Prusse, sur la Poméranie de Dantzick, la Samogitie, la Courlande, la Livonie et l'Esthonie, ne se soutenaient que par la protection intéressée que leur accordait la Pologne.

Suisse. — La Suisse formait un État libre, bien que soumis encore nominativement à l'empire. C'était une confédération entre les cantons qui avaient conquis leur indépendance et qui conservaient, chacun, leur constitution particulière.

Danemark, Suède, Norvége. — L'union de Calmar avait donné quelques années de paix aux turbulents États du Nord; mais cette union ne pouvait longtemps subsister entre trois monarchies rivales. Elle fut rompue en 1448, et les prétentions qui lui survécurent produisirent un siècle de guerres.

Russie. — Le grand-duc de Moscou s'occupait d'assurer son indépendance, et de rétablir l'unité de l'ancien empire de Russie dont il ne possédait plus qu'une partie, lorsque Constantinople tomba au pouvoir des Turcs. Le reste de la Russie était divisé entre les Tartares de la Grande-Horde (Horde d'Or), de Kazan et d'Astracan, les républiques commerçantes de Novgorod et Pskof et les principautés de Tver et de Rézan.

Italie. — L'Italie, partagée entre plusieurs États (républiques, royaumes ou principautés), avait oublié le métier des armes; et, pour soutenir ses guerres, elle entretenait des mercenaires qui formaient, au milieu de la nation italienne, comme une nation d'aventuriers, s'entendant mieux à la ravager qu'à la défendre.

Venise. — Parmi les cités dominantes, Venise tenait

le premier rang. Par des achats ou des conquêtes elle avait acquis Trévise, Vicence, Vérone, Bassano, Feltre, Belluno, Padoue, Brescia, Crémone et Bergame. Elle était gouvernée par un doge assisté d'un Grand Conseil.

Milan. — Milan avait entièrement secoué le joug des empereurs d'Allemagne, et elle obéissait au condottiere François Sforze, gendre et successeur du duc Marie Visconti. Parme et Plaisance étaient alors réunies au Milanais.

Toscane. — Arezzo, Pistoie, Sienne, Pise, reconnaissaient l'autorité de Florence, qui s'était enrichie par son commerce et son industrie. Une famille célèbre, les Médicis, y était devenue toute-puissante. Cosme de Médicis se servait alors de l'autorité absolue dont il jouissait, pour le bonheur de sa patrie.

Lucques était presque la seule ville de la Toscane qui eût échappé à la domination de Florence.

Savoie. — La maison de Savoie s'élevait lentement au rang de puissance; ses princes, de simples comtes de Maurienne, étaient devenus souverains de la Savoie, du Piémont et de Nice, en se mêlant à toutes les querelles des États voisins.

Gênes. — Les Génois, depuis longtemps vaincus par les Vénitiens, avaient acheté la paix au prix de l'indépendance, et avaient reconnu successivement l'autorité des rois de France et des ducs de Milan.

La maison d'Este régnait à Ferrare et à Modène; celle de Gonzague à Mantoue.

Rome. — Rome avait appris à obéir aux papes après tous les maux qu'elle avait soufferts pendant leur séjour à Avignon. Nicolas V ferme, habile et aimable, se faisait craindre et aimer des Romains toujours prêts à la révolte.

Naples, Sicile. — Naples et la Sicile, après une longue guerre, étaient réunies sous le sceptre d'Alphonse V d'Aragon, le prince le plus accompli de son siècle.

Espagne. — Au moment de la chute de Constantinople, l'Espagne était encore partagée en plusieurs souverainetés indépendantes.

Castille. — La faiblesse et l'incapacité de Henri IV suscitaient en Castille des révoltes continuelles, causes d'une affreuse anarchie.

Navarre. — Jean II d'Aragon, fils de Ferdinand le Juste, persécutait son propre fils don Carlos, possesseur légitime de la Navarre. Ce jeune prince prenait les armes contre son père et mourait en prison.

Aragon. — Alphonse V avait laissé l'Aragon à son frère Jean II, roi de Navarre, pour aller conquérir Naples où l'avait appelé la reine Jeanne II. Les provinces de Catalogne et de Valence dépendaient du royaume d'Aragon.

Dans toutes les monarchies espagnoles, le pouvoir du roi était tempéré par celui des *Cortès*, assemblées nationales qui votaient les impôts et discutaient les lois.

Portugal. — Le Portugal attirait les regards de l'Europe par la hardiesse de ses entreprises. La marine portugaise, encouragée et protégée par l'infant don Henri, explorait les côtes de l'Afrique et s'illustrait par ses découvertes.

Musulmans d'Espagne. — Les Musulmans conservaient encore un trône en Espagne; mais tout faisait prévoir que le moment de sa chute n'était pas éloigné.

Empire Ottoman. — Les Turcs Ottomans venaient d'ajouter à leur vaste empire Constantinople et une partie des provinces qui obéissaient à l'empereur grec. Ils étaient alors maîtres en Europe de la Chersonèse, de la Thrace, de la Macédoine, de la Bulgarie, de la Thessalie, de la Grèce proprement dite et d'une partie du Péloponèse. En Asie, ils possédaient les anciennes provinces grecques,

excepté le petit royaume de Trébizonde où régnait un prince nommé par l'empereur de Constantinople.

En Asie et en Afrique, quelques princes arabes et la république militaire des Mameloucks occupaient encore la *Syrie*, l'*Égypte* et tous *les pays Barbaresques*.

L'Inde et **la Chine**, isolées des peuples de l'Europe, restent en dehors du mouvement des nations de l'Occident qui n'ont avec ces contrées lointaines que des relations de commerce.

SECONDE PARTIE DU XVe SIÈCLE APRÈS J.-C.

SOMMAIRE.

Les conséquences du grand schisme d'Occident se font sentir; alors se brise le lien de respect et d'amour qui faisait des nations de l'Europe occidentale comme un faisceau dont l'Église était le centre; chacune, se repliant sur elle-même, travaille à devenir son centre propre. Une politique nouvelle naît de cet ordre de choses; elle tend à isoler les peuples dans le cercle étroit de leurs intérêts particuliers, et à donner au pouvoir royal un caractère absolu.

Louis XI, en écrasant la noblesse, inaugure en France cette politique égoïste et absolutiste; la faiblesse de l'empereur Frédéric III la favorise en Allemagne en laissant chaque État acquérir une puissance indépendante de l'empire. L'Angleterre s'épuise dans la lutte sanglante des Deux-Roses, qui la livrera à l'autorité absolue des Tudors.

Dans le Nord, l'union de Calmar n'est plus possible, parce que chaque royaume veut un souverain particulier.

Les petits États de l'Italie, tout à fait indépendants de l'Allemagne, séparent de plus en plus leurs intérêts, ne conservant d'unité que dans le goût des arts et des lettres, développé alors par l'émigration des savants de Constantinople. L'Espagne recouvre l'intégrité de son territoire sous le sceptre de Ferdinand et d'Isabelle, et donne des fers à Christophe Colomb en retour du Nouveau-Monde qu'il lui a découvert.

Les contrées de l'Est de l'Europe luttent avec énergie contre Mahomet II qui étend ses conquêtes en Asie et sur les provinces voisines de la Grèce.

Pendant cette période, l'Église appelle vainement l'Occident à s'armer contre les Turcs auxquels la possession de Constantinople ouvre l'Europe; ses paroles tombent sans écho dans

les diètes et les assemblées des princes. Réduite à ses seules forces, elle peut à peine retarder les succès de ces terribles ennemis du nom chrétien. Toujours attentive aux besoins de l'humanité, elle envoie des missionnaires dans le Nouveau-Monde sur les pas des hardis navigateurs; ils prennent sous leur protection les naturels de ces contrées lointaines, pour les convertir, les civiliser, et les défendre contre la cruauté des Espagnols.

Église.

La chute de Constantinople (1453), que nous avons prise pour ligne de partage entre l'histoire du moyen âge et l'histoire moderne, retentit dans toute la chrétienté comme un de ces violents coups de tonnerre qui font tressaillir et laissent dans la stupeur et dans une morne inaction. On crut un moment que les Turcs, ayant rompu la digue qui semblait protéger l'Occident, un déluge de barbares asiatiques allait inonder l'Europe; et, en face des maux que l'on prévoyait, on se repentit, avec toute l'amertume du désespoir, de n'avoir point arrêté au delà du Bosphore le torrent dont on redoutait la prochaine irruption.

L'Église s'émut pour ses enfants menacés de l'erreur et de la barbarie que traînaient après eux les Musulmans, et elle mit tout en œuvre pour réveiller l'esprit des Croisades. Mais, le premier moment d'effroi passé, les princes, voyant Mahomet II occupé de sa nouvelle conquête, se crurent en sécurité; le danger s'éloigna et s'affaiblit à leurs yeux, et l'intérêt général disparut devant l'intérêt particulier de chacun. En vain, le cardinal Ænéas Sylvius, l'orateur de son siècle, l'âme de toutes les grandes entreprises, chercha-t-il à intéresser chaque nation au profit d'une croisade, en exaltant la noblesse allemande, la valeur française, la prudence italienne, le

courage des Espagnols, la constance des Anglais, il ne put les arracher à leur apathie; les Bohémiens, les Polonais, les Hongrois, ne s'émurent pas davantage, malgré la proximité des lieux qui rapprochait d'eux le péril.

Cependant Mahomet, comprenant toute l'importance de la possession de Constantinople, qui fondait en quelque sorte l'unité de l'Empire Turc, en donnant une capitale à toutes les provinces réunies sous son sceptre, se montrait modéré avec les vaincus. Le siége patriarcal étant vacant, il fit procéder à l'élection d'un patriarche auquel il donna lui-même l'investiture; ainsi ces fiers patriarches *œcuméniques*, qui s'étaient soustraits à l'autorité protectrice des successeurs de saint Pierre, ne furent plus que les créatures d'un prince infidèle et barbare.

Les efforts du pape Nicolas V réunirent à Ratisbonne une diète pour s'occuper de Constantinople. Il y appela le moine franciscain Jean Capistran, qui y parut comme un saint et un prophète; toutefois, il n'obtint que des promesses; partout l'intérêt propre, les hostilités, les divisions, la lassitude, empêchèrent la croisade, et le pape mourut sans avoir pu réaliser ce projet si cher à son cœur (1455). Pontife ami des lettres et des arts, il avait embelli Rome et attiré autour de lui le plus qu'il avait pu de savants et d'artistes; à une piété tendre et solide, il joignait une charité sans bornes et un admirable désintéressement.

Alphonse de Borgia lui succéda sous le nom de Caliste III. Le nouveau pontife, d'un esprit solide, d'une volonté ferme, poursuivit avec activité le dessein de Nicolas V. Voyant qu'il ne devait rien attendre des princes chez lesquels le calme de la réflexion et le charme du repos dissipaient bien vite ce qu'un moment d'enthousiasme avait produit, il créa lui-même une marine, et

treize galères sous le pavillon pontifical allèrent ravager les côtes de la Turquie.

Ce que les souverains refusaient fut [illegible] accompli par le saint moine Capistran. Encouragé [illegible] légat Carvejal, il réunit une armée brave, mais sans [illegible], presque sans armes, sans solde, et il la conduisit à Hunyade, qui gouvernait la Hongrie pour Ladislas V, au moment où ce prince se préparait à marcher au secours de Belgrade que les Turcs assiégeaient. La ville, cernée par l'armée et la flotte de Mahomet, était aux abois quand parurent les croisés. Hunyade, avec quelques galères, attaqua les vaisseaux ennemis, et, après un combat si sanglant que les eaux du Danube en furent rougies, il se jeta dans la place assiégée (1456). Mahomet, frémissant de colère, ordonne un assaut qui est inutile; un second ne sert qu'à multiplier les victimes. Jean Capistran, un crucifix à la main, excitait les combattants et changeait chaque soldat en héros. Au milieu d'une mêlée furieuse, un Turc, dans le but de décourager les assiégés, arbore le croissant au sommet d'une tour; aussitôt un soldat hongrois s'élance sur l'étendard, et une lutte terrible s'engage. Le Hongrois, ne pouvant arracher le drapeau ennemi que le Turc retient, saisit l'étendard et le Turc et se précipite de la tour avec eux : sa mort et celle de son ennemi préservèrent les Chrétiens de l'épouvante et de la déroute.

Mahomet, blessé et vaincu, fut emporté hors de la mêlée; il avait perdu quarante mille hommes, un immense butin, et appris que la victoire n'est pas toujours du côté de la force : la rage dans le cœur, il jura de se venger.

La délivrance de Belgrade combla de joie le pape Caliste qui en attribua toute la gloire à Dieu; pour éterniser sa reconnaissance, il institua la fête de la Tranfiguration le 6 août, anniversaire de la victoire.

La même année vit mourir les deux héros de Belgrade,

Hunyade et Jean Capistran. Hunyade succomba le premier. En apprenant sa mort, Mahomet s'écria : *Sur qui pourrai-je maintenant venger la honte de ma défaite?* Capistran, qui avait reçu son dernier soupir, le suivit dans la tombe six semaines après, laissant la double réputation d'un saint et d'un savant.

L'échec essuyé à Belgrade n'avait fait qu'exciter la colère du farouche sultan, aussi multiplia-t-il ses préparatifs de vengeance. Le Pape, ne se faisant pas illusion sur les dangers dont la chrétienté était menacée, redoubla d'activité pour faire de nouveaux armements. La mort le surprit au milieu de ces soins (1458). Les cardinaux lui donnèrent pour successeur Ænéas Sylvius, cardinal de Sienne, remarquable par sa force d'âme, son éloquence, son habileté et son désintéressement; il monta sur la chaire de saint Pierre avec le nom de Pie II.

Dans sa jeunesse, il avait pris fait et cause pour le concile de Bâle dont il était le secrétaire; plus tard, éclairé sur la réalité des intrigues de cette assemblée, il répudia les préjugés qu'il devait à son inexpérience. Devenu pape, Pie II, d'après les principes qu'il avait reconnus vrais, non-seulement réprouva les doctrines du concile de Bâle, mais il condamna, sous peine des plus graves censures, les appels des sentences du pape au concile général, comme propres à entretenir l'esprit de révolte contre le Saint-Siége. Il obtint de Louis XI, fils et successeur de Charles VII, roi de France, l'abrogation de la Pragmatique sanction de Bourges; la résistance du Parlement et l'opposition de l'Université empêchèrent pendant longtemps que la révocation faite par le roi ne fût bien exécutée. Jusqu'au siècle suivant, la Pragmatique demeura entre les mains des rois de France comme une arme dont ils se servaient pour fléchir ou intimider les papes, selon le besoin de leur politique.

Cependant Mahomet II, continuant sa guerre d'extermination, avait trouvé dans Scanderberg, prince d'Albanie, un adversaire devant lequel plusieurs fois ses généraux avaient fui. Plein d'admiration pour sa valeur indomptable, le sultan lui fit demander son sabre auquel il attribuait une vertu merveilleuse; et comme il se plaignait de ne pouvoir, malgré cela, frapper les grands coups attribués à Scanderberg, celui-ci lui répondit : *Je vous ai envoyé la meilleure de mes armes, mais j'ai gardé mon bras.*

Après des efforts inouïs pour repousser les Turcs, Pie II avait enfin réuni à Ancône une armée de croisés, lorsqu'il mourut au moment de s'embarquer à leur tête.

La mort de Pie II dissipa l'expédition si péniblement preparée; chacun se crut dégagé de ses engagements et quitte envers son successeur Paul II. Tout en continuant de préparer une croisade, le nouveau pape ne cessait de travailler à rétablir la paix entre les princes d'Italie; dans le même temps, il fit conclure un traité entre les Polonais et les chevaliers Teutoniques (1466), dont les Prussiens avaient secoué le joug quelques années auparavant pour se donner à la Pologne. L'état de la Bohême attira aussi son attention. Les Hussites, favorisés par le roi Podiébrad et par Roquesane, évêque intrus de Prague, y étaient tout puissants. Les violences de Podiébrad contre les catholiques décidèrent enfin Paul II à l'excommunier, et à donner son royaume à son gendre Mathias Corvin, fils de Hunyade.

Paul II ne perdait pas de vue la guerre des Turcs; mais comment réveiller l'enthousiasme des croisades, alors que peuples et souverains n'écoutaient plus que l'intérêt de leur politique égoïste? Le Pape confia donc la défense de la religion à Scanderberg. Ce vaillant champion de la cause du Christ alla chercher des troupes en Italie pour

repousser les Turcs occupés au siége de Croïa, capitale de l'Albanie. Ce fut sa dernière victoire; le héros chrétien qui avait gagné vingt-deux batailles et maintenu d'une manière remarquable la moralité parmi ses soldats, mourut peu de temps après (1466). A cette nouvelle Mahomet laissa échapper sa joie : *Les Chrétiens*, s'écria-t-il, *ont perdu leur épée et leur bouclier*. On raconte que l'admiration des Turcs pour Scanderberg était telle que, lorsqu'ils eurent repris Croïa, ils s'emparèrent de ses ossements, et en enchâssèrent des fragments dans l'or et l'argent, pour les porter dans les combats.

La mort de Scanderberg ranima toutes les espérances de Mahomet. Poursuivant ses conquêtes, toujours suivies d'atroces cruautés, il s'empara de l'île de Chio où, parmi les noms des martyrs du fanatisme musulman, l'histoire a conservé celui d'André, surnommé de Chio, qui prouva son attachement à la foi par sa patience héroïque à supporter les tourments d'une mort lente et cruelle.

Dans l'île de Négrepont, l'ancienne Eubée, les Turcs s'étant emparés par trahison de Chalcis, la capitale, livrèrent tout à la fureur des soldats.

Ces affligeantes nouvelles hâtèrent les préparatifs de guerre dont Paul II n'avait cessé de s'occuper; mais sa mort, arrivée en 1471, les rendit inutiles encore une fois.

Le successeur de Paul II fut Sixte IV (François de la Rovère), auquel on a reproché avec raison l'avoir élevé au cardinalat deux de ses neveux encore fort jeunes. Comme ses prédécesseurs, il remua l'Europe par ses légats pour décider les princes à s'armer contre les Turcs; tous ses efforts n'aboutirent qu'à une expédition maritime, à laquelle les Vénitiens et les Napolitains prirent part sous la conduite du cardinal Caraffa. Ils eurent quelques succès dans l'Asie Mineure, mais le résultat fut nul. Étienne,

vaïvode de Moldavie et de Valachie, fut plus heureux : il remporta une grande victoire sur les Turcs qui étaient venus l'attaquer (1476).

L'année suivante (1472), mourut le célèbre Jean Bessarion, d'abord évêque de Nicée, puis cardinal, et qui, venu en Italie à la suite de l'empereur grec Jean Paléologue, s'était fixé à Rome. On a dit de lui qu'en le perdant le Sacré-Collége avait perdu son bras, son conseil ; les savants, un père ; les gens de bien, leur consolation ; l'Église entière, son plus ferme appui. Il aimait les lettres qu'il cultivait avec succès ; et les savants qui avaient fui de la Grèce trouvèrent en lui un protecteur. Le cardinal Bessarion a laissé sur la théologie et la philosophie des écrits fort estimés.

La victoire, vraiment miraculeuse, remportée par Étienne, vaïvode de Moldavie, n'arrêta pas longtemps les Turcs ; ils revinrent à la charge avec des troupes nombreuses, tandis que la lassitude et l'inconstance, faisant poser les armes aux soldats du courageux vaïvode, il était obligé de rester témoin inactif du ravage des provinces qu'il ne pouvait plus défendre.

Les Turcs se jetèrent ensuite sur le Frioul et la Carniole, dont les montagnes escarpées furent des digues impuissantes contre le torrent. On a peine à croire ce que raconte un témoin oculaire (1) des prodiges qu'ils accomplirent pour porter la dévastation au nord de l'Italie. « Parvenus au plus haut des montagnes, dit-il, et ne voyant, pour toute issue, vers la plaine, que des précipices hérissés de roches aiguës et de débris menaçants, les Turcs, loin de reculer, s'empressèrent de les franchir. Du sommet, ils descendirent leurs chevaux avec des cordes sur le premier degré de cet horrible amphithéâtre, de là sur

(1) Sabellicus, historien de Venise.

le second, et ainsi de suite ju[illegible]rnier; là, remontant à cheval, ils se précip[illegible] des pentes si rapides, que les montagnards n'y [illegible]vaient descendre qu'en s'accrochant aux broussailles. A cette vue les troupes qui gardaient ces passages lâchèrent pied, et ce ne fut de tout côté qu'un cri de désespoir (1480). » Ces terribles ennemis furent pourtant arrêtés par Charles Mantoue, général des Vénitiens.

Vers le même temps, Mahomet confia au renégat Messite une flotte et une armée pour s'emparer de la ville de Rhodes, capitale de l'île de ce nom, où s'étaient établis, en 1310, les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, connus depuis sous le nom de *Chevaliers de Rhodes*. Pendant quatre-vingts jours les murs furent battus par une artillerie formidable; mais chaque nuit suffisait aux défenseurs de la place pour ruiner les travaux des assiégeants. C'est à ce siége que les Turcs imaginèrent les tranchées, chemins ou fossés obliques, qui leur permettaient de s'approcher des remparts de la ville. Pierre d'Aubusson, grand-maître des chevaliers de Rhodes, était l'âme de cette vigoureuse défense. Présent sur tous les points menacés, il excitait les uns, encourageait les autres, faisant partager à tous son enthousiasme et son héroïque espérance. On saisit des traîtres soudoyés par les Turcs pour l'assassiner, et ils furent mis à mort.

Les murs étaient renversés, la ville n'était plus qu'un monceau de ruines, tout semblait perdu, sans que le courage des chevaliers en fût ébranlé. Les Turcs, épuisés et couverts de honte, levèrent enfin le siége qui leur avait coûté plus de neuf mille soldats.

Pour se venger de cet échec, ils se jetèrent sur les côtes de la Calabre, et s'emparèrent d'Otrante où ils exercèrent de si atroces cruautés que le lieu en a conservé le nom de *Vallée des Martyrs*; tout fut passé au fil de l'épée,

excepté les enfants, réservés pour l'esclavage (1480).

Le sort de la ville d'Otrante répandit la consternation dans toute l'Italie; on arma des vaisseaux, on eut recours à la prière, et en peu de temps les Turcs furent chassés de l'Adriatique.

Pendant que ces ennemis du nom chrétien portaient partout le ravage et la désolation, les factions se réveillaient au nord de l'Italie. Deux familles puissantes, les Pazzi et les Médicis, se disputaient le souverain pouvoir à Florence (1476). Sixte IV s'était déclaré contre ces derniers qui traversaient l'ambition de son neveu Jérôme Riario, devenu prince de Forli, et il avait attaché à cette cause le roi de Naples, tandis que Milan et Venise avaient pris parti pour les Médicis. A l'insu du Pape, les Pazzi ourdirent une conspiration contre Laurent et Julien, fils de Pierre de Médicis, et Julien fut assassiné au pied de l'autel; aussitôt le peuple prit les armes, et, dans sa fureur, pendit aux fenêtres du palais des Médicis l'archevêque de Pise, François Salviati, qui avait cru pouvoir s'en emparer à la faveur des troubles.

A cette nouvelle Sixte IV, qu'on a accusé sans preuves et injustement d'avoir prêté la main à ce crime, mit l'interdit sur Florence; les Florentins, emportés par la passion, n'en tinrent aucun compte et en appelèrent du Pape au concile général. Les choses s'envenimèrent; Venise, Milan et la France promirent du secours à la république Florentine; et la guerre menaçait d'embraser l'Italie, lorsque Laurent de Médicis, ayant gagné Ferdinand, roi de Naples, Sixte IV comprit qu'il ne pouvait résister. Il s'apaisa, consentit à entendre des paroles d'accommodement, accepta la réparation des Florentins et leva les censures. Tous les torts du Pape dans cette affaire, sont dans le pouvoir qu'il laissait à son neveu Jean Riario.

Tandis que la politique égoïste empêchait les princes

d'entendre l'appel aux croisades, qui retentissait à de courts intervalles depuis la chute de Constantinople, l'esprit d'indépendance envers l'Église se manifestait par une foule de propositions erronées, que soutenaient quelques docteurs en Espagne et en Allemagne. Quoiqu'elles ne paraissent pas graves au premier abord, comme elles avaient pour but de saper l'autorité du siége de saint Pierre, l'Église les combattit, puis les condamna rigoureusement.

La mort de Mahomet II (1482) laissa l'Europe respirer un moment. Ses deux fils Bajazet et Zizim se disputèrent son héritage les armes à la main. Zizim vaincu, se refugia auprès des chevaliers de Rhodes qui l'envoyèrent en France.

Sixte IV mourut en 1484, laissant une réputation de science et même de vertu, quoique son népotisme l'eût empêché de réaliser une partie du bien qu'il aurait pu faire. Il embellit Rome d'un si grand nombre de monuments, qu'on a dit que, des seules pierres qui portent son nom dans les bâtiments superbes qu'il fit élever, on pourrait construire un vaste édifice. Des fléaux de toutes sortes, inondations, pestes, famines, ayant changé Rome en une solitude effrayante au commencement de son pontificat, Sixte IV établit la fête de l'Immaculée Conception, et condamna les prédications et les livres contre cette croyance, jusqu'à la décision de l'Église. Son prédécesseur Paul Ier ayant décidé par une bulle que le jubilé aurait lieu tous les vingt-cinq ans, Sixte IV l'avait ouvert en 1475; mais les guerres du dedans et du dehors, ainsi que la diminution de la foi, avaient arrêté le concours des pélerins.

A la mort de Sixte IV commença pour l'Église une épreuve plus grande, à certains égards, que celle du Xe siècle. Elle vit pendant plusieurs années la chaire de saint Pierre occupées par des pontifes indignes de ce haut

rang, et les fidèles scandalisés par ceux qui étaient chargés de leur enseigner la vertu. C'est le cas de rappeler en peu de mots ce que nous avons dit de la sainteté de l'Église qui ne peut être altérée par les vices de ceux qui la représentent, et de l'infaillibilité de la doctrine promise aux successeurs de Pierre, tandis qu'ils restent libres et faillibles dans leur conduite personnelle.

Cette douloureuse page de l'histoire de l'Église nous fera de nouveau admirer la force de cette institution divine qui résiste à toutes les épreuves. Quels que soient les tempêtes et les écueils, la barque de Pierre traverse sans crainte l'océan des siècles malgré les fautes de son pilote; les vagues, en se brisant avec fureur, peuvent la couvrir de leur écume, les vents déchaînés ébranler sa mâture et la pousser sur les écueils, une main invisible la conduit; et tandis que les flots rejettent à la côte les épaves de mille navires qu'ils ont engloutis, ils n'ont pu seulement rompre un de ses cordages ni désunir les pièces qui composent sa magnifique unité.

On donna pour successeur à Sixte IV Innocent VIII. Ce pontife avait été marié et était entré dans les ordres sacrés à la mort de sa femme dont il avait eu deux fils; quelques auteurs disent qu'il s'occupa plus d'enrichir Franceschetto, l'un d'eux, que des affaires de l'Église.

Ami de la paix, Innocent apporta tous ses soins à la rétablir en Italie; en même temps il travaillait à susciter des embarras et à opposer des forces considérables au nouveau sultan, qui reprenait les projets de conquête de son père. Dans ce but, il se fit céder Zizim par les chevaliers de Rhodes pour l'opposer à Bajazet, espérant ainsi le détourner de l'Europe.

Sous le pontificat d'Innocent VIII les Hussites diminuèrent considérablement en Bohême, et l'on put dès lors prévoir l'extinction de cette secte qui avait fait verser tant

de sang; la ville de Grenade fut enlevée aux Maures, et la religion catholique rétablie dans toute l'Espagne.

En 1492, Innocent VIII eut pour successeur Rodrigue Borgia, qui prit le nom d'Alexandre VI. C'est en tremblant que nous abordons ce nom flétri dans l'histoire; et cependant, quand on lit les récentes recherches faites par des écrivains catholiques, on se demande si ce pape n'aurait pas été calomnié. Sans chercher à approfondir des points que la critique n'a pu encore éclairer, nous dirons avec l'abbé Blanc « qu'il faut d'abord distinguer dans Borgia l'homme privé ou plutôt le jeune homme qui s'abandonna à ses passions, et le pape qui ne le céda en rien à la plupart des papes par son activité, son zèle et sa prudence. » Ce qu'on doit surtout reprocher à Alexandre VI, c'est d'avoir tout sacrifié à l'élévation de ses fils et surtout du second, César Borgia, monstre de débauche et de cruauté. Quelques auteurs ont accusé sa fille Lucrèce, duchesse de Ferrare, de crimes énormes; mais des écrivains ennemis de l'Église et même le protestant Roscoë la représentent au contraire comme une femme vertueuse et accomplie sous tous les rapports.

Un grand événement illustra la première année du pontificat d'Alexandre VI, la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Nous la raconterons dans un chapitre particulier; mais il est nécessaire d'en dire ici quelques mots pour l'intelligence de ce qui va suivre.

Depuis près d'un siècle, les Portugais, encouragés par leurs souverains, s'étaient adonnés à la navigation et parcouraient les mers de l'est; s'aventurant plus loin qu'on ne l'avait encore fait sur les côtes de l'Afrique et de l'Asie, ils avaient découvert des terres inconnues jusqu'alors.

Ces succès éveillèrent le goût des expéditions lointaines; et le Génois Christophe Colomb, avec cette rectitude d'esprit que donne l'étude des sciences exactes, jointe à

un génie étendu, ferme et entreprenant, devina l'existence d'un continent à l'ouest de l'Europe. Ayant obtenu de Ferdinand et d'Isabelle, qui venaient de réunir toute l'Espagne sous leur sceptre, quelques hommes et quelques vaisseaux, Colomb fit voile vers ces terres, et il les atteignit enfin après avoir surmonté des difficultés inouïes (1492). Il en prit aussitôt possession au nom de l'Espagne, puis il vint en faire hommage aux souverains de ce royaume, qui se hâtèrent d'assurer ces riches conquêtes par l'envoi d'une flotte.

Les Portugais suivirent bientôt les Espagnols. A leur tour, ils découvrirent quelques parties du vaste continent que Christophe Colomb avait signalé, et que l'on croyait alors tenir aux Indes Orientales ; ce fut dès lors, entre ces deux puissances, à qui découvrirait de nouvelles terres. Ferdinand d'Espagne, jaloux d'augmenter ses possessions, obtint d'Alexandre VI l'investiture de tous les pays découverts ou que l'on parviendrait à découvrir. Aussitôt Jean II, roi de Portugal, réclama, et la guerre allait éclater entre ces deux souverains, lorsque le Pape intervint comme arbitre. Pour prévenir un conflit dont il était impossible de prévoir les suites, Alexandre VI, ayant tracé sur une carte une ligne de démarcation qui coupait en deux moitiés le nouveau monde, attribua, par la bulle *Inter cætera*, la partie occidentale aux Espagnols et la partie orientale aux Portugais, mettant comme condition principale que les possesseurs de ces nouveaux pays y enverraient des missionnaires, pour convertir et instruire les Indiens. Quelques auteurs n'ont pas eu assez de blâme à jeter sur cet acte d'Alexandre VI et ont été jusqu'à dire « que de tous les crimes de Borgia, cette bulle fut le plus grand (1). » Nous aimons mieux le jugement

(1) MARMONTEL, *Les Incas*, t. I, p. 12.

qu'en a porté M. de Maistre : « C'était un grand bonheur pour l'humanité, dit-il, que la puissance pontificale eût encore assez de force pour obtenir ce grand consentement, et le noble arbitrage était si digne d'un véritable successeur de saint Pierre, que la bulle *Inter cætera* devrait appartenir à un autre pontife. »

Malgré tous les efforts d'Alexandre VI pour assurer le bonheur, en même temps que la conversion des Indiens, les Espagnols, excités par la soif de l'or, réduisirent les malheureux indigènes à la plus triste condition. Nous aurons occasion de raconter les excès des conquérants ; et nous verrons l'Église, là, comme partout, prenant la défense des opprimés contre un cruel vainqueur, les protégeant de toute sa puissance pour les arracher à l'esclavage et en faire des chrétiens et des hommes.

Pendant qu'Alexandre VI agissait avec la sagesse et la prudence d'un vicaire de Jésus-Christ dans ses rapports avec les conquérants du Nouveau-Monde, il laissait paraître toutes les passions de l'homme quand il s'agissait des intérêts de sa famille ; et plus d'une fois même il sacrifia sa conscience à l'élévation de ses parents, en leur conférant des dignités ecclésiastiques dont ils étaient indignes. Ainsi César Borgia, connu par ses vices et ses cruautés, fut fait archevêque de Valence, puis revêtu de la pourpre en 1493 ; deux neveux d'Alexandre VI, Jean Borgia, et Pierre-Louis Borgia furent élevés à la même dignité, le premier en 1492, le second en 1500, tandis que le Pontife érigeait en duché la principauté de Bénévent pour son fils Jean Borgia, et obtenait de Louis XII le titre de duc de Valentinois pour l'aîné César Borgia. Ces princes, revêtus de charges publiques, déshonorèrent leur nom ; et, fort de l'appui d'Alexandre VI, se servirent de leur puissance pour écraser les Colona et les Orsini, leurs ennemis.

César, le plus célèbre d'entre eux, après la mort du Pontife, fut arrêté par ordre du pape Jules II qui le força de livrer toutes ses places fortes; s'étant échappé de prison, il se réfugia auprès du roi de Navarre dont il avait épousé la sœur. Il l'accompagna dans une expédition militaire où il fut tué en 1507.

Ludovic Sforze ou Louis le More tenait alors en tutelle son neveu Jean Galéas qui, en 1476, à l'âge de huit ans, avait succédé à son père Galéas Sforce comme duc de Milan. Ferdinand, roi de Naples, réclamait vainement la couronne ducale pour son gendre Jean Galéas devenu majeur; Ludovic, pour détourner les menaces de ce prince, promettait de remettre l'autorité à son neveu, mais en même temps il pressait les préparatifs pour consommer son ursupation.

Cependant Alexandre VI n'ayant pas obtenu de Ferdinand, roi de Naples, ce qu'il lui avait demandé en faveur de son fils César Borgia, s'entendit avec Louis le More contre ce prince, pour engager Charles VIII, alors roi de France, à entreprendre la conquête du royaume de Naples, en vertu des droits que lui avait cédés la seconde maison d'Anjou. La haine des Napolitains pour Ferdinand servit les projets du roi de France, poussé d'ailleurs à cette expédition par la pensée hardie de faire de l'Italie une étape pour aller combattre Bajazet.

Tout sourit d'abord à Charles VIII : à voir ses rapides succès, on eût dit une marche triomphale. Mais déjà Alexandre VI, regrettant d'avoir attiré ce prince en Italie, recevait des présents de Ferdinand et agissait contre les Français. A la nouvelle que Charles VIII marchait sur Rome, il s'enferma dans le château Saint-Ange avec six cardinaux, au nombre desquels était son fils César Borgia.

Les autres cardinaux pressaient le roi de France de

s'emparer d'Alexandre VI pour le faire déposer et pour réformer l'Église; il refusa, aimant mieux, par respect pour son titre, traiter avec lui; *et ne saurais dire*, ajoute son historien Philippe Commines, *s'il fit bien ou mal; mais je crois qu'il fit mieux d'appointer* (de traiter), *car le roi étoit jeune, et mal accompagné pour conduire une si grande œuvre que de réformer l'Église.* Commines avait raison; il n'appartient jamais aux princes de diriger l'Église : c'est l'Arche sainte à laquelle les profanes ne peuvent porter la main.

Charles VIII traita Alexandre VI avec tout le respect dû au vicaire de Jésus-Christ, quel que soit son caractère personnel. Il fut décidé, entre autres choses, que le Pape remettrait Zizim au roi contre des otages, que César Borgia demeurerait quatre mois avec le prince français qui aurait, ainsi que son armée, libre passage sur les terres de l'Église.

Zizim mourut peu de jours après avoir été remis à Charles VIII. Quelques auteurs disent qu'Alexandre VI l'avait fait empoisonner pour plaire à Bajazet, tenu au courant des projets du roi de France. Une pareille accusation mériterait d'être prouvée, et elle ne l'est pas, ce que pourtant n'auraient pas manqué de faire, s'ils l'avaient pu, les auteurs contemporains, ennemis d'Alexandre VI. On a dit aussi légèrement que Zizim mourut chrétien; ce qui est certain, c'est que son fils se convertit, et que, fait prisonnier par Soliman, ce prince le fit mettre à mort.

Charles VIII n'eut qu'à paraître pour conquérir Naples et tout le royaume (1495). De si étonnants succès jetèrent la consternation en Italie, et tous les souverains tremblèrent pour leur couronne. Aussi, tandis que le jeune vainqueur songeait à porter la guerre en Grèce, derrière lui se formait une ligue, dans laquelle entraient Venise,

Milan, l'Empereur, le roi d'Espagne et le Pape. A cette nouvelle, Charles VIII, laissant des garnisons dans les principales villes, se hâta de retourner en France après la brillante victoire de Fornoue.

Louis XII ayant succédé à Charles VIII en 1498, s'occupa aussitôt de faire casser son mariage avec Jeanne, fille de Louis XI, qu'il avait épousée contre son gré. Les raisons qu'il présentait pour appuyer sa demande furent examinées longuement par une commission que le Pape avait nommée et que présidait un cardinal. Malgré la vertu de la reine et sa noble défense, le mariage fut déclaré nul. Dégagé de ses serments, Louis XII épousa Anne de Bretagne, veuve de son prédécesseur Charles VIII. Quant à Jeanne, elle descendit du trône pour se retirer à Bourges, où elle se fit chérir par ses vertus et sa charité, et où elle fonda les *Annonciades* qui furent approuvées plus tard. Jeanne a mérité d'être inscrite au nombre des saints que l'Église présente à la vénération et à l'imitation des fidèles.

Alexandre VI mourut en 1503, empoisonné par mégarde, selon Guichardini, dans un repas que donnait César Borgia pour empoisonner quelques cardinaux. Nous ne rapportons ce fait que pour en signaler la fausseté : Voici ce qu'en pensait Voltaire lui-même, qu'on n'accusera pas de partialité en faveur des papes : « Oui, j'ose dire à Guichardini : l'Europe est trompée par vous, et vous l'avez été par votre passion ; vous en avez trop cru votre haine.... de là vous concluez qu'un pape de soixante-quatorze ans n'est pas mort d'une mort naturelle..... Ne dois-je pas croire le journal de la maladie du pape, plutôt qu'un bruit populaire? Ce journal le fait mourir d'une fièvre double tierce : il n'y a pas le moindre vestige de preuve de cette accusation intentée contre sa mémoire.»

Guichardini en avançant cette injuste accusation, ne dit pas cependant qu'Alexandre VI connût le projet coupable de César Borgia.

Alexandre VI se montra plus digne du titre de roi, de souverain temporel, que de celui de pontife, quoique l'histoire, pour être juste, c'est-à-dire vraie, doivent lui reprocher d'avoir tour à tour flatté et trompé tous les princes avec lesquels il eut affaire, selon les besoins d'une politique personnelle; d'avoir déployé contre ses ennemis un acharnement de vengeance qu'on ne pardonnerait à aucun prince.

Malgré ses vices, Alexandre VI eut des vertus : il aima les lettres, récompensa les savants, et son gouvernement fut empreint de sagesse et de fermeté. Dur à lui même, il était plein de compassion pour les malheureux; jamais il ne refusa d'écouter la prière de l'indigent et il accorda au pauvre et au riche une égale justice : le peuple le pleura, car il avait des qualités vraiment royales. Quant à la doctrine de l'Église dont il avait reçu le dépôt, ce qu'il a fait pour en conserver l'intégrité a fait dire à M. de Maistre : « Toute la corruption d'Alexandre Borgia n'a pas fait une tache sur la doctrine de Jésus-Christ, et le bullaire de ce monstre est irréprochable. » Ce que M. de Maistre loue dans Alexandre VI aurait dû lui faire atténuer l'expression violente dont il se sert en en parlant.

Nous terminerons cette triste page de l'histoire de l'Église par les réflexions d'un auteur moderne, que cite Feller à propos d'Alexandre VI : « Si Dieu a permis que les chefs d'une religion sainte ne fussent pas toujours des hommes sans reproches et sans vices, c'est parce que la conservation de l'Église ne dépend pas de la sagesse et de la vertu de ses pontifes, mais de la parole de Jésus-Christ et de l'effet immuable de la promesse solennelle qu'il a faite de conserver son Église jusqu'à la fin des siècles. Le sort des

empires de la terre dépend de la sagesse et de la conduite de leurs monarques : il ne faut qu'un prince faible ou vicieux pour les précipiter du faîte de la gloire dans la confusion et le néant... Si donc les faiblesses, les scandales ou l'imprudence de quelques papes n'ont pu ébranler les fondements de la vraie Église, c'est que Dieu lui-même les a affermis, et leur a donné une consistance que les hommes et les temps ne peuvent ébranler. »

Pendant les dernières années du XVe siècle, de grands événements s'étaient accomplis en Espagne; cependant, quoiqu'ils aient un rapport direct avec l'Église, nous ne faisons que les indiquer à leur place, devant y revenir plus tard.

Le mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille ayant réuni les deux couronnes, dans le même temps que la guerre civile affaiblissait le royaume de Grenade, les Chrétiens profitèrent de ces circonstances favorables pour attaquer les Maures et les chasser de l'Espagne (1492), où ils avaient dominé près de huit cents ans. Les vaincus, après plusieurs tentatives de révolte, furent mis en demeure d'embrasser la religion chrétienne ou de quitter le royaume. Cette mesure extrême produisit une foule de conversions feintes ou peu durables, et un grand nombre de Maures, chrétiens de nom, ne tardèrent pas à retourner en secret à leurs erreurs. D'un autre côté, il y avait alors dans le clergé espagnol beaucoup d'ignorance et par suite une grande corruption, ce qui était une source de nombreux abus que déploraient les évêques fidèles. Vainement élevaient-ils la voix dans des conciles particuliers, le mal grandissait toujours. Enfin le judaïsme avait jeté de si profondes racines en Espagne que, selon M. de Maistre, il menaçait de suffoquer la plante nationale. Les richesses des juifs, leurs alliances, leur nombre, les rendaient redoutables : c'était véritablement une nation renfermée

dans une autre. Leur puissance excitait la jalousie, ou plutôt la haine réciproque était portée à un tel excès, que plus d'une fois l'autorité dut empêcher le peuple de se ruer sur eux.

En face de tous ces maux qui constituaient un danger pour la monarchie espagnole, Ferdinand crut y trouver un remède dans l'établissement de l'*Inquisition*.

Cette institution ecclésiastique, qui remontait au XIIe siècle, et dont nous avons déjà parlé, avait pour but de surveiller les doctrines et de dénoncer à l'Église celles qui menaçaient la foi des fidèles. Mais, pour la bien comprendre, il est nécessaire de revenir sur nos pas afin d'étudier l'esprit qui l'a produite.

Toute l'histoire du moyen âge nous raconte la lutte de l'Église et de la barbarie; elle nous montre d'un côté l'esprit païen personnifié, tantôt dans les hérésies, tantôt dans les empereurs d'Allemagne, voulant encore faire revivre et dominer le despotisme, la force brutale; de l'autre, l'Église ou le christianisme appelant l'homme à la vraie liberté par le triomphe de l'âme sur le corps, de l'esprit sur la matière.

Après plusieurs siècles d'efforts, l'idée chrétienne était enfin devenue dominante en Europe; la foi y était considérée comme le principe de tout ordre, de toute justice; la religion, comme la garantie de l'obéissance du sujet et de la modération du souverain. La nouvelle société, dans sa reconnaissance envers l'Église à qui elle devait tout, croyait ne pouvoir trop faire pour assurer son autorité, et pour ramener à l'obéissance ses enfants rebelles.

Mais si, pendant le moyen âge, les peuples semblaient confondre dans un même respect l'Église et l'État, les hérésies confondaient également dans leur haine l'État et l'Église. Il était donc très-naturel que le droit public d'alors considérât l'hérésie comme un délit politique,

l'assimilât à un crime contre la société, et le punit aussi sévèrement que le vol et le meurtre.

Ce qui prouve que ce caractère de la législation était dans les mœurs de cette époque, c'est que, dans le code sicilien de Frédéric II, d'ailleurs peu favorable au clergé, les peines les plus sévères étaient portées contre les hérétiques. Cette union du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel pour la répression de l'erreur, était si bien dans l'esprit du moyen âge, qu'il serait peut-être difficile d'assigner une date précise aux premières rigueurs exercées contre les hérétiques *au nom de la loi civile*. L'Église n'employait contre eux que l'anathème; cependant, dès 1179, le troisième concile de Latran déclare que, quoique l'Église ait horreur du sang, il est souvent utile à l'âme de l'homme de lui faire craindre des peines temporelles. En 1184, le concile de Vérone, auquel assistait l'empereur Frédéric Ier, ordonna de mettre en jugement les personnes accusées d'hérésie, tout en prescrivant des mesures de douceur et de prudence dans l'exécution de ces décrets. Enfin, dans le quatrième concile de Latran, en 1215, le pape Innocent III, effrayé du progrès des diverses sectes manichéennes, dont les doctrines subversives étaient un danger pour l'Église et la société, ordonna la recherche exacte des hérétiques; mais en même temps il défendit à tout clerc de prononcer une condamnation à mort, d'en faire l'exécution ou d'y assister.

Telle est l'origine de l'Inquisition; d'où il résulte qu'elle est née de la foi ardente de cet âge pendant lequel, selon la parole et l'esprit du Seigneur, on craignait plus ceux qui tuent l'âme que ceux qui tuent le corps; de la conviction, alors générale, qu'une même base soutient la religion et l'État, et qu'attaquer l'un c'est aussi vouloir renverser l'autre; enfin de la rudesse des mœurs de cette époque, rudesse qu'on retrouve dans les usages, les lois,

les châtiments, et dont se ressentaient même quelques membres du clergé, car il est bien difficile de ne pas subir l'influence de son siècle et d'échapper complétement à son esprit.

La guerre des Albigeois, au commencement du XIIIe siècle, vint donner un nouveau caractère à l'Inquisition. Nous avons raconté les cruelles représailles exercées de part et d'autre, et sur lesquelles l'Église gémit sans pouvoir toujours les arrêter. Lorsque la paix se fit, une des clauses du traité fut l'extirpation de l'hérésie. L'exécution en ayant été confiée à des tribunaux séculiers, il en résulta une foule d'actes déplorables. La sévérité cruelle dont on usa envers les hérétiques éveilla la vigilante tendresse de l'Église : un concile assemblé à Toulouse en 1229, prescrivit que dorénavant des prêtres seraient adjoints aux séculiers dans chaque paroisse pour la recherche et la punition des hérétiques, afin que l'esprit de miséricorde et de justice, inhérent à l'Église, dirigeât les procédures. Ce nouveau tribunal, à la fois ecclésiastique et civil, fut donc un bienfait en même temps qu'un progrès.

En 1233, douze ans après la mort de saint Dominique, l'Inquisition fut confiée aux Dominicains, dont la science théologique parut une garantie pour l'Église et pour les accusés.

En résumé, l'Inquisition était donc un tribunal ecclésiastique destiné à l'examen de la doctrine, et chargé d'éclairer, de tempérer la rigueur des lois civiles s'appliquant au crime d'hérésie. Cependant beaucoup d'historiens ne nous montrent ce formidable tribunal qu'à la lueur des flammes des bûchers, entouré d'instruments de torture, et rougi du sang de milliers de victimes.

Sans prétendre tout excuser, tout justifier, il faut d'abord, pour rester dans la vérité, faire, dans ces récits violents et passionnés, une large part à la calomnie, à

l'esprit de parti, puis examiner sans prévention ce qui, dans cette lugubre histoire, appartient aux hommes et à l'Église.

L'Inquisition, purement religieuse dans l'origine, s'altéra insensiblement dans quelques endroits en se prêtant à la politique. A Venise, c'est le sénat qui inaugure ce tribunal pour fortifier son autorité; à Padoue, c'est Frédéric II l'excommunié; en Portugal, Jean III; en Espagne, Ferdinand et Isabelle. Comme c'est surtout l'Inquisition espagnole qui est le point de mire des accusations, et qu'on représente sous les plus sombres couleurs, c'est d'elle que nous allons nous occuper, guidé par les consciencieux travaux qui, dans ces derniers temps, ont été publiés sur cette question.

L'Espagne, plus qu'aucune autre contrée, avait souffert du voisinage des ennemis de la foi, juifs ou Sarrasins. Plusieurs siècles de guerre avaient mis au cœur des Espagnols une haine profonde et violente contre ces ennemis de leur patrie et de leur religion, ces deux objets de respect et d'amour, pour lesquels ils avaient versé tant de sang. Qu'on se figure, s'il est possible, l'horreur qu'inspirait à l'Espagnol le Maure qui, pendant huit cents ans, avait envahi son territoire, brûlé ses villes, massacré ses enfants, chassé ses rois, égorgé ses évêques, insulté son Dieu, et le juif, son secret allié; qu'on lise le long récit de ces guerres qui développèrent chez ce peuple ardent l'amour enthousiaste de Dieu et de la patrie; qu'on tienne compte de sa nature âpre, exigeante, patriotique à l'excès; qu'avec cela on reconnaisse que les peuples impriment à leurs institutions le sceau de leur caractère, et l'Inquisition espagnole sera expliquée sans que l'Église soit mise en cause.

Au moment où Ferdinand et Isabelle demandèrent au pape l'établissement de l'Inquisition en Espagne, c'est-à-

dire vers 1478, la lutte acharnée que, depuis des siècles, se faisaient les Chrétiens et les Maures, touchait à son moment décisif; le salut de la patrie et de la religion semblait donc plus que jamais un seul et même intérêt. Dès lors la sévérité des tribunaux, recherchant et punissant Maures et juifs autant comme ennemis de l'État que comme ennemis de la religion, était inspirée par l'instinct de la conservation propre.

« L'Église, dit un auteur moderne, n'a à rougir d'aucune de ses œuvres; elle ne les fonde que pour maintenir les droits et le règne de la religion ou de la vérité, pour favoriser et procurer le salut des âmes, pour sauvegarder les bonnes mœurs, les vertus sociales comme les vertus chrétiennes, tous les intérêts religieux des peuples, en un mot pour remplir sa divine mission.

« L'Inquisition n'avait pas un but différent. C'était bien, quoi qu'on en dise, une institution ecclésiastique; elle fut approuvée, confirmée par des bulles pontificales. Sa juridiction était toute spirituelle; elle s'exerçait sur des cas d'hérésie, et non sur les affaires de l'État. Le Grand-Inquisiteur, présenté par le roi, était canoniquement institué par le Souverain-Pontife; et il n'avait d'autre juridiction, d'autres pouvoirs que ceux qu'il recevait du Saint-Siége... Aussi n'appelait-on des sentences des inquisiteurs ni au conseil d'État ni au roi; mais on avait recours à la puissance ecclésiastique. On pouvait appeler des tribunaux particuliers au Conseil général de l'Inquisition, et de celui-ci au siége apostolique, source de toute juridiction spirituelle.

«.... L'Inquisition ne recevait de l'État que le concours du pouvoir et l'appui de la loi; et c'était justice, puisque par ses fonctions elle ne servait pas moins l'État que l'Église.

« L'Inquisition espagnole eut d'abord pour mission de

maintenir l'intégrité des dogmes catholiques contre les Marronos et les Moriscos, c'est-à-dire contre les juifs et les Maures, qui, convertis en apparence ou par peur ou par calcul, à la religion chrétienne, la déshonoraient par leur conduite, l'outrageaient dans leurs conciliabules, la blasphémaient dans le sein de leurs familles, la sacrifiaient en secret à leurs anciennes habitudes et aux rites de leur première religion, dans des cérémonies sacriléges.

« Un peu plus tard, elle dut étendre ses soins sur les hérésies modernes, qui, entrées en Espagne à la suite des soldats de Charles-Quint, ou avec quelques esprits téméraires, de retour des universités étrangères, apportaient à la religion de nouveaux dangers. L'Inquisition surveilla également les hérétiques, les Marronos et les Moriscos, et les poursuivit avec la même vigueur. Elle n'inventa cependant pas de nouvelles peines contre les coupables; elle constatait seulement qu'ils avaient mérité telles peines prescrites par les lois de l'État contre tels crimes. Or un crime contre la religion, base de la législation espagnole, était un crime d'État, et puni comme tel; et c'était par ce côté seulement que l'Inquisition touchait à la politique. Mais elle pouvait faire et faisait souvent ce que ne faisaient pas les lois : elle pardonnait au repentir; dès lors l'aveu du coupable devenait une confession; et, comme l'a dit un illustre écrivain, le délit se changeait en péché, le supplice en pénitence (1). *Le coupable jeûne, prie, se mortifie. Au lieu de marcher au supplice, il récite des psaumes, il confesse ses péchés, il entend la messe; on l'exerce, on l'absout, on le rend à sa famille et à la société. Si le crime est énorme, si le coupable s'obstine, s'il faut verser du sang, le prêtre se retire, et ne reparaît que pour consoler la victime sur l'échafaud.*

(1) De Maistre, *Lettres sur l'Inquisition.*

« Le caractère ecclésiastique de l'Inquisition était consacré non-seulement dans ses attributions, mais encore dans le nom de *Saint-Office* qu'on lui donnait. Les rois d'Espagne, et surtout Philippe II qu'on n'a pas moins calomnié que cette institution, le reconnaissaient si bien, qu'ils faisaient eux-mêmes serment de lui obéir, de se soumettre à sa juridiction, et mettaient leur pouvoir à son service. On dira peut-être que c'était par politique : en tout cas, c'était une politique bien entendue, puisque l'Inquisition, par l'exercice libre et indépendant de ses attributions, maintenait, avec l'unité de croyance, la paix et le bonheur de la société, et la préserva des effroyables dissensions religieuses qui déchirèrent si longtemps le reste de l'Europe. On peut donc bien affirmer avec le grand publiciste déjà cité, que *si la nation a conservé ses maximes, son unité et cet esprit public qui l'a sauvée, elle le doit uniquement à l'Inquisition* (1). Aussi l'Espagne, guidée par les sentiments de sa foi, de son bonheur et de sa gloire, témoignait-elle sa reconnaissance à l'Inquisition par une affection et une vénération pleines d'enthousiasme (2). »

Pour le prouver, il suffit de raconter ce qui se passa à Saragosse en 1485 : les juifs de cette ville, riches et puissants, ayant fait assassiner l'inquisiteur Pierre d'Arbuès, toute la population se souleva contre eux, et ils allaient être massacrés sans l'intervention de l'archevêque Alphonse d'Aragon. Une chose qu'il est important de remarquer, c'est que ce ne fut pas le clergé espagnol qui demanda l'établissement de l'Inquisition, mais Ferdinand et Isabelle; et, loin de se mettre, par cette mesure, en contradiction avec la volonté du peuple, dit l'Espagnol Balmès, ils ne

(1) De Maistre.

(2) P. Prat, *Histoire de Ribadeneyra*, livre V.

firent que réaliser un des vœux nationaux, car les Cortès (assemblée des États d'Espagne) avaient déjà pris des mesures sévères contre les Juifs craints et haïs du peuple.

Que n'a-t-on pas dit et écrit de ces auto-da-fé (1) où des centaines de victimes expiaient leurs erreurs dans les flammes du bûcher allumé par des inquisiteurs ! Lhorente, qu'on ne peut soupçonner de partialité, dit quelque part : « Qu'il nous soit permis d'affirmer qu'un auto-da-fé ne se passait ni à brûler ni à mettre à mort, mais en partie à prononcer l'acquittement des personnes faussement accusées, et en partie à réconcilier avec l'Église les repentants et les pénitents, et qu'il y a eu beaucoup d'auto-da-fé où l'on ne vit brûler que le cierge que le pénitent portait à la main en signe de la foi qui luisait de nouveau dans son cœur. » Ailleurs, le même auteur parle de plusieurs auto-da-fé où il y eut jusqu'à neuf cent cinquante coupables, et de ce nombre *pas un* ne fut mis à mort. Enfin sur trois mille trois cents personnes condamnées par l'Inquisition à l'époque qu'il cite, vingt-sept subirent la peine capitale, et encore pour des crimes punis partout par les lois civiles. Voilà à quelles proportions il faut réduire les déclamations des ennemis de l'Église et des ignorants contre l'Inquisition espagnole.

..... « S'il intervint une politique dans l'établissement et le maintien de l'Inquisition, ce fut une politique chrétienne, la seule juste, sage et sincère, qui, reconnaissant à l'Église le droit de maintenir sa doctrine contre l'erreur, lui prêtait, dans l'intérêt des peuples, l'appui que lui doivent les puissances catholiques.

« On fait grand bruit de certains abus qui auraient, dit-on, déshonoré l'Inquisition. Eh ! quelle est l'institu-

(1) Acte de foi. On appelait ainsi l'exécution du jugement prononcé par le tribunal de l'Inquisition.

tion qui n'a pas donné lieu à des abus? Il y en a partout où il y a des hommes; mais les hommes seuls en sont coupables. L'Inquisition en elle-même n'est pas plus responsable des abus dont elle a pu être l'occasion, que l'Église, de ceux qu'on a commis en son nom. L'abus de ce qui est bon est un crime, mais il ne change pas la nature de la chose dont on abuse; il en prouve même la bonté, puisqu'il faut la dénaturer pour la rendre nuisible.

..... « Il pouvait [illegible] se faire que des hommes passionnés, pour se venger [illegible] de leurs rivaux ou de leurs ennemis, les dénonçassent sous quelque prétexte, au tribunal de l'Inquisition..... Ces abus étaient d'autant moins difficiles aux délateurs, qu'ils pouvaient avoir, comme dans les autres tribunaux, des complices et des amis parmi les juges, qu'ils étaient protégés contre les représailles par le mystère qui entourait les procédures de l'Inquisition; car, dans l'intention de prévenir des actes de vengeance, et de préserver les témoins des colères du coupable, ou de sa famille, ou de ses amis, l'Inquisition ne révélait jamais les noms de ceux qui dénonçaient ou déposaient... Toutes ces mesures, prises dans une pensée de justice et d'humanité, offraient cependant à la jalousie, à la haine, des occasions de se satisfaire; et plus d'une fois les procédures de l'Inquisition donnèrent lieu, malgré elle ou contre son intention, à des abus de ce genre (1). »

Il est utile de faire observer en passant qu'à Rome, où l'Inquisition était directement sous la main de l'Église, elle montra toujours une tolérance telle, qu'à peine quelques sentences de mort y furent prononcées. C'était à l'Inquisition romaine qu'en appelaient les accusés qui redoutaient la sévérité de leurs juges, car Rome inclinait toujours au parti de l'indulgence; aussi les Templiers et

(1) Le R. P. Prat, déjà cité.

Jeanne d'Arc sollicitèrent, mais vainement, comme une faveur d'être jugés par l'Inquisition. Le nombre de ceux qui recoururent à la clémence des papes est innombrable; on en trouve deux cent cinquante en une fois. Les Souverains Pontifes ne se contentaient pas d'absoudre et de renvoyer libres, après une légère pénitence, ceux qui venaient à eux, ils adressaient des remontrances sévères aux princes dans les États desquels on oubliait la miséricorde évangélique, et ils se plaignaient vivement quand ils n'en étaient pas écoutés.

Enfin, dans ce redoutable tribunal, toute la clémence appartenait à l'Eglise; toute la sévérité, la peine de mort surtout, appartenait à l'autorité temporelle, à la justice humaine. Le texte de la sentence de l'Inquisition du genre le plus sévère, celle qui, sans ordonner, entraînait la peine de mort, se terminait ainsi : *L'accusé doit être abandonné, ainsi que nous l'abandonnons, à la justice et au bras séculier, que nous prions et chargeons très-affectueusement, de la meilleure et de la plus forte manière que nous le pouvons, d'agir à l'égard du coupable avec bonté et commisération.*

Maintenant, si quelques-uns des ministres de l'Église, dans les fonctions redoutables d'inquisiteurs, ont outrepassé leur mission, se sont montrés plus juges politiques que prêtres, sur eux seuls doit retomber le blâme : jamais un corps n'a été responsable des fautes personnelles de ses membres.

Il ressort de l'étude consciencieuse de l'histoire, que l'Église est dégagée de toutes ces accusations de cruauté, de barbarie, que le siècle dernier s'est plu à répéter à propos de l'Inquisition, et qu'elle est restée, au milieu des intérêts et des passions, la gardienne de la justice et de l'humanité. Quant à l'Inquisition espagnole en particulier, nous rappellerons ce qu'en disait vers la fin du

siècle dernier, M. Bourgoing, ambassadeur du Directoire français en Espagne : *J'avouerai, pour rendre hommage à la vérité, que l'Inquisition pourrait être citée comme un modèle d'équité.* Quelques années auparavant, Voltaire écrivait dans son Essai sur l'Histoire Générale : *Il n'y eut en Espagne, pendant le* XVIe *et le* XVIIe *siècle, aucune de ces révolutions sanglantes, de ces conspirations, de ces châtiments cruels qu'on voyait dans les autres cours. Ni le duc de Lerme, ni le prince Olivarès ne répandirent le sang de leurs ennemis sur les échafauds. Les rois n'y furent point assassinés comme en France, et n'y périrent point par la main du bourreau comme en Angleterre. Enfin, sans les horreurs de l'Inquisition, on n'aurait rien à reprocher à l'Espagne.* La passion seule a empêché Voltaire de voir toute la vérité; sans cela il aurait reconnu que c'est cette Inquisition même à laquelle il jette la pierre qui a préservé l'Espagne des maux qu'il énumère, car c'est elle qui en a éloigné les guerres religieuses et tous les malheurs qu'elles entraînent.

Plus tard, en rencontrant dans l'histoire le récit des fureurs des partis politiques, les excès des sectes religieuses, nous nous étonnerons sans doute à la vue de tant de sang versé pour des opinions personnelles, qu'on ait reproché à l'Église sa juste sévérité pour conserver intègre la Vérité dont Dieu l'a établie dépositaire; et même, en face de l'Inquisition espagnole et de ses accusateurs, on se demande si ce n'est pas à eux qu'on peut adresser cette parole de Notre-Seigneur aux pharisiens accusant la femme coupable : *Que celui de vous qui est sans péché lui jette la première pierre.*

Nous nous sommes étendu longuement sur tout ce qui regarde l'Inquisition, pour n'avoir pas à y revenir dans la suite de l'histoire.

L'Église, pendant la seconde moitié du XVe siècle,

compta des noms illustres dans la sainteté, dans les armes, dans les lettres, et même dans la politique.

Parmi les saints nous trouvons François de Paule, le fondateur de l'ordre *des Minimes*. Il fallut un ordre formel du pape Sixte IV pour lui faire quitter sa solitude de Calabre à l'appel de Louis XI, roi de France, qui espérait obtenir par son intercession la prolongation de sa vie. François de Paule fit plus, il apprit au roi à mourir en chrétien.

Saint Jean Capistran illustra l'Église et l'ordre des Frères-Mineurs par son éloquence, son zèle et ses vertus; il eut la gloire de raviver dans quelques-uns la dernière étincelle d'enthousiasme pour les croisades, et il partage avec Hunyade l'honneur d'avoir sauvé Belgrade.

Saint Antonin, dominicain et archevêque de Florence, fut, par sa piété et son savoir, l'un des hommes les plus remarquables de son siècle; il se privait de tout pour fournir aux besoins des pauvres et des malades.

L'Église s'honore encore des vertus de sainte Marguerite de la maison royale de Savoie; du bienheureux Amédée IX, duc de Savoie; de saint Casimir, fils de Casimir IV, roi de Pologne.

Nous ne ferons que rappeler ici sainte Jeanne de Valois, fille de Louis XI et épouse de Louis XII, qui la répudia. Les *Annonciades*, dont elle fut la fondatrice, devaient surtout s'appliquer à l'imitation des vertus de la sainte Vierge.

Pierre d'Aubusson, l'héroïque défenseur de Rhodes, est une des gloires de l'Église pendant ce siècle; grand-maître de l'ordre de Saint-Jean, il fut fait cardinal par le pape Innocent VIII. Un écrivain ecclésiastique a dit de lui : Il honora la France qui l'avait vu naître; l'ordre de Saint-Jean qui se l'était donné pour chef; la pourpre romaine, qu'il sut allier avec les fonctions militaires; son siècle enfin dont il fut le héros.

Mais un des noms les plus illustres du xve siècle, et que revendique également la politique et l'Église, est celui du célèbre Ximénès de Cisneros, ministre d'État de Ferdinand et d'Isabelle et archevêque de Tolède; sa vertu et son génie faisaient dire à Leibnitz : *Si les grands hommes pouvaient s'acheter, l'Espagne n'aurait pas payé trop cher, par le sacrifice de l'un de ses royaumes, le bonheur d'avoir un pareil ministre.*

De simple moine de l'ordre de saint François d'Assises, élevé à la première dignité de l'Espagne, ce ne fut que sur un ordre du pape qu'il accorda quelque chose à la magnificence que semblaient réclamer les dignités dont il était revêtu.

L'abbé Rivaux résume sa vie à peu près ainsi : Grand, magnifique, généreux, protecteur de l'innocence, de la vertu et du mérite, Ximénès ne conçut et n'exécuta que des projets utiles à l'humanité. Sa vie ne fut pour ainsi dire qu'un tissu de bonnes œuvres. Toujours et à toute heure accessible aux indigents, il les écoutait avec bonté et les soulageait avec une charité inépuisable. Il sut par ses dispositions admirables, rendre l'État tranquille au dedans et redoutable au dehors. Sous son administration les peuples furent déchargés des impôts les plus onéreux, l'ambition des grands fut contenue, les excès et les révoltes des Maures furent réprimés, en même temps qu'on travaillait à les instruire; aussi le nombre des conversions fut si considérable, que Ximénès baptisa lui-même près de trois mille de ces infidèles. Il fit brûler tous les exemplaires qu'il put trouver de l'Alcoran, comme étant un danger pour ces populations parmi lesquelles il conservait le poison de l'erreur. Afin de rassurer l'État contre les invasions des barbares qui l'avaient si longtemps désolé, Ximénès voulut qu'on portât la guerre chez eux. Dans ce but, la conquête d'Oran, en Afrique, fut en-

treprise et faite aux frais du généreux ministre, qui accompagna lui-même l'armée expéditionnaire, l'aidant de ses conseils et de ses prières. Ennemi des abus, il les poursuivit partout, mais sa vigilance s'étendit spécialement sur l'administration de la justice. Ximénès chassa de son diocèse les usuriers et tous ceux qui pouvaient corrompre le peuple. La réforme du clergé séculier et régulier fut surtout l'objet de son zèle. Protecteur éclairé des lettres, il animait les études et encourageait partout les savants; c'est à lui que l'Espagne doit l'université d'Alcala. Dans cette ville, il fit imprimer la première *Bible polyglotte* en quatre langues : c'était un chef-d'œuvre pour l'époque où elle parut, et elle a servi de modèle à plusieurs autres où l'on a fait disparaître les défauts de ce premier travail. Ce grand ministre mourut en 1517, disgracié du souverain qu'il avait servi avec le plus parfait et le plus constant dévouement.

Nous ne pouvons terminer l'histoire de l'Église pendant le XVe siècle, sans parler de Savonarole, le célèbre prieur du couvent de Saint-Marc, à Florence. Les mœurs austères du moine dominicain, son ardente piété, sa brûlante éloquence, lui avaient donné sur les Florentins une autorité à laquelle rien ne résistait. On accourait en foule pour l'entendre : sa parole imagée, vive et passionnée ébranlait son auditoire et produisait des merveilles de conversion. Le texte ordinaire de ses discours était contre la corruption des mœurs que favorisaient le luxe et l'engouement pour les lettres païennes, et il appelait les Florentins à la pénitence avec une véhémence qui triomphait des cœurs les plus endurcis. A sa voix, les femmes renonçaient à leur parure, les jeunes gens à leurs plaisirs, le peuple à ses fêtes, et Florence n'offrait plus aux regards que ce qui pouvait exalter la foi et nourrir la piété.

Un jour, l'austère dominicain réunit sur une place de

la ville une masse considérable d'objets propres à exciter les passions et à favoriser un luxe coupable, et il les fit brûler au chant des psaumes par la foule enthousiasmée.

Malheureusement, Savonarole, emporté par son zèle, ne garda peut-être pas la mesure convenable; au lieu de s'en tenir à attaquer le vice d'une manière générale, il le montra dans le clergé, et le peuple reconnut parfaitement ceux dont il flétrissait la conduite. La hardiesse du moine lui avait fait de nombreux ennemis qui portèrent contre lui de graves accusations. Cité par le Pape, il refusa de se rendre à son appel, parce que, disent quelques auteurs, il avait été prévenu que des assassins l'attendaient pour le mettre à mort. Quelque temps après, malgré la défense qu'il en avait reçue d'Alexandre VI, il remonta en chaire, à la prière des magistrats de Florence, pour rétablir la paix dans la ville et empêcher, selon eux, l'effusion du sang. Alors, à l'instigation des ennemis de Savonarole, Alexandre VI l'excommunia.

Après quelques autres incidents, lui et deux autres religieux furent arrêtés pendant la nuit, au milieu d'une émeute, puis interrogés et mis à la torture par les commissaires du gouvernement. A la suite d'un procès tenu secret, ils furent tous trois condamnés à mort. Ils subirent le supplice du feu avec calme et résignation, après avoir reçu l'absolution et l'indulgence que leur avait envoyées Alexandre VI.

Il est impossible de formuler un jugement certain sur Savonarole; car, si l'œil est ébloui du spectacle de Florence, la cité voluptueuse et élégante, devenue, à la voix du prieur de Saint-Marc, une ville qui rappelait les purs temps du christianisme, le regard s'attriste à la vue du religieux désobéissant au Pape, lors même que ce Pape est Alexandre VI. Nous dirons seulement que saint Philippe de Néri, le second patron de Rome, ainsi que saint Fran-

çois de Paule, professaient une profonde admiration pour Savonarole (1), et que sainte Catherine de Ricci le vénérait publiquement.

Le pape Jules II voulut que Raphaël le plaçât parmi les docteurs dans la fameuse fresque de la Dispute du Saint-Sacrement, qu'il peignit dans la salle même où avait été signée l'excommunication portée contre Savonarole. Plusieurs autres papes, tels que Clément VIII, Paul III, Paul IV, ont donné dans plusieurs occasions des témoignages de leur respect pour la mémoire du prieur de Saint-Marc. Quand on reproche à Savonarole de s'être immiscé dans les affaires du gouvernement, on oublie que Florence était une république; l'opposition qu'il faisait aux Médicis était un droit, dès qu'il croyait que leur influence et leur autorité nuisaient à la morale et au bonheur publics. Savonarole, d'ailleurs, ne s'est servi de sa propre influence que pour le bien des Florentins et à la prière des magistrats de la république.

Il a laissé des écrits remarquables, sermons, lettres, paraphrases des psaumes, qui respirent la plus ardente piété.

France.

(1461.) Charles VII, dit le Victorieux, le Bien-Servi, avait laissé deux fils, Louis XI qui lui succéda, et Charles, plus tard duc de Guyenne. Louis, n'étant que Dauphin, avait fait voir son ambition en s'associant à la révolte de la Praguerie, et son esprit indépendant, en refusant de se rendre à l'appel de son père, après avoir épousé Charlotte de Savoie sans son consentement.

Charles VII laissait la France riche, puissante, entourée d'une auréole de gloire, autant que crainte et respectée de ses voisins. Mais l'autorité qu'il avait concentrée dans ses

(1) Le portrait de Savonarole orna toujours la cellule de S. Philippe de Néri.

mains par la création d'une milice permanente, entretenue au moyen d'une taille perpétuelle, levée sans l'intervention de l'État, frayait la voie à la monarchie absolue.

Louis XI était en Belgique, sur les terres du duc de Bourgogne, près duquel il s'était retiré sous prétexte de fuir la colère paternelle, lorsqu'il apprit la mort de son père. Il se hâta d'accourir, impatient de ceindre cette couronne qu'il ambitionnait, et d'échanger le titre de dauphin contre celui de roi. Son sacre se fit à Reims le 18 août, avec une grande magnificence.

A son avénement au trône, Louis se trouvait en face de trois maisons redoutables : celle d'Anjou, celle de Bretagne et celle de Bourgogne; la première était représentée par René Ier, dit *le bon roi René*, qui avait hérité de son frère Louis III les droits de ce prince à la couronne de Naples : il possédait l'Anjou, la Provence, le Maine et la Lorraine ; celle de Bretagne avait pour chef François II, chéri alors de ses sujets; enfin celle de Bourgogne, alors à l'apogée de sa puissance, était personnifiée en Philippe le Bon, qui pouvait traiter d'égal avec tous les souverains.

Louis XI, âgé de trente-huit ans, portait sur le trône une grande connaissance des hommes et des affaires ; mais il était dissimulé, défiant, incapable d'affection, soupçonneux à l'égard de ses plus fidèles serviteurs, ne reculant devant aucun moyen pour parvenir à son but, que ce but fût l'agrandissement du territoire de la France, l'abaissement de la féodalité ou la ruine d'un ennemi personnel. Après avoir été mauvais fils, il fut mauvais frère et mauvais père; dévot par peur et par politique, il acceptait les mystères de la religion tout en repoussant les devoirs qu'elle prescrit; en un mot il réalisa dans toute sa conduite sa maxime favorite : *Qui ne sait pas dissimuler ne sait pas régner.*

Son premier soin fut de renvoyer les anciens serviteurs

de son père, d'éloigner les chefs de la noblesse, et de substituer aux dignitaires établis par Charles VII, des gens obscurs qui ne devaient être que les instruments aveugles de sa politique. Son barbier, Olivier le Daim, que le peuple appelait *Olivier le Diable,* devint ambassadeur et comte de Meulan; son tailleur, hérault d'armes; son médecin Coictier, chancelier.

Le peuple murmura de ces mesures; et le mécontentement prit le caractère de la révolte à l'occasion d'un nouvel impôt. Des séditions éclatèrent dans plusieurs villes : celle de Reims fut la plus grave, et le roi se montra terrible dans le châtiment des rebelles. Le chef de la révolte fut écartelé, ses complices eurent la tête tranchée. La même sévérité rétablit l'ordre partout où il avait été troublé.

Pour assurer sa politique à l'intérieur, Louis XI s'occupa d'établir de bonnes relations avec les cours voisines. N'ayant rien à craindre de l'Angleterre, ensanglantée par la cruelle guerre des Deux-Roses, il se contenta de prêter un faible secours en argent à l'héroïque Marguerite d'Anjou, pour lui aider à soutenir son mari Henri VI de Lancastre. L'Espagne attira également son attention; profitant des embarras de Jean II, roi d'Aragon, il lui fournit des troupes contre les Catalans révoltés; mais, pour prix de ce service, il se fit céder le Roussillon et la Cerdagne. En même temps il remboursait au duc de Bourgogne les 400,000 écus pour lesquels Charles VII avait engagé à ce prince les villes du bassin de la Somme, et il rentrait ainsi en possession d'Amiens, d'Abbeville, de Saint-Quentin, etc.

Du côté de l'Italie, Louis XI se liait d'amitié avec François Sforze, duc de Milan, et les Médicis, véritables souverains de Florence, tandis que, pour se faire un appui du Saint-Siége, il promettait au Pape d'abolir la Pragmatique

Sanction publiée à Bourges par Charles VII en 1438. La Pragmatique, ainsi que nous l'avons vu, contrairement aux vrais principes et fondée sur quelques décrets du concile de Bâle, attribuait au pouvoir temporel une espèce d'omnipotence sur les choses spirituelles, et soustrayait en partie l'Église de France à la juridiction du Pape. Cet acte, qui flattait les libertés nationales, avait été enregistré par le Parlement, peu disposé à y renoncer.

Les grands vassaux, le duc de Bretagne et le duc de Bourgogne, étaient pour Louis XI un sujet constant d'inquiétude. Fidèle à sa politique, ce prince reçut à Paris, avec de grands honneurs, le duc de Bourgogne Philippe le Bon, et nomma lieutenant-général de Normandie son fils Charles, comte de Charolais. Peu après, recevant à Tours l'hommage de François II, duc de Bretagne, il lui donna le gouvernement de cette même province. Il espérait faire naître ainsi entre ces deux grands vassaux des occasions de brouillerie dont il comptait bien profiter.

Louis XI se trompait. Ces deux princes ayant reconnu les intrigues du roi s'allièrent secrètement, et entrèrent dans une ligue redoutable que formaient contre lui les seigneurs mécontents. Parmi eux on remarquait, entre autres, le comte de Saint-Pol, le duc de Lorraine, le duc d'Alençon, condamné à mort sous le règne précédent pour crime de haute trahison, et gracié par Charles VII; le comte d'Armagnac, Dunois et toute la noblesse inférieure. Comme il fallait un chef, les seigneurs mirent à leur tête Charles, frère du roi, à peine âgé de dix-neuf ans; mais le comte de Charolais était en réalité l'âme du complot. Le motif avoué de la ligue était la tyrannie de Louis XI, aussi prit-elle le nom de *Ligue du bien public*.

Louis XI, en habile politique, au lieu d'agir tout de suite contre les mécontents, s'efforça de s'attacher le peuple par des faveurs, des fêtes, des exemptions d'impôts. Quand

il se crut assez fort de l'amour de ses bonnes villes, il profita de la division qui commençait à se manifester parmi les coalisés pour marcher contre eux. Le roi rencontra les rebelles près de Montlhéry (Seine-et-Oise). Après un combat long et acharné, les deux armées se séparèrent s'attribuant toutes deux la victoire. Celle des seigneurs révoltés se présenta bientôt aux portes de la capitale ; mais le courage et la fermeté des habitants sauva la ville.

Cependant Louis XI inquiet de la guerre civile, fit des avances à Charles de Bourgogne, puis il alla le trouver à Conflans pour traiter ; le roi accorda au duc tout ce qu'il demandait, et lui rendit même les villes de la vallée de la Somme rachetées à son père, bien résolu, dans le fond de son âme, de ne tenir aucune de ses promesses. Aussi perfidement généreux envers les princes rebelles, il donna à son frère, par le traité de Saint-Maur (1465), le duché de Normandie; au comte de Saint-Pol, l'épée de connétable; à tous les seigneurs, des terres ou des promesses. Le peuple, qui avait porté tout le poids de la guerre, fut seul oublié; pour s'en venger, il appela la Ligue du bien public *Ligue du mal public*.

Depuis qu'il avait signé le traité de Conflans et celui de Saint-Maur, Louis XI ne songeait qu'à regagner par la ruse ce que la nécessité lui avait arraché; son unique soin était donc de désunir les princes en favorisant les uns aux dépens des autres, pour profiter de leurs divisions. Quelque temps après, pendant que le comte de Charolais était occupé à châtier les villes de Liége et de Dinant, que Louis XI avait soulevées en secret, ce prince, saisissant le prétexte d'une mésintelligence survenue entre le duc de Bretagne et son frère, enleva à celui-ci la Normandie, et força François II de quitter l'alliance de la Bourgogne.

En 1467, la mort de Philippe le Bon fit passer la couronne ducale de Bourgogne sur la tête de son fils le comte

de Charolais, connu dans l'histoire sous le nom de Charles le Téméraire. Le règne de Philippe avait été long et glorieux; il resta dans la mémoire des peuples comme une époque d'éclat et de bonheur; et quoique ce prince eût fait dans sa jeunesse bien du mal à la France pour venger son père Jean sans Peur, sa conduite fut si loyale dans la suite, qu'il emporta en mourant l'estime de l'Europe. Philippe le Bon avait fondé en 1430, l'ordre de la Toison d'Or.

Louis XI savait tout ce qu'il y avait à redouter du nouveau duc de Bourgogne, aussi brutal qu'extravagant; il crut donc prudent de le ménager, et, dans ce but, il s'en alla à Péronne, presque sans suite, pour avoir une entrevue avec lui. Ces deux princes étaient à peine réunis, qu'on apprit une seconde révolte des Liégeois, à laquelle Louis XI n'était point étranger. A cette nouvelle, le duc éclata en cris de rage et en menaces contre le roi. Pendant trois jours entiers, Louis fut gardé à vue dans le château de Péronne, où était mort, en 939, Charles III le Simple, prisonnier de son vassal le comte de Vermandois. Il eût péri victime de la colère de Charles le Téméraire, sans les conseils de Philippe de Commines, échanson de Bourgogne, qu'il avait gagné par ses promesses, et qui fut depuis le serviteur favori de Louis XI et son historien.

Pour toute vengeance, Charles le Téméraire força Louis XI de ratifier le traité de Conflans, et de l'accompagner dans son expédition contre les Liégeois, pour être témoin du juste châtiment de leur révolte. Le roi jura sur la croix de saint Laud tout ce que voulut le duc : il fallait avant tout sortir de la situation où son imprudence l'avait jeté. Quant à ses serments, il était bien résolu à s'en jouer une fois qu'il serait libre.

La ville de Liége fut prise et brûlée après avoir été livrée à toute la fureur du soldat. Louis XI et Charles de

Bourgogne se séparèrent avec de grandes démonstrations d'amitié, aussi peu sincères d'un côté que de l'autre.

Rentré en France, Louis, en attendant l'occasion de laver la honte de son échec à Péronne, se vengea du cardinal de la Balue, évêque d'Évreux, et d'Harancourt, évêque de Verdun, accusés de l'avoir trahi pour servir les intérêts du duc de Bourgogne; il les fit enfermer chacun dans une cage de fer longue et large de moins de trois mètres. La Balue y resta onze ans et s'y livra à l'étude, malgré les cruelles infirmités qu'il y avait contractées; d'Harancourt, qui avait inventé cette manière de garder les prisonniers, n'en sortit qu'après une captivité de près de quatorze ans.

La politique de Louis XI étant de se faire un point d'appui de la bourgeoisie contre la noblesse, il créa pour elle des dignités et des honneurs. Lorsqu'il crut le moment favorable, le roi convoqua les *notables* à Tours et fit annuler le traité de Péronne, puis il fit signifier cette décision de l'assemblée à Charles le Téméraire.

Pendant ce temps le frère du roi, Charles, qu'on désignait sous le simple nom de *Monsieur* (1), réclamait vainement la possession de la Normandie que lui assurait le traité de Saint-Maur, et refusait la Guyenne que Louis lui offrait en échange pour l'éloigner de ses alliés.

Charles le Téméraire, déjà profondément irrité contre Louis XI, qui soutenait en Angleterre Henri VI de Lancastre contre Édouard IV d'York, son beau-frère, prit l'annulation du traité de Péronne par les notables de Tours pour une déclaration de guerre, et il se mit aussitôt en marche avec son armée. Louis, surpris, rassembla en toute hâte des troupes pour arrêter le terrible duc de Bourgogne. Quelques faits d'armes peu importants avaient

(1) Nom donné au frère du roi, héritier du trône.

eu lieu, lorsque les deux princes reconnurent la trahison du connétable de Saint-Pol, dont les intrigues entretenaient leur mésintelligence. Cette découverte amena une courte trève.

Cependant Louis XI ne pouvait se faire illusion sur l'orage qui se formait autour de son trône, grossi de toutes les haines excitées par ses perfidies. Une ligue formidable s'organisait en effet pour le renverser; elle comptait dans ses rangs, outre les seigneurs français, Édouard IV d'Angleterre et Jean II d'Aragon, auquel Louis refusait de rendre le Roussillon, en échange des sommes pour lesquelles il le lui avait cédé.

Le roi commençait à craindre les suites de cette coalition, lorsque la mort de son frère Charles déconcerta les confédérés et le délivra de son plus dangereux ennemi. On prétendit que Louis XI l'avait fait empoisonner; mais on n'a de ce crime d'autre preuve que la joie qu'il laissa percer en apprenant cet événement (1472).

A cette nouvelle, le duc de Bourgogne lança contre Louis XI un violent manifeste, l'accusant de la mort de son frère, et appelant tous les rois à s'armer contre lui. Ce manifeste annonçait une guerre implacable. Charles, sans différer, se jeta avec une fureur sauvage sur la Picardie, prit Nesle (Somme) où il se baigna dans le sang, Roy, Eu, Saint-Valery, qu'il livra à la brutalité de ses soldats; puis il alla assiéger Beauvais dépourvue de garnison. Les habitants, sans s'effrayer des difficultés, fermèrent leur ville aux Bourguignons, et, résolus de la défendre jusqu'à la mort, ils organisèrent la résistance. Mais leurs ressources s'épuisèrent bientôt, tandis que celles de leurs ennemis s'accroissaient d'heure en heure. Malgré l'infériorité du nombre, ils soutinrent un assaut qui ne laissa bientôt plus entre eux et les assiégeants que des ruines, des corps sanglants et des flammes.

Cependant la population élevait ses mains vers le Ciel dont elle implorait l'assistance par l'intercession de sainte Angadresme, la patronne de la ville. Le péril semblait redoubler les forces des assiégés; tous prenaient part à la lutte, les femmes mêmes combattaient à côté de leurs époux et de leurs frères, rivalisant avec eux de hardiesse et d'héroïsme. L'une d'elles, Jeanne Lainé, arracha l'étendard des Bourguignons comme ils venaient de le planter sur les remparts; armée d'une hache, elle repoussa les assaillants avec une telle vigueur, qu'elle mérita le nom glorieux de Jeanne *Hachette*. La longue et opiniâtre défense des habitants donna le temps de leur envoyer des renforts, et le duc de Bourgogne fut enfin contraint de lever le siége. Le duc s'éloigna de Beauvais en frémissant de colère. Altéré de vengeance, le Téméraire se jeta sur le pays de Caux qu'il mit à feu et à sang.

En récompense de leur courageuse résistance, les habitants de Beauvais reçurent du roi plusieurs priviléges; et, pour perpétuer la mémoire de la part que les femmes avaient prise à la lutte, Louis XI voulut que dorénavant elles eussent le pas sur les hommes, à la procession annuelle ordonnée pour remercier Dieu de la délivrance de la ville. Quant à Jeanne Hachette, elle fut mariée à un riche bourgeois, et ils furent, eux et leurs descendants, exemptés de toute taille et de toute garde municipale.

Charles le Téméraire, moins affaibli par la guerre que par les intrigues du roi qui lui avait enlevé son allié le duc de Bretagne, fut forcé d'entendre à un accommodement et de consentir à une trève : elle fut signée à Senlis (1473).

Tranquille du côté de la Bourgogne et de la Bretagne, Louis XI s'occupa d'abaisser la noblesse et de se venger de ses ennemis. Il commença par le duc d'Alençon, arrière-neveu de Philippe VI, et l'un des plus coupables. Traître sous le règne précédent, ce prince avait oublié le pardon

de Charles VII et celui de Louis XI, pour entrer dans tous les complots contre ce prince. Il fut arrêté par Tristan l'Ermite, grand-prévôt du roi, et condamné à mort. Louis lui fit grâce de la vie, mais le tint enfermé jusqu'à sa mort qui arriva en 1476.

Le comte Jean d'Armagnac, également coupable de trahison et d'ingratitude, fut assiégé dans Lectoure (Gers) et poignardé au milieu d'une conférence ; la comtesse sa femme fut empoisonnée. Le frère et héritier du comte d'Armagnac, enfermé à la Bastille, y fut, pendant dix ans, soumis aux traitements les plus barbares.

Nicolas de Lorraine, qui aspirait à épouser la fille du duc de Bourgogne, fut empoisonné, et la Lorraine passa à René II, petit-fils, par sa mère, du vieux roi René.

Tandis que Louis XI se débarrassait de ses ennemis par des crimes et des supplices, sa fille aînée, Anne, épousait Pierre de Beaujeu, frère et héritier du duc de Bourbon ; et Jeanne, la seconde, était fiancée à Louis, duc d'Orléans : le roi s'assurait ainsi l'alliance de ces deux puissantes maisons.

De son côté le duc de Bourgogne travaillait avec ardeur à agrandir ses domaines. Ayant acheté le duché de Gueldre qui confinait ses vastes possessions, il rêva une couronne, et voulut ériger ses États en royaume indépendant, sous le nom de *Gaule-Belgique ;* l'empereur Frédéric III, à la persuasion du roi de France, repoussa toutes les propositions que le Téméraire lui fit dans le but d'obtenir son consentement.

Ce refus irrita l'orgueilleux duc ; mais son attention en fut détournée par de graves événements. Le comté de Ferrette (en Alsace), qu'il tenait en gage de Sigismond d'Autriche, s'étant révolté contre son gouverneur Hagenbach, lieutenant de Charles le Téméraire, celui-ci accourut pour rétablir l'ordre ; aussitôt les rebelles, soutenus secrètement

par Louis XI, mirent à mort Hagenbach, et se préparèrent à une résistance armée.

Charles, pour se venger du roi de France, appela le roi d'Angleterre. Édouard IV, séduit par les brillantes promesses du duc de Bourgogne, débarqua bientôt à Calais (1475). Louis XI laissa faire les Anglais sans chercher à les combattre; lorsqu'il les vit lassés et découragés d'attendre un ennemi qui ne paraissait pas, il eut à Pecquigny une entrevue avec leur roi, et acheta sa retraite moyennant 75,000 écus.

Charles le Téméraire, privé du secours qu'il attendait du roi d'Angleterre, et se voyant entouré de difficultés, consentit à signer avec le roi de France une trêve de neuf ans, appelée *Trève marchande*, parce qu'elle rétablissait les relations commerciales entre la France, la Flandre et l'Angleterre. Une des conditions de cette trêve fut que le comte de Bourgogne livrerait à Louis XI le connétable comte de Saint-Pol, réfugié auprès de lui depuis que ses intrigues avaient été découvertes. Le procès du traître connétable fut instruit devant le Parlement qui le condamna à mort : le comte fut exécuté en place de Grève (1475).

Cependant le duc de Bourgogne n'avait point abandonné ses projets de vengeance contre les habitants du comté de Ferrette, qui s'étaient rendus à Sigismond d'Autriche après avoir décapité Hagenbach. Pendant qu'il faisait ravager la haute Alsace, il alla lui-même assiéger la ville de Neuss, dans l'électorat de Cologne. Après un hiver passé sous les murs de cette ville, le duc de Bourgogne, forcé de lever le siége, se jeta sur la Lorraine qu'il convoitait. Le duc René II ne put lui résister, et le Téméraire fut bientôt maître de toute la province.

Il voulut alors punir les Suisses, *ces vachers des Alpes*, comme il les appelait par mépris, d'avoir donné aide et

secours aux habitants de Ferrette. Les Suisses cherchèrent d'abord à fléchir le duc, puis ils lui représentèrent la pauvreté de leur pays : *Il y a plus d'or, lui disaient-ils, dans les éperons de vos cavaliers que dans toutes nos montagnes.* Charles n'en persista pas moins dans sa résolution, et marcha contre eux malgré la rigueur de l'hiver. Le château de Granson, après quelques jours de résistance, se rendit sous le faux rapport d'un traître, et le cruel duc de Bourgogne fit pendre ou noyer la garnison à laquelle il avait promis la vie sauve.

A la nouvelle de cette perfidie toute la Suisse s'émut. Une armée de vingt mille paysans, aux cris de *Granson! Granson!* fondit sur les Bourguignons du haut des montagnes. Charles les attendit avec colère et dédain. Au moment du combat ils s'agenouillèrent, puis, forts de leur droit et du secours qu'ils espéraient du Ciel, ils se précipitèrent sur l'ennemi, pendant que retentissaient les deux énormes cors, appelés *le Taureau d'Uri* et *la Vache d'Unterwald*, que les Suisses prétendaient avoir reçus de Charlemagne. La déroute des Bourguignons fut complète. Les vainqueurs trouvèrent dans leur camp des richesses dont ils ne connaissaient pas la valeur. Ils donnèrent à vil prix les trois plus gros diamants de la chrétienté qui faisaient partie du trésor du duc de Bourgogne (1); la vaisselle d'or et d'argent fut confondue avec celle de cuivre et d'étain, et les magnifiques tapisseries de Flandre furent mises à l'encan dans un village.

Charles alla cacher sa honte et sa colère dans les montagnes du Jura, laissant croître sa barbe et ses cheveux en signe de deuil. Cet échec n'avait fait qu'exciter sa soif de vengeance; aussi, trois mois après (juin 1476), à la tête

(1) Deux de ces diamants appartiennent aujourd'hui au Pape et à la couronne de France.

d'une nouvelle armée rassemblée à la hâte, il alla chercher les Suisses près de Morat ; une défaite plus sanglante que la première mit le comble à sa fureur, et enrichit les vainqueurs d'un butin immense. Le nombre des morts fut si considérable, qu'avec les ossements restés sur le champ de bataille, les Suisses élevèrent plus tard un monument appelé *l'Ossuaire des Bourguignons* (1).

Le jeune duc de Lorraine René II, profitant de l'abattement où la bataille de Morat avait jeté Charles le Téméraire, rentra dans son duché, et se rendit sans peine maître de la capitale. Cette nouvelle arracha le duc de Bourgogne à sa sombre tristesse et ralluma toute sa colère. Réunissant les débris de son armée, il courut assiéger Nancy, que René venait de quitter pour aller demander du secours aux Suisses. Les Bourguignons cernaient déjà la ville, lorsqu'ils entendirent résonner les terribles trompes d'Uri et d'Unterwald. A demi vaincus par la terreur, ils n'opposèrent qu'une faible résistance aux Suisses bien supérieurs en nombre. La bataille ne fut ni longue ni meurtrière. Charles le Téméraire y périt (1477). Deux jours après on retrouva son corps, défiguré par les blessures, enfoncé dans un ruisseau gelé. Il avait quarante-quatre ans. Il ne laissait qu'une fille, Marie, âgée de vingt ans.

Avec lui finit la branche cadette des Valois, la puissante maison de Bourgogne, si imprudemment créée par le roi Jean pour son fils Philippe le Hardi. Charles le Téméraire était né avec de grandes qualités ; mais l'ambition et l'enivrement du pouvoir l'avaient rendu tyrannique, cruel et perfide.

La mort du duc de Bourgogne délivra Louis XI d'un grand poids. Calculant aussitôt le parti qu'il pouvait tirer de cet événement, il fit offrir à Marie de Bourgogne

(1) Les Français le détruisirent en 1798.

la main de son fils Charles, âgé de sept ans; mais cette princesse ne voulut pas en entendre parler. Charles le Téméraire étant mort sans héritier mâle, Louis XI déclara la Bourgogne réversible à la couronne de France. Le duché proprement dit se soumit; mais la Franche-Comté, la Flandre, l'Artois et la Picardie se déclarèrent pour la princesse Marie. Le roi fit envahir la Picardie et l'Artois, pendant que ses agents fomentaient une révolte à Gant: deux serviteurs fidèles de la jeune duchesse y furent mis à mort sous ses yeux, malgré ses pleurs et ses prières.

Pour échapper aux intrigues de Louis XI, Marie de Bourgogne, cédant aux instances des Flamands, épousa Maximilien, fils de l'empereur Frédéric III. Cette alliance, qui portait à l'Autriche la Flandre et la Franche-Comté, commença cette longue et sanglante rivalité des maisons de France et d'Autriche.

Louis XI comprit alors la faute qu'il avait faite en forçant la jeune duchesse de Bourgogne de se jeter entre les bras des étrangers, mais il n'était plus temps. Il prit donc le parti de dissimuler son ressentiment, et porta son attention ailleurs.

Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, restait seul des princes qui avaient pris part à la ligue du Bien public. Louis XI, qui ne pardonnait pas, le fit arrêter, et sa haine ne lui épargna aucune torture. Des commissaires choisis dans le Parlement pour faire son procès, le convainquirent d'avoir connu, sans les dévoiler, des intrigues tramées contre le roi. Le malheureux duc implora vainement la clémence de Louis XI, il fut condamné à mort. On a dit que Louis XI avait fait placer les enfants du duc de Nemours sous l'échafaud pour qu'ils fussent arrosés du sang de leur père; ce fait atroce n'est rapporté par aucun contemporain. Ce qui est certain, c'est que les jeunes princes furent dépouillés de tous leurs biens.

Les vengeances particulières de Louis XI ne lui faisaient pas perdre de vue l'agrandissement du royaume. Pendant qu'il traitait avec Ferdinand et Isabelle de Castille pour assurer ses frontières, Chaumont d'Amboise, gouverneur de Bourgogne, s'emparait en son nom de la Franche-Comté, avant que Maximilien d'Autriche pût la défendre.

Vers le même temps, l'Artois s'étant révolté, Louis XI déchargea toute sa colère sur la capitale de cette province : la population d'Arras fut chassée et remplacée par une colonie nouvelle.

Cependant Maximilien, à la tête des milices de Flandre, vint présenter la bataille aux troupes royales près de Guinegatte (Pas-de-Calais) ; elle fut sanglante : chaque parti, ayant triomphé sur un point, s'attribua la victoire (1479). La guerre continua, mais faiblement et sans qu'il se fit rien d'important.

Des événements plus sérieux vinrent occuper Louis XI, qui cherchait à se dissimuler à lui-même et à cacher aux autres les approches de la vieillesse et le dépérissement de ses forces. René d'Anjou, roi de Provence, et roi titulaire de Naples et de Sicile, venait de mourir (1480), déshéritant son petit-fils René II de Lorraine en faveur de Charles du Maine son neveu.

Ce prince ne jouit pas longtemps de cette riche succession ; il mourut l'année suivante après avoir légué tous ses biens à Louis XI (1481), qui acquit ainsi l'Anjou, le Maine, la Provence et les prétentions de la maison d'Anjou au trône de Naples.

La mort subite de Marie de Bourgogne, tuée d'une chute de cheval (1482), servit encore sa politique, en faisant conclure, entre le roi de France et Maximilien d'Autriche, le traité d'Arras, par lequel fut arrêté le mariage du Dauphin Charles avec Marguerite, fille de cette princesse. La

jeune duchesse fut aussitôt amenée en France et fiancée au Dauphin.

Tout souriait à Louis XI ; une sorte de fortune faisait mourir ses ennemis ou ceux qui arrêtaient ses projets ambitieux, tandis que ses intrigues mettaient les voisins qu'il redoutait dans l'impossibilité d'agir.

Mais ce roi devant qui tout tremblait, tremblait maintenant devant la vieillesse et la mort. Pour cacher à tous les yeux les ravages du temps et de la maladie, Louis XI, qui avait toujours affecté une grande simplicité dans ses vêtements, ne se montrait plus que couvert d'habits somptueux. Devenu sombre et soupçonneux, le vieux roi alla s'enfermer au château de Plessis-lès-Tours dont il avait fait une forteresse redoutable, entourée de fossés semés de chausse-trappes. Là, dévoré d'inquiétudes, en proie aux terreurs de la mort, il s'abandonnait à son humeur mélancolique qu'aigrissaient encore ses douleurs. Tantôt il demandait des prières publiques pour arrêter *le vent de bise* qui lui était insupportable, tantôt il ordonnait des danses de jeunes filles au pied de son donjon. Vainement s'entourait-il de reliques, d'images pieuses, pour conjurer la mort, une attaque d'apoplexie l'avertit qu'elle approchait.

C'est alors qu'il fit demander François de Paule, dont la sainteté jetait un grand éclat en Italie. Sur un ordre du pape Sixte IV, le pieux solitaire quitta la Calabre et se rendit en France, où Louis XI le reçut avec les plus grands honneurs et le logea dans son palais. Le saint fit plus que de guérir le sombre vieillard de Plessis-lès-Tours, il changea ses dispositions et ne lui parla plus que de pénitence, de mort et d'éternité.

Se sentant près de mourir, Louis XI fit venir son fils comme exilé à Amboise, et dit à ceux qui lui demandaient de nouveaux ordres : *Allez vers le roi*. Précédemment il

avait donné au Dauphin de sages instructions sur la manière de gouverner, confessant la faute qu'il avait faite de retirer leurs offices aux serviteurs de Charles VII son père. Louis XI mourut le 30 août 1482, en invoquant Notre-Dame d'Embrun à laquelle il avait toujours eu une dévotion particulière. Il était âgé de soixante-et-un ans. Ainsi qu'il l'avait demandé, il fut enterré dans l'église de Notre-Dame de Cléry, près d'Orléans. Sa femme Charlotte de Savoie, qu'il avait toujours tenue éloignée de la cour, ne lui survécut que quelques mois.

La nouvelle de la mort de Louis XI fut accueillie avec joie, car tous les ordres de l'État gémissaient sous sa dure autorité. On rendait hommage à la portée de ses vues politiques, à sa persévérance dans l'accomplissement de ses desseins, mais rien ne pouvait faire oublier sa perfidie ni sa cruauté : aux yeux de la conscience publique, ce n'est point assez du succès pour faire absoudre le crime qui l'a obtenu.

Louis XI suivit en tous points la politique que Machiavel développait peu après dans son livre *du Prince*. Un historien moderne (1) résume ainsi le caractère de Louis XI : « La vie de Louis XI est un tissu d'incohérences et de contradictions qui font de son caractère un problème inexplicable. Il prit toutes les formes sans en avoir une à lui, si ce n'est cette bigarrure même, et la constance dans les variations de sa bizarrerie. Bassesse et fierté, étourderie et vue sûre, vice et vertu, il donna dans tous les extrêmes et ne s'arrêta jamais au juste milieu. Génie profond et vif, fécond en expédients, d'une souplesse incomparable dans la politique, versé même dans les lettres dont il procura l'avancement, en augmentant beaucoup la bibliothèque royale, commencée par Charles V à Fontainebleau, et

(1) Le baron Henrion.

transportée au Louvre par Charles VI; très-brave quoiqu'il aimât peu la guerre; capitaine et soldat, comme il le fit voir étant Dauphin; vigilant, infatigable, pourvoyant à tout, ami de la justice, qu'il faisait rendre aux particuliers avec une rigueur exemplaire; doué en un mot de presque toutes les qualités qui font les grands rois et les grands hommes : un esprit faux et un cœur serré firent de lui un mauvais sujet et un mauvais roi, un mauvais fils et un mauvais père, un mauvais maître et un mauvais ami, un mauvais citoyen et un mauvais chrétien. » Ce prince en usait avec Dieu comme avec ceux qu'il craignait; on eût dit qu'il se flattait de lui donner le change par des démonstrations auxquelles le cœur n'avait point de part.

Louis XI rendit inamovibles les offices de judicature, et fonda ainsi l'indépendance de la magistrature française. Il limita la juridiction des seigneurs par l'établissement de nouveaux parlements : celui de Grenoble dès 1450, celui de Bordeaux en 1462, et celui de Dijon en 1477.

Sous ce prince les impôts furent considérablement augmentés, non pour fournir à de folles dépenses, mais, dit Commines, *pour gagner ceux qui pouvaient le servir ou lui nuire*.

On doit à Louis XI l'établissement des postes que Charlemagne avait ressuscitées de l'empire romain, mais qui étaient retombées dans l'oubli. Il développa le commerce et l'industrie, multiplia les marchés, fonda à Tours la première manufacture de soieries, et encouragea l'exploitation des mines qui devinrent pour la France une source de richesses.

On dit que c'est à partir de ce prince que les rois de France prirent officiellement le titre de *Roi chrétien* et celui de *Majesté*.

Louis XI laissait trois enfants (1482) : un fils qui lui

succéda sous le nom de Charles VIII, et deux filles, Anne, mariée à Pierre de Beaujeu, frère et héritier du duc de Bourbon, et Jeanne, que Louis d'Orléans avait épousée pour ne pas déplaire au feu roi.

Charles VIII, alors âgé de treize ans, avait été élevé dans la solitude loin des affaires, soit par le fait de sa constitution maladive, soit pour ne point porter ombrage à la défiance soupçonneuse du roi. *Il était*, dit Commines, *petit de corps et peu entendu ; mais il était si bon qu'il n'est point possible de voir meilleure créature*. Comme il allait être majeur, en vertu de l'ordonnance portée par Charles V en 1374, laquelle fixait à quatorze ans la majorité des rois, on ne créa pas de régence, on forma seulement un conseil du gouvernement.

Louis XI n'avait fait aucun testament ; mais, en mourant, il avait confié le jeune roi et son autorité à Madame de Beaujeu, *la moins folle femme du monde*, disait-il. Enhardis par l'absence de tout acte public de ce prince, et cédant à une sorte de nécessité politique, Anne et le sire de Beaujeu prirent en main le pouvoir, ce qui excita la jalousie de tous les princes du sang, surtout de Louis, duc d'Orléans, à peine âgé de vingt-trois ans. La fille de Louis XI, douée de la force de volonté de son père et habile à ménager les esprits, sut à propos, dans ces circonstances difficiles, s'effacer derrière le jeune roi, lui faisant présider tous les conseils et signer tous les décrets qu'elle-même dictait. Des titres, des concessions, apaisèrent les princes : le duc de Bourbon fut nommé connétable ; Louis d'Orléans, gouverneur de Paris ; Dunois reçut le commandement du Dauphiné. En même temps les plus odieux ministres de Louis XI étaient sacrifiés à la haine publique : le comte de Meulan (Olivier le Daim) expiait ses froides cruautés au gibet de Montfaucon ; le procureur général Jean Doyat était battu de verges et avait la langue

percée comme calomniateur; et le médecin Coictier était exilé.

Ces actes de justice ne suffisaient pas pour calmer le mécontentement général comprimé par le présent règne; il fallut convoquer les États généraux.

Les élections, auxquelles pour la première fois les paysans prirent part, s'étant faites sous l'influence des mesures réparatrices et des justes châtiments ordonnés par Madame de Beaujeu, furent favorables à la royauté. Les États se réunirent à Tours : on y comptait deux cent cinquante députés. Le jeune roi ouvrit la session le 15 janvier 1484.

Le gouvernement avait cru trouver conseils et appui dans les États généraux; mais les députés ne parurent d'abord avoir été élus que pour faire entendre les plaintes de la nation : la noblesse revendiquait les priviléges que Louis XI lui avait enlevés; le tiers état se plaignait de l'augmentation prodigieuse des tailles, de la vénalité des charges, et de ce que le dernier roi avait levé des impôts sans le consentement des États. Pour faire droit à ces plaintes, la taille fut réduite et des promesses furent faites. L'assemblée se sépara après avoir réglé l'organisation du conseil, dont la présidence, en l'absence du roi, devait être confiée au duc d'Orléans.

Comme on le voit, il n'était nulle part question des prétentions politiques d'Anne de Beaujeu, à qui on laissait toutefois, comme femme et comme sœur, la garde et l'éducation du jeune roi. Elle n'en resta pas moins à la tête du gouvernement, par l'énergie de sa volonté, son habileté dans la conduite des affaires, son tact pour ménager toutes les susceptibilités et apaiser toutes les ambitions. Il faut le reconnaître, elle seule était capable d'imprimer à la France la marche régulière d'une sage administration. Il n'y avait alors auprès du trône personne en

état de diriger les affaires publiques, car Louis XI, en éloignant la noblesse et même le Dauphin de ses conseils, pour ne s'entourer que de vils instruments de ses volontés despotiques, s'était réservé exclusivement le secret et la conduite du gouvernement. Il en était résulté qu'à sa mort aucun homme ne s'était présenté pour saisir le timon des affaires : l'ignorance paralysait les meilleures volontés.

L'autorité du duc d'Orléans se trouvait par le fait illusoire, son influence nulle. Blessé dans son orgueil, il oublia, pour se venger, ses devoirs de premier prince du sang; et, faisant partager son mécontentement au duc de Bretagne François II, et à René de Lorraine, il chercha des appuis dans le roi d'Angleterre et le duc d'Autriche.

Une ligue terrible se préparait contre le trône du faible Charles VIII; mais, dit un auteur moderne, le génie politique de Louis XI vivait dans sa fille. Sans s'inquiéter du faible duc de Lorraine, Madame de Beaujeu fomenta des troubles en Bretagne où François II était haï. Le vieux duc, pressé de toute part, fut obligé de sacrifier son indigne favori Landais, cause ou plutôt prétexte du soulèvement général, après quoi il se crut trop heureux de se réconcilier avec la princesse. En même temps l'or de la France faisait révolter les villes de Flandre contre Maximilien d'Autriche, tandis que sa politique, en favorisant Henri Tudor contre Richard III, mettait le roi d'Angleterre dans l'impossibilité de soutenir le duc d'Orléans.

Cette première ligue déjouée, il s'en forma bientôt une seconde, à la tête de laquelle se plaça Dunois (1), et qui comptait dans ses rangs les princes de la famille royale, ainsi que la plupart des seigneurs, jaloux de l'autorité de Madame de Beaujeu.

(1) C'était le fils du grand capitaine de ce nom qui se distingua sous Charles VII, et qui est souvent appelé *le Bâtard d'Orléans*.

Sans se laisser effrayer, Anne fit face à tout. Par la terreur de ses armes ou par des promesses, elle détacha d'abord de la ligue les seigneurs du midi, puis, à la tête de l'armée, elle se dirigea vers la Bretagne foyer de la révolte. Sur ces entrefaites mourut le vieux connétable de Bourbon, dont l'héritage revenait à son frère Pierre de Beaujeu (1488).

Cependant le duc d'Orléans avait pris les armes et s'était jeté dans la Bretagne, où il occupait des places fortes. La Trémouille, chargé de le repousser, le suivit de près, s'empara de plusieurs villes, et tailla en pièces, à Saint-Aubin du Cormier (Ille-et-Vilaine), l'armée des princes révoltés. Tous les chevaliers pris les armes à la main furent mis à mort, excepté le duc d'Orléans et le prince d'Orange, qui furent retenus en prison, le premier à Bourges, le second à Angers. La victoire de Saint-Aubin anéantit le parti des rebelles.

La paix venait d'être signée avec le duc de Bretagne lorsqu'il mourut (1488), ne laissant que deux filles, Anne et Isabelle. Plusieurs seigneurs demandèrent aussitôt la main de la jeune duchesse. Se voyant entourée de complots et d'intrigues, Anne fit offrir à Maximilien d'Autriche de l'épouser. Ce prince s'empressa d'envoyer un ambassadeur muni de pleins pouvoirs, pour conclure secrètement ce mariage par procuration. Anne de Beaujeu résolut de rompre cette alliance à tout prix : l'intérêt de la France l'exigeait.

Le roi avait atteint vingt-et-un ans, et commençait à secouer la tutelle de sa sœur. Pour faire acte d'autorité, il alla lui-même ouvrir au duc d'Orléans les portes de sa prison, puis il restitua aux fils du duc de Nemours leurs biens et leurs titres.

Le duc d'Orléans, une fois réconcilié avec Anne de Beaujeu, servit habilement les projets de cette princesse.

Profitant des troubles qui continuaient en Bretagne, et de l'éloignement prolongé de Maximilien, lui et Dunois représentèrent à la jeune duchesse l'abandon dans lequel le duc d'Autriche la laissait, et la pressèrent d'accepter le titre de reine de France avec les secours de Charles VIII. Après quelques hésitations, Anne de Bretagne ayant consenti, le mariage se célébra à Langeais en Touraine, le 15 novembre 1491.

La jeune reine joignait à une grande beauté un caractère ferme, une intelligence élevée, un esprit développé par une brillante éducation.

Cet événement, préparé et conduit par une habile politique, pouvait amener une rupture violente entre la France et l'Autriche, car Charles VIII était fiancé à la fille de Maximilien, et Maximilien avait épousé Anne de Bretagne par procuration. Quoique ces deux mariages n'eussent point été consommés, il n'était pas moins vrai que, du même coup, le roi de France renvoyait au duc d'Autriche sa fille et lui prenait sa femme.

Ce mariage fut le dernier acte politique d'Anne de Beaujeu si justement appelée *Madame la Grande*. L'histoire ne parle plus d'elle : elle mourut en 1522.

Maximilien était trop occupé ailleurs pour songer à se venger de l'affront qu'il avait reçu, aussi se laissa-t-il facilement apaiser par la cession de l'Artois et de la Franche-Comté. Charles VIII avait un grand intérêt à ne pas se brouiller avec l'Autriche, car il méditait déjà de lointaines conquêtes; et avait besoin d'assurer ses frontières.

Ce jeune prince, à l'esprit aventureux et guerrier qu'une éducation négligée avait laissé sans contrepoids, ne rêvait rien moins que le trône de Naples et la ruine des Turcs en Orient.

L'état politique de l'Italie semblait appeler les Français

et leur promettre une facile conquête. Au nord, Milan, Venise, Florence, Gênes, enrichies par le commerce, mais rivales les unes des autres, étaient déchirées par des factions qui, se disputant l'autorité, étaient toujours prêtes à donner la main à l'étranger pour écraser le parti contraire, même aux dépens de la patrie. A Rome, le trône pontifical était souillé par Alexandre VI, occupé d'enrichir ses fils; Naples gémissait sous la tyrannie de Ferdinand Ier, dont la petite fille Isabelle avait épousé Jean Galéas, duc de Milan, auquel Ludovic Sforze, son oncle, voulait enlever la couronne ducale.

Vainement Anne de Beaujeu essaya de détourner Charles VIII de ces expéditions aventureuses, en lui disant que *c'était vouloir payer cher un long repentir*; vainement tous les hommes expérimentés firent-ils entendre de sages et prudents conseils, la bouillante jeunesse qui entourait le roi et dont l'ardeur avait été longtemps comprimée, l'emporta.

Au premier bruit des armements de Charles VIII, l'Italie lui tendit les bras; Florence l'appela pour l'aider à chasser les Médicis; Louis le More, secrètement allié à Alexandre VI, demanda son secours contre le roi de Naples, qui le menaçait s'il ne rendait la couronne à Jean Galéas; et les cardinaux opposés à Alexandre implorèrent son appui contre ce pontife.

Dès le printemps de 1494, Charles VIII, à qui Louis le More avait promis le libre passage par le Milanais, se mit en route pour Lyon, rendez-vous de ses troupes. Il y donna des fêtes magnifiques qui attirèrent un prince de Savoie. Ce prince était accompagné d'un jeune page, déjà en renom de vaillance : c'était Bayard. Le roi l'ayant remarqué, le duc le lui offrit : *Par ma foi*, s'écria Charles ravi, *il est impossible qu'il ne soit homme de bien!* L'avenir prouva que son pressentiment était juste.

Après avoir confié l'administration politique de la France à son beau-frère Pierre de Beaujeu, devenu duc de Bourbon, Charles VIII entra en Italie par le Piémont, suivi d'un grand nombre de seigneurs. Parmi eux se faisaient remarquer les comtes de Montpensier, de Luxembourg, de Vendôme, Louis de la Trémouille, les maréchaux de Gié et de Rieux, le Milanais Trivulce, enfin le marquis de Saluces et le prince de Salerne.

La brillante armée de Charles VIII traversa le nord de l'Italie sans rencontrer un obstacle. Louis le More vint au-devant du roi jusqu'à Asti : il avait tout intérêt à gagner ce prince, car Ferdinand de Naples venait de mourir, laissant le trône à son fils Alphonse II, beau-père de Jean Galéas. A Pavie, Isabelle, l'épouse de ce malheureux prince, courut se jeter aux pieds du roi de France, implorant son secours pour son père et pour son époux. Charles fut touché de ses larmes, mais la politique l'emporta; s'il méprisait Louis le More, et s'il eût volontiers pris les armes contre lui pour son neveu, il avait besoin de ménager ce prince, et d'ailleurs le roi de Naples n'était à ses yeux que l'usurpateur d'un trône qu'il allait revendiquer. Il se contenta donc de donner à Isabelle de vagues consolations et des promesses plus vagues encore, puis il se dirigea vers Pise et Florence.

Bientôt après on reçut la nouvelle de la mort de Galéas, et la rumeur publique en accusait Louis le More. Ce prince quitta aussitôt le roi de France pour aller se faire proclamer duc de Milan, au détriment du jeune fils de Galéas. L'armée murmura hautement d'une telle audace; officiers et soldats parlaient de venger le jeune duc en punissant l'usurpateur.

Charles, au lieu d'écouter les conseils qu'on lui donnait de s'assurer du Milanais pour prévenir les trahisons, poursuivit sa route. A Florence, il fut reçu comme un

ami qu'on redoute, et il y parla en maître, croyant protéger à la fois l'autorité et la liberté.

L'armée française, en abandonnant Florence, se dirigea vers Rome, où elle arriva le 31 décembre 1494. Alexandre VI avait déjà quitté le parti de Louis le More pour revenir aux princes aragonais de Naples, dont il espérait davantage; mais, n'osant pas fermer les portes de Rome à Charles VIII, il s'était, à son approche, retiré dans le château Saint-Ange. Les Français entrèrent à Rome comme dans une ville conquise, arme au poing, musique en tête. Cependant, repoussant des conseils téméraires, Charles VIII négocia avec le Pape, qu'il traita avec tout le respect dû au vicaire de Jésus-Christ. Après avoir séjourné un mois dans cette capitale du monde chrétien, le roi s'avança vers Naples.

La nouvelle de la marche des Français y répandit une telle consternation, que le roi Alphonse II, saisi de terreur, abdiqua en faveur de son fils Ferdinand II. Trois petits combats suffirent pour livrer le royaume de Naples aux Français. Ferdinand avec sa famille et ses trésors s'enfuit dans l'île d'Ischia, pour y attendre des jours meilleurs.

Alors parurent toute la légèreté et l'imprévoyance de Charles VIII, qui avait entrepris cette conquête comme il aurait fait d'un tournoi où il n'y a que des lances à rompre et de l'honneur à acquérir. Rien n'était prêt pour assurer la possession de ce royaume si rapidement conquis, ni la marine pour protéger les côtes, ni l'armée pour maintenir la paix à l'intérieur : Charles n'avait pas prévu davantage le gouvernement à donner à sa conquête le jour où il renverserait celui de la maison d'Aragon. Il apporta la même légèreté dans ses rapports avec ceux qu'il avait intérêt à ménager, distribuant toutes les récompenses aux Français, sans tenir compte des Napolitains restés attachés

à la maison d'Anjou, et qui avaient favorisé le succès de ses armes. Cette conduite lui aliéna le cœur de ses nouveaux sujets ; et les mobiles Italiens allèrent offrir leurs services au roi qu'ils avaient aidé à chasser.

Pendant que l'imprudent Charles VIII, enivré de ses faciles succès, se faisait follement proclamer empereur, roi de Naples et de Jérusalem, un orage terrible grondait derrière lui. Louis le More, dès qu'il n'avait plus eu besoin des Français, avait organisé contre eux une ligue dans laquelle étaient entrés Venise, Ferdinand d'Aragon, Alexandre VI, Maximilien d'Autriche et Henri VII d'Angleterre. Une lettre de Commines, ambassadeur de Charles VIII à Venise, l'instruisit du danger qui le menaçait.

Il n'y avait pas de temps à perdre. Charles, avec une résolution, une prudence, une activité dont on ne l'aurait pas cru capable, prépara aussitôt sa retraite ; et dès les premiers jours de mai 1495, il quittait Naples où il laissait, avec douze mille hommes et le titre de vice-roi, Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, que Commines peint ainsi : *hardi chevalier, mais indolent, qui ne se levait qu'il ne fût midi.* Il lui adjoignit Ébérard d'Aubigny qu'il fit connétable.

Pour assurer son influence en Italie, Charles VIII s'affaiblit encore en mettant des garnisons à Sienne et à Pise. Quarante mille hommes l'attendaient près de Fornoue pour lui fermer le passage, et il n'avait que neuf mille soldats. Cernés par des forces aussi supérieures, les Français les attaquèrent avec une telle impétuosité, qu'une heure de combat leur suffit pour les culbuter. Les alliés laissèrent plus de trois mille hommes sur le champ de bataille, tandis que les vainqueurs en perdirent à peine deux cents.

Cependant le duc d'Orléans était assiégé à Novare par Louis le More et cinquante mille hommes. Charles VIII ne

pouvant aller le dégager, traita avec le duc de Milan, qui permit enfin à Louis d'Orléans de se retirer avec ses soldats épuisés par la famine. Le roi s'était hâté de repasser les Alpes, et il était arrivé à Grenoble le 27 octobre 1495.

Tandis que Charles VIII rentrait en France, Gonzalve de Cordoue, dit le Grand Capitaine, ramenait à Naples Ferdinand II avec une armée espagnole. Montpensier, après une lutte courageuse mais inutile, capitulait à Atella, pour aller mourir de la peste à Pouzzoles (1496). Vainement d'Aubigny, avec les débris de l'armée française que décimaient les maladies, battit les Napolitains à Seminare, il ne put tenir plus longtemps la campagne, et il lui fallut acheter son retour en France par une humiliante capitulation.

En apprenant ces désastres, la noblesse fit entendre un cri de vengeance ; mais l'intérêt du pays s'opposait à une nouvelle guerre : le roi eut la sagesse de le comprendre ; d'ailleurs, les Espagnols menaçaient le midi de la France, et il fallait avant tout les repousser.

Un grand changement s'était opéré en Charles VIII autrefois léger et passionné pour le plaisir. Depuis son retour, il se donnait tout entier aux sévères devoirs de la royauté; prenant saint Louis pour modèle, il s'occupait avec activité des soins du gouvernement, de l'administration de la justice, en même temps qu'il encourageait les arts dont il avait pris le goût en Italie. Tout semblait promettre à la France un règne heureux, lorsque ce jeune prince, étant à Amboise, fut frappé d'apoplexie, le 7 avril 1498, après s'être heurté violemment la tête dans un passage obscur. Il avait à peine vingt-huit ans. En lui finit la branche des *Capétiens-Valois*, commencée en 1328 par Philippe VI.

Charles VIII rendit sédentaire à Paris le grand conseil, qui était ambulatoire et suivait partout le roi, ce qui

occasionnait de grandes dépenses aux justiciables de ce tribunal.

Angleterre.

Six ans avant la date qu'on est convenu de prendre pour point de départ de l'histoire moderne, l'Angleterre, humiliée des défaites successives qu'elle avait essuyées sur le continent, voyait naître dans son sein une querelle royale, origine d'une guerre dont l'histoire, a-t-on dit, mériterait d'être écrite par la main du bourreau.

Henri VI de Lancastre, proclamé à sa naissance roi de France et d'Angleterre, devait, malgré sa puissance apparente, expier l'ambition et les crimes de ses prédécesseurs. Prince faible, il régnait depuis l'année 1422, lorsque, en 1445, il épousa Marguerite d'Anjou, dont le courage, l'intelligence et l'énergie ne purent contrebalancer le malheur qui semblait attaché à ses pas.

Nous avons dit comment la France s'était relevée de ses ruines par la mission miraculeuse de Jeanne d'Arc, et les cris d'enthousiasme qui avaient salué le jeune vainqueur Charles VII. La gloire croissante de la France irritait profondément les Anglais, et ils s'en prenaient au roi et à ses ministres de leurs revers sur le continent. Pendant que chaque jour de tristes nouvelles arrivaient du théâtre de la guerre, le duc de Glocester, l'idole du peuple, mourait dans la prison où il était retenu sous une accusation peu prouvée de trahison, et au moment où l'on allait instruire son procès.

La maison d'York, qui comptait alors plusieurs princes jeunes et entreprenants, crut l'heure venue de faire revivre ses droits à la couronne. Le chef de cette puissante famille, Richard, duc d'York, sans se laisser effrayer par la pensée du sang qu'il allait faire verser,

résolut donc de s'emparer du trône occupé par un roi sans caractère, auquel les circonstances avaient enlevé l'amour de son peuple. Telle fut la cause de la guerre appelée guerre des *Deux Roses*, de la rose rouge que Henri VI portait dans ses armes, et de la rose blanche qu'avait adoptée le duc d'York; guerre atroce qui arma l'une contre l'autre les deux branches d'une même famille, et consacra les plus cruelles vengeances sous le nom de droit de représailles.

Les Anglais venaient de perdre successivement les villes de Rouen, de Cherbourg, de Bayonne, de Bordeaux, et leur général Talbot, tué au combat de Castillon. Richard, nommé gouverneur d'Irlande, entretenait sourdement le mécontentement causé par ces revers. Pour accroître sa popularité en flattant les passions de la multitude, il fit accuser de haute trahison, par la chambre des communes, le ministre Suffolk, auteur prétendu de tous ces malheurs. La reine crut sauver son ministre en l'exilant; mais le malheureux duc, arrêté sur mer par ses ennemis, fut mis à mort sans jugement (1450).

Cet événement fut le signal d'une prise d'armes. Les Yorkistes (1) mirent en avant un Irlandais de basse naissance, Jean Cade, prétendu fils de Jean Mortimer, cousin du duc d'York. Cet imposteur, à la tête de vingt mille hommes, s'empara de Londres; son triomphe fut court. Ses gens s'étant livrés au pillage, les bourgeois s'armèrent, chassèrent ces aventuriers et tuèrent Cade lui-même.

La reine Marguerite d'Anjou, ne pouvant plus se faire illusion sur les projets de Richard contre son faible époux, appela dans son conseil Édouard, duc de Somerset, parent de Henri VI et rival du duc d'York : Somerset faillit,

(1) Partisans de Richard d'York

dans cette circonstance, payer de sa vie la haine du peuple excité contre lui.

Richard, qui venait de quitter l'Irlande avec des intentions ouvertement hostiles, à la vue des mesures énergiques prises par le nouveau ministre, se retira dans ses terres pour y attendre le moment d'agir (1452). Deux ans plus tard, une maladie ayant affaibli la raison déjà bien faible du malheureux Henri VI, le duc d'York renoua ses intrigues; et la reine, soit persuasion, soit crainte, l'admit dans le conseil d'État. Une fois au pouvoir, Richard se fit nommer par le parlement *protecteur du royaume et défenseur de l'Église*. Mais à peine le roi eut-il recouvré la santé, qu'à l'instigation de Marguerite, il cassa cet acte et rendit à Somerset la conduite des affaires. Le duc d'York jetant aussitôt le masque, s'avança vers Londres avec une forte armée, protestant d'ailleurs n'en vouloir qu'au ministre.

Henri VI, à la tête de troupes réunies à la hâte, marcha à la rencontre du duc rebelle. Le combat eut lieu près de Saint-Alban (1455). Somerset fut tué : le roi blessé resta au pouvoir des vainqueurs. Richard se fit de nouveau déclarer protecteur par le docile parlement, puis il confia la charge de chancelier à Richard de Névil, comte de Salisbury, et le gouvernement de Calais au fils de ce seigneur, le comte de Warwick.

Marguerite d'Anjou ne pouvant agir ouvertement contre le protecteur, usa de toute son influence pour ruiner son autorité et sa popularité; elle travailla si bien les esprits, que le parlement, sans que rien parût justifier cet acte, ôta le pouvoir à Richard : ce prince sembla l'abandonner sans regret (1456). Le calme n'était qu'à la surface; et une réconciliation faite avec solennité devant les autels, entre les chefs et les lords des deux partis, ne trompa personne (1458).

Les intrigues de Warwick, qui avait quitté Calais, firent

bientôt recommencer les hostilités. Il s'empara de Londres avec un faible corps de troupes, puis marcha sur Northampton où le roi avait cherché un refuge; il l'y fit de nouveau prisonnier, favorisé par la trahison de lord Grey de Ruthyn. La reine prit la fuite, et gagna l'Écosse avec son fils.

Richard accourut d'Irlande et s'installa dans le palais de son captif. Le parlement, toujours servile et prêt à acclamer le vainqueur, déclara que la couronne appartenait au duc d'York; mais que Henri VI l'ayant portée trente-huit ans, elle ne reviendrait à Richard qu'à la mort du roi. Marguerite refusa fièrement de ratifier cette convention, et à la tête de vingt mille hommes elle soutint son refus sur le champ de bataille de Wakefield (1460). Richard d'York fut tué; son jeune fils le comte Rutland, qui s'était rendu, fut massacré de sang-froid par le baron Clifford. Cette atroce cruauté n'ayant pas assouvi la vengeance du féroce Anglais, il coupa la tête du duc d'York, la couronna dérisoirement de papier, et l'ayant ainsi placée au bout d'une pique il alla l'offrir à Marguerite. La reine la fit suspendre aux remparts d'York avec celle du comte de Salisbury qu'elle avait fait décapiter. Les plus zélés partisans de la Rose Blanche subirent le même sort.

Le sang versé appelle la vengeance en attisant les haines; la victoire de Wakefield ne termina donc pas la guerre. Édouard, fils aîné de Richard d'York, restait à la tête d'une armée, et Warwick tenait Londres où le roi était prisonnier. A la nouvelle de l'approche de Marguerite, Warwick quitta la capitale, suivi de son royal captif, et se porta au-devant de la reine, qui lui fit essuyer une déroute complète dans cette plaine de Saint-Alban (1461), théâtre de sa victoire en 1455. L'infortuné roi, abandonné par les fuyards, fut rendu à sa victorieuse épouse.

Marguerite ne sut pas profiter de cette victoire ; apprenant l'arrivée du prince Édouard, et n'osant pas se mesurer avec lui, elle se retira dans le nord. Cette timidité la perdit. Le fils de Richard d'York entra dans Londres, où les cris de la multitude le saluèrent roi sous le nom d'Édouard IV : le clergé, la noblesse et la bourgeoisie ratifièrent cette élection (1461).

Marguerite comprit alors la faute qu'elle avait commise; forte des droits de son époux et de ses devoirs de mère, elle résolut d'enlever à Édouard IV la couronne qui devait revenir à son fils. On combattit à Towton pendant deux jours sous une neige épaisse, avec une fureur égale de part et d'autre. Warwich qui commandait l'armée d'Édouard, croyant la bataille perdue, abandonne son cheval, baise la croix que faisait la garde de son épée, et jure de partager le sort du dernier soldat. Mais tout à coup la fortune change, les Lancastriens sont précipités dans les eaux du Cork, et la victoire reste à Édouard. Le jeune vainqueur défendit de faire quartier, oubliant que la vengeanceet le sang ne sont point une base solide pour un trône. Les partisans de la Rose Blanche furent récompensés au moyen des confiscations prononcées contre les Lancastriens, mis à mort ou proscrits partout où la haine des Yorkistes put les atteindre.

L'intrépide Marguerite d'Anjou était allée chercher du secours en France. Plus forte de son courage que de l'assistance dérisoire de Louis XI, qui lui avait prêté vingt mille livres contre la promesse de lui céder Calais, l'héroïque princesse revint en Angleterre. Deux défaites successives, près d'Hedgley-Moor, puis à Exham (1464), anéantirent sa petite armée et, ravivant les haines, firent couler sur les échafauds le sang des amis de la Rose Rouge.

Tandis que Henri VI trouvait un asile en Écosse, Mar-

guerite, séparée de son époux dans le désordre de la fuite, s'égarait avec son fils au milieu d'une forêt où elle tombait entre les mains des voleurs. Profitant d'une querelle survenue entre les brigands pour le partage des diamants qu'ils lui avaient enlevés, l'infortunée reine, n'écoutant que sa tendresse, saisit son fils dans ses bras (il avait alors onze ans et demi) pour le dérober à leur cruauté par une course rapide. Tout à coup elle se trouve en face d'un homme à l'air farouche qui vient à elle l'épée levée. Marguerite ne pense qu'à son fils; inspirée et soutenue par l'amour maternel : *Venez, mon ami,* dit-elle à ce brigand, *sauvez le fils unique de votre roi.* La noblesse de ces paroles réveilla l'honneur et le dévoûment dans cette âme habituée au crime ; il s'inclina devant la reine, et la conduisit au camp des Lancastriens, d'où elle s'embarqua pour la France avec le jeune prince. Vers le même temps Henri VI, reconnu et arrêté en Angleterre où il était rentré sous un déguisement, fut amené ignominieusement à Londres et enfermé dans la Tour (1465).

La bonne intelligence qui régnait entre Édouard IV et Warwick fut troublée par le mariage du roi. Ce prince ayant épousé Élisabeth Woodville, veuve de John Gray, éleva son beau-père et son beau-frère aux premières dignités du royaume. Warwick et ses deux frères, lord Montague et l'archevêque d'York, ou les trois Névil, du nom de leur père le comte de Salisbury, blessés des faveurs accordées à la famille de la reine, s'entendirent avec George, duc de Clarence, frère du roi, esprit inquiet et remuant, pour renverser Édouard. A la même époque, le père et le frère de la reine périrent (1469) dans un soulèvement dont le Yorkshire fut le théâtre. Les Névil allèrent aussitôt offrir leurs services à Édouard IV que ces événements avaient plongé dans une profonde tristesse, et, sous prétexte de le protéger, ils le retinrent prisonnier.

Les Lancastriens, croyant pouvoir compter sur Warwick, firent une levée de boucliers; mais Warwick lui-même les tailla en pièces près de Derwens, puis rendit la liberté à Édouard. Une amnistie générale fut proclamée, et le roi fiança sa fille au comte de Northumberland, seul héritier des Névil : le futur gendre d'Édouard IV fut créé duc de Bedfort.

Au commencement de l'année 1470, de nouveaux motifs de défiance firent reprendre les armes aux Névil et à Clarence; mais l'activité d'Édouard ayant déconcerté les rebelles, ils s'embarquèrent pour le continent. Warwich et le frère du roi rencontrèrent Marguerite d'Anjou à la cour de Louis XI; et, soit l'ascendant de cette héroïque et malheureuse reine, soit le ressentiment de ces princes contre Édouard VI, ils résolurent de replacer Henri VI sur le trône : le mariage d'Édouard, prince de Galles, avec Anne Névil, seconde fille de Warwick, scella cette étrange réconciliation.

Warwick débarqua bientôt en Angleterre. Edouard IV, endormi au sein des plaisirs, malgré les avis que depuis quelque temps lui faisait donner son beau-frère Charles le Téméraire, se réveilla en apprenant que Warwick approchait avec soixante mille hommes. Abandonné de ses amis, il prit la fuite et fit voile pour le continent, pendant que sa femme et ses filles se réfugiaient dans le sanctuaire de Westminster, et que le peuple de Londres acclamait Warwick qu'il avait surnommé *le faiseur de rois*. Henri VI remonta sur le trône. Le parlement, servile instrument des volontés du plus fort, déclara Édouard IV usurpateur, et, à défaut d'héritier mâle de Henri VI, transporta la couronne à la descendance du duc de Clarence, frère d'Édouard. Pour la première fois les vainqueurs n'exercèrent ni proscriptions ni vengeances.

Le duc de Clarence, que le seul espoir du trône avait

uni aux ennemis de sa famille, se voyant déjoué dans son ambition, se réconcilia secrètement avec Édouard. Celui-ci, après avoir levé des troupes dans les Pays-Bas, vint débarquer sur les côtes d'Angleterre (1472). Warwick voulut l'arrêter; mais Édouard éluda sa rencontre et entra dans Londres dont la trahison lui ouvrit les portes. Henri VI fut encore une fois prisonnier.

Sur l'avis que Marguerite arrivait avec des troupes, Warwick, pour avoir seul l'honneur de la victoire, la prévint et courut présenter la bataille à Édouard près de Barnet (1471). On combattit avec acharnement des deux côtés; mais la trahison du duc de Clarence, qui, au plus fort de la lutte, passa dans le camp de son frère Édouard avec douze mille hommes, assura le triomphe de la Rose Blanche. Warwick, le faiseur de rois, resta parmi les morts. Marguerite vint à marche forcée rejoindre les débris de l'armée lancastrienne; malgré ce renfort, ses troupes furent taillées en pièces par les Yorkistes dans le comté d'Oxford. La reine et son fils, faits prisonniers, furent conduits à Édouard : *Pourquoi es-tu venu en Angleterre?* dit-il au jeune prince d'un ton insultant. — *Pour défendre la couronne de mon père et mon héritage,* répondit avec fierté le fils de Henri VI. Édouard le frappa de son gant à la joue, et aussitôt ses frères, Clarence et Glocester, le tuèrent à coups d'épée. Marguerite resta prisonnière jusqu'en 1475. A cette époque Louis XI paya sa rançon, et elle se retira en France, où elle mourut en 1482.

Le 22 mai 1472, Édouard IV entra triomphalement à Londres. Le même jour Henri VI était assassiné dans la Tour. La voix publique chargea Glocester de ce meurtre. La vengeance du roi et de ses frères s'exerça dès lors librement sur les partisans de la maison de Lancastre, dont ils n'avaient pourtant plus rien à redouter.

L'ambition d'Édouard IV paraissait satisfaite; à force de verser le sang, il occupait le trône sans compétiteur; son fils Édouard, nommé prince de Galles, avait été reconnu pour son successeur; et la nation, lasse de la guerre civile, aspirait après le repos. Le roi n'était pourtant pas sans inquiétude. Ses deux frères, les ducs de Clarence et de Glocester, convoitaient le pouvoir, et chaque jour un nouveau sujet de querelle troublait la cour; il était facile de prévoir que leur haine, excitée par la jalousie, ne tarderait pas à éclater.

Sur ces entrefaites Édouard prêta l'oreille aux sollicitations de son beau-frère le duc de Bourgogne, qui rêvait la conquête de la France. En retour de son assistance, Charles le Téméraire offrait à Édouard IV le partage de ce royaume. Une armée anglaise débarqua donc sur le continent; mais le Téméraire, au lieu d'attendre ses alliés, était allé guerroyer ailleurs. Louis XI laissa l'ennui affaiblir ses ennemis, puis il offrit de l'argent à Édouard dont l'avarice était bien connue, et il l'éloigna par une trève (1475).

Cependant Glocester, dévoré d'ambition, avait résolu la perte de son frère et de son neveu qui le séparaient du trône. Trompé par lui, Édouard fit arrêter le duc de Clarence sous l'inculpation de haute trahison. Le parlement prononça contre ce prince la peine capitale, ne lui laissant que le choix du supplice. Clarence fut, dit-on, à sa demande, noyé dans un tonneau de vin de Malvoisie (1478).

Une courte guerre avec l'Écosse, pour soutenir le duc d'Albany armé contre son frère Jacques III, détourna un moment le duc de Glocester de ses coupables projets.

Édouard IV mourut en 1483, victime de ses excès en tous genres. Soupçonneux, vindicatif et cruel, il s'était, vers la fin de sa vie, entouré d'espions et de supplices. On dit qu'il n'oublia jamais le nom du plus obscur ennemi.

Ce prince laissa deux fils, Édouard V et Richard, duc d'York. Élisabeth, une de ses filles, épousa, en 1486, Henri VII Tudor.

La mort d'Édouard IV laissa libre carrière à l'ambition du duc de Glocester. Prince fourbe et hypocrite, ses caresses cachaient toujours la haine; brave sur les champs de bataille, il semblait pourtant plutôt né pour les intrigues de cour que pour la guerre. Son frère avait à peine fermé les yeux, qu'il prit le titre de *protecteur*, s'empara perfidement du jeune roi Édouard V, et fit arrêter l'oncle maternel de ce prince, le comte Rivers, ainsi que son frère de mère, lord Gray. A cette nouvelle, la veuve d'Édouard IV se réfugia dans le sanctuaire de Westminster avec son second fils Richard. Glocester réclama le duc d'York. L'archevêque de Cantorbéry, effrayé des menaces de Glocester, essaya de vaincre par la persuasion le refus d'Élisabeth : *Vous le voulez*, dit-elle enfin au primat, *je vous le donne, ayez en soin; mais je vous en demanderai compte un jour devant Dieu et devant les hommes.* Elle bénit son fils, le baisa avec émotion, et lui dit un éternel adieu. Richard fut aussitôt conduit à la Tour auprès de son frère.

Glocester se débarrassa par l'assassinat des lords Rivers et Gray, et de plusieurs autres seigneurs qui lui portaient ombrage. Se donnant comme le vengeur des bonnes mœurs, il intenta un procès pour sorcellerie à Jane Shore, maîtresse d'Édouard IV; et, pour justifier ses prétentions à la couronne au détriment de ses frères et de leurs descendants, il alla jusqu'à attaquer l'honneur de sa mère, se disant seul fils légitime de Richard d'York, tué à la bataille de Wakefield, en 1460. Entre le trône et lui restaient les deux jeunes prisonniers de la Tour, les fils d'Édouard IV : mais Glocester avait résolu leur mort. Il hésitait cependant à porter la main sur ses neveux, craignant d'exciter contre lui la haine populaire, et

de perdre ce pouvoir tant envié avant d'avoir posé la couronne sur sa tête. A force de promesses, de menaces, d'intrigues aussi basses que ridicules, Glocester se fit proclamer roi par la populace soudoyée; et aussitôt il se fit couronner à Wesminter sous le nom de Richard III. Pour se faire pardonner son usurpation, Richard répandit alors des grâces et des faveurs. Quand il se crut affermi sur le trône, il songea à faire disparaître les jeunes princes dont l'existence était pour lui un continuel sujet d'inquiétude, car la terreur qu'il inspirait n'avait pas étouffé l'amour du peuple pour le jeune Édouard V et son frère Richard.

N'ayant pu corrompre le gouverneur de la Tour, Blankenburg, il ordonna à Jacques Tyrrel, maître de ses écuries, de prendre les clefs de la forteresse pour vingt-quatre heures. Celui-ci et deux assassins, Forest et Dighton, dont il avait emprunté le secours, pénétrèrent auprès des princes endormis et les étouffèrent dans leur lit. On ignora le lieu de leur sépulture jusqu'en 1674 que des ouvriers, travaillant dans la Tour, trouvèrent, à une grande profondeur, les ossements de deux enfants qu'on jugea morts à l'âge de douze ans environ.

Le duc de Buckingham, principal auteur de l'élévation de Glocester, fut l'instrument dont Dieu se servit pour punir ce monarque homicide. Inconstance ou remords, le favori conspira contre celui qu'il avait placé sur le trône, pour donner la couronne à Henri Tudor, comte de Richemond; ce prince descendait par sa mère de Jean de Beaufort, comte de Somerset, frère naturel de Henri IV, et représentait par conséquent les droits de Lancastre. Pour réunir les deux partis, Buckingham voulait faire épouser à Henri Tudor la fille d'Édouard IV, Élisabeth, que la mort de ses frères laissait seule héritière de la famille et des droits d'York; mais, Richard, prévenu du complot,

fit arrêter et décapiter Buckingham, puis il obtint du parlement de nombreuses proscriptions.

Pour assurer à son fils les droits d'Élisabeth à la couronne, Richard résolut de l'unir à cette princesse; la mort du prince de Galles ayant déjoué ses projets, il osa offrir à la fille d'Édouard IV sa propre main encore teinte du sang de ses frères, annonçant comme prochaine la mort de la reine, ce qui arriva en effet. L'ambitieuse veuve du dernier roi, éblouie du rang auquel sa fille était appelée, la pressait d'accepter cette union, lorsque Henri Tudor débarqua dans le pays de Galles, *n'ayant ni croix ni pile*, dit Commines, mais fort de la haine nationale pour Richard.

A sa voix les Gallois se rangèrent autour du drapeau rouge des Cambriens qu'il avait arboré; et, lorsqu'il pénétra sur le territoire anglais, son armée se grossit des troupes amenées par plusieurs gentilhommes des provinces de l'Ouest. Henri rencontra l'armée royale à Bosworth, dans la province de Leicester : Richard la conduisait lui-même la couronne sur la tête. Le combat s'engagea avec fureur. Mais Richard, reconnaissant tout à coup dans ses rangs des indices de trahison et prévoyant la défection de ses troupes, se jeta au plus épais de la mêlée pour y trouver la mort. La couronne, arrachée de son front, fut posée sur la tête de Henri Tudor, qu'on proclama roi sur le champ de bataille (1485).

La bataille de Bosworth mit fin à la guerre des Deux-Roses. Avec Henri VII commença la dynastie des Tudors.

Le vainqueur se rendit à Londres pour se faire reconnaître du parlement et pour y être couronné. L'année suivante, il épousa Élisabeth d'York, qui lui apportait en dot les droits de sa famille.

Le nouveau règne fut troublé par des intrigues. Les partisans du dernier roi proclamèrent en Irlande, sous le

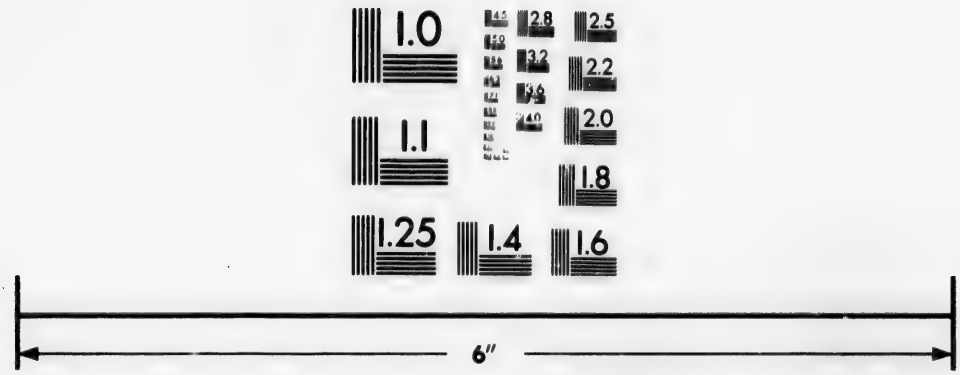
nom d'Édouard VI, un imposteur appelé Robert Simnel, qui se disait comte de Warwich et fils du duc de Clarence (1587). Henri VII se contenta de faire sortir de la Tour le véritable Warwich, prisonnier depuis la mort de son père, et Simnel, vaincu, devint marmiton des cuisines royales. Pour toute vengeance, le roi réunit, dit-on, les députés irlandais dans un repas où il les fit servir par ce roi imaginaire.

Un nouvel imposteur, Perkin Warbeck, se donna bientôt pour Richard IV, frère d'Édouard V tué dans la Tour. Henri VII étant alors sur le continent, Warbeck fut proclamé en Irlande. Le roi de France et Marie de Bourgogne feignirent de le reconnaître, et Jacques d'Écosse lui fournit une armée. Le roi gagna quelques-uns des partisans de l'imposteur, fit mettre à mort les autres, et prohiba tout commerce avec les Pays-Bas qui obéissaient à Marguerite de Bourgogne. Ces mesures énergiques eurent un plein succès: Perkin, abandonné de tous, n'essaya pas de résister; il se livra lui-même sous condition de la vie sauve et fut mis en prison. Ayant essayé de s'enfuir, il fut arrêté et pendu.

Son supplice ne découragea pas d'autres prétendants. L'un deux, nommé Ralph Walford, fut secondé dans un complot par le comte de Warwich, qui avait déjà favorisé la fuite de Perkin Warbeck. Warwich fut alors condamné à mort par la chambre des pairs. Avec lui finit la ligne masculine des Plantagenets, qui avaient régné 331 ans, depuis Henri II (1154) jusqu'à Henri VII (1485).

Henri VII, irrité contre les Irlandais toujours prêts à donner asile et secours aux imposteurs, résolut d'affermir son autorité dans cette île par des lois sévères. Un parlement convoqué à Drogheda (1495) par sir Édouard Poyning, gouverneur de l'Irlande pour le jeune Henri, second fils du roi, décréta le fameux statut de Poyning, qui portait que tous les actes du parlement anglais auraient

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

2.8
3.2
3.6
4.0
2.5
2.2
2.0
1.8
1.1
1.0

force de loi en Irlande, et que le parlement irlandais ne pourrait s'assembler qu'avec la permission du roi d'Angleterre.

La seconde année du XVIe siècle vit conclure deux mariages célèbres par leurs suites; Arthur, prince de Galles, avait épousé Catherine d'Aragon, fille de Ferdinand et d'Isabelle, souverains d'Espagne; mais Arthur étant mort quatre mois après, Catherine fut, avec les dispenses nécessaires, fiancée au nouveau prince de Galles Henri. D'un autre côté, Marguerite Tudor, fille aînée de Henri VII, épousa Jacques IV d'Écosse, auquel elle porta ses droits au trône d'Angleterre.

Les dernières années du règne de Henri VII furent tranquilles. Les contemporains de ce prince nous le peignent sombre, sérieux, ennemi des plaisirs et avide d'argent. Deux jurisconsultes, barons de l'Échiquier, Richard Empson et Edmond Dudley, servirent cette passion du roi, en recherchant toutes les lois tombées en désuétude qui pouvaient lui aider à grossir son trésor. Il se fit décréter des subsides pour faire la guerre à la France, puis il accepta l'argent de la France pour ne pas la faire; il revint riche, mais déshonoré. Henri VII mourut en 1509, âgé de cinquante-deux ans.

Sous la domination des Lancastres la constitution anglaise s'assura et prit en quelque sorte racine dans le sol. Le besoin d'argent avait forcé Édouard III de réunir souvent les États; les députés des villes sentirent alors leur force, et ils en vinrent bientôt à prendre une part active aux discussions de la noblesse. La puissance législative fut dès lors exercée conjointement avec le roi et les deux chambres; et les institutions qui en émanèrent tendirent de plus en plus à garantir la liberté politique et la liberté individuelle.

Le parlement se composait du clergé, des lords ou

grands hommes de la terre, et *des petits hommes des communes*. Les membres du parlement avaient le droit de parler librement, sans craindre aucune poursuite judiciaire. La puissance royale se trouvait ainsi restreinte par leurs priviléges.

La guerre des Deux Roses, en décimant la noblesse, fit une plus large place au peuple; et une loi de Henri VII, qui donnait aux seigneurs la facilité d'aliéner leurs terres, favorisa la décadence de l'aristocratie et l'enrichissement du tiers-état.

Le parlement tenu en 1487, abolit un usage séculaire, mais dangereux pour l'autorité royale : nous voulons parler des *Maintenances*. On appelait ainsi des associations d'individus sous un chef, auquel ils étaient liés par serment, et dont ils devaient embrasser à main armée toutes les querelles. Les maintenances entravaient souvent le cours de la justice, et plus d'une fois elles aidèrent aux lords à lever des troupes contre le roi. Un bill très-sévère abolit les maintenances, et attribua à des magistrats désignés la répression des contrevenants. Telle est l'origine de la *chambre étoilée*, qui a pris son nom de la décoration de la chambre où se tenaient les séances.

Écosse.

La mort de Jacques II (1460), tué devant le château de Roxburgh qu'il voulait enlever aux Anglais, plaça la couronne d'Écosse sur la tête d'un enfant de huit ans, Jacques III, au moment où l'armée avait besoin d'un chef habile, et l'État d'un souverain capable de comprimer l'aristocratie turbulente et orgueilleuse.

A la nouvelle de la fin tragique du roi, il fut question de renoncer au siége de Roxburgh ; mais la reine Marguerite, conduisant son fils par la main, vint au milieu de l'armée

et releva tous les courages par la noblesse et la fierté de ses paroles. Le siége fut alors poussé avec tant de vigueur que la garnison capitula.

Pendant la minorité de Jacques III, quelques seigneurs cherchèrent à troubler l'État en s'emparant de la confiance du jeune prince; leurs coupables tentatives ayant été découvertes, ils durent quitter l'Écosse.

Jacques III poursuivit avec une hauteur despotique l'abaissement de la noblesse commencé par son père; il s'entoura d'hommes d'une naissance obscure, mais habiles en quelque art, enleva aux bourgs l'élection de leurs magistrats, et réunit à la couronne le comté de Ross, dont le puissant seigneur inquiétait le pouvoir royal. Ces mesures mécontentèrent tout le monde. Une conjuration se forma contre le roi, et ses frères, le duc d'Albany et le comte de Mar y prirent part. Celui-ci fut arrêté et mis à mort (1480). Le duc d'Albany, plus heureux, passa en Angleterre, d'où il revint bientôt avec une armée anglaise sous le commandement du duc de Glocester, frère d'Édouard IV. Jacques III réunit cinquante mille hommes pour repousser les ennemis; mais les lords, au lieu de combattre, se saisirent du favori du roi, Cochran, qu'ils haïssaient, et le pendirent; puis ils firent prisonnier Jacques III, laissant les Anglais reprendre Berwich.

Albany et Glocester traitèrent de la paix à Édimbourg. Jacques recouvra la liberté; l'administration du royaume fut cédée au duc d'Albany, et Berwich resta aux Anglais.

L'ambition d'Albany n'était pas satisfaite. Il intrigua de nouveau avec Glocester, devenu roi sous le nom de Richard III; mais se voyant découvert, il s'enfuit sur le continent où il mourut.

Jacques, III délivré de la tutelle de son frère, voulut parler avec autorité; cela déplut à la noblesse déjà irritée de certaines mesures prises pour éloigner les lords de son

palais. Quelques seigneurs influents levèrent l'étendard de la révolte, et, s'étant emparés du fils de Jacques III, ils le mirent à leur tête pour colorer leur insurrection d'une apparence de justice. Les rebelles attaquèrent le roi à Bannockburn, où il était entouré d'amis dévoués; l'armée royale, plus forte que celle des insurgés, combattait avec courage, quand on apprit tout à coup que le roi avait pris la fuite : la bataille cessa presque aussitôt.

Jacques étant tombé de cheval à quelque distance du lieu où l'action était engagée, fut porté sans connaissance dans une maison voisine, et assassiné par un étranger qui le reconnut. Il n'avait que trente-six ans (1488).

Les vainqueurs proclamèrent Jacques IV, âgé de seize ans; et, profitant de l'autorité que leur donnait la victoire, ils mirent en jugement les seigneurs qui avaient défendu Jacques III, comme si la fidélité à son souverain contre des rebelles qui en voulaient à son trône et à sa vie, après avoir trahi leurs serments, pouvait être un crime! Le jeune roi comprenant enfin le rôle odieux que les factieux lui avaient fait jouer, prit en mains les rênes de l'État (1490). Son premier soin fut d'arrêter les poursuites intentées contre les fidèles serviteurs de son père, et de punir ceux qui l'avaient entraîné dans la révolte.

Jacques IV, avec autant de fermeté mais plus de générosité que son père, sut terminer, à l'avantage de la couronne, ses luttes avec l'aristocratie, et il acquit plus d'autorité que n'en avaient eu encore les rois d'Écosse. Il s'en servit uniquement pour la prospérité du pays, protégeant l'industrie, le commerce, la marine, et faisant rendre partout une exacte justice.

Le roi d'Écosse soutint un moment Perkin Warbeck qui se disait fils d'Édouard IV, et réclamait à ce titre la couronne d'Angleterre; mais il abandonna bientôt la cause de cet aventurier, pour conclure avec Henri VIII une paix

définitive, scellée par le mariage de Jacques IV et de Marguerite, fille du roi d'Angleterre (1501).

Les années qui suivirent ce mariage furent paisibles. Jacques IV en profita pour établir de sages lois et pacifier les îles et les Highlands.

Empire d'Allemagne.

Frédéric III, duc d'Autriche, de la branche de Styrie, occupait le trône impérial depuis 1439. Tout à l'agrandissement de sa famille, il négligea souvent l'empire; et, pendant que des querelles sanglantes déchiraient les divers États de l'Allemagne, qui se rendaient chaque jour plus indépendants de l'autorité impériale, il faisait, pour son intérêt particulier, la guerre à son frère Albert et aux Viennois révoltés. La mort d'Albert mit fin aux troubles de l'Autriche, en même temps que le traité de Francfort suspendait les discordes dans l'empire.

La paix dont l'Allemagne jouit alors permit de s'occuper de régulariser l'administration intérieure, et de préparer contre les Turcs la guerre vivement demandée par le Pape; mais l'indolence de l'empereur et l'indifférence des seigneurs convoqués aux diètes, rendirent inutiles tous les projets tendant à ce double but.

A l'instigation de Louis XI, Frédéric III refusa au puissant duc de Bourgogne Charles le Téméraire le titre de roi qui manquait à son orgueil. Ce prince se vengea de ce refus en soutenant l'électeur Robert contre l'empereur. La paix se fit l'année suivante (1475) par la médiation d'un légat de Sixte IV.

A la mort du Téméraire (1477), Frédéric se hâta de demander la main de Marie, sa fille, unique héritière de Bourgogne, pour son fils l'archiduc Maximilien. Ce mariage, source de rivalités entre l'Autriche et la France,

arma aussitôt Louis XI et Maximilien. Après quatre années d'hostilités, dont l'évènement le plus remarquable fut la bataille de Guinegatte, la mort prématurée de l'archiduchesse Marie (1482) amena le traité d'Arras entre Maximilien et Louis XI.

La même année Charles VIII devenait roi de France, et sa sœur Anne de Beaujeu, qui gouvernait pour lui, craignant l'appui que l'archiduc pouvait donner aux seigneurs révoltés, soulevait ses sujets de Flandre, tandis que l'empereur Frédéric, engagé dans une guerre contre Mathias Corvin, roi de Hongrie, était dans l'impossibilité de secourir son fils. Maximilien fut vaincu et fait prisonnier par les Flamands ; mais ils le relâchèrent bientôt à la nouvelle de l'approche d'une armée allemande.

A la même époque, ce prince reçut de la diète de Francfort le titre de roi des Romains.

Les troubles avaient recommencé en Allemagne ; et l'anarchie y était telle, par suite de la faiblesse de l'empereur, que plusieurs États se liguèrent pour leur défense commune contre les brigandages de quelques seigneurs.

Frédéric III, que Commines appelle un empereur *d'un cœur très-petit*, mourut en 1493. S'il ne fit rien de grand par lui-même il sut habilement préparer la grandeur de sa maison qui prit dès lors pour devise *a e i o u*, c'est-à-dire *Austriæ Est Imperare Orbi Universo.*

Hongrie et Bohême.

Ladislas le Posthume, fils de l'empereur Albert III, duc d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, était retenu à la cour de Frédéric III son tuteur, lorsque les principaux seigneurs des trois nations se réunirent pour le réclamer. Frédéric ne céda qu'à leurs menaces (1452), mais il garda la couronne de saint Étienne. Ladislas étant à peine âgé

de treize ans, son oncle maternel, le comte de Cilley, eut la régence de l'Autriche; Jean Hunyade Corvin celle de la Hongrie; et un seigneur puissant, nommé Georges Podiébrad, celle de la Bohême.

C'est sous le règne de Ladislas que Mahomet II, le farouche conquérant de Constantinople, assiégea Belgrade, le boulevard de la Hongrie. Dans ce pressant danger, tous les yeux se tournèrent vers Hunyade. Le héros chrétien sauva la ville avec le secours que lui amena Jean Capistran, religieux franciscain; mais il mourut quelques jours après de ses fatigues et de ses blessures, laissant deux fils, Ladislas et Mathias.

Cependant le comte de Cilley, débarrassé de Hunyade qu'il haïssait, cherchait, pour s'emparer du pouvoir, à éloigner les deux jeunes Corvin par ses calomnies. Les grands irrités prirent le parti des fils de Hunyade. Les choses s'envenimaient de plus en plus, lorsqu'un jour, la cour étant à Belgrade, Ladislas Corvin, dans une querelle excitée par Cilley, le tua sous les yeux du roi. Oubliant les services de son père et l'âge du jeune prince, le roi fit arrêter les deux fils d'Hunyade et exécuter publiquement l'aîné: Ladislas soutint noblement son infortune.

La même année le roi mourut empoisonné par les Hussites (1457). Comme il ne laissait pas d'enfants, ses États furent partagés. Les Hongrois élurent Mathias Corvin, second fils du célèbre Hunyade, et les grands de la Bohême donnèrent la couronne à Georges Podiébrad. L'Autriche revint à Frédéric III.

Le premier acte de Mathias fut de réclamer avec hauteur la couronne de saint Étienne, retenue par Frédéric; l'empereur essaya de résister, mais il fut vaincu par celui qu'il appelait dédaigneusement *un roi enfant*.

Quoique Podiébrad se fût toujours montré favorable aux Hussites, lorsqu'il fut devenu roi de Bohême il les atta-

qua comme rebelles, et détruisit leur ville du Thabor qui leur offrait un lieu de refuge redoutable à l'autorité royale. Cet acte de sévère justice ne l'empêcha pas de continuer ses persécutions envers les catholiques. Ses violences décidèrent le pape Paul IV à l'excommunier, et à lui ôter son royaume pour le donner à Mathias Corvin, son gendre. Mathias déclara donc la guerre à son beau-père Podiébrad, et, lui ayant enlevé la Moravie (1468), il se fit couronner roi de Bohême.

A la mort de Podiébrad, arrivée en 1471, les États de Bohême proclamèrent Ladislas, fils aîné de Casimir IV, roi de Pologne; mais Mathias soutint par les armes ses prétentions au trône comme gendre de Podiébrad. Le traité d'Olmutz (1478) mit fin à la guerre en agrandissant les États de Mathias de plusieurs provinces.

Frédéric III ayant refusé au roi de Hongrie des secours contre les Turcs, celui-ci lui déclara la guerre, envahit l'Autriche et prit Vienne (1485), dont il resta maître jusqu'à sa mort (1490).

Mathias Corvin, digne fils du grand Hunyade, fut un des princes les plus illustres de son temps; seul, il ne cessa jamais de faire la guerre aux Turcs, leur opposant une armée parfaitement disciplinée, et un corps d'infanterie, nommé *la garde noire*, qui rivalisait avec les terribles janissaires de Mahomet II. Zélé pour la justice, il donna aux Hongrois un code qu'ils appellent encore leur grande charte. Mathias Corvin cultiva les lettres, protégea les savants, fonda des écoles, établit une université à Bude, et réunit une magnifique bibliothèque.

A sa mort les Hongrois donnèrent la couronne à Ladislas, déjà roi de Bohême. Maximilien d'Autriche chercha inutilement à la lui enlever; le traité de Presbourg mit fin aux hostilités (1491), et laissa Ladislas tranquille possesseur de la Hongrie.

Pologne.

(1447.) Casimir IV, grand-duc de Lithuanie, avait hésité longtemps, ainsi que nous l'avons vu, avant d'accepter la couronne de Pologne qu'avait portée son frère Wladislas VI.

Dès le début de son règne, il s'engagea dans une longue guerre pour soutenir les Prussiens révoltés contre les chevaliers Teutoniques; cette guerre se termina en 1466 par la seconde paix de Thorn, qui agrandit la Pologne des districts formant aujourd'hui la Prusse royale. Casimir IV força en outre le grand-maître Louis d'Erlichshausen de tenir de lui le reste de la Prusse à titre de fief.

La guerre ayant épuisé le royaume, Casimir convoqua les députés de toutes les provinces pour en obtenir un subside général. Cette manière de faire appel à la nation en recueillant les suffrages, s'était introduite chez les divers peuples de l'Europe à des époques différentes. Les Castillans l'avaient adoptée dès 1188; les Anglais, en 1265; les Allemands, en 1292; les Français, en 1303; les Écossais, en 1306. On la voit employée en Pologne pour la première fois, en 1467. La convocation de ces diètes y devint très-fréquente, et donna une grande puissance à la noblesse qui seule y était représentée.

Casimir IV mourut en 1492, après un règne glorieux. Son fils aîné Wladislas, ayant été appelé au trône de Bohême en 1471, et à celui de Hongrie en 1491, les Polonais élurent son second fils Jean-Albert (1492); le troisième, Alexandre, fut reconnu par les Lithuaniens.

Le règne de Jean-Albert fut rempli par des guerres sanglantes contre Étienne, vaïvode de Valachie; contre les Turcs qui avaient envahi la Pologne pour soutenir les Valaques, et contre les Moscovites. Sous ce prince la

Pologne eut ses premières cours de justice. Jusque-là les fonctions de grand juge étaient exercées exclusivement par le roi.

A la mort de Jean-Albert, les Polonais donnèrent la couronne au grand-duc Alexandre, dans le but d'incorporer la Lithuanie à la Pologne. Cette réunion fut confirmée; toutefois les Lithuaniens conservèrent leurs tribunaux pour l'administration de la justice, et on leur assura les droits et les priviléges des Polonais.

Les Tartares ayant envahi la Pologne, Alexandre, devenu paralytique, se fit porter au milieu de son armée; il fut témoin de la victoire, et expira un moment après en rendant grâces à Dieu (1506).

Prusse.

La Prusse renfermait trop d'éléments de troubles pour que la paix y fût de longue durée. C'étaient, d'un côté, les villes et la noblesse, devenues riches et puissantes, qui avaient forcé les grands-maîtres de l'ordre Teutonique à leur donner une part dans l'administration; de l'autre, les Chevaliers qui voulaient imposer leur volonté au grand-maître et opprimaient le peuple; enfin les doctrines de Jean Huss, dont la Prusse était infectée, et l'ambition de la Pologne toujours prête à souffler le feu de la discorde pour profiter de l'incendie.

Toutes ces causes de décadence hâtèrent la ruine de l'ordre Teutonique, que la seconde paix de Thorn (1466) rendit dépendant de la Pologne.

Suisse.

La ligue helvétique, un moment ébranlée par la guerre qu'avaient excitée les prétentions rivales du canton de

Zurich et du canton de Schwitz à la succession du comté de Tokembourg, se raffermit bientôt, et acquit une grande importance par ses victoires sur Charles le Téméraire.

Les Suisses ayant fourni des secours aux habitants du comté de Ferrette, révoltés contre le duc de Bourgogne, ce prince, qu'on nommait alors le *grand-duc de l'Occident*, marcha contre eux avec une armée considérable, et perdit, à quelques mois d'intervalle, deux grandes batailles, à Granson et à Morat (1476).

Ces brillants succès des Suisses rehaussèrent la gloire de leurs armes, et firent rechercher leur alliance par les souverains de l'Europe qui les enrôlèrent à leur service. C'est ainsi que Louis XI en prit six mille à sa solde en 1481. Les Suisses en conçurent un tel orgueil, que leur arrogance n'eut plus de bornes et leur suscita plusieurs petites guerres.

Deux nouveaux alliés, les villes de Fribourg et de Soleure, étant entrés dans la ligue helvétique (1481), les Suisses se crurent assez forts pour s'affranchir de toute dépendance à l'égard de l'empire germanique, et ils refusèrent à Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric III, de lui fournir six mille hommes pour soutenir une guerre contre les Français et les Turcs (1496). Ne pouvant se venger alors, Maximilien dissimula son ressentiment; mais quand il eut fait la paix, il vint attaquer les Suisses. Huit batailles rangées furent livrées en moins d'un an, et ils n'en perdirent qu'une. La paix fut signée à Bâle (1499), et l'indépendance de la ligue helvétique fut reconnue de fait, quoiqu'il n'en fût pas fait mention dans le traité. Depuis lors les Suisses furent exempts de toute taxe et de toute juridiction impériale.

En 1501, Bâle et Schaffonse entrèrent dans la ligue; le pays d'Appenzell, treizième et dernier canton, y fut admis en 1513. C'est ainsi qu'en moins d'un siècle et demi,

les Suisses conquirent leur indépendance malgré les forces de l'empire et l'avidité de la maison d'Autriche. Les trois cantons d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden avaient été les premiers à lever le drapeau de la révolte contre la tyrannie d'Albert Ier, vers 1308; Lucerne entra dans la ligue en 1332; Zurich, en 1351; Glaris et Zug, en 1352; Berne en 1353. Nous venons de voir Fribourg et Soleure s'unir à ces huit cantons en 1481; Bâle et Schaffouse, en 1501, et Appenzell en 1513.

La ligue helvétique, puissante et redoutée, pouvait jouir désormais d'un glorieux repos; mais la cupidité des Suisses, toujours prêts à vendre leur valeur au plus offrant, les entraîna dans toutes les guerres extérieures. Les diètes devinrent de véritables marchés de sang humain, où se rendaient les ambassadeurs étrangers pour acheter des soldats. Ce fut ainsi qu'ils se vendirent tour à tour ou en même temps à l'empereur d'Allemagne, au roi de France, au Pape, à Venise, à l'Espagne.

La licence des camps corrompit les anciennes mœurs des Suisses, et c'était trop tard quand on s'aperçut du mal. Une longue suite de désastres put seule dégoûter la nation des expéditions lointaines qui, avec l'or étranger lui rapportaient la corruption de ses enfants (1513).

Suède.

(1448.) Avec Christophe le Bavarois, neveu d'Éric le Poméranien, la postérité de Wlademar III, père de la reine Marguerite, s'étant éteinte, chacun des royaumes que l'Union de Calmar avait réunis sous le sceptre de cette princesse se donna un roi particulier. Les Suédois élurent Charles Canutson, maréchal du royaume, qui avait figuré dans tous les événements politiques du règne de Christophe; il prit le nom de Charles VIII.

Ce prince rencontra une opposition terrible dans le clergé, dévoué au parti danois. Pour le braver, il s'unit d'abord à la noblesse, puis il attaqua les priviléges de celle-ci quand il n'en eut plus besoin : cette conduite le perdit. Christian Ier, roi de Danemark, appelé par les mécontents, envahit la Suède, assiégea Charles VIII dans Stockholm et le contraignit de quitter son royaume (1457).

Christian Ier fut proclamé roi de Suède après avoir reconnu et confirmé les priviléges du clergé et de la noblesse. La mort de son oncle Adolphe, duc de Sleswig et comte de Holstein (1460), ajouta ces deux riches provinces à ses vastes États, et lui donna le titre de prince de l'empire.

Le mécontentement éclata bientôt en Suède par suite des impôts excessifs mis par Christian, et des sommes énormes que, sous divers prétextes, il arrachait aux Suédois. Les paysans s'insurgèrent et rappelèrent Charles VIII, réfugié à Dantzig. En 1465 Charles VIII fut chassé de nouveau, puis rappelé encore en 1468. Il mourut deux ans après (1470), désignant pour son successeur son neveu Sténon-Sture Ier ou l'Ancien; mais le sénat ne voulut donner à Sténon que le titre d'administrateur. A la nouvelle de la mort de Charles VIII, Christian Ier de Danemark débarqua en Suède avec une armée; il fut battu à Brunkeberg et forcé d'abandonner ses projets de conquête (1471).

En 1497, Sténon-Sture fut déposé, et les Suédois reconnurent Jean II, qui avait succédé à Christian Ier en Danemark et en Norwége. Sténon reçut le gouvernement de la Finlande. En 1501, il reprit les armes et chassa les Danois de la Suède. Il mourut en 1503. La Suède le compte au nombre des hommes les plus distingués qu'elle ait produits. Sa justice était proverbiale : *Sten*, disait-on, *mourrait plutôt que de souffrir qu'on enle-*

vât un mouton à un paysan. Il admit les laboureurs dans les assemblées des députés de la nation, et protégea beaucoup l'agriculture. La Suède lui doit l'université d'Upsal (1476).

Les états lui donnèrent pour successeur Swante-Nilson-Sture.

Norvége et Danemark.

(1448.) A la mort de Christophe de Bavière, le Danemark et la Norvége restèrent unis sous le sceptre de Christian Ier, comte d'Oldembourg. Appelé par les Suédois contre Charles VIII, Christian rétablit un moment l'Union de Calmar, bientôt détruite par le retour de Charles VIII. Vainement essaya-t-il de conquérir la Suède sous l'administration de Sténon-Sture, la désastreuse bataille de Brunkeberg le força d'y renoncer.

Ce prince fonda en 1475 l'université de Copenhague avec l'autorisation du pape Sixte IV qu'il avait été visiter à Rome.

Christian Ier étant mort en 1481, son frère lui succéda sous le nom de Jean II; mais il dut céder à son frère Frédéric le Sleswig et le Holstein, dont son père avait hérité en 1460.

Jean II, un moment reconnu par les Suédois, qui avaient déposé Sténon-Sture pour lui offrir la couronne, fut bientôt chassé par ses nouveaux sujets; inutilement essaya-t-il d'armer Maximilien d'Autriche en sa faveur, il ne put conserver aucune espérance de remonter sur le trône de Suède. A sa mort (1513), son fils Christian II hérita de sa couronne.

Russie.

Yvan III succéda en 1462 à son père Wassileï III. Prince actif, entreprenant, il soumit la Grande-Nowgorod, répu-

blique alliée des villes anséatiques, et, l'année suivante, il subjugua la province de Permie, autre république sous la protection de Nowgorod.

Depuis plusieurs siècles, les grands-ducs payaient au khan de la Horde-d'Or ou Grande-Horde un tribut annuel et humiliant. Le grand-duc présentait lui-même ce tribut à l'envoyé mongol, qui venait le réclamer à cheval; en même temps, il devait lui offrir un vase plein de lait de cavale, et si le cavalier en laissait tomber sur la crinière de son coursier, le souverain de la Russie était tenu de l'enlever avec sa langue.

Le fier Yvan III refusa ce honteux tribut, et fit massacrer les ambassadeurs venus pour le réclamer (1480). Le khan Achmet, brûlant de venger la mort de ses envoyés, marcha contre lui à la tête d'une nombreuse armée; mais s'étant retiré sans avoir osé engager le combat, il fut assassiné dans sa retraite par le chef d'une tribu tartare. Avec Achmet disparut la Grande-Horde, dont il ne resta plus que quelques hordes particulières auxquelles Yvan se rendit redoutable.

Ce prince, par la réunion au grand-duché de Moscou d'une foule de petites principautés, d'apanages, de républiques, rétablit l'unité de la monarchie russe et fonda la grandeur de son pays. Vers 1492, il prit le titre de czar, c'est-à-dire autocrate de toutes les Russies.

Yvan mourut en 1505 avec la réputation d'un conquérant et d'un politique habile. Il sut par de prudentes alliances se ménager l'amitié des rois voisins les plus puissants; protecteur des arts et des sciences, il attira près de lui des savants et des artistes, et fit bâtir à Moscou de superbes édifices, entre autres la forteresse ou palais du Kremlin et l'église de l'Assomption. Mais on doit reprocher à Yvan III la mort de l'un de ses fils qu'il tua dans un accès de colère (1505).

Italie. — Royaume de Naples.

Alphonse V le Magnanime (Alphonse Ier à Naples), que l'adoption de Jeanne II et la conquête avaient rendu maître du trône de Naples, étant mort en 1458, avait, par son testament, laissé à son fils Ferdinand Ier le royaume de Naples, et à son frère Jean, déjà roi de Navarre, la Sicile, la Sardaigne et l'Aragon.

La mort d'Alphonse réveilla les prétentions de la faction angevine. Jean d'Anjou, appelé par les barons napolitains qu'irritait la fermeté de Ferdinand, vint en 1459 tenter la fortune en Italie. Le roi, soutenu par François Sforze, duc de Milan, et par le vaillant Scanderberg, triompha de son rival, qui regagna la France après deux ans d'efforts inutiles.

Ferdinand, débarrassé de son compétiteur, se laissa aller à toute la violence de son caractère, et persécuta les partisans de la maison d'Anjou. Ses cruautés excitèrent une révolte. Ferdinand Ier désarma les grands par une paix insidieuse, puis il fit arrêter et massacrer secrètement les plus dangereux. La terreur força l'obéissance, mais la haine fermentait au fond des cœurs. Ce fut de Milan que vint l'orage qui fit trembler les princes aragonais sur le trône de Naples.

Ludovic Sforze ou Louis le More tenait alors enfermé au château de Pavie son neveu Jean Galéas, duc de Milan, et la jeune épouse de ce prince, Isabelle, petite-fille de Ferdinand de Naples. Il avait résolu la perte de Galéas pour faciliter l'usurpation qu'il méditait; mais, s'il ne reculait pas devant le crime, il voulait au moins sauver les apparences.

Le roi de Naples, réclamant en vain la liberté du jeune duc de Milan, fit entendre des menaces contre Ludovic

Sforze. Celui-ci, pour détourner le danger, pressa les préparatifs du roi de France Charles VIII, qui se disposait à aller réclamer le trône de Naples, en vertu des droits que lui avait légués la maison d'Anjou. Bientôt, en effet, l'Italie vit à ses portes le jeune conquérant (1494). Partout les Français furent reçus comme des sauveurs : les princes comptaient sur eux pour affermir leur autorité, les peuples, pour secouer leur joug. Cependant une sourde épouvante dominait les esprits, augmentée encore par des prédictions sinistres qu'accueillaient et propageaient la terreur et la superstition.

Charles VIII, de Turin où il avait été reçu avec honneur, se rendit à Asti, ville qui appartenait au duc d'Orléans du chef de son aïeule Valentine Visconti.

Cependant le roi de Naples Ferdinand était mort frappé d'apoplexie au milieu de ses préparatifs de défense (1494), et son fils Alphonse II, beau-père de Galéas, lui avait succédé.

En passant à Pavie, Charles VIII vit le jeune et infortuné duc de Milan; mais l'ambition parla plus haut à son cœur que la justice, et il poursuivit sa marche. A Plaisance il apprit la mort de ce prince; et, quoique l'on accusât hautement Ludovic le More de l'avoir empoisonné, le roi, qui avait besoin de son amitié, le laissa quitter son camp pour aller consommer son usurpation.

Charles VIII se dirigea vers Florence où Pierre de Médicis avait alors toute l'autorité ; instruit de l'alliance de ce prince avec Alphonse de Naples, le roi lui envoya demander le passage dans la Toscane. Pierre, irrésolu et astucieux, donna aux ambassadeurs des réponses vagues; Charles mécontent fit avancer son armée, et s'empara des premières places qu'il rencontra. A cette nouvelle, Pierre de Médicis se rendit auprès du roi. Pour l'apaiser, il consentit à lui remettre les forteresses qu'il demandait,

et à lui faire prêter par les Florentins une somme considérable. Un cri d'indignation accueillit la communication de ce traité, et Pierre de Médicis fut obligé de fuir devant la fureur du peuple qui l'accusait de trahison. Aussitôt Charles VIII marcha sur Florence où il fit une entrée triomphale.

Les Florentins, ainsi abandonnés à l'heure du danger, recoururent au prieur du couvent des Dominicains, Jérôme Savonarole, dont nous avons déjà parlé. La puissance de sa parole, l'indépendance de son ministère, et surtout sa réputation de sainteté, en faisaient l'homme qu'il fallait dans une circonstance aussi difficile. Savonarole alla trouver Charles VIII, qui commençait à s'irriter de la lenteur des Florentins à lui fournir l'argent promis; et, lui parlant au nom de Dieu, il lui inspira la modération et la clémence. Vaincu par l'éloquence du saint religieux, Charles VIII accorda une capitulation plus supportable, et dès le lendemain il quitta Florence pour s'acheminer vers Rome, où il entra comme dans une ville conquise.

Après un mois consacré à la dévotion ou à des fêtes, Charles VIII s'éloigna de Rome emmenant le prince Zizim, frère du sultan Bajazet, et César Borgia, fils d'Alexandre VI.

L'approche des Français fit éclater la haine des Napolitains contre Alphonse II. Ce prince, avare et cruel, placé entre l'émeute et une armée étrangère, céda le trône à son fils Ferdinand II, pour aller porter ses remords dans un cloître.

Ferdinand avait du courage et de l'énergie; mais il ne put les communiquer à ses soldats qui se laissèrent battre par les Français sur les bords du Garigliano, à San-Germano et à Capoue. Les Italiens, dans toutes les rencontres, songeant plus à faire des prisonniers pour en obtenir des rançons qu'à se battre, ne purent rien contre la valeur

française. Trahi par sa noblesse, Ferdinand II prit la fuite avec sa famille ; aussitôt Charles VIII, appelé par le peuple, les grands et l'armée, fit son entrée à Naples, dont on était allé lui porter les clefs.

Ébloui de cette facile conquête, le jeune vainqueur ne songea qu'à jouir de la fortune; tout aux amusements, aux fêtes, aux rêves de gloire, il oublia Ferdinand et mécontenta les Napolitains. Après le premier moment d'enthousiasme, la noblesse regretta ses anciens rois, et se ligua avec Ludovic Sforze pour chasser les Français. Une vaste conspiration se forma dans le nord de l'Italie. Charles, prévenu à temps, précipita son départ ; laissant une partie de ses troupes à Naples, il n'emmena avec lui que dix mille hommes qu'il diminua encore pour mettre une garnison à Sienne et à Pise ménacées par les Florentins. La glorieuse bataille de Fornoue lui ouvrit le chemin de la France, où il apprit bientôt qu'il avait perdu le royaume de Naples.

En effet, Ferdinand, ramené par les troupes espagnoles sous les ordres de Gonzalve de Cordoue, était revenu de l'île d'Ischia aux acclamations des Napolitains, et les Français que commandait Montpensier, avaient été obligés de capituler.

Ferdinand II mourut peu de temps après avoir recouvré ses États (1496).

Toscane. Florence.

C'est à Cosme Ier de Médicis, qui mourut en 1464, que commence l'époque littéraire connue sous le nom de *Siècle de Médicis*. Son fils Pierre, faible d'esprit et de corps, lui succéda comme chef du gouvernement. Cosme avait attaché à son existence une foule de maisons par des prêts de sommes considérables ; Pierre, pour rétablir ses finances

épuisées, eut l'imprudence d'en exiger le remboursement. Cette réclamation causa un ébranlement général, en jetant la plupart de ses débiteurs dans un embarras extrême, et lui aliéna beaucoup de familles puissantes. Nicolas Soderini, gonfalonier de justice, croyant l'occasion favorable pour rétablir la république, se mit à la tête de la faction opposée aux Médicis et demanda le rétablissement de l'ancienne constitution; mais il manquait de l'énergie nécessaire pour réussir. L'autorité de Pierre, un moment ébranlée, fut rétablie, et il la conserva jusqu'à sa mort (1469).

Il laissait deux fils, Laurent et Julien, dont l'aîné n'avait pas vingt et un ans. Sous le titre de princes de l'État, ils gouvernèrent Florence où, pendant sept années, régna la tranquillité la plus parfaite. C'est alors qu'éclata la conjuration des Pazzi, que nous avons déjà racontée dans l'histoire de l'Église, et dont nous ne dirons ici qu'un mot pour l'intelligence de ce qui va suivre.

Les Médicis, inquiets de la puissance de la famille des Pazzi qui leur portait ombrage, firent rendre une loi sur les successions, par laquelle ils furent privés d'un héritage considérable. Les Pazzi jurèrent de se venger. Ils s'entendirent avec Jérôme Riario, prince de Forli, qui avait aussi à se plaindre des Médicis, et ensemble ils arrêtèrent le meurtre de Laurent et de Julien. Julien tomba sous les coups des assassins dans l'église cathédrale (1478), mais Laurent put échapper. Le peuple, au lieu de se laisser éblouir par les cris de liberté qu'on faisait retentir à ses oreilles, massacra les conjurés dont il put s'emparer, entre autres l'archevêque de Pise, Salviati, ennemi personnel des Médicis, qui, à la faveur du désordre, s'était emparé du palais du gouvernement.

Sixte IV excommunia les Florentins pour avoir porté la main sur l'archevêque, et chargea Alphonse de Calabre,

fils de Ferdinand Ier, roi de Naples, de les punir. Laurent de Médicis, pour susciter des embarras à Ferdinand et le mettre dans l'impossibilité de fournir des troupes à son fils, tenta de relever le parti de la maison d'Anjou; aussitôt le duc de Calabre entama des négociations pour prévenir les suites de cette guerre. Comme il demandait l'exil des Médicis, Laurent quitta Florence et se rendit à la cour de Naples, où il se réconcilia avec Ferdinand et signa la paix (1480). De retour dans sa patrie, il la gouverna jusqu'à sa mort sans avoir cependant aucun titre légal (1493).

Laurent employa son immense fortune à l'embellissement de Florence, où il fit construire des palais et des établissements publics. La protection qu'il accorda aux lettres et aux arts, et les faveurs dont il combla les savants et les artistes pour les attirer près de lui, l'ont fait surnommer Père des Muses et le Magnifique. Machiavel a dit de lui : *Que jamais personne ne mourut, non-seulement à Florence, mais dans toute l'Italie, avec une si grande réputation de prudence, et ne fut tant regretté.*

C'est à cette époque que Savonarole ébranlait Florence par ses prédications véhémentes contre la corruption des mœurs, que favorisait le luxe de la cour des Médicis. Jamais Laurent ne put se concilier l'austère religieux, qui l'engageait à rendre à Florence son ancienne forme de gouvernement.

Laurent le Magnifique avait laissé trois fils, Pierre, dont nous allons parler; Jean, qui plus tard fut pape sous le nom de Léon X; et Julien, connu sous le titre de duc de Nemours, par suite de son mariage avec une tante de François Ier.

Pierre succéda à son père quoiqu'il n'eût que vingt ans. Son alliance avec Alphonse, roi de Naples, lui fut fatale lors de l'expédition de Charles VIII en Italie. Ayant cédé

à ce prince plusieurs places fortes pour détourner ses armes de la Toscane, le peuple mécontent le chassa, prononça l'exil des Médicis et revint au gouvernement républicain. C'est alors qu'à la prière du peuple, Savonarole donna aux Florentins une constitution admirable basée sur l'Évangile.

Pierre de Médicis essaya vainement de rentrer à Florence; il mourut dans l'exil, en 1503.

Milan, Gênes.

(1454.) François Sforze fit oublier par son sage gouvernement son usurpation et son origine. Il acquit Gênes de Louis XI, et se rendit maître de Monaco et de Vintimille.

François Sforze, l'ancien condottiere, mourut en 1466, comblé de gloire et de bonheur.

Son fils Galéas Sforze alors en France, où il commandait un corps d'armée au service de Louis XI, revint en toute hâte pour placer sur sa tête la couronne ducale. Se croyant assez fort, il essaya de régner despotiquement; mais les mécontents tramèrent un complot et l'assassinèrent dans une église, en 1476. Son fils Jean Galéas, âgé de huit ans, fut reconnu duc de Milan sous la régence de sa mère Bonne de Savoie. Ses oncles troublèrent l'État par leur ambition; l'un d'eux, Ludovic Sforze, connu sous le nom de Louis le More, parvint à s'emparer du pouvoir, et gouverna au nom de son neveu. Il fit rentrer sous la domination de Milan la ville de Gênes, qui avait profité des troubles de la régence pour secouer le joug étranger.

Louis le More songeait à s'élever au rang suprême; mais comme il craignait le roi de Naples, beau-père de son neveu, il conclut une alliance avec le Pape et Venise pour appeler Charles VIII en Italie. Jean Galéas étant mort peu

après l'entrevue qu'il avait eue avec le roi de France, Louis le More prit le titre de duc de Milan, au mépris des droits d'un fils de cinq ans que laissait Jean Galéas.

N'ayant plus besoin de la protection des Français, Louis le More forma une ligue avec les autres puissances italiennes pour leur fermer le chemin de la France, puis il assiégea le duc d'Orléans à Novare. Aux premiers bruits de la trahison du duc de Milan, Charles VIII hâta son retour; ét, après la glorieuse bataille de Fornoue, il signa la paix avec Louis le More, pour sauver la garnison française de Novare.

Venise.

Venise, frappée plus que toute autre puissance italienne par la chute de Constantinople, fut pourtant la première qui envoya un ambassadeur à Mahomet II, et conclut avec lui un traité de bon voisinage.

Le conseil des Dix et les Inquisiteurs d'État continuaient à faire peser leur joug terrible sur chaque citoyen. En 1457, ils déposèrent le doge Foscari qui, depuis plus de trente ans, était à la tête de la république, et avait conduit glorieusement une longue guerre contre Milan.

La paix ayant été rompue avec les Turcs, il s'en suivit une guerre de seize années que termina un traité peu onéreux, mais aussi peu honorable pour la république : comme par le passé, Venise sacrifiait tout à ses intérêts mercantiles. Son commerce était alimenté par ses nombreuses colonies qu'elle traitait comme pays conquis, cherchant à en tirer le plus de profit possible : le gain était tout pour ce peuple de marchands, et l'intérêt dictait leurs alliances, ainsi que la part qu'ils prenaient aux ligues et aux guerres de l'Italie.

Vers le même temps qu'elle terminait la guerre avec

les Turcs, Venise fit l'acquisition de l'île de Chypre, possédée, depuis 1192, par la famille de Lusignan, à qui Richard Cœur-de-Lion l'avait cédée.

En 1458, l'unique héritière de cette famille était une fille nommée Charlotte, qui épousa Louis de Savoie, frère du duc Amédée IX. Un bâtard de Jean III, dernier Lusignan, les dépossédа de leur héritage; et, pour se faire un appui de Venise, il épousa Catherine Cornaro, fille d'un sénateur de cette ville. Catherine fut adoptée solennellement par la république, qui la soutint dans une révolte de ses sujets après la mort de Jacques de Lusignan, son mari. Leur fils Jacques III étant mort en bas âge, les Vénitiens effrayèrent Catherine par la fausse annonce d'une attaque des Turcs. Catherine chercha un refuge à Venise, et céda tous ses droits à la république pour une pension considérable. Quant à Charlotte de Lusignan, légitime héritière, elle mourut dans l'indigence, léguant ses droits sur Chypre à la famille de Savoie.

En 1482, les Vénitiens, excités par l'ambitieux Jérôme Riario, prince de Forli, qui voulait s'agrandir, déclarèrent la guerre au duc de Ferrare : cette guerre divisa toute l'Italie. Elle dura deux ans, et fut terminée par une paix avantageuse pour Venise (1484).

Puissante sur le continent où elle entretenait de bonnes troupes, Venise dominait sur les mers où trente mille matelots naviguaient sous son pavillon. Sa population était nombreuse, ses finances bien administrées; elle empruntait aux riches particuliers, non par besoin, mais par politique, ayant la première compris qu'un moyen d'attacher les riches citoyens au gouvernement, c'est de les engager à placer une partie de leur fortune sur les fonds publics.

Savoie.

A la mort de Louis Ier (1465), duc de Savoie, son fils aîné fut proclamé sous le nom d'Amédée IX. Malgré tous ses efforts pour assurer la paix à ses États, il fut obligé de prendre les armes contre le marquis de Montferrat, que soutenait Galéas Sforze, duc de Milan. La paix fut signée en 1467.

La mauvaise santé de ce prince lui ayant ôté la possibilité de s'occuper du gouvernement, on donna la régence à sa femme Yolande, sœur de Louis XI. Quelques seigneurs, jaloux des ministres qu'elle avait choisis, tentèrent de s'emparer d'Amédée IX ; mais le roi de France envoya des troupes sous le commandement du comte de Comminges, et les rebelles firent leur soumission.

Amédée mourut âgé de trente-sept ans (1472). C'était un prince doux, affable, ami de la justice et généreux. Galéas Sforze lui ayant un jour demandé s'il n'entretenait pas une meute pour se procurer le plaisir de la chasse, Amédée lui montra des pauvres qu'il nourrissait dans son palais : *J'aime mieux*, lui dit-il en même temps, *nourrir ceux-ci qui sont mes frères et les membres de Jésus-Christ.*

Philibert n'avait pas huit ans quand il succéda à son père. Louis XI et Charles le Téméraire disputèrent la régence à Yolande, sa mère ; mais elle l'emporta, tout en conservant de bons rapports avec ces deux princes. Après la bataille de Morat, le duc de Bourgogne, craignant que la régente ne quittât son alliance, la fit enlever au milieu de la nuit avec son second fils et ses deux filles, et conduire au château de Rouvre en Bourgogne. Le jeune duc Philibert avait heureusement échappé aux ravisseurs.

Les Savoisiens consternés rompirent ouvertement avec

le duc de Bourgogne, puis ils envoyèrent prier Louis XI de prendre sous sa protection leur prince et leur pays, ce qu'il s'empressa d'accepter.

Cependant Yolande ayant recouvré la liberté par le dévouement de quelques seigneurs savoisiens, son retour rassura les esprits; mais elle ne jouit pas longtemps de la paix que sa présence avait rendue à la Savoie; elle mourut en 1478. La régence fut de nouveau confiée à Louis XI. Plusieurs seigneurs, déjoués dans leurs espérances ambitieuses, cabalèrent contre les ministres choisis par le roi; l'approche d'une armée française les fit rentrer dans le devoir. Sur ces entrefaites mourut le duc Philibert; il était dans sa dix-huitième année (1482).

La couronne ducale passa sur la tête de Charles Ier, frère de Philibert. Comme il n'avait que quatorze ans, Louis XI se déclara son tuteur et l'appela près de lui. Le comte de Bresse, profitant de l'éloignement du duc, s'empara par violence du gouvernement du Piémont; mais effrayé des menaces de Charles et du roi de France, il s'enfuit en Allemagne. La mort de Louis XI rendit son indépendance au jeune duc de Savoie qui se hâta de venir prendre les rênes de l'État. A la nouvelle que le marquis de Saluces voulait se rendre indépendant, il marcha contre lui, l'assiégea et le fit prisonnier, puis il lui accorda généreusement une trève d'une année. La mort prématurée de Charles Ier détruisit les espérances brillantes qu'on avait conçues des débuts de son règne (1489). Ce prince est le premier duc de Savoie qui ait pris le titre de roi de Chypre, de Jérusalem et d'Arménie, en vertu des droits que lui avait légués sa tante Charlotte de Lusignan.

Charles Ier laissait un fils de huit mois, nommé Charles II. La régence fut confiée à sa mère Blanche de Montferrat, princesse d'une grande capacité pour les affaires, et d'une énergie à la hauteur des circonstances diffi-

ciles dans lesquelles elle se trouvait. La régen[illegible] [illegible]lement permit à Charles VIII de passer dans se[illegible] [illegible] lors de son expédition en Italie, mais elle lui prêta des sommes considérables.

Le jeune duc Charles II étant mort des suites d'une chute (1496), son héritage revint à Philippe, fils du duc Louis Ier, et, par conséquent, grand-oncle de Charles II. Fils rebelle, il avait été, à la demande de son père, retenu prisonnier par Louis XI. Plus tard il recouvra la liberté, fut nommé gouverneur de la Guyenne et suivit Charles VIII en Italie. Il venait de recevoir le gouvernement du Dauphiné en récompense de ses services, lorsque la mort de son petit neveu plaça sur sa tête la couronne ducale de Savoie. Il ne la porta qu'un an et demi (1497). Philippe fut le père de Louise de Savoie, mère de François Ier, roi de France.

Espagne. — Castille.

Au faible Jean II, roi de Castille, avait succédé son fils Henri IV (1454). Ce prince porta tous les vices sur le trône; après avoir répudié sa femme Blanche de Navarre, il épousa Jeanne de Portugal, dont les mœurs étaient aussi corrompues que celles de son mari. La cour devint le rendez-vous de femmes perdues de réputation et de courtisans d'une licence extrême. Parmi ces derniers se faisait remarquer le favori de la reine, Bertrand de la Cuéva. Le roi l'ayant élevé à la dignité de premier ministre, l'indignation, longtemps contenue, éclata dans une révolte (1464). Les grands, refusant de reconnaître Jeanne, fille de la reine, proclamèrent Alphonse, frère du roi, âgé de douze ans. Le lâche monarque, pour garder sa couronne, souscrivit aux conditions imposées par les rebelles et déshérita la princesse Jeanne.

La guerre civile n'en continua pas moins. Les seigneurs Castillans, las d'un souverain aussi méprisable, le déposèrent publiquement en effigie sous les murs d'Avila (1465), avec des cérémonies ignominieuses. Le peuple acclama cet étrange procès, et salua l'infant roi de Castille et de Léon, sous le nom d'Alphonse XII. La bataille de Médina-del-Campo, entre les troupes de Henri IV et celles d'Alphonse, ne décida rien et ne termina pas la guerre.

Alphonse étant mort en 1468, les rebelles offrirent la couronne à l'infante Isabelle, sœur d'Alphonse et de Henri IV. Elle refusa, tout en demandant qu'on constatât ses droits comme princesse des Asturies. Le roi promit alors de renvoyer en Portugal la reine et sa fille et de reprendre ses anciens ministres, Carillo, archevêque de Tolède, et le marquis de Villena, disgraciés pour Bertrand de la Cuéva. A ce prix, les rebelles posèrent les armes.

Dès lors le mariage d'Isabelle devint un objet d'intrigue et d'ambition, et les rois de Portugal, de France, d'Aragon, demandèrent la main de l'héritière de Castille pour eux ou leurs fils; l'archevêque de Tolède, qui prévoyait les avantages que l'Espagne retirerait de l'union des deux royaumes, fit pencher la balance en faveur de Ferdinand, fils de Jean II, roi d'Aragon. Le mariage se célébra sans appareil, le 25 octobre 1469, sous des conditions destinées à garantir aux Castillans leur liberté et leur honneur.

Le roi de Castille, à l'insu duquel le mariage s'était fait, à cause de la violente opposition qu'il y mettait, déshérita sa sœur et rappela Jeanne. La guerre civile se ralluma au nom de ces deux princesses, et se prolongea jusqu'à la mort de Henri IV (1474).

Avant de poursuivre l'histoire de la Castille après sa réunion avec l'Aragon, il est à propos de voir celle de ce dernier royaume jusqu'à cette époque.

Aragon, Navarre et Sicile.

Jean II, second fils de Ferdinand le Juste, régnait sur la Navarre depuis l'année 1425, lorsque la mort de son frère Alphonse V le Magnanime (1458), qui ne laissait pas de postérité légitime, lui donna l'Aragon, la Sicile et la Sardaigne.

Nous avons vu précédemment que les différends de Jean II avec son fils don Carlos, prince de Viane, auquel il avait refusé la Navarre, qui lui revenait du chef de sa mère, avaient armé les Catalans pour soutenir les droits de ce prince. A la mort de don Carlos, ils résolurent de le venger. Malgré les secours qu'ils obtinrent successivement de la Castille, du Portugal et du duc de Lorraine, la Catalogne fut réduite en 1472. Jean II mourut sept ans après, laissant la Navarre à sa fille Léonor, et le reste de ses États à son fils Ferdinand, qui avait épousé Isabelle de Castille.

Navarre seule.

Léonor, fille de Jean II, lui succéda en Navarre (1479). Elle ne jouit de la couronne que vingt-quatre jours. De son mariage avec Gaston de Foix, elle avait eu un fils, François Phébus, qui régna paisiblement jusqu'en 1483. Catherine, sa sœur et son héritière, épousa Jean d'Albret (1484), prince enjoué, frivole, populaire à l'excès, qui oubliait dans les divertissements publics les dangers dont l'ambition des rois ses voisins menaçait son petit royaume. Aussi, quand il vit ses plus riches provinces conquises par Ferdinand le Catholique, il dut entendre les amers reproches de la reine : *Si le Ciel,* lui dit-elle, *vous avait fait naître, vous Catherine et moi don Juan, nous serions encore rois de Navarre.* Ils moururent de chagrin, Jean en 1516,

Catherine en 1517. Leur fils Henri II ne possédait qu'une partie de la Navarre et la principauté de Béarn : ce fut l'aïeul de Henri IV, roi de France.

Castille et Aragon.

A la mort de Henri IV (1474), Isabelle et Ferdinand furent proclamés à Ségovie. Le parti de Jeanne, à la tête duquel était Alphonse V, roi de Portugal, prit aussitôt les armes; mais la bataille de Toro, gagnée par les Castillans, assura le triomphe d'Isabelle. La paix fut signée en 1479, et Jeanne, abandonnée de tous, entra dans un couvent. La même année mourut Jean II, laissant à son fils Ferdinand l'Aragon, la Catalogne, le royaume de Valence, les îles Baléares, la Sardaigne et la Sicile.

La réunion de toutes ces couronnes sous le sceptre de Ferdinand et d'Isabelle, inaugurait pour l'Espagne une ère de gloire. Dès leur avénement au trône, ils comprirent ce que la religion et leurs peuples étaient en droit d'attendre d'eux, et ils marchèrent au but qu'ils s'étaient proposé avec constance et énergie. Isabelle, plus noblement ambitieuse que Ferdinand, plus jalouse de sa gloire que de son autorité, avait aussi des vues plus droites; pour elle la religion était quelque chose de sacré qui dirigeait sa conduite au-dessus des intérêts de la politique; Ferdinand, au contraire, souple, adroit, habile, faisait trophée de sa perfidie quand elle lui avait été fructueuse; s'il fut utile à la religion, on peut dire que la religion lui fut plus utile encore, quoique, selon l'historien Henrion, il n'en ait eu que ce qu'on peut en avoir sans probité. On a dit de lui qu'il fut souvent une femme artificieuse, tandis qu'Isabelle s'est toujours montrée un grand homme.

Ferdinand et Isabelle apportèrent tous leurs soins au

choix de leurs ministres. Au premier rang brillait Ximenès de Cisneros, archevêque de Tolède, dans lequel la postérité admire également le saint religieux et l'habile politique, et dont le dévouement à son souverain fut au-dessus des faveurs et des disgrâces. Après Ximenès, on distinguait Gonzalve de Cordoue, connu sous le nom de *Grand Capitaine*.

L'attention des deux jeunes souverains s'était portée, dès le commencement de leur règne, sur la nécessité de fonder l'unité territoriale et de concentrer l'autorité entre leurs mains : ils ne perdirent jamais de vue ce double but.

Les ordres religieux et militaires de Saint-Jacques, de Calatrava, d'Alcantara, avaient acquis en Espagne, par l'étendue de leurs possessions, une puissance rivale de celle du souverain. Ferdinand, à force de promesses et d'intrigues, persuada aux chevaliers de Saint-Jacques de le nommer, avec Isabelle, grand-maître de leur ordre. Les chevaliers des autres ordres suivirent cet exemple.

Cette réunion des grandes maîtrises à la couronne, approuvée par les papes Innocent VIII et Alexandre VI, valut aux souverains espagnols des revenus immenses, et leur donna une grande influence sur la noblesse parmi laquelle se recrutaient les chevaliers.

Ce premier pas fait, Ferdinand mit la main sur la Sainte-Hermandad, confrérie établie dans le XIIIe siècle pour veiller à la sûreté des routes, et qui était devenue redoutable par les forces dont elle disposait. En s'en déclarant le protecteur, le roi lui donna des réglements, des troupes, et lui assigna des revenus, ce qui fit rentrer cette institution sous l'autorité royale.

Mais la grande pensée de Ferdinand et d'Isabelle était l'entière expulsion des Maures de la Péninsule. Le royaume de Grenade, bouleversé depuis quelques années

par de fréquentes révolutions, était alors gouverné par Muley-Hassan, fils de Mohammed IX. Ferdinand, à peine monté sur le trône, avait envoyé réclamer au roi de Grenade le tribut payé par ses prédécesseurs : *Mes ancêtres*, avait-il répondu fièrement, *vous ont donné des pièces d'or ; on n'en bat plus sous mon règne ; voici le seul métal que je puisse vous offrir*, ajouta-t-il en montrant le fer de sa lance à l'ambassadeur de Ferdinand.

Dès que les souverains de Castille et d'Aragon eurent affermi leur autorité dans leurs États, en dissipant les factions et en réprimant les violences des seigneurs, dont quelques-uns étaient comme autant de petits tyrans, ils songèrent à tirer vengeance de l'insolent refus du roi maure.

Muley commença les hostilités en s'emparant de Zahara (1481); aussitôt l'armée chrétienne surprit Alhama, place forte, voisine de Grenade. Le prince maure avait un riche trésor, des troupes aguerries, une artillerie formidable, il pouvait donc espérer soutenir la lutte avec avantage; mais la discorde le perdit. Épris d'une esclave chrétienne, nommée Zoraya, il répudia sa femme Aïxa, dont le fils Boabdil fut sauvé de la mort par la puissante tribu des Abencérages, et proclamé roi par les Maures révoltés. Ce fut le signal de la guerre entre le père et le fils. Bientôt Zagal, frère de Muley-Hassan, se mit à la tête d'un troisième parti qui acheva de jeter le désordre dans le royaume de Grenade. Boabdil, ayant été fait prisonnier par les chrétiens, fut relâché pour augmenter la confusion. Muley-Hassan mourut de douleur en 1485. Boabdil et Zagal convinrent alors de partager ce qui avait échappé jusque-là aux armes de Ferdinand ; mais Zagal, désespérant de les conserver, vendit bientôt au prince espagnol les places qu'il possédait (1490).

Il ne restait plus aux musulmans que la ville de Gre-

nade, où Boabdil régnait encore. Sommé de rendre sa capitale à Ferdinand et à Isabelle, il refusa fièrement, se confiant dans ses mille tours bien fortifiées. Le siége commença le 9 mai 1491. Le feu ayant pris à la tente de la reine, consuma une partie du camp. Pour montrer aux Maures que le siége ne serait pas levé, Isabelle fit construire, sur l'emplacement que le feu avait dévoré, une ville de pierre qui fut achevée en quatre-vingts jours : elle conserve encore le nom de Santa-Fé (ville de la Sainte-Foi).

Comptant sur la famine pour réduire les habitants de Grenade, Ferdinand ne fit point tenter l'assaut de la place; il se contenta, pour épuiser les assiégés, des petits combats livrés sans cesse sous les murs de la ville. En effet, après plusieurs mois de souffrance, Boabdil parla de se rendre. Gonzalve de Cordoue fut chargé de dresser les articles de la capitulation : elle portait que les Maures reconnaîtraient Ferdinand et Isabelle, qu'ils conserveraient leurs coutumes, leurs magistrats, et le libre exercice de leur culte. Un riche domaine dans les Alpujaras fut assuré à Boabdil en retour de ce qu'il abandonnait. Ce malheureux roi alla porter à Ferdinand les clefs de sa capitale, puis il s'achemina vers l'exil. Arrivé sur un point élevé d'où l'on découvrait Grenade, qu'il ne devait plus revoir, des larmes coulèrent de ses yeux : *Mon fils,* lui dit sa mère Aïxa, *vous avez raison de pleurer comme une femme le trône que vous n'avez pas su défendre comme un roi.* Plus tard Boabdil passa en Afrique et fut tué dans un combat. Isabelle et Ferdinand firent leur entrée à Grenade le 22 janvier 1492. La domination arabe y avait duré 781 ans depuis la conquête de Tarik. A l'occasion de la prise de Grenade, Alexandre VI accorda le titre de Catholique à Ferdinand et à Isabelle.

Les juifs d'Espagne, dont la destinée était unie à celle

des Arabes depuis huit siècles, avaient été compris dans la capitulation de Grenade. Enrichis par le commerce et une effroyable usure, ils possédaient presque tout l'argent de la nation, ce qui les rendait nécessaires et en faisait en même temps l'objet de la haine universelle. La rage populaire, profitant de la chute de leurs alliés, poussa contre eux un cri de vengeance qui fut plus fort que les traités. Le gouvernement se laissa entraîner, et ordonna aux juifs de sortir du royaume dans un délai de six mois; on leur permit de vendre leurs biens, mais on leur enjoignit de n'emporter du royaume que des lettres de change et des marchandises. Cette mesure fit, dit-on, perdre à l'Espagne cinq cent mille sujets et des richesses considérables.

La même année, Christophe Colomb lui donnait un nouveau monde.

Les Maures, restés en Espagne, furent bientôt accusés de conspirer contre le repos du royaume, et contraints d'abandonner leur religion ou leur patrie. Les conversions ainsi obtenues furent feintes pour la plupart, et ces mesures ne firent que rendre plus vives les haines entre les deux peuples. Ximenès agit tout autrement dans les terres dépendantes de l'archevêché de Tolède; par la persuasion et la douceur, il eut le bonheur de ramener à la vérité un nombre considérable de musulmans. On donna le nom de *Mauresques* aux Maures qui s'étaient fait baptiser.

En 1502, les Maures continuant d'intriguer avec les ennemis de l'Espagne, on porta contre ceux qui y restaient encore un décret de bannissement; il ne fut exécuté ni dans le royaume d'Aragon ni dans celui de Valence : ce ne fut qu'en 1610, qu'un nouveau décret chassa de la Péninsule tout ce qui restait de Maures.

Nous avons ailleurs parlé assez longuement de l'établissement de l'Inquisition en Espagne, pour que nous n'ayons pas besoin d'y revenir ici.

Lorsque Charles VIII, roi de France, entreprit la conquête du royaume de Naples (1498), Ferdinand d'Espagne, ligué avec l'empereur Maximilien Ier, le pape Alexandre VI et la république de Venise, envoya Gonzalve de Cordoue en Italie; l'habile général espagnol enleva rapidement aux Français leur facile conquête.

Un double mariage unissait la maison d'Autriche et celle d'Espagne : l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien Ier, avait épousé Jeanne, seconde infante d'Espagne; et Jean, frère de cette princesse, avait reçu la main de Marguerite d'Autriche. A la mort de Jean, les états tenus à Tolède reconnurent pour héritière de Castille et d'Aragon la sœur aînée de Jeanne, l'infante Isabelle, mariée à Emmanuel, roi de Portugal. Cette princesse et son fils étant morts aussi, à peu d'intervalle l'un de l'autre, tous les droits à la couronne d'Espagne reposèrent sur l'enfant qui venait de naître de Jeanne et de l'archiduc Philippe (1500).

Tandis que tout souriait à l'ambition de Ferdinand, et que la gloire couronnait le front d'Isabelle, la douleur déchirait son cœur de mère. Après avoir perdu un fils, une fille et un petit-fils, elle voyait Jeanne, son autre fille, devenue folle de chagrin par suite de l'abandon de son mari Philippe d'Autriche. La reine, brisée par cette dernière épreuve, mourut en 1504. Elle avait institué Jeanne héritière de tous ses domaines; mais elle avait confié la régence à Ferdinand, jusqu'à ce que Charles, le fils de Jeanne, eût atteint sa vingtième année. Isabelle léguait en même temps à Ferdinand la moitié du revenu de l'Amérique, avec les dignités de grand-maître des trois ordres militaires.

Les contemporains d'Isabelle ont tracé de cette princesse un portrait enthousiaste que le temps a sanctionné. Ayant deviné sous le froc modeste du franciscain le génie

qui devait faire de Ximenès le premier ministre de l'Espagne, elle l'avait élevé à l'archevêché de Tolède, d'où elle l'appela bientôt à ses conseils. S'éclairant de ses lumières, et ne faisant rien sans le consulter, Isabelle se montra toujours la mère de ses sujets. Aux qualités les plus douces d'une femme, elle joignait l'activité d'un homme; prenant part aux conseils où se décidaient les affaires les plus graves, elle surpassait souvent en fermeté et en énergie le roi, auquel elle était supérieure en élévation de sentiments et en grandeur d'âme. Toujours opposée à la violence, elle plaida pour les Maures, s'opposa à l'expulsion des juifs, éleva la voix contre la tyrannie des Espagnols dans le Nouveau-Monde, et mit le sceau à sa gloire en protégeant les lettres et les savants.

Royaume de Grenade.

Muley-Hassan, fils aîné de Mohammed IX, lui succéda en 1470. Il espérait relever le royaume de Grenade de l'abaissement où l'avaient fait tomber les conquêtes des chrétiens, et redonner à l'autorité royale le prestige perdu au milieu des guerres civiles, lorsque Ferdinand et Isabelle, souverains d'Espagne, résolurent de chasser les Maures de la Péninsule.

Pendant que Muley-Hassan guerroyait contre les chrétiens, son fils Boabdil et son frère Zagal lui enlevèrent toute autorité à Grenade; puis, à sa mort, ils se partagèrent son royaume (1485). Zagal vendit sa part à Ferdinand, et Boabdil, ayant refusé de livrer Grenade à ce prince, fut obligé d'abandonner cette ville après un siége de six mois.

La haine des Espagnols pour les Maures était trop ancienne et trop vive, pour qu'ils pussent se résigner à leur accorder encore droit de cité parmi eux; au mépris des

traités, sous prétexte qu'ils menaçaient le repos public, ils les obligèrent bientôt de quitter l'Espagne ou de se fondre avec le reste de la nation, en embrassant sa religion et ses usages.

Ces mesures violentes exaspérèrent les Maures ; ils prirent plusieurs fois les armes, et Ferdinand dut marcher contre eux avec des forces considérables. Les vaincus se retirèrent dans les montagnes, d'où ils pouvaient braver l'autorité royale. La haine populaire d'un côté, la révolte de l'autre, amenèrent enfin ces décrets de bannissement dont nous avons parlé, décrets impolitiques, si l'on considère uniquement l'intérêt matériel de l'Espagne, mais nécessaires alors pour le maintien de la paix intérieure.

Avant de quitter l'histoire des Maures, il convient de dire quelques mots du caractère, des usages, des mœurs de ce peuple qui s'établit par la force sur le sol espagnol et qui s'y maintint pendant près de huit siècles, malgré les guerres continuelles des princes chrétiens, guerres qu'on peut appeler une longue croisade.

Toute la législation des Maures était renfermée dans le Coran, et leur jurisprudence n'était que l'application de ses préceptes. Le calife, chef suprême de la religion, envoyait dans les provinces des gouverneurs pour commander les troupes, percevoir les impôts, maintenir le bon ordre ; et des cadis pour juger les procès. Chacun devait plaider pour soi sans avocats ni procureurs : les arrêts des cadis étaient exécutés sur-le-champ.

Les Maures, comme les Arabes du désert, professaient une soumission entière au chef de chaque famille : un père avait sur sa famille les droits du calife sur l'empire. Un vieillard, quel qu'il fût, était pour tous l'objet d'un profond respect.

L'hospitalité était sacrée chez les Maures. On raconte qu'un inconnu teint de sang se réfugia chez un vieillard

de Grenade; la garde lui apporte au même instant le corps de son fils unique, et réclame le meurtrier qui a trouvé asile sous son toit. Le malheureux père ne livre point son hôte, et quand les soldats sont partis : *Sors*, dit-il à l'assassin, *pour que je te poursuive* (1). »

Lorsqu'il s'agissait de combattre les chrétiens, tout Maure était soldat, et alors les guerres avaient tous les caractères du fanatisme. La cavalerie des Maures était bien montée et redoutable, mais leur infanterie était mal disciplinée.

Le luxe déployé dans l'intérieur des habitations et dans les jardins avait développé à un haut degré l'industrie chez les Maures, aussi avaient-ils de magnifiques manufactures.

Doués d'un esprit fin, d'une imagination ardente, les Maures possédaient des universités, des académies; ils avaient des poètes, des médecins, des peintres et des sculpteurs. Adonnés aux sciences occultes, les Arabes d'Espagne ont puissamment contribué à les répandre en Europe ; c'est d'eux, dit-on, que nous est venue l'astrologie judiciaire.

Portugal.

Alphonse V occupait le trône de Portugal depuis l'année 1438, lorsqu'il fit, contre les Maures d'Afrique, trois expéditions plus brillantes qu'utiles, qui le firent surnommer l'Africain.

Après la mort de Henri IV, il célébra ses fiançailles avec dona Jeanne, que les Castillans avaient repoussée pour Isabelle, sœur de ce prince (1474), et prit le titre de roi de Castille. Vaincu à Toro (1476) par Ferdinand le Catho-

(1) Ém. Lefranc, *Histoire d'Espagne.*

lique, il alla demander des secours à Louis XI, roi de France. Ayant échoué dans sa négociation, il résolut d'abdiquer et de partir pour Jérusalem ; il écrivit donc à son fils don Juan de prendre la couronne et les rênes du gouvernement. Cependant, sur les instances de quelques seigneurs, Alphonse abandonna son dessein et reprit la route du Portugal ; dès que son fils eut avis de son retour, il lui remit le sceptre. Alphonse abdiqua de nouveau en 1481, et mourut la même année, au moment où il allait se retirer dans un monastère.

Don Juan ou Jean II, surnommé le Grand, le Prince Parfait, affermit en Portugal l'autorité royale en abaissant les grands, trop accoutumés à l'indépendance. Dans la diète d'Evora, il révoqua des concessions faites à la noblesse par ses prédécesseurs au préjudice de la couronne, et enleva aux seigneurs le droit de vie et de mort sur leurs justiciables.

Ces innovations mécontentèrent les grands, qui se liguèrent sous la protection de Ferdinand, duc de Bragance ; mais ce prince fut arrêté par ordre du roi, jugé, déclaré traître, et condamné à perdre la tête.

Un cousin du roi, Jacques de Viseu, beau-frère du duc de Bragance, et qui avait trempé dans sa conspiration, oubliant le généreux pardon qu'il avait reçu du monarque, ourdit un complot pour monter sur le trône. Le roi attendit de tenir dans ses mains tous les fils de la trame, puis il fit appeler à sa cour le duc de Viseu : *Mon cousin,* lui dit-il froidement, *que feriez-vous si vous étiez certain que quelqu'un projette de vous assassiner ? — Je tâcherais,* répondit le duc en hésitant, *de le prévenir. — Eh bien !* reprit Jean II, *vous avez prononcé votre condamnation ;* et aussitôt il le poignarda (1484). Cette terrible exécution fut suivie du procès de Jacques de Viseu, qui fut déclaré criminel de lèse-majesté. Par de tels exemples, Jean II apprit

à la noblesse à respecter le pouvoir royal et assura la paix à l'intérieur.

Jean II mourut en 1495. Le Camoëns a dit de lui *qu'il enseigna aux rois du monde l'art de régner*. Sans adopter complétement les pompeuses flatteries des historiens et des poètes portugais, il est juste de reconnaître que Jean II a bien mérité de ses peuples par les soins qu'il a donnés à l'administration, et par sa sollicitude pour les progrès des découvertes maritimes.

Turquie ou Empire Ottoman.

Le Bas-Empire ou empire grec avait cessé d'exister avec son dernier empereur, et Constantinople était devenue la capitale des Turcs Ottomans (1453).

Pour repeupler cette ville, à laquelle il essaya de changer son nom en celui d'Istamboul, Mahomet II y fit transporter dix mille familles et laissa aux Grecs le libre exercice de leur culte. Encouragé par cette première conquête, il reprit les armes dès 1456 et alla faire le siége de Belgrade; mais la valeur de Hunyade et le zèle de Jean Capistran le forcèrent de se retirer honteusement. Plus heureux en Grèce, il s'empara du duché d'Athènes, que possédait depuis 1364 une famille florentine, et qui comprenait les villes de Thèbes, de Mégare, de Corinthe, et de Platée. La Servie et le Péloponèse, que se disputaient deux frères du dernier empereur de Constantinople, furent aussi conquis par Mahomet.

Depuis l'année 1204, que les Latins s'étaient emparés de Constantinople, les princes grecs s'étaient formé sur les bords de la mer Noire un petit État connu sous le nom d'empire de Trébizonde. En 1461 il avait pour souverain David Comnène; Mahomet le vainquit et le fit périr dans les supplices avec ses huit enfants.

Les Turcs avaient alors à soutenir la guerre contre les Vénitiens, qui avaient rompu la paix; contre Mathias Corvin, allié de Venise; et contre Scanderberg, toujours prêt à répondre à l'appel du Souverain-Pontife lorsqu'il s'agissait de repousser ces terribles ennemis de la religion. Ce héros chrétien mourut en 1466, après avoir vaincu les Turcs en vingt-deux combats. Son souvenir et ses exploits sont restés populaires en Épire, où ils se perpétuent dans les chansons des montagnards.

Mahomet, délivré d'un si redoutable ennemi, crut un moment que plus rien ne s'opposerait à ses conquêtes. Bientôt, en effet, l'Albanie fut presque toute conquise, ainsi que la Bosnie, le Frioul et la Karamanie (province d'Asie). Cependant les Vénitiens continuaient la guerre. Vainqueurs dans le Péloponèse, ils perdirent l'île de Négrepont (1470), où le féroce Mahomet fit périr dans d'horribles supplices toute la population de la capitale. Les Vénitiens se vengèrent en ravageant plusieurs villes des côtes et les îles de l'Archipel, qui appartenaient aux Turcs.

Dans le but de faire diversion aux succès de Mahomet, le pape Paul II entama des négociations avec le tartare Hassan, gendre du dernier empereur de Trébizonde, pour le décider à prendre les armes contre son redoutable voisin. Hassan fut vaincu (1473).

En 1477, Croïa fut prise par les Turcs; toutefois, l'Albanie, l'Épire et l'Acarnanie ne furent jamais complétement soumises. Cependant Mahomet conclut la paix avec les Vénitiens (1469), pour accabler plus sûrement les chevaliers de Saint-Jean, qui avaient refusé de lui céder l'île de Rhodes; le rénégat Misithès, chargé de cette entreprise, malgré ses cent mille hommes, échoua devant l'héroïque résistance du grand-maître Pierre d'Aubusson et de ses chevaliers, qui s'illustrèrent par des prodiges de courage. Rhodes fut sauvée.

Mahomet voulant effacer par des victoires le souvenir de cet échec, leva deux nombreuses armées; l'une était destinée à marcher contre la Perse, l'autre à ravager les côtes de l'Italie, où elle porta la terreur en s'emparant d'Otrante. La mort arrêta le féroce conquérant au milieu de ses victoires. Il expira à Nicomédie (1481) avec la réputation d'un habile capitaine; mais le souvenir de ses talents militaires est obscurci par celui de ses atroces cruautés. Mahomet aimait les lettres; il fonda deux académies où il se plaisait, dit-on, à entendre discuter les savants.

Mahomet laissait deux fils, Bajazet et Djem ou Zizim. Ils furent proclamés empereurs, le premier en Europe, le second en Asie. Aussitôt la guerre éclata entre les deux frères; Djem, vaincu, se retira en Égypte, où le sultan Caïk-Bey le reçut comme un fils. Il quitta cependant sa retraite pour tenter encore le sort des armes; mais après une seconde défaite, Djem fit demander asile aux chevaliers de Rhodes. Le grand-maître Pierre d'Aubusson l'envoya dans une commanderie de France.

Pour se venger de la protection qu'il avait accordée à son frère, Bajazet déclara la guerre au sultan d'Égypte. En 1495, la mort de Djem lui assura la tranquille possession du vaste empire de Mahomet.

En 1499, Bajazet enleva aux Vénitiens Lépante, Modon, Coron, Navarin, et les îles de Céphalonie et d'Égine. Ce ne fut qu'en 1503 qu'il consentit à conclure la paix avec eux.

Pendant que Bajazet poussait avec vigueur la guerre contre les Vénitiens, deux de ses fils ayant voulu se rendre indépendants dans leurs gouvernements, il les fit mettre à mort. Il réservait la couronne à l'aîné Achmet; mais les Janissaires, qui préféraient Sélim, le second, l'envoyèrent saluer à Trébizonde. Ce jeune prince prit alors les armes (1511) et passa le Bosphore à la tête de vingt mille hommes. Les Janissaires n'osèrent le soutenir et il

fut vaincu. Bientôt, rappelé par ses partisans, il quitta la Crimée où il s'était retiré et força son père d'abdiquer. Bajazet demanda pour retraite la ville de Didymotique (Thrace); mais, comme il s'y rendait à petites journées, Sélim le fit empoisonner (1512).

Découvertes et Colonies.

INTRODUCTION.

L'invasion des Barbares au ve siècle, en arrêtant les voyages lointains, avait détruit en partie les rapports des peuples entre eux et par conséquent le commerce. A mesure que le calme se rétablit, que les Barbares se civilisèrent, ces rapports se rétablirent; et les croisades, en même temps qu'elles firent faire de grands progrès à la navigation, donnèrent au commerce une impulsion nouvelle. Au moyen de la boussole, les navigateurs ne craignirent plus de s'éloigner des côtes et d'entreprendre de lointaines expéditions.

La position géographique de l'Europe divisait naturellement son commerce maritime en deux régions principales : l'une comprenait les pays baignés par la mer Baltique, la mer du Nord et l'océan Atlantique; l'autre, ceux qui bordent la Méditerranée. L'industrie de la Flandre, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, et les productions de ces divers pays, fournissaient au commerce du Nord des poissons salés, de la cire, des armes, des peaux, des pelleteries, des draps, des tissus, de l'étain, tandis que celui du Midi s'alimentait, en outre des épices, des parfums, des marchandises de l'Orient, que transportaient les vaisseaux de Pise, de Gênes et de Venise.

Les difficultés que rencontrait le commerce à cette époque de guerres continuelles, amena entre les villes

libres des ligues pour la défense et la protection de leurs intérêts; la principale de ces ligues fut la ligue Hanséatique qui, dès 1259, comprenait quatre-vingts places de commerce, depuis l'extrémité de la mer Baltique jusqu'à Cologne sur le Rhin. Tel était l'état du commerce de l'Europe vers la fin du xve siècle, lorsque deux événements d'une importance immense amenèrent une révolution dans les rapports des peuples : ces deux événements sont la découverte de l'Amérique, et celle du passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance.

Colonies portugaises.

Nous avons vu en étudiant l'histoire du Portugal que, vers le commencement du xve siècle, l'infant don Henri, fils de Jean Ier d'Avis, encourageait de toute son influence les voyages lointains et, à ses frais, envoyait des vaisseaux à la découverte des côtes de l'Afrique.

La pensée fixe de don Henri était de faire le tour de l'Afrique pour aller aux Indes. Chaque nouvelle expédition s'avançait un peu plus au midi; et, pour assurer la possession des établissements qu'ils formaient en débarquant sur ces plages brûlantes, les Portugais bâtissaient des forteresses.

Don Henri, qui avait pris pour devise ces mots : *Le désir de faire le bien,* étant mort en 1463, son neveu Alphonse V, roi de Portugal, laissa la conduite des expéditions maritimes à Fernand Gomez, riche négociant. Sous Jean II, successeur d'Alphonse, Vasco de Gama doubla le cap qu'il nomma le cap *des Tourmentes* en souvenir des tempêtes qu'il y avait essuyées, et que le roi, prévoyant les avantages que le Portugal en retirerait, appela le cap *de Bonne-Espérance.* Barthélemy Diaz l'avait découvert en 1486, mais n'avait pu le franchir.

Pendant le règne d'Emmanuel, qui succéda à Jean II en 1495, les Portugais allèrent jusqu'aux Indes sous la conduite du célèbre marin Vasco de Gama. Ils passèrent à Sofala, à Mozambique et à Mélinde, où ils établirent des comptoirs, puis ils arrivèrent dans l'Indoustan. Quelques petits princes se reconnurent tributaires des Portugais, que leur artillerie rendait redoutables et sauva plus d'une fois de la perfidie des indigènes. En 1499, Vasco de Gama revint à Lisbonne, où il fut reçu avec de grands honneurs, et nommé par Emmanuel amiral des Indes.

Découverte de l'Amérique. — Colonies espagnoles.

Plusieurs traditions répandues, soit en Espagne, soit dans le reste de l'Europe, faisaient croire à l'existence d'un pays inconnu, situé au delà de l'océan Atlantique; cependant, vers le milieu du xve siècle, les esprits étaient plus préoccupés de découvrir une nouvelle route pour aller aux Indes, que de la recherche de terres lointaines à l'ouest.

En 1441, Christophe Colomb naquit à Gênes : il avait reçu de Dieu le génie de la navigation. A peine âgé de quatorze ans, il entra dans la marine. Ses études, ses voyages aux îles Canaries, aux Açores, lui firent concevoir le projet d'aller aux Indes par l'ouest (1). Plusieurs indices faisaient supposer qu'en voyageant dans cette direction on trouverait des terres, car on avait rencontré des pièces de bois sculpté flottant sur les eaux et poussées par le vent d'ouest. Une fois même, les corps morts de deux hommes, dont les traits ne ressemblaient point à ceux des

(1) On prétend que la première idée de découvrir un nouveau continent revient au navigateur Martin Behaim de Nuremberg, qui aurait aperçu le Brésil dès 1462.

habitants de l'Europe, furent jetés sur les côtes des Açores par le même vent.

Christophe Colomb, ayant recueilli toutes ces observations, sollicita de Gênes, sa patrie, les moyens d'exécuter ses grands projets; traité de visionnaire par le Sénat, il s'adressa aux Portugais, qui le rebutèrent aussi. La cour de France et celle d'Angleterre, auxquelles il s'adressa successivement, ne l'accueillirent pas mieux. Pendant cinq ans, Colomb essuya les refus de Ferdinand et d'Isabelle de Castille, et il allait tenter en personne de nouvelles démarches à la cour d'Angleterre, lorsque Jean Pérez, prieur d'un couvent où ses fils étaient élevés, le pria de différer son voyage. Ce religieux, digne de comprendre le génie de Christophe Colomb, agit auprès d'Isabelle avec tant d'habileté et de force, qu'il obtint de cette reine la promesse d'aider le hardi navigateur. Santagel, receveur du clergé d'Aragon, apprenant que l'argent manquait pour cette expédition, offrit toute sa fortune à Isabelle qui allait mettre ses diamants en gage.

Le 17 avril 1492, fut signé dans Santa-Fé le traité par lequel Ferdinand et Isabelle créaient Colomb grand amiral, et le nommaient vice-roi de toutes les terres qu'il découvrirait : cette dignité devait être héréditaire dans sa famille. La Castille fit seule tous les frais de cette entreprise, aussi ne fût-ce d'abord que pour elle que le Nouveau-Monde fut découvert.

L'escadre donnée à Colomb ne se composait que de trois petits vaisseaux. La veille du départ, tout l'équipage alla au monastère de Rabida, recevoir l'Hostie sainte des mains du prieur Jean Pérez; et le 3 août 1492, Christophe Colomb mit à la voile du port de Palos (Andalousie). Après quelques jours de navigation, la petite flotte se trouvant comme perdue sur un océan inconnu et sans bornes, les Espagnols sentirent défaillir leur courage : le

calme et l'énergie de leur chef pouvaient à peine faire taire les plaintes et les murmures. Des vols d'oiseaux inconnus, des herbes et des bois flottants, ranimèrent plusieurs fois leurs espérances; mais ils retombaient bientôt dans le découragement. Cependant les matelots passèrent de la crainte et des regrets, aux murmures et aux menaces; quelques-uns même parlèrent de jeter l'amiral à la mer. Colomb, pour apaiser les rebelles, leur p[illegible] que si dans trois jours on n'apercevait pas la terre, il [illegible]rnerait vers l'Espagne. Dans la nuit du 11 octobre, on entendit crier *terre!* de la *Pinta*, un des vaisseaux de l'escadre, et au point du jour les Espagnols aperçurent une île verdoyante, garnie de bois. Tout l'équipage entonna le *Te Deum* pour remercier Dieu, puis ils tombèrent aux pieds de l'amiral avec toutes les marques du repentir.

Colomb toucha le premier le sol du Nouveau-Monde sur lequel, à la vue des insulaires, il débarqua, l'épée à la main, avec ses compagnons. Les Espagnols baisèrent la terre et y élevèrent une croix. Cette île (Guahanani) fut appelée San-Salvador. Les naturels étaient nus; ils avaient le teint cuivré, des cheveux longs et flottants. Ils paraissaient doux et timides, et portaient pour tout ornement de petites plaques d'or au nez et aux oreilles. Sur la demande des Espagnols, ils leur indiquèrent qu'ils tiraient ce métal du sud. Colomb se dirigea de ce côté; et, après avoir visité plusieurs petites îles, il découvrit Haïti (Saint-Domingue), qu'il nomma Hispaniola en souvenir de l'Espagne. Les habitants de cette île, doux comme tous ceux qu'il avait rencontrés, lui demandèrent par signe des secours contre des voisins cruels. Colomb promit de les défendre, et fit bâtir un fort dans ce but. La vue des armes des Européens, le bruit de leurs canons, répandirent l'épouvante parmi ces peuples craintifs et ignorants.

Christophe Colomb résolut de retourner en Espagne.

Déjà Pinson l'avait quitté avec son vaisseau *la Pinta* : il voulait le prévenir en Europe et y porter le premier la nouvelle du succès de l'entreprise. L'amiral partit après avoir confié la garde du fort à trente-huit Espagnols, auxquels il donna de sages instructions. En mer, il rencontra Pinson, lui pardonna et continua sa route. Il aborda à Palos, le 15 mars 1493.

La cour était à Barcelonne. Christophe Colomb s'achemina vers cette ville pour rendre compte de sa mission à Ferdinand et à Isabelle. Il traversa l'Espagne en triomphateur, conduisant des insulaires qu'il avait ramenés, et portant des productions du pays. Le roi et la reine le reçurent avec des honneurs extraordinaires, et lui donnèrent des lettres de noblesse. L'idée alors admise que ces terres qu'on venait de découvrir n'étaient qu'un prolongement de l'Inde, les fit nommer *Indes Occidentales*.

Une seconde expédition, composée de dix-sept vaisseaux, partit la même année de la baie de Cadix. Colomb ne retrouva plus à Hispaniola ses compatriotes. Les excès des Espagnols avaient armé contre eux les insulaires ; ceux-ci les avaient massacrés et avaient détruit le fort. On construisit une ville à laquelle on donna le nom d'Isabelle. Mais les Espagnols qui avaient suivi Colomb voulaient de l'or, et ils refusèrent de s'astreindre à un travail pénible sous un climat brûlant ; ils murmurèrent, revinrent en Espagne et accusèrent le vice-roi.

Prévenu contre Colomb, Ferdinand envoya des commissaires pour examiner ce qui se passait. Le vice-roi était déjà parti pour l'Espagne (1496), où il se justifia pleinement. En 1498, il entreprit son troisième voyage, pendant lequel il découvrit le continent méridional de l'Amérique. Colomb trouva la colonie d'Isabelle transportée dans un autre lieu et la ville de Saint-Domingue fondée, mais le désordre était partout. Les mécontents l'accusèrent

de nouveau à la cour d'Espagne, et le roi envoya Bovadilla muni d'instructions sévères contre Colomb. Le vice-roi, entouré d'ennemis, fut chargé de fers et ramené en Espagne; à sa vue, l'indignation éclata contre Ferdinand et Isabelle, qui se hâtèrent de lui rendre la liberté; mais ils lui retirèrent le titre de vice-roi des pays qu'il avait découverts.

Nicolas Ovando fut nommé gouverneur d'Hispaniola (1501), tandis que Colomb, sous divers prétextes, était retenu à la cour. Malgré les injustices dont il était victime, Colomb entreprit un quatrième voyage en 1502. Il trouva la Martinique, mais Ovando refusa de le recevoir à Hispaniola ou Haïti. Colomb, au milieu des tempêtes, atteignit la Jamaïque, d'où il fit voile pour l'Espagne. Il y arriva peu de jours avant la mort d'Isabelle (1504). Avec elle s'évanouirent ses dernières espérances, et l'exécution des promesses qui lui avaient été faites. Christophe Colomb mourut à Valladolid, en 1506, âgé de soixante-quatre ans. Son corps fut porté à Séville et enseveli avec pompe dans la cathédrale. On dit qu'il avait voulu qu'on déposât dans son cercueil, comme un monument de l'ingratitude des hommes, les chaînes dont le roi l'avait fait charger pour le ramener en Espagne.

L'honneur de donner son nom au monde qu'il avait découvert lui fut enlevé par le Florentin Améric Vespuce, homme savant en mathématiques, en astronomie et en navigation. En 1499, il alla visiter les pays découverts par Christophe Colomb, et, à son retour, il publia une relation de son voyage, dans laquelle il se donnait comme ayant le premier vu le continent du Nouveau-Monde; de là ce continent fut appelé *Amérique,* au lieu de Colombie.

BELLES-LETTRES ET BEAUX-ARTS

Les Lettres continuèrent d'être stationnaires en France pendant la seconde moitié du XVe siècle, et ne nous offrent

qu'un nom qui mérite d'être mentionné, celui de *Philippe de Commines*, politique et historien; il a laissé sur Louis XI, au service duquel il s'était attaché, et sur Charles VIII, des mémoires remarquables. On aimerait à trouver sous sa plume le blâme de certaines actions de Louis XI; mais Commines passe froidement sur les vices de ce prince, et ne tient compte que de ce qui est utile ou nuisible à la conduite des affaires.

A côté de Commines, quoique dans un rang inférieur, se placent *Enguerrand de Monstrelet*, le continuateur de Froissard, *Juvénal des Ursins*, historien du règne de Charles VI, *Georges Chastelain* et *Olivier de la Marche*, chroniqueurs des ducs de Bourgogne; et enfin *Robert Gaguin*, ministre général de l'ordre de la Sainte-Trinité, connu par sa Chronique ou son Histoire de France.

L'imprimerie, nouvellement découverte, ne servait encore en France qu'à multiplier les ouvrages ascétiques, de vieux romans, des satires, et des allégories populaires.

Il en fut tout autrement en Italie, où l'élan donné aux lettres vers le commencement du XVe siècle, fut encore excité et entretenu plus tard, non-seulement par la découverte de l'imprimerie, mais par les savants grecs qui s'y réfugièrent après la chute de Constantinople, et que les papes et les princes accueillirent avec honneur. Fuyant devant le glaive des Ottomans, ils emportèrent de précieux manuscrits que les princes italiens ne croyaient pas pouvoir payer trop cher.

Cette époque fut, en Italie, l'âge d'or des poëtes, des artistes et des savants, que les princes de Naples, de la maison d'Est, les souverains de Ferrare et surtout les Médicis s'efforçaient de s'attacher par des titres et des bienfaits, se faisant gloire de leur amitié, et leur confiant les ambassades les plus importantes. On conçoit que ces

encouragements, ces honneurs, le soin que l'on mettait à réunir de nombreuses et précieuses bibliothèques, développèrent le goût des lettres en Italie. Parmi le grand nombre de ceux qui les cultivèrent, nous citerons en première ligne *Æneas-Sylvius Piccolomini*, plus tard pape sous le nom de Pie II; ce fut un des hommes les plus érudits du XVe siècle; il a laissé des commentaires sur l'histoire de son temps, des mémoires, des poésies, des discours et des lettres qui sont estimés.

Un prince, *Pic de la Mirandole*, se rendit célèbre par la précocité de son esprit et l'étendue de ses connaissances. A dix ans, on le plaçait au premier rang des orateurs et des poëtes; à dix-huit, il parlait vingt-deux langues. Dénoncé à Innocent VIII par quelques savants jaloux de son mérite, comme soutenant des propositions entachées d'hérésie, Pic de la Mirandole se justifia auprès du Pape, qui défendit de l'inquiéter. « C'est ainsi, dit un historien français (1), que la papauté eut la gloire de protéger la liberté de penser dans l'une des plus hardies intelligences de l'époque. Pic de la Mirandole mourut à l'âge de trente et un ans dans la pratique des bonnes œuvres et l'exercice des plus austères vertus.

Marsile Ficin, chanoine de Florence, fut un admirateur passionné de Platon. A sa prière, Cosme de Médicis établit à Florence une académie pour l'enseignement de la philosophie platonicienne.

La poésie fut illustrée par *Laurent de Médicis*, qui fut pendant vingt-trois ans le chef de la république florentine, et dont le palais était le rendez-vous des poëtes, des savants et des artistes auxquels il ouvrait ses trésors. Dès l'âge de vingt ans, il plia son génie à tous les genres de poésie, et il réussit dans tous.

(1) Audin.

Ange Politien, qui s'était développé dans la société de Laurent de Médicis, ouvrit le premier aux Italiens la carrière du drame et de l'épopée; « la beauté de sa parole, disait un historien contemporain, faisait bien vite oublier en l'écoutant la laideur de son visage. »

Nous avons parlé dans l'histoire de l'Église du *cardinal Bessarion*, déjà célèbre dans la première moitié du XVe siècle; nous ne ferons donc que rappeler ici la protection qu'il accorda aux savants grecs réfugiés en Italie, tandis que lui-même cultivait les lettres avec succès.

Nous ne dirons aussi qu'un mot du dominicain *Savonarole*, dont l'éloquence entraînante transformait en pénitents les voluptueux habitants de Florence.

Parmi les écrivains ecclésiastiques se place aussi *Denys le Chartreux*, belge d'origine, qui mourut en 1471; le pape Eugène IV disait de lui *que l'Église était heureuse d'avoir un tel fils*.

Les sciences suivirent le progrès des belles-lettres pendant le XVe siècle. *Paul Toscanelli*, savant astronome de Florence, éleva son gnomon pour déterminer les solstices, fit des observations curieuses sur le mouvement des astres, et encouragea beaucoup Christophe Colomb dans ses projets d'aller à la recherche de nouvelles terres.

Lorenzo Volpaja construisit pour Laurent de Médicis une machine qui, par un mécanisme ingénieux, indiquait les heures et tous les mouvements du soleil et des planètes.

Les beaux-arts participèrent à l'impulsion que les lettres reçurent de la protection des princes italiens.

Les exemples du dominicain fra Angelico, dont nous avons déjà parlé, et pour lequel peindre c'était prier, influencèrent heureusement les peintres chrétiens du XVIe siècle.

Pour ne pas séparer des noms qui appartiennent à la même école, nous les réunirons tous dans le siècle suivant,

La peinture à l'huile fut connue en Italie dans la seconde moitié du XVe siècle. On en attribue l'invention à *Jean Eyck*, aussi appelé Jean de Bruges. Quelques-uns disent qu'il ne fit que perfectionner les substances employées dans ce genre de peinture.

La sculpture brilla surtout à Florence, et fut illustrée par *Ghiberti*, auquel cette ville doit les portes de bronze du baptistère de Saint-Jean, qui, suivant l'expression de Michel-Ange, étaient dignes d'être les portes du Paradis.

Donatello, aussi de Florence, est l'auteur d'une statue de saint Marc, à laquelle le même Michel-Ange dit dans l'enthousiasme de l'admiration : *Marco, perche non mi parli?* (Marc, pourquoi ne me parles-tu pas?)

A la même époque vivait *André Verocchio*, qui le premier introduisit l'usage de mouler sur le vif les membres humains et les objets naturels.

L'architecture fut illustrée, pendant le XVe siècle, par *Brunelleschi*, de Florence. Le premier, il conçut et exécuta l'idée de jeter une coupole sur l'église de Sainte-Marie del Fiore, que l'architecte avait laissée à découvert. On lui doit encore la citadelle de Milan et, à Florence, l'église de Saint-Laurent et le palais Pitti.

Michelozzo son élève modifia l'austérité excessive qu'il avait conservée à l'architecture civile. Il éleva un grand nombre de palais et d'églises à Florence et à Venise, ainsi que d'autres édifices publics.

RÉCAPITULATION DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVe SIÈCLE APRÈS J.-C.

Église. — L'Église seule comprend les dangers que fait courir à l'Europe la conquête de Constantinople par

les Turcs Ottomans; mais l'égoïsme des princes et l'indifférence des peuples rendent inutiles les efforts des papes pour réveiller l'enthousiasme des croisades.

Nicolas V protége les lettres, en même temps que son regard inquiet suit les progrès des Turcs, contre lesquels il ne peut armer les rois. Calixte III crée une marine pour les repousser, et sauve Belgrade par la valeur de Hunyade de Hongrie. Pie II, le savant Æneas-Sylvius, travaille à rétablir l'autorité du Saint-Siége ébranlée par le schisme d'Occident; il meurt au moment de s'embarquer à la tête d'une croisade que sa mort fait abandonner. Paul II apprend avec douleur la mort du vaillant Scanderberg, bientôt suivie des succès de Mahomet II. Sixte IV embellit Rome, pendant que Pierre d'Aubusson repousse les Turcs de Rhodes. Il établit la fête de l'Immaculée Conception de la sainte Vierge. Innocent III, pontife faible et mondain, est tout occupé des intérêts de sa famille, ainsi que Alexandre VI, qui attriste l'Église par sa conduite, tout en sauvegardant la vérité de la doctrine. Par la bulle *Inter cætera,* il prévient la guerre entre les Espagnols et les Portugais. Grand politique plus que grand et saint pape, il prend part aux ligues italiennes contre les Français.

France. — Louis XI succède à son père Charles VII et adopte une politique toute différente. Il abaisse la noblesse, lutte de perfidie avec Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, qui vient guerroyer jusqu'au centre de la France, et plus tard va mourir au siége de Nancy, après avoir été honteusement vaincu par les Suisses à Granson et à Morat. Sa fille Marie, en épousant Maximilien d'Autriche, commence la rivalité de cette maison avec la France. Charles du Maine lègue à Louis XI de belles provinces et les droits de la famille angevine au trône de Naples. Charles VIII laisse pendant quelques années l'autorité à

sa sœur Madame de Beaujeu, qui conduit les affaires avec habileté. Malgré ses conseils, il tente la conquête du royaume de Naples; toute l'Italie se ligue contre lui; mais la victoire de Fornoue lui rouvre le chemin de la France.

Angleterre. — Henri VI de Lancastre ne conserve plus que Calais sur le continent, et voit commencer la sanglante guerre des Deux Roses, qui coûte la vie à tant de princes et à près d'un million d'hommes. L'héroïque Marguerite d'Anjou défend avec courage la couronne de son époux et de son fils contre Richard d'York. Henri VI est assassiné, et Édouard IV, fils de Richard, monte sur le trône ébranlé par les conspirations. Le duc de Glocester, frère d'Édouard, fait périr les fils de ce prince et règne sous le nom de Richard III. Il est tué à la bataille de Bosthworth qui place la couronne sur la tête de Henri VI Tudor.

Écosse. — Jacques III, fils de Jacques II tué au siége de Rosburgh, abaisse la noblesse. Les conspirations se succèdent, les grands prennent les armes, et Jacques III périt à la bataille de Bannockburn. Jacques IV son fils punit les rebelles, gouverne avec sagesse et fermeté.

Allemagne. — Le long règne de Frédéric III d'Autriche laisse les divers États de l'Allemagne acquérir une indépendance dangereuse pour l'empire, pendant qu'il prépare la grandeur de sa maison.

Hongrie et **Bohême.** — Ladislas le Posthume vient enfin prendre possession de sa double couronne que le célèbre Hunyade Corvin défend contre les Turcs à Belgrade. A la mort de Ladislas, les Hongrois appellent au trône Mathias Corvin, fils de Hunyade, et les États de Bohême, Georges Podiébrad, qui est bientôt excommunié. Mathias lui fait la guerre, ainsi qu'à son successeur Ladislas, fils de Casimir IV, roi de Pologne, sans pouvoir les renverser.

Prince d'une activité prodigieuse, Mathias a sans cesse les armes à la main pour repousser les Turcs, ce qui ne l'empêche pas de protéger les lettres et de donner de sages lois aux Hongrois.

Pologne. — Casimir IV, par la seconde paix de Thorn, agrandit la Pologne aux dépens de la Prusse. A sa mort, les Polonais donnent la couronne à son fils Jean-Albert, dont le règne est rempli de guerres contre les Turcs et les Moscovites. Son frère Alexandre, grand-duc de Lithuanie, lui succède, en incorporant son duché à la Pologne. Il meurt après une victoire remportée sur les Tartares.

Prusse. — La seconde paix de Thorn rend l'ordre Teutonique dépendant de la Pologne.

Suisse. — La Ligue Helvétique acquiert une grande importance par les victoires de Granson et de Morat remportées sur Charles le Téméraire, et par la guerre que les Suisses soutiennent pour leur indépendance contre Maximilien d'Autriche.

Vers le commencement du siècle suivant, la Ligue Helvétique comprend les treize cantons de la Suisse.

Suède. — Charles Canutson ou Charles VIII, élu par les Suédois, est chassé par Christian Ier de Danemark qu'ils ont appelé. Charles VIII, rétabli sur le trône, est de nouveau repoussé, puis encore rappelé. Son neveu Sténon-Sture lui succède avec le titre d'administrateur; les Suédois inconstants le déposent pour offrir la couronne à Jean II, roi de Danemark. Sténon-Sture chasse Jean II et règne glorieusement.

Norvége et Danemark. — La Norvége et le Danemark sont unis sous le sceptre de Christian Ier, qui fait revivre un moment l'Union de Calmar en ceignant la couronne de Suède. Son frère Jean II lui succède et règne aussi quelque temps sur les Suédois qui l'ont appelé.

Russie. — Yvan II secoue le joug de la Horde-d'Or, et rétablit l'unité de la monarchie russe dont il prépare la grandeur. Yvan III protége les arts et les sciences. Moscou lui doit la forteresse ou palais du Kremlin.

Italie. — Royaume de Naples. — Ferdinand Ier succède à son père Alphonse V le Magnanime et défend son trône contre les prétentions de la maison d'Anjou. Ses cruautés irritent les grands qui appellent les Français. Ferdinand meurt; son fils Alphonse II, beau-père du jeune duc de Milan Jean-Galéas, abdique à l'approche de Charles VIII; ce prince se rend maître de Naples, tandis que Ferdinand II, successeur de son père Alphonse II, prend la fuite. Les Napolitains le rappellent; et, secondé par l'épée de Gonzalve de Cordoue, il repousse les Français.

Toscane, Florence. — Florence atteint l'apogée de la gloire sous les Médicis. Pierre, fils de Cosme Ier, conserve l'autorité malgré la faction républicaine. Un de ses fils, Julien, est assassiné par les Pazzi; l'autre, Laurent, donne à la république florentine une grande splendeur par les lettres et les arts qu'il protége et fait fleurir. Son fils Pierre est chassé par les Florentins à l'arrivée des Français.

Milan. — François Sforze, duc de Milan, augmente ses possessions de Gênes, de Monaco, de Vintimille. Son fils Galéas Sforze veut régner despotiquement; il est assassiné, laissant pour lui succéder un enfant de huit ans. Un des oncles du jeune Jean-Galéas, Louis le More ou Ludovic Sforze, s'empare du pouvoir malgré les menaces des princes de Naples contre lesquels il appelle les Français; il fait mourir son neveu, et met sur sa tête la couronne ducale.

Venise. — Venise, gouvernée par le conseil des Dix et les Inquisiteurs d'État, rompt bientôt la paix signée

avec les Turcs, et soutient sur mer et dans ses colonies une longue et sanglante guerre dans l'intérêt de son commerce. Elle acquiert par ruse l'île de Chypre, et se mêle à toutes les querelles de l'Italie.

Savoie. — Amédée IX mérite par ses vertus que l'Église le place au nombre des bienheureux. La minorité de son fils Philibert est troublée par Charles le Téméraire de Bourgogne. Philibert meurt âgé de dix-huit ans, et on lui donne pour successeur Charles Ier, plus jeune de trois ans. La régence est confiée à Louis XI, roi de France, son oncle par sa mère Yolande, sœur de ce prince. La mort de Charles fait passer la couronne de Savoie sur la tête de son fils âgé de huit mois, qui meurt encore enfant. Philippe, frère d'Amédée IX, lui succède, et ne règne qu'un an et demi.

Espagne. — Castille. — Henri IV est méprisé de ses sujets qui couronnent son jeune frère Alphonse. Alphonse meurt, Henri reprend l'autorité et refuse de reconnaître pour son héritière sa sœur Isabelle, mariée à Ferdinand d'Aragon.

Aragon, Navarre, Sicile. — Jean II, à la mort de son frère Alphonse V, roi de Naples, hérite de la Sicile et de la Sardaigne. Il triomphe des Catalans révoltés et lègue ses vastes États à son fils Ferdinand, à l'exception de la Navarre, qui revient à sa fille Léonor.

Navarre seule. — Léonor a pour successeur en Navarre son fils François Phébus. Catherine, sœur et héritière de ce prince, épouse Jean d'Albret, qui laisse Ferdinand le Catholique s'emparer d'une partie de ses États. Leur fils Henri II ne conserve que quelques provinces.

Castille et Aragon. — Le mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, en réunissant dans une seule main toutes les forces de l'Espagne, facilite l'expulsion des Maures et met fin aux guerres civiles et étran-

gères, ainsi qu'aux rivalités sanglantes des royaumes qui se partageaient la Péninsule. Ximenès apporte à Ferdinand et à Isabelle le secours de ses lumières et de son dévouement, Gonzalve de Cordoue celui de son épée, et Christophe Colomb leur donne le Nouveau-Monde. Isabelle meurt comblée de gloire; elle n'a pour lui succéder que sa fille Jeanne la Folle et Charles, encore enfant, fils de cette malheureuse princesse.

Royaume de Grenade. — Muley-Hassan ne peut résister à Ferdinand d'Espagne ni à son fils Boabdil et à son frère Zagal révoltés contre lui. Il meurt avant la prise de Grenade, que la famine force de capituler. Boabdil, qui lui a succédé, va mourir en Afrique. Les Maures restés en Espagne conspirent contre le gouvernement et sont expulsés du royaume.

Portugal. — Alphonse V fait la guerre aux Maures d'Espagne. Il abdique, reprend le sceptre, et abdique de nouveau. Jean II le Parfait abaisse le pouvoir des grands, et règne avec une fermeté qui force l'obéissance et assure la paix.

Turquie ou Empire Ottoman.— Les Turcs Ottomans règnent à Constantinople. Mahomet II étend ses conquêtes sur une partie de l'Asie, sur la Grèce et les provinces voisines; il vient même menacer l'Italie. Hunyade et Scanderberg sauvent l'Europe. Bajazet, fils de Mahomet, lui succède; il enlève à son frère Zizim sa part de l'héritage paternel et continue la guerre contre les chrétiens. Ses fils se révoltent contre lui; Sélim, le second, se fait céder le trône et empoisonne son père.

Colonies portugaises. — Don Henri, fils de Jean Ier d'Avis, encourage et favorise le goût des Portugais pour les découvertes et les voyages lointains. Sous Jean II, Barthélemy Diaz découvre le cap de Bonne-Espérance; Vasco de Gama le double et passe à Sofala, à Mozambique, à Mé-

linde et arrive dans l'Indoustan : partout les Portugais fondent des établissements et bâtissent des forts pour les protéger.

Colonies espagnoles. — Christophe Colomb, avec l'argent et les vaisseaux de l'Espagne, découvre le Nouveau-Monde, où les Espagnols fondent des colonies, bâtissent des villes et trouvent de l'or : ses immenses services sont payés de la plus noire ingratitude.

Belles-Lettres et Beaux-Arts. — Les belles-lettres sont peu cultivées en France ; cependant l'histoire enregistre le nom de *Philippe de Commines* et quelques autres moins connus.

En Italie, au contraire, les lettres prennent un essor prodigieux sous la double influence des savants qui ont fui devant le terrible Mahomet II, des papes et des princes italiens.

Æneas-Sylvius, pape sous le nom de Pie II, laisse des commentaires sur l'histoire, des mémoires, des discours, des poésies ; *Pic de la Mirandole* étonne par la précocité de son génie et l'étendue de ses connaissances ; *Marsile Ficin* se passionne pour Platon ; *Ange Politien* enseigne aux Italiens le drame et l'épopée.

Parmi les ecclésiastiques, outre le *cardinal Bessarion,* déjà nommé, nous citerons *Savonarole* et le Belge *Denys le Chartreux.*

Les sciences s'enrichissent des découvertes de l'astronome *Toscanelli ;* et la mécanique, des ouvrages ingénieux de *Lorenzo Volpaja.*

De l'école qui a produit fra Angelico, sortent de grands peintres qui illustreront le siècle suivant.

La sculpture s'honore des noms de *Ghiberti,* de *Donatello,* d'*André Verocchio ;* et l'architecture, de ceux de *Brunelleschi* et de *Michelozzo,* tous Florentins.

CHRONOLOGIE DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

Découverte du Nouveau-Monde.

1453. — Les Anglais sont chassés de France où ils ne conservent que Calais.

1460. — Les Portugais découvrent les îles du Cap-Vert et le Sénégal.

1461. — En Angleterre, commencement de la guerre des Deux Roses entre la maison d'York et celle de Lancastre.

Établissement des postes en France par Louis XI.

1463. — Le pape Pie II prêche une croisade contre les Turcs: sa mort dissipe l'expédition.

1465. — Ligue du bien public en France, formée contre Louis XI par les seigneurs mécontents; Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, les soutient.

1467. — Louis XI, prisonnier à Péronne de Charles le Téméraire, fait révolter les Liégeois.

1472. — Siége de Beauvais par le duc de Bourgogne; il est repoussé par Jeanne Hachette.

1474. — La Castille et l'Aragon sont réunis par le mariage de Ferdinand et d'Isabelle.

1476. — Le pape Sixte V institue la fête de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge,

Charles le Téméraire est battu par les Suisses à Granson et à Morat.

1477. — Réunion de la Bourgogne à la France par la mort de Charles le Téméraire, tué sous les murs de Nancy.

1480. — Ivan III secoue le joug de la Horde d'Or, rétablit l'unité de la monarchie russe et prend le titre de Czar.

1481 — Siége de Rhodes par les Turcs Ottomans; Pierre d'Aubusson, grand-maître des chevaliers de Saint-Jean, les repousse.

La France s'agrandit par l'héritage de Charles du Maine de l'Anjou, du Maine, de la Provence.

1485. — La mort de Richard III d'York, tué à la bataille de Bothworth, termine la guerre des Deux Roses. Fin des Plantagenets, avénement des Tudors : Henri VII.

1486. — Le cap de Bonne-Espérance est découvert par le portugais Barthélemy Diaz ; il est doublé en 1494 par Vasco de Gama qui se rendait aux Indes.

1492. — Prise de Grenade par Ferdinand et Isabelle d'Espagne. Expulsion des Maures. Découverte du Nouveau-Monde par le Génois Christophe Colomb sous la protection de l'Espagne.

1494. — Expédition de Charles VIII en Italie, appelé par Louis le More à faire valoir ses droits sur le trône de Naples.

1495. — Charles VIII entre à Naples. Ligue des princes italiens contre les Français. La victoire de Fornoue assure leur retour dans leur patrie.

1498. — Mort de Charles VIII, fin des Capétiens-Valois en France. Avénement de la branche d'Orléans.

XVIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

SOMMAIRE.

Les découvertes maritimes et l'invention de l'imprimerie ont donné une grande impulsion à l'Europe L'Église sent le besoin d'une réforme dans ses membres; elle la demande dans ses conciles et par la bouche de ses saints. Des esprits turbulents font de ce besoin un prétexte pour attaquer sa doctrine : le protestantisme divise l'Europe et la met à feu et à sang Dieu console l'Église en multipliant les ordres religieux et les saints, et en lui ouvrant les Indes et l'Amérique. Le concile de Trente enseigne à tous les chrétiens ce qu'il faut croire et rejeter; il démasque l'erreur et la condamne.

La France ne pose un instant l'épée que pour cultiver les lettres; bientôt elle la reprend au nom de la religion : la guerre civile et religieuse la désole pendant quarante ans. Le catholicisme triomphe et donne le sceptre à Henri de Bourbon, roi de Navarre, qui remplace les Valois.

En Charles-Quint semblent se résumer, pendant une partie du XVIe siècle, l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas, et l'Italie. Son ambition allume la guerre dans cette dernière contrée; les querelles religieuses la font éclater en Allemagne; les Turcs la soutiennent à l'est de l'Europe et en Afrique. Les petits États de l'Allemagne se séparent de plus en plus de l'empire sous des empereurs incapables et faibles; ceux de l'Italie s'affaiblissent et plusieurs perdent leur nationalité. Les Turcs deviennent redoutables; mais la victoire de Lépante les arrête. La Hongrie et la Bohême sont la proie du plus fort. La Pologne est ébranlée par le protestantisme : sa couronne devient élective, tandis que la Prusse échappe à l'Ordre teutonique par la trahison et l'apostasie du grand maître Albert de Brandebourg. L'Angleterre est arrachée à l'Église par Henri VIII,

et devient protestante sous Élisabeth, qui lui donne de longues années de prospérité matérielle. L'Écosse, entraînée par la politique de l'Angleterre, sacrifie sa reine catholique Marie Stuart et secoue le joug de l'Église. Les royaumes du Nord, au milieu de luttes intestines et de révolutions continuelles, abandonnent la religion de leurs pères, et reçoivent le protestantisme que leur imposent leurs souverains. Les Pays-Bas se rendent indépendants de l'Espagne et de l'Église. Les Espagnols et les Portugais ont les yeux fixés sur l'Amérique et sur les Indes où ils découvrent des royaumes dont ils s'emparent. Ils fondent partout des colonies; mais leur avidité et la corruption de leurs mœurs en préparent la décadence. La renaissance des arts et des lettres est un des principaux caractères du XVIe siècle. Commencée sous l'inspiration de l'Église, elle produit des chefs-d'œuvre en tous genres; bientôt elle cède à une influence toute païenne, et le naturalisme se manifeste partout. Dès lors se dessinent nettement deux tendances aussi opposées que les principes dont elles viennent; et le monde des lettres et des arts est divisé comme le monde religieux.

Église.

A la mort d'Alexandre VI, les cardinaux élurent Pie III, qui mourut le vingt-sixième jour de son pontificat (1503). Le conclave se réunit de nouveau, et, à l'unanimité des suffrages, il donna la tiare au cardinal Julien de la Rovère, connu sous le nom de Jules II. Quand on lit ce que les différents partis ont écrit de ce Pape, il semble impossible de le juger avec impartialité; car, sans incriminer sa conduite comme homme, il faut reconnaître que trop souvent en lui le roi éclipsa le pontife; le guerrier, le prêtre de Jésus-Christ.

Lorsque Jules II monta sur la chaire de saint Pierre, l'Italie était menacée, au nord, par la France; au midi, par la politique espagnole; à l'est, par les Vénitiens.

L'affranchissement de la Péninsule, tel fut le but constant de ses efforts.

La puissance et les usurpations de Venise excitaient depuis longtemps des murmures contre cette orgueilleuse république, et chacun de ses voisins réclamait quelque place forte ou quelque ville dont elle s'était injustement emparée. Jules II, voulant rentrer en possession de Rimini et de Faenza, qui faisaient partie des États de l'Église, signa contre les Vénitiens la ligue de Cambrai, avec l'empereur Maximilien Ier, successeur de Frédéric III, Louis XII de France, et Ferdinand d'Espagne.

Après la victoire d'Agnadel (1509) remportée par les Français, les Vénitiens parvinrent à fléchir le Pontife, qui consentit à négocier avec eux sans appeler ses alliés. Louis XII mécontent soutint le duc de Ferrare, vassal rebelle du Saint-Siége, et réclama contre la nomination d'un évêque qui lui était opposé. Les choses s'envenimèrent. Jules II excommunia le roi de France, et forma contre lui la *Sainte Ligue*, avec les Suisses, l'Espagne et l'Angleterre. Louis XII, maître du Milanais, lança aussitôt ses troupes contre les confédérés; ils furent chassés de Brescia et perdirent une grande bataille sous les murs de Ravenne (1512), tandis que sur un autre point, le Pontife à cheval, le casque en tête et la cuirasse sur le dos, entrait en vainqueur dans la ville de Mirandole (duché de Modène) dont il avait fait le siége.

Non content de guerroyer contre Jules II, Louis XII faisait en même temps tenir à Tours et à Orléans des assemblées du clergé contre le Pape, défendait toute relation avec la cour de Rome, et s'entendait avec l'empereur Maximilien pour la convocation d'un prétendu concile. L'ouverture s'en fit à Pise (1511). Les trois cardinaux, les quelques évêques français et les docteurs qui s'y rendirent renouvelèrent les scandales du concile de Bâle. L'année sui-

vante, ils se retirèrent à Milan, puis à Asti et enfin à Lyon. Personne ne prit au sérieux cette parodie sacrilége, qui expira sous le poids du mépris universel.

Pour conjurer les dangers d'un schisme, Jules II avait convoqué un concile œcuménique à Rome. Il s'ouvrit dans l'église de Saint-Jean-de-Latran, le 3 mai 1512 : ce fut le dix-huitième œcuménique. Le Pontife n'en vit pas la fin; il mourut le 21 février 1513, avec la satisfaction de voir sa politique triomphante et les Français repoussés de l'Italie. Sur le point de mourir, il s'écria : *Plût à Dieu que j'eusse tourné toutes les forces de l'Église contre les ennemis de la religion! Infortunés mortels, nous ne comprenons nos devoirs que quand il n'est plus temps de les accomplir!*

Jules II, qui a mérité le reproche d'avoir été plutôt grand roi que grand pape, ne négligea aucune partie de l'administration de ses États. Protecteur éclairé des arts et des lettres, il fit commencer à Rome, sur les dessins du célèbre Bramante, la magnifique église de Saint-Pierre. Le pontificat de Jules II n'eut pas de résultats durables ; la vengeance des Français, s'ajoutant à ce qu'ils regardaient comme des droits, ramena en Italie la guerre plus terrible que jamais, tandis que des dangers tout autrement sérieux menaçaient l'Église.

Le grand schisme de l'Occident, le concile de Bâle, la Pragmatique Sanction, et des accusations sans fondement ajoutées à des fautes réelles, avaient non-seulement dissipé le prestige de la papauté au moyen âge, mais encore profondément ébranlé l'autorité du successeur de saint Pierre, en livrant à une polémique imprudente les principes sur lesquels elle repose. Bientôt on put reconnaître les tristes fruits de cet esprit d'indépendance dans le relâchement de la discipline ecclésiastique, le mépris des anathèmes de la cour de Rome, dont quelques pontifes avaient

abusé, la corruption des mœurs, l'affaiblissement de la foi et de la ferveur, même parmi le clergé.

L'état politique de l'Europe était pire encore que son état religieux. Le désordre était partout, et partout se manifestait un malaise qui se trahissait par le besoin de changement, par des organisations nouvelles, par des aspirations ardentes, auxquelles la découverte de l'imprimerie et celle du Nouveau-Monde semblaient ouvrir des horizons infinis.

Depuis longtemps l'Église, par la bouche de ses saints, appelait à grands cris une réforme qu'elle seule pouvait réaliser; mais on eût dit que la vue du mal paralysait les courages, à voir la timidité des efforts pour le combattre. Telle était la disposition des esprits, lorsque les cardinaux, appelés à donner un successeur à Jules II, élurent le cardinal Jean de Médicis, qui prit le nom de Léon X.

Le nouveau Pontife, âgé seulement de trente-six ans, aimait les Français et désirait la paix, aussi accueillit-il avec joie les ambassadeurs de Louis XII, qui lui apportaient des paroles de soumission, et ne mit-il à la réconciliation de ce prince avec l'Église d'autre condition que la renonciation au conciliabule de Pise, et la reconnaissance du concile de Latran. Le roi de France souscrivit avec empressement à la volonté du Pape.

Quant aux cardinaux qui avaient dirigé le faux concile de Pise, ils durent, dépouillés des marques de leur dignité, s'humilier devant les Pères du concile de Latran, et signer un acte de soumission et un désaveu complet de leur conduite. Après cela, ils reçurent leur pardon et furent rétablis dans leur haut rang.

Le concile de Latran, interrompu par la mort de Jules II, reprit ses séances sous la direction du nouveau Pape. Les Pères s'occupèrent surtout de la réforme des mœurs du clergé, et firent dans ce but de sages réglements. Ils éta-

blirent la censure pour conjurer les dangers de la presse que l'on signalait déjà, et autorisèrent les *monts de piété* contre l'usure qui ruinait les pauvres et paralysait le commerce. Partageant les craintes et les désirs de Jules II et de Léon X, le concile ordonna ensuite la levée des décimes pour la guerre contre le féroce Sélim Ier, dont les conquêtes rapides effrayaient les États chrétiens. Enfin les Pères de Latran tentèrent un nouvel effort pour ramener à la vérité les derniers Hussites qui, au nombre de trois mille, venaient de s'unir plus étroitement sous le nom de *Frères de Bohême*.

L'œcuménicité de ce concile a été longtemps contestée par les Français passionnés pour la Pragmatique qui y avait été condamnée; il n'en est plus ainsi aujourd'hui.

Louis XII étant mort (1515), son successeur François Ier, à peine sur le trône, annonça hautement son intention de reconquérir le Milanais et passa les Alpes. Léon X, effrayé de l'ambition du roi de France, fit alliance avec Maximilien Sforze, duc de Milan, Ferdinand d'Espagne, et les Suisses, qui avaient à leur tête le cardinal Mathieu Schinner, guerrier et éloquent. Cependant, après avoir battu ses ennemis à Marignan, François Ier fit la paix et traita noblement avec le Pape. Dans des conférences qu'ils eurent à Bologne, Léon X et François Ier réglèrent par un concordat les affaires de l'Église de France : l'article le plus important fut la renonciation à la Pragmatique Sanction de Charles VII, d'après la condamnation qu'en avait formellement portée le concile de Latran.

A la même époque, le jeune Charles, duc d'Autriche, déjà maître des Pays-Bas par son père Philippe le Beau, succéda sur le trône d'Espagne à son aïeul maternel Ferdinand le Catholique, et, pour mettre le comble à sa gloire, trois ans après, à la mort de son grand-père Maximilien Ier, il obtint la couronne impériale. La rivalité du

jeune empereur Charles-Quint et de François Ier ralluma bientôt la guerre en Italie. Léon X prit parti pour les Impériaux.

Dans l'année 1517, un événement attrista profondément l'âme naturellement douce du Pontife. Le cardinal Alphonse Petrucci, déçu dans son ambition, entraîna trois autres cardinaux dans un complot contre la vie du Pape. Ayant été arrêté, Petrucci avoua son crime. Lui seul fut mis à mort ; ses complices reçurent leur pardon, mais ils s'exilèrent volontairement de Rome.

Nous avons eu déjà plusieurs fois occasion de parler de l'esprit d'indépendance qui s'était développé en Europe depuis deux siècles. Les rois avaient les premiers secoué le le joug de l'autorité du Saint-Siége; et, pour justifier leur révolte, ils avaient invoqué la division du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, prétendant ne rejeter que celui-ci, et rester fidèles au premier. Cette doctrine une fois admise, cette première barrière renversée, la liberté humaine se trouva nécessairement en face de l'autorité spirituelle, tout autrement gênante, et nous allons voir comment elle s'en affranchit.

La prodigieuse activité que les grandes découvertes du dernier siècle avaient donnée à l'esprit humain, servit également les passions mauvaises et la vérité; aussi voit-on, à cette époque, la tendance vers le bien et la tendance vers le mal, qui existent dans le monde depuis le commencement, aspirer avec plus de force vers le but que chacune poursuit. Toutes deux croyaient l'atteindre en demandant la réforme dans l'Église; mais, si pour la première, ce mot conservait sa signification naturelle, pour l'autre, nous verrons qu'il était synonyme de ruine, de destruction. L'esprit de révolte contre l'autorité pontificale s'était déjà manifesté à différentes époques; mais depuis le concile de Bâle, il s'était montré plus hardi, plus

menaçant. Au commencement du XVIe siècle, un homme se trouvait prêt pour personnifier en quelque sorte cet esprit d'orgueilleuse révolte, et pour briser les digues qui retenaient le torrent des passions : c'était Luther.

Ce serait une erreur de chercher seulement dans le talent de Luther la cause de son effrayant succès : il était préparé par l'état des esprits surtout en Allemagne. L'affaiblissement de l'autorité impériale y avait laissé sans frein depuis longtemps le despotisme des princes et des seigneurs qui ne vivaient que de spoliations et de violences. Dans cette anarchie, dans ces guerres continuelles, soit pour soutenir ses droits, soit pour se venger des querelles particulières, soit pour repousser les Turcs, dont les flots grossissants menaçaient d'inonder l'Europe, les finances publiques s'épuisèrent, les mœurs se corrompirent, la discipline ecclésiastique s'altéra, et les évêques occupés à défendre leurs intérêts, oublièrent les devoirs de leur saint ministère. Est-il étonnant que l'homme qui sut à propos flatter la cupidité des grands par l'appât des biens du clergé; l'orgueil des princes, en exaltant leur puissance; les instincts grossiers des masses, en abolissant toute subordination, toute idée d'abstinence, d'austérité, de privation; la raison humaine, en la prenant elle-même pour règle de la foi par le libre examen; est-il étonnant, disons-nous, que cet homme ait été écouté? Il fut l'étincelle qui alluma l'incendie, mais depuis deux siècles on amoncelait les matières inflammables qui devaient l'alimenter.

Martin Luther naquit en 1483, d'une famille pauvre, à Eisleben (Haute-Saxe), et reçut d'une pieuse femme d'Eisenach, les secours nécessaires pour fréquenter les écoles où son intelligence se développa rapidement, et où il étonna ses maîtres par sa prodigieuse facilité. La mort d'un ami, frappé de la foudre à ses côtés, brisa sa carrière : le lendemain il était reçu comme novice dans un couvent

des Augustins. Croyant avoir dompté l'âme ardente, l'orgueil démésuré et l'opiniâtreté de son jeune disciple, Jean Staupitz, général des Augustins, l'admit à prononcer ses vœux en 1507. Luther reçut la prêtrise la même année. « C'est aujourd'hui (1), écrivait-il à un ami, que je dirai ma première messe : venez l'entendre. Indigne pécheur que je suis, Dieu a daigné me choisir dans les trésors de sa miséricorde : je tâcherai de me rendre digne de sa bonté, et, autant qu'il est possible à de la poussière comme moi, j'accomplirai ses desseins. Priez pour moi afin que mon holocauste soit agréable à Dieu. » Le jeune prêtre se livrait avec une ardeur toujours croissante au mysticisme le plus exalté, et prenait pour des avertissements du Ciel les hallucinations d'une imagination en délire. Ses supérieurs, pour changer le cours de ses idées, lui conseillèrent un voyage à Rome : ils espéraient que la foi se révélerait mieux au cœur de Luther, au milieu de la Ville Éternelle. Mais le moine austère ne comprit rien aux splendeurs de l'Italie, à l'éclat et au rayonnement de la papauté : il sortit de Rome l'anathème à la bouche. Il n'était pas encore rebelle, il allait le devenir. Sa foi commençait à fléchir, et déjà se débattait en lui le réformateur futur. *Ma vie*, écrivait-il à cette époque, *fait chaque jour un pas vers l'enfer; car chaque jour je deviens plus mauvais et plus misérable*. Cependant son talent se développait au milieu de ces luttes intérieures et des orages qui tourmentaient son âme. Frédéric, électeur de Saxe, admirait la parole tantôt brûlante, tantôt incisive et ironique du jeune moine, et il le demanda pour professeur à l'université de Wittemberg. Ses sermons offraient les mêmes caractères d'entraînement et de fougue que ses leçons. *Luther*, disait un religieux qui venait de

(1) L'abbé Darras, *Histoire de l'Église*, t. IV.

l'entendre, *donnera du tourment aux docteurs, et soulèvera de grandes tempêtes.* Déjà on remarquait dans son enseignement le germe des doctrines qu'il devait développer plus tard : le salut par la foi sans les œuvres.

C'est alors que Léon X, dans le double but de faire achever la magnifique basilique de Saint-Pierre commencée par Jules II, et de fournir aux frais d'une expédition contre les Turcs, accorda des indulgences en retour des aumônes qu'il sollicitait des fidèles. Plusieurs fois dans les siècles passés les souverains pontifes, pour exciter la ferveur ou la générosité des peuples, avaient usé du droit qu'ils tenaient de Dieu, non pas de remettre par les indulgences les péchés, mais seulement la peine encourue comme châtiment de l'offense. Il n'y avait donc rien de nouveau dans ce fait, rien qui justifie la révolte de Luther.

L'archevêque de Mayence, chargé de la publication de ces indulgences en Allemagne, en confia la commission au dominicain Tetzel. Les Augustins, vivement blessés de cette préférence, se déclarèrent contre lui, et Luther embrassa chaudement leur querelle. Il releva et exagéra quelques abus qu'on pouvait reprocher aux prédicateurs des indulgences et aux collecteurs; des abus, il en vint aux indulgences mêmes qu'il attaqua dans des thèses publiques et violentes. Tetzel répliqua par d'autres thèses; la discussion s'envenima, et bientôt elle retentit dans toute l'Allemagne, qu'elle divisa en deux camps.

Léon X, informé de ce qui se passait, cita Luther à Rome (1518), puis cédant à sa mansuétude ordinaire, il envoya sur les lieux le cardinal dominicain Cajetan, savant théologien, pour examiner sa doctrine. La douceur et la patience de Cajetan ne purent triompher de l'obstination du moine augustin. Un mois après, le Pape publia une bulle où il condamnait les nouvelles erreurs, mais sans prononcer le nom de Luther. Le novateur, levant

alors le masque, se livra contre le Pape à toute la violence de son caractère et vomit un torrent d'injures.

Cependant Luther s'associait des disciples, parmi lesquels on remarquait Mélanchton et Carlostad; le premier, à peine âgé de vingt-deux ans, professait le grec à l'université de Wittemberg; c'était une nature rêveuse, portée à une piété mystique et tendre, que l'éloquence de Luther entraîna et domina toujours malgré ses remords qui lui arrachèrent ces tristes paroles : *L'Elbe avec tous ses flots ne pourra me fournir assez de larmes pour pleurer tant de malheurs.* Carlostad, chanoine de Wittemberg, était, selon Mélanchton, insolent et grossier, d'un emportement brutal, inquiet, brouillon et sans humanité.

En 1519, un nouveau négociateur, Charles de Miltitz, fut chargé de reprendre avec Luther les conférences entamées par le cardinal Cajetan; sa douceur ne fit qu'accroître l'arrogance du moine saxon, qui se voyait déjà soutenu par plusieurs princes allemands, entre autres par l'électeur de Saxe Frédéric. Il chargea toutefois Miltitz de paroles de soumission que le Pontife accueillit avec transport. Sa joie fut de courte durée; au lieu de la rétractation promise, le Pape reçut du religieux rebelle une diatribe violente contre l'autorité du Saint-Siége. Léon X, persistant à ne voir en cela *qu'une querelle de moines,* hésitait encore à employer les foudres de l'Église contre *ce frère Martin doué,* disait-il, *d'un si beau génie.* Le 15 juin 1520, parut enfin la bulle qui condamnait formellement la doctrine de Luther, et le menaçait lui-même de l'excommunication si dans un délai de soixante jours il ne rétractait ses erreurs.

Le novateur, à la lecture de cette sentence, entra dans un véritable accès de rage, puis il publia contre le Pape un pamphlet dont nous rougirions de rapporter ici les blasphèmes et les dégoûtantes injures, Luther, le moine éru-

dit, celui qui se posait en réformateur, de l'Église de Jésus-Christ, laissa tomber de sa plume et de ses lèvres des torrents d'injures ignobles, d'expressions triviales. dont les yeux se détournent avec dégoût : *Taisons-nous*, dit Bossuet après en avoir rapporté quelques-unes, *c'en est assez, et tremblons sous les terribles jugements de Dieu qui, pour punir notre orgueil, a permis que de si grossiers emportements eussent une telle efficacité de séduction et d'erreur*. Un autre écrivain (1), traitant le même sujet, conclut ainsi : « On ne peut expliquer le dévergondage inoui de Luther auquel le poli et délicat Mélanchton prêta quelquefois sa plume, que par un dessein particulier de la Providence. Elle permit que le chef même de la grande insurrection contre son Église imprimât de sa propre main ce cachet de réprobation sur son œuvre, et qu'en cherchant la popularité par un cynisme dégoûtant et impie, il apprit aux âges futurs à quel point de dégradation morale étaient descendues les malheureuses populations qu'il a séduites, et dévoilât ainsi lui-même le secret de ses tristes et honteux succès. »

Nous avons à peine indiqué en passant sur quoi portaient les erreurs de Luther; il n'entre pas dans notre plan d'en parler longuement. Il nous suffira de dire qu'au nom de la réforme des mœurs et de quelques abus introduits dans la discipline ecclésiastique, réforme que tout le monde demandait, et dont le concile de Latran s'était occupé, Luther porta une main sacrilége sur le dogme même, et attaqua successivement tous les articles de la foi. La religion ainsi mutilée ne fut plus qu'un vain simulacre sans vie, et la foi, livrée au libre examen, s'amoindrit chaque jour, substituant au culte de Dieu celui de la raison individuelle.

(1) L'abbé Blanc, *Histoire de l'Église*, t. II.

Charles-Quint, qui venait de ceindre la couronne impériale, après avoir comprimé quelques soulèvements en Espagne, endormi le roi de France par des promesses, et s'être assuré l'affection du roi d'Angleterre, songea sérieusement à pacifier l'Allemagne, que les doctrines de Luther avaient mise en feu. Il convoqua donc à Worms (1521) une diète où le novateur fut obligé de se rendre, et où il fut confondu par le savant Eckins. Pressé par le nonce Aléandro de se soumettre au Pape, il refusa avec obstination. L'empereur convaincu de sa mauvaise foi, porta contre lui et ses écrits un édit en exécution de la sentence pontificale.

Frédéric de Saxe, d'accord avec Luther, qui avait quitté Worms précipitamment, le fit enlever en route et conduire au château de la Wartbourg. La solitude de ce manoir féodal, situé sur une montagne isolée, exalta l'esprit du moine rebelle, et dans cette *nouvelle Pathmos*, comme il l'appelait, il continua la polémique violente et injurieuse qu'il soutenait contre les théologiens catholiques. Ce qu'on ne saurait assez remarquer, c'est que le novateur prétendait imposer à ses disciples son autorité personnelle, tandis qu'il proclamait contre le catholicisme la liberté ou plutôt l'indépendance absolue de l'esprit humain. A la nouvelle que son disciple Carlostad dogmatisait à son tour, le devançant dans l'erreur, il quitta brusquement sa retraite pour aller s'opposer au nouveau prédicant : celui-ci lui résista. « (1) La discorde prenait ainsi possession du luthéranisme à son début ; et l'infaillibilité que le père du protestantisme refusait au Pape, à l'Église, à la Tradition, lui était contestée à lui-même. Le mouvement d'indépendance dans lequel il avait jeté les esprits éclatait de toute part comme une force dont il n'était plus maître. Il avait déchaîné le vent, et les tempêtes naissaient

(1) L'abbé DARRAS, *Histoire de l'Église*. t. IV.

partout sous ses pas. Zwingle, curé d'Einsidlen, en Suisse, s'était déjà fait chef de parti. A l'exemple du moine saxon, il se révoltait contre la doctrine des indulgences ; mais, outre les erreurs de Luther, il rejetait le péché originel, et substituait au dogme de la présence réelle, la présence entendue dans un sens figuré. La haine contre la papauté, ce rocher contre lequel toutes les hérésies sont venues tour à tour se briser, était aussi le grand mobile de Zwingle. »

Cependant une foule de savants docteurs défendaient la vérité catholique dans des thèses publiques ou des écrits éloquents. Parmi ces derniers se fit remarquer un livre sorti de la plume de Henri VIII (1), qui fit donner à l'auteur par Léon X le titre glorieux de *défenseur de la foi* (1522), titre que le roi d'Angleterre osa conserver après sa honteuse défection.

Léon X mourut la même année. Tout en repoussant les calomnies dont ce Pontife a été l'objet, nous dirons avec un historien moderne « qu'il fut trop prince dans un temps où il fallait avant tout, à la tête de l'Église, des hommes d'un esprit apostolique (2). » Léon X a mérité, par la protection que les artistes, les littérateurs et les savants ont trouvée à sa cour, de donner son nom au XVIe siècle. Quelques auteurs lui ont reproché le temps considérable qu'il consacrait aux puériles questions artistiques et littéraires, lorsque la foi était en péril. L'élan que ce Pontife a donné aux arts et aux lettres a produit à la vérité des chefs-d'œuvre immortels ; mais il est douloureux de penser que pendant que la cour pontificale était le rendez-vous de tous les beaux esprits et des artistes que Léon X admet-

(1) Il paraît aujourd'hui certain que ce livre était de Jean Fisher : Henri VIII n'avait fait que le signer.

(2) L'abbé BLANC, *Histoire de l'Église*, t. II.

tait dans son intimité, un incendie terrible s'allumait en Allemagne à la voix d'un moine apostat, en qui peut-être le Pontife ménagea trop le littérateur. On ne peut cependant faire un crime à Léon X de n'avoir pas prévu toute la portée de la révolte de Luther, révolte sans précédent jusqu'alors, et d'avoir trop espéré du rebelle; la mission de la papauté n'est-elle pas une mission de mansuétude plutôt que de rigueur? Quoi qu'il en soit, on ne peut se rappeler le brillant pontificat de Léon X, qui resplendit de toute la gloire de l'Italie pendant le XVIe siècle, sans qu'aussitôt l'âme soit attristée par le souvenir de la naissance du protestantisme, cri de révolte poussé contre l'Église et contre son chef le Vicaire de Jésus-Christ.

Adrien d'Utrecht, l'ancien précepteur de Charles-Quint, fut élu pour succéder à Léon X. Il n'accepta qu'avec larmes le fardeau du souverain pontificat, rendu si lourd par les malheurs du temps. A son entrée à Rome, voyant les préparatifs pour la fête de son intronisation : *Ces pompes*, dit-il, *conviennent plus à des princes païens qu'à des chrétiens*, et il ordonna de les interrompre. « Adrien VI, dit un historien protestant (1), avait une réputation irréprochable; il était pieux, actif, d'un caractère tellement sérieux qu'on ne vit jamais qu'un imperceptible sourire effleurer ses lèvres; il était rempli de vues bienveillantes et pures. C'était un Pontife selon le cœur de Dieu. »

Les guerres de Charles-Quint détournant son attention de ce qui se passait en Allemagne, l'édit de Worms fut bientôt mis en oubli. Luther en profita pour soulever les populations et multiplier les scandales, ce qui rendit nécessaire la convocation d'une diète à Nuremberg (1523). Malgré le langage digne et modéré du légat Campège, cette diète ne servit qu'à révéler les progrès de la révolte

(1) Ranke.

de l'Allemagne contre l'Église : c'était Luther qui triomphait.

Un autre sujet d'affliction accablait l'âme d'Adrien VI. Soliman II, successeur de Sélim Ier, aussi redoutable que son père, poursuivait la guerre d'extermination commencée par Mahomet II. En 1521 il s'empara de Belgrade; l'année suivante, il alla assiéger Rhodes défendue par Villiers de l'Ile-Adam, grand-maître des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. L'état de l'Europe ne permit pas de le secourir, et l'héroïque grand-maître, admiré de son ennemi vainqueur, fut obligé de capituler. Plus tard (1530), Charles-Quint donna aux chevaliers l'île de Malte.

Adrien VI ne put supporter tant de douleurs; il mourut en 1523, déposant avec joie la tiare alors hérissée de tant d'épines. Jules de Médicis fut élu, et prit le nom de Clément VII.

Les guerres de Charles-Quint et de François Ier désolaient l'Italie, les erreurs de Luther, sous le faux nom de réforme, s'étendaient chaque jour, et toutes les passions soulevées semblaient concourir à la même œuvre de destruction. Il eût fallu une âme énergique pour ne pas se laisser ébranler à la vue de tant de périls, et Clément VII était surtout miséricordieux.

Le connétable Charles de Bourbon, pour se venger du roi de France, venait de passer au service de l'empereur, et déjà son épée avait porté de rudes coups à sa patrie, lorsque se forma la *Sainte Ligue* entre le Pape, le roi de France, celui d'Angleterre et les Vénitiens, dans le but de chasser Charles-Quint de l'Italie. Charles de Bourbon, à la tête d'une armée allemande levée à ses frais, alla prendre et piller Milan au nom de Charles-Quint; puis, entraîné par des bandes de sectaires que conduisait Georges Frondsberg, luthérien fanatique, qui portait à son cou une chaîne d'or destinée, disait-il, à étrangler le Pape, le connétable

marcha sur Rome (1527). Bourbon fut tué à l'assaut de cette ville. Les siens, sous la conduite du prince d'Orange, le vengèrent par le massacre de huit mille Romains, qui demandaient la vie à genoux. Sismondi, qu'on ne peut soupçonner de partialité, dit que peut-être jamais dans l'histoire du monde une plus grande capitale n'avait été abandonnée à un abus plus atroce de la victoire ; il ajoute que ces excès, ce pillage qui, sous Genséric, n'avaient duré que quatorze jours, durèrent, sans se ralentir, près de dix mois.

Pendant ces scènes de désolation, Clément VII, étroitement resserré dans le château Saint-Ange, fut obligé de capituler à de dures conditions, et de se constituer prisonnier jusqu'au paiement des sommes énormes qu'on exigeait pour l'armée impériale.

L'Europe s'était émue au récit de ce qui venait de se passer à Rome, et partout l'indignation avait éclaté contre Charles-Quint. Menacé par François Ier, l'empereur se rapprocha de Clément VII auquel il rendit la liberté, et dont il reçut la couronne impériale (1530). Ce faible avantage ne pouvait compenser pour ce prince les rapides progrès des novateurs en Allemagne.

La foi, en étant la sauvegarde des mœurs et la sanction de l'autorité, est le soutien des États; si elle est frappée, les mœurs périssent, l'autorité est méconnue et les États sont ébranlés. A aucune époque peut-être, les événements ne prouvèrent mieux cette vérité. Carlostad, le fougueux disciple de Luther, peu après son apostasie, avait rejeté le célibat ecclésiastique pour conclure une union sacrilége, et une foule de clercs, de moines et de religieuses avaient suivi ce triste exemple. Luther ne resta pas en arrière de scandales; dès l'année 1525, après avoir prêché publiquement contre le célibat, il épousa Catherine de Bore, religieuse défroquée comme lui. Ces discours et ces exemples

brisèrent toutes les barrières de la morale, et relevèrent, sous les pas de la nouvelle secte, l'empire de la chair sur l'esprit. Quand le regard se détourne avec dégoût de cet ignoble spectacle, c'est pour rencontrer des scènes d'horreur et de sang : *La guerre des Paysans* fut un digne fruit de la réforme.

(1521.) Storch et Muncer, disciples et imitateurs de Luther, dépassant bientôt leur maître, s'étaient dits inspirés, et, refusant le baptême aux enfants, le réitéraient aux adultes. Exaltés par le succès, ils laissèrent loin derrière eux les premiers novateurs, prêchèrent la révolte contre la tyrannie et, sous prétexte d'établir le royaume de Dieu, ils soulevèrent des milliers de paysans contre leurs princes. Sous le nom d'*anabaptistes*, ces bandes armées tuaient, pillaient et brûlaient tout sur leur passage. Luther, cause première du mal, Luther, qui écrivait en 1522 : *Partout le peuple se soulève; il a enfin ouvert les yeux, il ne veut plus se laisser opprimer par la violence*, excita les princes à sévir contre ces populations : *Le peuple est un tigre qu'il faut enchaîner*, disait-il, *une bête féroce qu'il faut exterminer*. Il périt dans cette guerre plus de cent mille paysans (1526). Storch avait été précédemment exilé; Muncer fut pris et décapité.

Ces sanglantes conséquences de la réforme n'étaient que le prélude des maux dont elle allait couvrir l'Europe. Plusieurs princes d'Allemagne, ne se contentant pas de protéger Luther, embrassèrent avec fanatisme une doctrine qui les avait enrichis des dépouilles du clergé, des églises et des couvents.

L'électeur Frédéric de Saxe, le landgrave Philippe de Hesse et le prince d'Anhalt se déclarèrent les premiers. « On (1) vit ensuite entrer dans la réforme, et rapidement,

(1) L'abbé Blanc, *Histoire de l'Église*, t. II.

les États du nord, savoir : la Prusse (1523), par l'apostasie d'Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre teutonique, ce qui entraîna la Livonie et la Courlande ; la Silésie (1521), placée sous l'influence des Hussites de Bohême ; la Suède (1523), pervertie par son roi Gustave Vasa, et le Danemark, par Christian II (1520) et par son successeur Frédéric Ier (1523). La Norvége suivit immédiatement, et l'Islande un peu plus tard. Les souverains étaient surtout attirés par les richesses du clergé que la réforme leur livrait avec la liberté des églises. Les nobles convoitaient eux-mêmes les biens des clercs et des moines, le crédit et l'autorité des évêques ; les mauvais clercs et les mauvais moines convoitaient la liberté de suivre leurs penchants ; les populations enfin suivaient aussi par l'entraînement des passions. Ajoutons l'ignorance pour ces peuples, les derniers convertis au christianisme et négligés par un clergé souvent ignorant lui-même. A ces causes générales venaient se joindre les causes locales, les rivalités, les raisons politiques et autres, même les plus légères, qui décidèrent en plus d'un lieu la révolution religieuse. Malgré toutes ces causes séparées ou réunies, la réforme rencontra le plus souvent une opposition qui en retarda le triomphe. Ce ne fut, en certains États, qu'après une lutte de plusieurs années qu'elle parvint à s'y établir définitivement et à s'y maintenir par l'oppression des catholiques. »

L'empereur, toujours absorbé par la guerre contre la France, ne donnait qu'une attention distraite aux affaires de l'Allemagne, tandis que l'absence de son frère l'archiduc Ferdinand, occupé à contenir les Turcs sur les frontières de la Hongrie, laissait à l'esprit de révolte toute liberté de s'étendre dans ses États. Cependant la désastreuse bataille de Mohacz, gagnée par Soliman, jeta l'épouvante en Allemagne, et l'empereur convoqua la diète de

Spire. Pour remédier aux troubles religieux, on y insista sur la convocation d'un concile général. Charles-Quint, ne se sentant pas assez fort pour réprimer les excès des sectaires ou luthériens, se contenta de faire décréter le maintien de l'édit de Worms toujours resté sans effet. Dans une seconde diète, tenue à Spire trois ans plus tard (1529), on se montra encore plus faible devant la secte luthérienne qui, sous la protection des princes, s'était organisée, avait formulé son symbole et réglé les débris du culte qu'elle avait conservés. Pour prévenir des difficultés, un décret laissa les choses dans le *statu quo*. Ce fut cependant contre ce décret que les chefs politiques de la secte, réunis pour la première fois à Smalkade, *protestèrent* par un acte public, d'où leur est venu le nom de *Protestants*. L'empereur rejeta cette protestation, et annonça pour l'année suivante la réunion d'une diète à Augsbourg.

Déjà la division se manifestait parmi les novateurs. Outre les anabaptistes et Zwingle dont nous avons parlé, Œcolampade, prêtre apostat et marié de la ville de Bâle, après avoir adopté la doctrine de Luther, s'était entendu avec Zwingle pour y ajouter de nouvelles erreurs. Leurs prédications bouleversèrent la Suisse, et les cantons se partagèrent entre les Zwingliens et les catholiques. La guerre civile éclata; guerre sanglante comme toutes les guerres religieuses. Zwingle y fut tué (1531). La même année mourut Œcolampade; mais le mal qu'ils avaient fait leur survécut.

L'empereur, comprenant la gravité des circonstances, présida lui-même la diète d'Augsbourg (1530). Les protestants y présentèrent une confession de foi rédigée avec habileté par Mélanchton; d'autres sectes suivirent cet exemple. Ces différents écrits furent réfutés avec succès par des théologiens catholiques. Charles-Quint, plus tranquille au dehors, parla en maître; il proscrivit les erreurs

nouvelles, et ordonna de rétablir l'ancienne religion jusqu'à la réunion du concile général dont on commençait à parler. Les princes, pour qui le protestantisme était un moyen d'échapper à l'autorité impériale autant qu'à celle de l'Église, se réunirent encore à Smalkade (1531), et conclurent une ligue offensive contre l'empereur. Celui-ci, de nouveau menacé par les Turcs, consentit à transiger. On s'assembla donc à Nuremberg (1532) où le statu quo de la seconde diète de Spire fut décrété. C'était encore un triomphe pour Luther.

Malgré l'embrasement de l'Allemagne, les dangereuses doctrines qui l'avaient mise en feu n'avaient encore pénétré en France qu'individuellement. Grâce à l'esprit catholique de la nation et à la vigilance du gouvernement, la réforme n'y avait fait que très-peu de progrès, lorsque parut Calvin. Né à Noyon, en Picardie, Calvin, comme Luther, dut à la charité de pouvoir se livrer à son goût pour l'étude des lettres et du droit. A Bourges, il rencontra Théodore de Bèze, déjà poursuivi pour des poésies licencieuses, et il se lia étroitement avec lui. Tous deux adoptèrent les doctrines de Luther qui flattaient l'orgueil de l'un et les passions de l'autre, et Calvin s'en fit le zélé propagateur. Condamné par les lois, il voyagea en Allemagne, en Suisse, en Italie. Après un séjour à Bâle (1534), il se rendit à Genève, où Farel, et Vitet prêchaient la réforme (1536). Chassé de Genève par l'influence des Zwingliens, Calvin se retira près de son ami Bucer, sectaire violent qui habitait Strasbourg. Rappelé à Genève, il s'y arrogea une telle autorité, qu'on l'appelait le *pape de Genève*.

Quant à sa doctrine, aux erreurs de Luther, Calvin en joignit de nouvelles : il nia le libre arbitre et proclama la terrible et désolante doctrine de la prédestination absolue. Ennemi de tout ce qui peut parler au cœur par les yeux,

il acheva de détruire toute forme du culte catholique, toute cérémonie extérieure, affectant dans sa conduite privée une grande austérité de mœurs qui en imposait au vulgaire. Sur l'eucharistie il chercha un moyen terme entre Zwingle et Luther, avec lequel il eut de violentes disputes. On trouve dans Calvin la même intolérance, la même haine du catholicisme, les mêmes expressions grossières et injurieuses que dans le moine saxon.

A Genève, où Calvin avait soumis la vie des individus à une censure rigide, on découvrit une révolte près d'éclater contre son despotisme; les mutins furent arrêtés et châtiés par l'exil et la prison. Le sombre sectaire ne pouvait supporter la contradiction; un Aragonais, Michel Servet, fut brûlé par son ordre pour avoir émis des propositions qu'il rejetait. Ces cruautés étaient chez lui l'effet d'une colère froide et calculée. L'organisation ecclésiastique que Calvin établit à Genève, devint le modèle des Églises réformées de France et des Pays-Bas. Calvin mourut en 1564, laissant dans Théodore de Bèze un biographe dévoué et un disciple capable de continuer son œuvre.

Les noms de Luther et de Calvin sont inséparables dans l'histoire; leurs disciples, confondus aujourd'hui sous la domination générale de *protestants*, portèrent longtemps les noms de Luthériens, de Calvinistes, etc., qui désignaient les sectes particulières de cette grande révolte contre l'Église.

Henri VIII, qui avait mérité par un écrit le glorieux titre de défenseur de la foi, après avoir vécu dix-huit ans avec Catherine d'Aragon et en avoir eu cinq enfants, prétendit tout à coup avoir des scrupules sur la validité de son mariage, parce que Catherine avait été d'abord fiancée à son frère Arthur. Le véritable motif était la passion qu'il avait conçue pour Anne de Boleyn, dame d'honneur de la reine. Henri VIII demanda donc son divorce avec Cathe-

rine. Pour son malheur et celui de l'Angleterre, il se trouva deux hommes, Cromwell et Cranmer, qui mirent leur corruption et leur habileté au service des passions du roi; la faiblesse honteuse du parlement vint encore seconder les projets du coupable monarque.

Clément VII, après avoir examiné les motifs allégués pour le divorce, repoussa la demande du roi d'Angleterre (1530). Ce prince en ressentit une violente colère, et, emporté par sa passion, il résolut de passer outre. Trop fidèlement servi par le parlement, Henri VIII brisa un à un les liens qui attachaient l'Angleterre à l'Église. Alors Cranmer, créé archevêque de Cantorbéry, de sa propre autorité cassa le mariage de Henri VIII avec Catherine d'Aragon. Dans l'espérance de ramener le roi d'Angleterre à de meilleurs sentiments, le Pape essaya des négociations; mais n'obtenant rien, il l'excommunia. A cette nouvelle, Henri VIII rompit ouvertement avec le Saint-Siége, puis il épousa publiquement Anne de Boleyn. Élisabeth, qu'il eut de la nouvelle reine, fut proclamée par le servile parlement légitime héritière de la couronne. Le roi et ses successeurs furent déclarés chefs suprêmes de l'Église, et les annates, ainsi que les dîmes contre lesquelles on avait tant crié, leur furent attribuées. Le schisme de l'Angleterre était consommé. L'évêque de Rochester, le vertueux Fisher, et son illustre ami, le chancelier Thomas Morus, moururent martyrs de leur fidélité à l'Église romaine. A leur exemple une foule de religieux préférèrent la mort ou l'exil à l'apostasie.

Cromwell, nommé vicaire général de Henri VIII dans le gouvernement de l'Église d'Angleterre, confisqua les biens des couvents au profit de la couronne, et inaugura une ère de persécution et de terreur. Des soulèvements ayant éclaté contre cette tyrannie, furent comprimés par la force.

Cependant Henri VIII continuait à repousser avec horreur la réforme qui envoyait sans cesse des émissaires en Angleterre, et il les livrait aux bourreaux, aussi bien que les catholiques. La nouvelle Église dont il s'était déclaré le chef conservait encore les vérités du catholicisme; mais le schisme ne tarda pas à la conduire à l'hérésie.

Les dernières années de la vie de Henri VIII furent un enchaînement de cruautés, d'exécutions sanglantes et d'excès en tous genres, qui ont placé sa mémoire à côté de celle des plus cruels tyrans. L'avénement au trône de son fils Édouard VI, (1547) ouvrit l'entrée de l'Angleterre à un grand nombre de prédicants; Bucer et Knox accoururent, apportant les doctrines du sombre Calvin : ce fut le signal d'une nouvelle révolution religieuse.

Clément VII avait terminé son douloureux pontificat (1534), et les cardinaux lui avaient donné pour successeur Paul III, pontife éclairé dans ses conseils et plein de force dans ses résolutions.

Pendant que la scandaleuse défection de l'Angleterre désolait l'Église, la ligue protestante de Smalkade était devenue une puissance pouvant disposer de cent mille hommes armés; de leur côté les catholiques s'étaient ligués à Nuremberg en 1538. La crainte que les Turcs inspiraient alors à l'Allemagne empêcha seule qu'on n'en vînt aux mains.

La défaite des anabaptistes n'avait pas ruiné leur parti; répandus en Suisse, sur les bords du Rhin et en Hollande, ils s'étaient de plus rendus maîtres de la ville de Munster en Westphalie (1533). Leurs chefs, non-seulement jouaient le rôle d'inspirés, mais communiquaient leur enthousiasme à leurs disciples, aussi ne voyait-on plus que prophètes, gens en extase et recevant des révélations; les biens furent mis en commun, la polygamie autorisée. C'était le chaos. La force dispersa les anabaptistes; chassés de

Munster, ils se réfugièrent en Hollande, d'où ils passèrent en Angleterre.

Le landgrave Philippe, un des plus fermes champions du protestantisme, après avoir aidé à vaincre les anabaptistes, crut pouvoir, d'après leurs principes, épouser une seconde femme. Bucer, Luther et Mélanchton, consultés par lui et craignant sa puissance, n'osèrent lui refuser (1540). Quelques années auparavant, le pape Clément VII, intrépide défenseur de la morale catholique, répondait au roi d'Angleterre qui lui demandait d'autoriser son divorce : *Je ne puis.*

La fin de la vie de Luther se passa dans les agitations et le chagrin, et sa dernière parole fut un blasphème contre l'Église. Il mourut à Eisleben (1546) et fut enterré à Wittemberg.

Quand l'œil embrasse d'un seul regard les maux enfantés par la prétendue réforme de Luther et de Calvin, on se demande avec effroi quelle puissance leur avait été donnée pour bouleverser aussi profondément la société. Nous l'avons dit en commençant, Luther personnifiait les tendances mauvaises du XVIe siècle. Doué d'une éloquence vive et facile qui dégénérait souvent en violence, sa parole trouva des échos lorsqu'il prêcha la révolte contre l'Église, dont l'autorité semblait plus que jamais lourde aux grands oppresseurs et aux faibles opprimés; comment n'aurait-il pas été entendu quand il affranchissait la raison humaine de toute entrave; quand il disait aux peuples de secouer le joug des princes, et aux princes d'écraser les peuples; lorsque sa voix était toujours d'accord avec les passions secrètes du cœur? C'est là qu'il faut chercher tout le secret de sa puissance.

On en peut dire autant de Calvin et des autres réformateurs du XVIe siècle. Calvin, moins emporté, mais plus orgueilleux, plus artificieux que Luther, séduisit par des

dehors plus sévères les esprits que la licence du moine apostat pouvait éloigner. Il trouva le terrain préparé, et sut habilement profiter des avantages que lui donnait la propagation des doctrines de Luther.

Nous ne parlerons pas davantage des scandales et des maux enfantés par la réforme; nous en avons dit assez pour la faire juger par ses fruits. Les longues guerres qu'elle alluma en Allemagne et en France et que nous avons encore à raconter, achèveront de faire apprécier ses principes.

Au moment que Luther disparaissait de la scène du monde, l'Église appelait enfin dans un concile général tous ses évêques et ses docteurs, pour raffermir ses fondements ébranlés, resserrer son unité menacée, remettre en honneur sa morale outragée, proclamer ses dogmes attaqués et blasphémés. Après de longues hésitations, le concile fut convoqué dans la ville de Trente (Tyrol), et l'ouverture s'en fit le 13 décembre 1545, sous la présidence des légats du pape Paul III. La peste s'étant déclarée dans la ville, le concile fut interrompu, puis transféré à Bologne en 1547. Charles-Quint, mécontent de cette translation du concile, prétendit pacifier toutes les querelles religieuses par un acte de son autorité privée; il présenta donc à la diète d'Augsbourg et fit publier, sous forme de décret, une profession de foi à laquelle il somma de se soumettre jusqu'à la conclusion du concile. Cet acte arbitraire, appelé *l'Interim*, parce qu'il n'était que provisoire, déplut aux protestants comme aux catholiques et fut condamné par le Pape.

Paul III mourut en 1549. Son successeur Jules III s'était déjà fait connaître par la fermeté de son caractère et l'élévation de son esprit. Il se hâta d'accomplir le serment qu'il avait fait dans le conclave de réunir de nouveau le concile à Trente.

Pour laisser toute son unité à l'histoire de cette mémorable assemblée, nous interromprons un instant tout autre récit.

Les Pères du concile reprirent leurs travaux (1551) et les poursuivirent avec zèle malgré les troubles, les guerres, les prétentions des souverains qui entravèrent plus d'une fois l'arrivée des prélats. Mais l'année suivante, le nouvel électeur de Saxe, Maurice, ayant tout à coup trahi l'empereur, auquel il devait son électorat, pour s'unir à ses ennemis, occupa le Tyrol, et les Pères du concile furent encore une fois forcés de se séparer. Malgré leur résolution de se réunir au plus tôt, il se passa neuf années avant la reprise du concile. Dans cet intervalle, Charles-Quint, qui avait perdu toutes les espérances dont il se berçait de mettre fin aux querelles politiques et religieuses de l'Allemagne, accorda *la paix religieuse* dite *d'Augsborug*, de la ville où se tint la diète (1555). La liberté religieuse y fut assurée aux catholiques comme aux adhérents de la confession d'Augsbourg. Quelques réserves politiques, faites à l'avantage des catholiques, donnèrent lieu plus tard à des difficultés et à des guerres.

Jules III et Marcel II, son successeur, pontife de grande espérance, moururent tous deux dans l'année 1555. Paul IV, connu par son énergie, fut élu malgré ses quatre-vingts ans. Il eut de grands démêlés avec Charles-Quint au sujet de l'abdication de ce prince, et de l'élévation de son frère Ferdinand au trône impérial : dans cette lutte, il fut soutenu par la France. On doit à Paul IV l'établissement du tribunal de l'Index, chargé de l'examen des livres qui paraissent.

Pie IV, qui succéda à Paul IV en 1559, convoqua de nouveau le concile et, malgré les protestants, le maintint à Trente. Cette assemblée, à jamais célèbre, tint sa vingt-cinquième et dernière session au mois de décembre 1563.

Les deux cent cinquante-cinq Pères présents, y compris les légats du Pape, alors gravement malade, souscrivirent tous les décrets et toutes les décisions du concile.

Sans entrer dans le détail des travaux mémorables du concile de Trente, dernier concile œcuménique, il nous suffira de dire qu'il porta une nouvelle lumière dans la doctrine de l'Église; il définit plus clairement les dogmes; réforma la discipline; corrigea les abus qui s'y étaient introduits avec le temps; précisa ce qu'il était devenu nécessaire de préciser; fit une obligation de ce qui avait été jusqu'alors abandonné à l'ancienne ferveur des chrétiens; régla les différentes parties du culte; prit de sages mesures pour la réformation des mœurs du clergé et des fidèles, pour le développement des saines doctrines, de la science religieuse et de la prédication de l'Évangile; et il établit les séminaires dans le but de remédier aux abus de l'enseignement profane pour les clercs. Les erreurs nouvelles furent anathématisées, et ceux qui s'étaient laissé séduire, invités à rentrer dans le sein de l'Église. Tous ces décrets portent l'empreinte de la sagesse, de la piété, et de la modération.

Une bulle de Pie IV (1564) confirma les décrets du concile qui furent reçus successivement dans tous les royaumes chrétiens. En France, ils furent acceptés d'abord par quelques évêques dans leurs diocèses, puis par la chambre ecclésiastique des États généraux de 1614.

Pie IV mourut en 1566, après avoir élevé au cardinalat son neveu Charles Borromée, qui devait être une des gloires de l'Église.

Les protestants de toutes les sectes avaient profité de la paix religieuse d'Augsbourg pour répandre leurs erreurs. Le fanatique et fougueux Knox entre autres établissait en Écosse le calvinisme le plus rigoureux; cette nouvelle secte, qui n'admettait que de simples ministres du culte

(*presbyteri*, prêtres), et ne reconnaissait aucun supérieur ecclésiastique, prit le nom de *presbytérianisme*. Ses disciples les plus rigides, appelés *puritains*, bouleversèrent l'Église et l'État. Le calvinisme gagnait aussi dans les Pays-Bas, en haine de la domination espagnole. La sévérité de Philippe II, fils et successeur de Charles-Quint, ne fit qu'exaspérer les esprits, plus irrités encore contre le gouvernement que contre l'Église.

L'hérésie de Calvin avait été, dès le principe, bien accueillie dans le Béarn, où elle avait trouvé deux puissants protecteurs, Jeanne d'Albret, reine de Navarre, et le prince de Condé, frère du roi Antoine de Bourbon. En France, les efforts de François Ier et de son fils Henri II ne purent empêcher les sectaires de se multiplier dans l'ombre. Il faut dire aussi que dans la cour de ces princes régnait une licence qui favorisait l'admission des nouvelles doctrines, et que la protection qu'ils accordaient à quelques beaux esprits entachés d'erreur, rendait illusoires les mesures violentes qu'ils prenaient contre les hérétiques. Sous le règne de Henri II, de François II, de Charles IX et de Henri III, c'est-à-dire de 1559 à 1574, les protestants, aussi appelés *huguenots* en France (1), troublèrent le royaume par des révoltes et de fréquentes prises d'armes, qui avaient pour but de substituer leurs erreurs à la vérité catholique. A la vue du danger dont la religion était menacée, les catholiques s'armèrent et mirent à leur tête les Guises, princes lorrains, qui furent jusqu'à la fin fidèles à leur mission.

Devant raconter ailleurs les guerres religieuses qui ensanglantèrent la France, pendant quarante ans, nous dirons ici en deux mots qu'elles furent acharnées et cruelles

(1) On fait dériver ce mot de *Eignots* (alliés, confédérés), mot allemand qui désignait les partisans de Calvin, unis contre l'évêque de Genève et le duc de Savoie.

comme toute guerre civile et religieuse. Interrompues dix fois par des traités, dix fois elles recommencèrent avec plus de fureur. Il y eut des représailles de part et d'autre : faut-il s'en étonner? Les excès ne justifient pas les excès; nous le savons, mais du moins ils les expliquent. Quelques noms dominent cette époque désastreuse : Guise et Montmorency du côté des catholiques, Coligny et Condé, de celui des huguenots. Entre les deux camps, flotte le nom exécré de Catherine de Médicis, épouse de Henri II et mère de François II, de Charles IX et de Henri III.

Cependant de grands événements s'étaient passés en Angleterre. Édouard VI était mort dès l'année 1553, et le protestantisme, introduit dans le royaume sous son règne, en avait été banni par Marie Tudor, fille de Catherine d'Aragon et de Henri VIII. Cette heureuse révolution ne dura pas. La reine Marie étant morte sans postérité (1558), Élisabeth, fille d'Anne de Boleyn, monta sur le trône d'Angleterre et rétablit le dogme de la suprématie spirituelle du souverain, qu'elle adapta aux erreurs de Luther, à la conservation de la hiérarchie ecclésiastique, et à un symbole de foi composé de trente-neuf articles qui sont encore aujourd'hui officiellement *la règle de foi des Anglicans* (1562). On a reproché à Marie Tudor quelques actes d'une sévérité outrée envers les dissidents; comment qualifier la cruelle et longue persécution qu'Élisabeth étendit à toute l'Angleterre contre quiconque refusait de prêter le serment de suprématie, et surtout cette persécution froide et hypocrite qu'elle exerça pendant dix-huit ans contre la malheureuse reine d'Écosse, Marie Stuart?

Vers la fin du XVIe siècle, les sectes enfantées par la réforme s'étaient multipliées à tel point, qu'il faut renoncer à les citer toutes. L'esprit d'erreur alla si loin, que les sociniens en vinrent à nier la divinité de Jésus-Christ. Chacun, en vertu du principe de libre examen, se croyait le droit de

donner une nouvelle interprétation à l'Écriture-Sainte, et, déniant ce droit aux autres, voulait leur imposer ses doctrines. Il en résulta une confusion dans les croyances et une licence dans les mœurs qui, à nos yeux, sont la plus forte condamnation et la meilleure réfutation du principe sur lequel repose le protestantisme.

A la mort de Pie IV (1566), Dieu consola son Église par l'élection du dominicain Pie V, dont la piété, le zèle et l'active surveillance rendirent bientôt au Saint-Siége son ancienne considération; ce grand Pape, dans ses efforts pour introduire dans toutes les Églises les réformes indiquées par le concile de Trente, fut puissamment secondé par Charles Borromée, archevêque de Milan et cardinal à vingt-trois ans.

Pie V prit partout en main la défense des opprimés et de la vérité. En Angleterre, il se déclara pour l'infortunée Marie Stuart; et ne pouvant l'arracher à la mort, à la captivité, il lui fit parvenir de puissantes consolations. Dans les Pays-Bas, il favorisa les mesures de Philippe II pour y rétablir l'ordre et la paix; enfin il couronna cette carrière de luttes extérieures par la guerre contre les Turcs.

Non contents d'avoir conquis l'île de Rhodes, les Turcs, conduits par le sultan Sélim II, tentèrent une attaque sur l'île de Malte, que Charles-Quint avait donnée aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Repoussés par l'admirable et héroïque défense du grand maître Lavalette, ils se jetèrent sur l'île de Chypre, où leur barbarie se signala par un affreux carnage. Pie V, dont l'œil vigilant surveillait tous les dangers qui menaçaient la chrétienté, s'effrayant des progrès des Turcs, négocia contre eux une alliance entre Venise et l'Espagne, auxquelles il associa toutes les forces de l'Italie et de la Savoie. Le Pontife mit à la tête de l'expédition le chevaleresque et valeureux don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, et lui en-

voya, avec le bâton du commandement, un étendard bénit. Le 7 octobre 1571, la flotte chrétienne, quoique de beaucoup moins forte, attaqua celle des ennemis dans le golfe de Lépante. Après un combat terrible qui dura cinq heures, la mort du général turc Ali-Pacha répandit la terreur parmi les siens et assura la victoire à don Juan. Près de trente mille infidèles avaient péri.

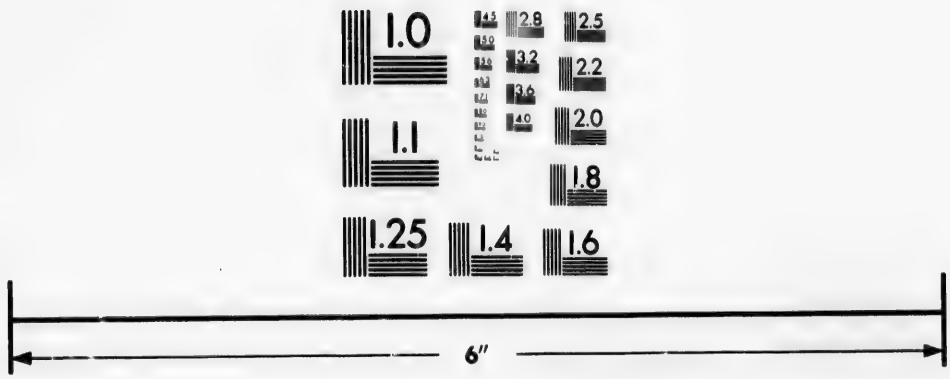
Pie V, qui avait adressé à Dieu de continuelles et ferventes prières pour le succès des armes chrétiennes, présidait un conseil, lorsqu'il s'interrompt tout à coup, court à la fenêtre, l'ouvre, et reste comme absorbé dans une muette contemplation, puis il s'écrie : *Ne parlons plus d'affaires ; courez rendre grâces à Dieu, notre armée a remporté la victoire !* En même temps le saint Pontife tombe à genoux baigné de larmes. C'était le jour et l'heure où la croix triomphait à Lépante.

En mémoire de cet heureux événement, dont Pie V renvoyait toute la gloire à Dieu, il voulut qu'on célébrât chaque année la fête du Saint-Rosaire, le premier dimanche d'octobre, et il fit ajouter aux litanies de la sainte Vierge cette invocation : *Auxilium Christianorum, ora pro nobis.*

Pie V apportait une égale sollicitude au gouvernement intérieur de l'Église. Il publia le catéchisme du concile de Trente composé sous la surveillance de saint Charles Borromée, rétablit dans toute l'Église l'unité de la liturgie et abolit l'ordre des Humiliés, fondé au XIIe siècle, mais qui s'était si fort éloigné de sa ferveur primitive, que l'un de ses membres tenta d'assassiner l'archevêque de Milan, parce qu'il voulait les réformer.

Une nouvelle erreur vint alors menacer la foi. Baïus, chancelier de l'université de Louvain, avança sur la grâce des propositions fausses qu'il prétendait extraites des œuvres de saint Augustin. Pie V les condamna par une bulle en 1567.

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

2.8
3.2
2.5
3.6
2.2
4.0
2.0
4.5
1.8
5.0
1.1
1.0

Tant de travaux avaient épuisé les forces du saint Pontife. Une maladie douloureuse l'enleva, le 1er mai 1572, à l'amour et à l'admiration des Romains et de toute l'Église. Clément XI, en le mettant au rang des saints, ne fit que sanctionner le culte que lui rendaient déjà les fidèles (1).

Le commencement du pontificat de Grégoire XIII, successeur de saint Pie V, fut marqué par un de ces événements dont le nom seul excite l'horreur. La guerre religieuse n'avait pas cessé en France ; et elle s'y compliquait de tout ce que les ambitions particulières y ajoutaient de rivalités, de défiances et de haines. Chaque partie prétendant imposer ses volontés, la paix semblait impossible. Cependant elle venait d'être signée à Saint-Germain et plusieurs mariages devaient la sceller, lorsque Catherine de Médicis, qui redoutait la puissance des chefs huguenots, employa toute son influence pour persuader à son fils Charles IX qu'un complot des sectaires mettait sa vie en danger ; puis, quand elle l'eut effrayé, elle lui arracha l'ordre de tuer tous les protestants. C'était dans la nuit, la veille de la Saint-Barthélemy, dont le nom est resté à cette sanglante journée. Au signal donné, le massacre commence ; et à la faveur du désordre, les haines, les vengeances, l'ambition, plus que les croyances religieuses, conduisent le poignard des meurtriers. Le nombre des victimes, d'abord fort exagéré, ne s'élève pas à deux mille, selon les uns, et à plus de sept cent quatre-vingt-six selon les autres.

Après le premier moment de stupeur qui suivit cet ordre cruel, Charles IX voulut arrêter les bras qu'il avait levés, les passions qu'il avait déchaînées; mais ce n'était plus temps. Le lendemain il écrivit à ses ambassadeurs de pré-

(1) Voir l'*Histoire de saint Pie V*, par le comte de Falloux.

venir les cours étrangères du danger auquel, disait-il, lui et sa famille venaient d'échapper. Était-ce réellement ce qu'il croyait, ou seulement une excuse pour justifier sa conduite? Quoi qu'il en soit, cette nouvelle, ainsi présentée, causa une grande joie à Rome, où Grégoire XIII fit rendre à Dieu de solennelles actions de grâces de sa protection sur le roi de France. Plus tard, dit l'abbé Darras dans son Histoire de l'Église, lorsque la vérité fut connue, le souverain Pontife témoigna par ses paroles et ses bulles son horreur pour un pareil crime, dont la religion fut le prétexte et non la cause.

Grégoire XIII fit sentir son zèle à tout l'univers chrétien, et ses soins s'étendirent aux missions les plus éloignées. En France particulièrement, il encouragea l'association des Catholiques sous le nom de *Sainte Ligue* ou *Sainte Union*, pour la défense et la conservation de leur foi.

On doit à ce Pontife la correction du calendrier, mesure importante qui a illustré son pontificat. Les progrès de la science ayant fait reconnaître que, par suite d'une légère erreur dans la longueur attribuée à l'année, depuis plusieurs siècles, il y avait dix jours de trop dans les éphémérides, Grégoire XIII confia la réforme du calendrier à l'italien Lilio, et au jésuite le père Clavius, qui eurent la gloire de mener à bonne fin cet important travail. Les nations catholiques adoptèrent aussitôt cette manière de compter les jours, appelée le *nouveau style*, par opposition à l'ancienne, désignée sous le nom de *vieux style*. Les protestants repoussèrent quelque temps cette réforme du calendrier parce qu'elle venait d'un pape. La Russie schismatique a persisté jusqu'à ce jour dans son stupide refus.

Sixte V ou Sixte Quint qui succéda en 1585 à Grégoire XIII, avait, dans son enfance, gardé les pourceaux de son père. Un religieux franciscain ayant découvert les tré-

sors de son intelligence, se chargea de les développer. Entré plus tard dans l'ordre de son bienfaiteur, le jeune pâtre s'y distingua par la vigueur de son esprit et l'étendue de ses connaissances. Saint Pie V, qui avait su apprécier ses talents, le fit cardinal, et il prit alors le nom de Montalte. Après la mort de ce pontife qui l'avait employé dans les plus importantes affaires, Montalte se retira dans la solitude pour se livrer à l'étude et à la prière. C'est là que la Providence vint le chercher pour lui confier le gouvernement de l'Église. Nous ne parlerons pas des fables ridicules que la légèreté et l'impiété ont accréditées sur l'élection de Sixte Quint. Le principal auteur de ces récits absurdes est Grégoire Léti, de Milan, qui se fit calviniste et qui, privé de toute ressource, écrivit pour vivre des romans satiriques ou licencieux. Il a dit lui-même de sa Vie de Sixte Quint, *qu'une fiction bien racontée a toujours plus de charme pour les lecteurs que la vérité toute nue.*

Sixte Quint était bien le pontife qu'il fallait alors à l'Italie. Son caractère ferme et résolu, sa volonté inflexible, ne reconnaissaient aucun obstacle et ne savaient plier devant aucune nécessité. Son premier soin fut de rétablir la sûreté publique troublée sans cesse à Rome et dans toute l'Italie par une foule de bandits. Quelques exemples de sévérité firent plus que les troupes nombreuses entretenues par son prédécesseur, aussi les congédia-t-il ; et le mot : *c'est Sixte et non plus Grégoire qui règne,* devint bientôt un proverbe des Romains. Dans l'espace d'un an, la sûreté fut parfaitement rétablie dans tous ses États ; et les princes voisins s'entendirent avec lui pour éloigner les bandits de l'Italie.

En France, quoiqu'il se fût d'abord montré réservé envers la Ligue dont il redoutait les excès, Sixte Quint excommunia l'hérétique Henri de Navarre, qui prétendait à la couronne de France ; et l'énergique résistance du

Pape contribua certainement à la conversion de Henri IV.

Sans perdre de vue les grands intérêts de l'Église, Sixte Quint s'occupa de l'embellissement de Rome. Il fit dresser sur la place de Saint-Pierre un obélisque de granit que l'empereur Caligula avait fait transporter d'Égypte. Cet obélisque fut alors surmonté d'une croix, dans laquelle le Pape fit renfermer un morceau de la Croix même du Sauveur. D'autres travaux, tels que le rétablissement des aqueducs, le desséchement des marais, attestèrent l'activité infatigable et intelligente de Sixte Quint, et illustrèrent son court pontificat. C'est lui qui fixa à soixante-dix le nombre des cardinaux.

Les soins du gouvernement et l'étude, à laquelle il consacrait une partie de ses nuits, ruinèrent rapidement sa santé. Il succomba à l'âge de soixante-dix ans (1590).

On eut à peine le temps de se réjouir de l'élection d'Urbain VII; il n'occupa le trône pontifical que treize jours. Grégoire XIV ne régna que dix mois (1591); son successeur Innocent IX porta la tiare quelques semaines. Enfin, le 30 janvier 1592, Clément VIII fut élu.

A ce moment tous les yeux étaient tournés vers la France, qui n'avait pas cessé d'être le théâtre d'une grande lutte entre les catholiques, c'est-à-dire la nation, et les protestants révoltés. La mort de Henri III venait de laisser le trône au calviniste Henri, roi de Navarre; mais les catholiques, toujours unis sous le nom de Sainte-Ligue, refusaient de lui obéir, et Paris lui avait fermé ses portes. On se demandait avec anxiété quel parti allait triompher, lorsqu'on apprit tout à coup que Henri, abjurant le calvinisme, était rentré dans le sein de l'Église (1593). Comme ce prince était revenu déjà une fois à l'erreur après l'avoir abandonnée, le doute de la sincérité de sa conversion empêcha de se livrer à la joie. Clément VIII crut même prudent d'ajourner l'absolution que le roi de

Navarre lui faisait demander par son ambassadeur, et qui devait faire poser les armes aux ligueurs. Mais dès que le Pontife eut acquis la preuve de la bonne foi du prince, il s'empressa de lui envoyer par un légat l'absolution des censures qu'il avait encourues pour crime d'hérésie. Aussitôt les catholiques saluèrent de leurs acclamations Henri IV, roi de France et de Navarre (1595).

Deux faits importants signalèrent la fin du pontificat de Clément VIII, la réunion du duché de Ferrare à l'État ecclésiastique et la paix de Vervins. Nous les verrons dans l'histoire particulière de ces deux pays.

Ce serait ne vouloir connaître qu'une face de l'Église; d'étudier seulement ses combats et ses douleurs; le cœur s'attristerait bientôt à ce spectacle, et l'âme s'affaisserait dans le découragement. Après avoir suivi l'Église dans ses luttes pendant le XVIe siècle, suivons-la donc dans ses triomphes durant cette même période, où ses consolations furent au moins aussi grandes, aussi nombreuses que ses épreuves.

Si Dieu permit à l'esprit du mal de porter de rudes coups à l'Église, il lui prépara de grands et nombreux défenseurs, il arma pour sa cause de valeureux champions. Jamais peut-être, en effet, elle n'enfanta plus d'ordres religieux, elle ne s'étendit davantage et ne compta plus de saints illustres et de savants.

« C'est, dit le docteur protestant Ranke que nous avons déjà cité, au moment où le protestantisme s'asseyait sur les débris des autels et des temples catholiques renversés par lui, dans une grande partie de l'Europe, et au moment qu'il se flattait d'assister aux funérailles de l'Église Romaine, que cette même église se montra pleine d'une surabondance de vie, et fit un immense déploiement de forces nouvelles. Voici, continue-t-il, en Italie, en France, en Espagne, près de soixante réformes ou créations

d'ordres religieux, pour l'éducation, l'instruction et la bienfaisance, tendant à consacrer toutes leurs forces au service de l'Église, et à faire entrer insensiblement dans la même voie toutes les générations futures. » Nous nommerons seulement les *Théatins*, fondés par saint Gaëtan et Jean-Pierre Caraffe, d'abord archevêque de Théate, puis pape sous le nom de Paul IV. Le but de cet institut était de ramener le clergé séculier à la perfection de son état. Les *Barnabites*, institués vers le milieu du XVIe siècle par trois prêtres italiens, qui obtinrent à Milan l'église de Saint-Barnabé, d'où est venu leur nom : ils se consacrèrent à l'enseignement de la jeunesse. Les *Somasques*, dévoués aux orphelins abandonnés, eurent pour fondateur saint Jérôme Émiliani, noble vénitien.

La bienheureuse Angèle de Brescia institua les *Ursulines* vers 1557, pour exercer la charité envers les pauvres et les malades. Elles vivaient d'abord dans leurs familles; plus tard elles se sont renfermées dans le cloître. Aujourd'hui elles s'occupent en général de l'éducation des jeunes filles de toutes les classes.

L'ordre de *Saint-Jean-de-Dieu* commença vers 1540. On raconte que son fondateur, né en Portugal, s'entretenant un jour avec don Sébastien Ramirez, évêque de Tuy, celui-ci lui demanda son nom. — *Je me nomme Jean*, répondit-il. — *Vous vous appellerez à l'avenir Jean de Dieu*, dit le prélat. Ce nom lui demeura, et il fut donné à ceux qui s'associèrent à son dévouement pour soulager toutes les misères et en particulier la folie.

Les *Pères ministres des infirmes*, réunis par saint Camille de Lellis, eurent pour mission de s'attacher jour et nuit au chevet des malades, pour leur procurer tous les secours spirituels et corporels. A Rome, saint Philippe de Néri, l'ami du saint pape Clément VIII et du savant cardinal Baronius, fonda la congrégation des *Prêtres de*

l'Oratoire, pour travailler à la sanctification des âmes. On doit à César de Bus les *Pères de la doctrine chrétienne* voués à l'instruction des ignorants.

Mais parmi tous les ordres religieux qui parurent au XVIe siècle, aucun n'égala en service ni en célébrité l'institut des Jésuites, fondé par saint Ignace de Loyola. Né en Biscaye (1491), d'une famille noble, Ignace embrassa la carrière militaire. Ayant eu la jambe cassée au siége de Pampelune, dans son inaction forcée, il demanda des romans de chevalerie pour se désennuyer ; mais Dieu permit qu'on ne trouvât que la Vie des Saints. Touché de la grâce, Ignace renonce à la carrière des armes, suspend son épée devant une image de la sainte Vierge, à l'abbaye de Mont-Serrat, et se retire dans une caverne voisine de la petite ville de Manrège, où il s'adonne à la prière et à la pénitence. C'est là qu'il compose le fameux livre des *Exercices spirituels*, dont saint François de Sales disait : *qu'il a sauvé autant d'âmes qu'il renferme de lettres.* Au retour d'un pèlerinage aux Saints-Lieux (1521), Ignace, préoccupé du désir de travailler à la gloire de Dieu, conçut le projet d'une société dévouée aux intérêts de son Église et au salut des âmes. Il en jeta les fondements à Paris, où lui et ses six premiers compagnons, Lefèvre, Xavier, Laynès, Salmeron, Bobadillon et Rodriguez, firent leurs premiers vœux dans la chapelle souterraine de Montmartre, le 15 août, fête de l'Assomption de la sainte Vierge (1534).

Le pape Paul III approuva le nouvel institut, sous le nom de *Société ou Compagnie de Jésus* (1540). Ce qui le distingue des autres, c'est le vœu d'obéissance absolue au Pape. Les œuvres auxquelles les religieux de la Compagnie de Jésus ou Jésuites doivent se dévouer spécialement sont les missions, la défence de la foi, la prédication et l'instruction des jeunes gens.

Ici, comme dans les siècles précédents, Dieu mit le remède à côté du mal. Lorsque la barbarie s'étendait sur l'Europe et menaçait de n'y rien laisser debout, il sauva la foi, la civilisation et les lettres dans les abbayes des fils de saint Benoît ; plus tard, si l'ignorance favorise la propagation de l'erreur, et si la richesse de l'Église amène la corruption du clergé, il suscite les Frères Prêcheurs et les disciples de saint François, pour instruire les populations et rappeler à l'esprit évangélique, par l'exemple de leur zèle et de leur pauvreté volontaire, le clergé qui l'avait abandonné. Au XVIe siècle, quand l'esprit d'indépendance excite la révolte contre l'Église, voici les Jésuites qui se distinguent surtout par leur obéissance au Saint-Siége, et qui, pendant que l'erreur perd des millions d'âmes, vont au prix de leur sang conquérir des contrées entières à la vérité.

Cet ordre nouveau s'étendit avec rapidité. Avant la mort de saint Ignace (1556), les Jésuites avaient des colléges sur presque tous les points de l'Europe. Bientôt l'impiété et l'envie s'attaquèrent à eux. En France, Jean Châtel ayant tenté d'assassiner Henri IV (1595), comme il avait autrefois étudié chez les Jésuites, on s'en prit à ces religieux et ils furent chassés du royaume. L'historien de Thou, peu suspect de partialité, dit que « dans cette occasion, on procéda contre les Jésuites sans observer les règles ordinaires de la justice, et même sans entendre les accusés. » Quelques années plus tard (1604), à la demande du roi, ils furent solennellement rappelés par un édit du parlement.

Non-seulement de nouveaux ordres s'élevèrent pendant le XVIe siècle, mais les anciens, qui étaient dégénérés de leur ferveur primitive furent réformés. La plus célèbre de toutes ces réformes fut celle du Carmel, qu'on doit à sainte Thérèse. Née d'une famille noble d'Avila, en Castille,

Thérèse entra chez les Carmélites à vingt et un ans. Autorisée par le pape Pie IV, en 1562, elle entreprit la réforme du Carmel dont la vie s'était comme évanouie depuis quelques adoucissements apportés à la règle; et elle réalisa cette grande pensée au milieu des plus rudes épreuves qui firent éclater ses vertus. Elle mourut en 1582, laissant des écrits remarquables, très-propres à élever les âmes d'élite à la plus haute perfection : l'Église appelle *céleste* la doctrine qui y est contenue. Sainte Thérèse a été canonisée quarante ans après sa mort (1621).

Saint Jean de la Croix, inspiré par la séraphique Thérèse, dont la devise était *ou souffrir ou mourir*, fit pour les Carmes ce qu'elle avait fait pour les Carmélites. Lorsqu'il mourut (1591), on comptait plus de trente monastères réformés du Carmel, quatorze de religieux et seize de femmes. Les œuvres mystiques de saint Jean de la Croix sont plus remarquables encore que celles de sainte Thérèse.

Tandis que le protestantisme et ses mille sectes enlevaient à l'unité catholique une partie de l'Europe, de zélés missionnaires, sur les pas des Fernand Cortez et des Pizarre, portaient la foi dans les contrées reculées de l'Amérique. On s'est plu à rendre l'Église complice des cruautés des conquérants; pour la disculper il suffira de citer le protestant Robertson dans son histoire d'Amérique : « C'est avec une souveraine injustice, dit-il, qu'un grand nombre d'écrivains ont attribué à l'esprit d'intolérance de la religion romaine la destruction des Américains, et accusé les ecclésiastiques espagnols d'avoir excité leurs compatriotes à massacrer ces peuples innocents, comme des idolâtres et des ennemis de Dieu. Les premiers missionnaires de l'Amérique étaient des hommes pieux. Ils épousèrent de bonne heure la cause des Indiens, et défendirent ce peuple contre les calomnies dont s'efforçaient de le noircir les conquérants, qui le représentaient comme incapable de

se former jamais à la vie sociale et de comprendre les principes de la religion..... Le zèle constant des missionnaires espagnols pour la défense et la protection du troupeau confié à leurs soins, les montre sous un point de vue digne de leurs fonctions. Ils furent des ministres de paix pour les Indiens, et s'efforcèrent toujours d'arracher la verge de fer de la main de leurs ennemis. C'est à leur puissante médiation que les Américains durent tous les règlements qui tendaient à adoucir la rigueur de leur sort. Les Indiens regardent encore les ecclésiastiques, tant réguliers que séculiers, dans les établissements espagnols, comme leurs défenseurs naturels, et c'est à eux qu'ils ont recours pour repousser les exactions et les violences auxquelles ils sont souvent exposés..... Il y a eu des prêtres espagnols qui ont refusé l'absolution à ceux de leurs compatriotes qui tenaient les Indiens en esclavage, ou qui les employaient à l'exploitation des mines. »

Fidèles à leur vocation, les fils de saint Ignace portèrent la foi dans les contrées les plus éloignées ; il suffit de rappeler les travaux apostoliques de l'un de ses premiers compagnons, François Xavier, dont la vie est une merveille, et qui, après avoir abandonné tout ce que le monde a de plus séduisant, dévoré de zèle pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, alla évangéliser l'Inde, le Japon, la Corée, et mourut en vue de la Chine qu'il voulait arracher aux ténèbres du paganisme.

Vers le milieu de ce siècle, le patriarche Simon Salaka vint au nom des chrétiens de l'Asie, entre les Indes et l'Euphrate, reconnaître la primauté romaine (1553). Dans le même temps, le patriarche grec d'Antioche envoya un député à Rome pour rendre le même hommage à l'unité catholique.

Ces triomphes de l'Église étaient mêlés de douleur. Pendant le XVIe siècle l'hérésie fit de nombreux martyrs, sur-

tout en Angleterre : sous le règne d'Élisabeth on en compte plus de deux mille. Dans le Japon, après la mort de saint François Xavier, le paganisme réagit avec fureur contre la vérité sous l'empereur Taïkosama (1597), et l'héroïsme des chrétiens rappela les plus beaux siècles du christianisme.

La sève divine qui entretient la vie dans le corps de l'Église ne se manifesta pas seulement par la création ou la réforme des ordres religieux et les missions lointaines, mais encore par le grand nombre de saints qu'elle produisit. A ceux dont nous avons parlé en racontant leurs œuvres, nous ajouterons saint Charles Borromée que nous avons déjà eu occasion de nommer en passant, et qui mérite une mention toute particulière. Ce jeune et saint cardinal et archevêque de Milan, par sa prudence, ses prières et son zèle, contribua beaucoup à l'heureuse conclusion du concile de Trente; et par ses efforts pour en réaliser les sages réformes, il a mérité le titre de restaurateur de la discipline ecclésiastique. En 1576, une peste cruelle s'étant déclarée à Milan, Charles Borromée refusa de quitter son troupeau ; et, suivi de son clergé, il brava tous les dangers pour porter aux pestiférés les secours et les consolations qui étaient en son pouvoir.

Saint François de Borgia, vice-roi de la Catalogne, quitta la cour pour se faire jésuite, refusa tous les honneurs ecclésiastiques, et, comme général de la Compagnie de Jésus, rendit de grands services à l'Église. Saint Louis de Gonzague, mort à vingt-trois ans, illustra la même compagnie par ses vertus qui l'ont fait choisir pour le patron de la jeunesse.

Louis de Grenade et Barthélemy des Martyrs, évêque de Bragance, illustrèrent l'ordre des Frères Prêcheurs par leur zèle, leur science et leur sainteté; Barthélemy des Martyrs fut une des lumières du concile de Trente. Saint Thomas de Villeneuve, évêque de Valence, en Espagne, dont saint

Charles Borromée appréciait les talents, brilla surtout par sa charité envers les pauvres. Saint Pierre d'Alcantara, de l'ordre de Saint-François, fut un prodige de sainteté et de pénitence. Il dirigea sainte Thérèse, et l'encouragea dans son projet de réformer le Carmel. Enfin sainte Magdeleine de Pazzy, de l'ordre du Carmel, et sainte Catherine de Ricci, de celui de Saint-Dominique, firent la gloire de Florence pendant le XVIe siècle.

Nous réunirons en finissant les noms des écrivains ecclésiastiques dont la plume combattit l'erreur, instruisit les fidèles ou les dirigea dans les voies de la perfection. Le cardinal Baronius commença les *Annales de l'Église;* Laurent Surius publia la collection des *Vies des Saints*, recueil qui fut surpassé par celui des Bollandistes, entrepris par les jésuites Rosweyde et Bollandus; quatre autres jésuites, le cardinal Bellarmin, Suarez, le cardinal Tolet et le Père Canisius (1) écrivirent des ouvrages théologiques, trésors de science et de piété. Le dominicain Louis de Grenade composa des traités ascétiques qui jouissent toujours d'une grande réputation : Saint Charles Borromée et saint François de Sales ne se lassaient pas de les méditer et d'en conseiller la lecture. Un autre dominicain, Melchior Cano, publia des ouvrages théologiques dont le mérite, selon l'abbé Darras, dépasse toutes les louanges qu'on peut leur donner. Pour clore la liste des savants qui consacrèrent leurs talents à l'Église, nous nommerons le cardinal Cajetan et Sixte de Sienne, de l'ordre de Saint-Dominique; Louis de Blois, bénédictin; le cardinal Polus; les papes Pie V, Grégoire XIII et Sixte V.

C'est au XVIe siècle que remonte l'institution des Quarante-Heures, pour combattre et réparer les excès des derniers jours du carnaval.

(1) Il a été béatifié le 21 novembre 1843.

France.

La ligne directe des *Capétiens-Valois* s'étant éteinte avec Charles VIII (1498), la couronne revint à la branche collatérale des *Valois-Orléans*, que représentait alors Louis d'Orléans, petit-fils du duc d'Orléans, assassiné en 1407 par le duc de Bourgogne Jean-sans-Peur. Prince léger et turbulent, Louis avait pris les armes, sous le règne précédent, pour enlever le pouvoir à Madame de Beaujeu, sœur du roi, et nous avons vu qu'il avait été fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin, en 1488. Trois ans après, rendu à la liberté par Charles VIII, la reconnaissance en fit un sujet fidèle.

Le duc d'Orléans était âgé de trente-six ans lorsqu'il devint roi sous le nom de Louis XII. Il fut sacré à Reims le 27 mai 1498, et prit avec le titre de roi de France, ceux de roi des Deux-Siciles et de duc de Milan. Les seigneurs qui avaient combattu contre lui, au service de Charles VIII, redoutaient son ressentiment; Louis s'empressa de les rassurer et dit à La Trémouille, qui l'avait fait prisonnier à Saint-Aubin : *Ne craignez rien; ce n'est pas au roi de France à venger les injures du duc d'Orléans.* Ces nobles paroles étaient de bon augure.

En montant sur le trône, Louis XII trouva cette aristocratie princière qui avait menacé la puissance de ses prédécesseurs ou éteinte ou représentée par des enfants : tout semblait donc favorable au nouveau règne. Louis conserva dans leurs emplois les serviteurs de Charles VIII, et donna toute sa confiance à Georges d'Amboise, archevêque de Rouen, dont le dévouement et les vertus lui étaient connus.

N'étant encore que duc d'Orléans, Louis XII avait épousé contre son gré Jeanne de France, fille de Louis XI, et la

constante affection de cette princesse n'avait pu toucher son cœur; son antipathie allait si loin, qu'il pensait même depuis longtemps à s'en séparer. Devenu roi, il fit demander au Pape d'autoriser son divorce. Après un long procès où les raisons de Louis XII furent examinées par une commission nommée à cet effet, Alexandre VI prononça l'annulation du mariage. La vertueuse Jeanne, fille, sœur et épouse de roi, ne put voir sans douleur rompre une union de vingt-cinq ans avec un époux auquel elle avait prodigué sa tendresse, et elle ne se soumit à la décision du Pape que pour se consacrer à Dieu dans l'ordre des Annonciades, dont elle fut la fondatrice. Elle mourut à Bourges en 1505.

Libre de contracter une nouvelle union, Louis XII épousa la jeune veuve de Charles VIII, Anne de Bretagne.

Les premiers actes du gouvernement de ce prince, dictés par un esprit de sagesse et de modération, furent accueillis avec enthousiasme. Les caisses de l'État étant vides, Louis XII eut recours à ses propres épargnes, puis il mit partout la plus stricte économie et diminua beaucoup les impôts : *J'aime mieux*, dit-il, en apprenant qu'on le tournait en ridicule, *voir mes courtisans rire de mon avarice, que mon peuple pleurer de mes prodigalités.*

Après avoir rétabli l'ordre dans les finances, Louis XII s'occupa de la justice. Grâce aux conseils de Georges d'Amboise, il défendit la vénalité des charges de judicature, et apporta d'utiles réformes dans cet exercice important du pouvoir royal. Certains priviléges abusifs de l'Université attirèrent ensuite son attention et furent l'objet d'une réforme; l'Université résista, les écoliers se révoltèrent, les cours furent suspendus. Ce ne fut qu'après huit mois de lutte, que l'énergie du roi rétablit le calme.

Malheureusement Louis XII n'avait pas oublié ses pré-

tentions sur le Milanais, comme petit-fils de Valentine Visconti; sur le royaume de Naples, comme héritier des droits de la maison d'Anjou, et il résolut de les appuyer par les armes. A l'exemple de Charles VIII, avant de s'exposer aux chances de la guerre, il assura par des traités la paix avec ses voisins. En même temps, il fit alliance avec les Vénitiens contre Louis le More, et obtint l'appui d'Alexandre VI, en créant son fils César Borgia duc de Valentinois. Le duc de Milan, ainsi menacé, demanda du secours au sultan Bajazet.

Pour réaliser ses projets ambitieux, Louis XII réunit à Lyon une armée sous les ordres de Louis de Luxembourg, comte de Ligny; d'Évrard Stuart, seigneur d'Aubigny; et de Jean-Jacques Trivulce, *très-bon français, quoique lombard de naissance.* Sans perdre de temps, cette armée franchit les Alpes et se jette sur le Milanais; la forteresse d'Arezzo est prise et sa garnison passée au fil de l'épée. La terreur fait poser les armes; les places fortes se rendent, Alexandrie ouvre ses portes aux Français, Gênes se soumet avec empressement; Milan, abandonné par Louis le More, envoie ses clés aux vainqueurs : vingt jours avaient suffi pour conquérir le Milanais.

Louis XII fit son entrée à Milan le 2 octobre 1499, au milieu des acclamations du peuple. Après un court séjour, signalé par des mesures sages et une grande diminution dans les impôts, le roi revint en France, confiant à Trivulce le gouvernement du pays conquis (1500).

Le nouveau gouverneur rendit la domination des Français si odieuse aux Italiens, que Louis le More dont ils avaient acclamé la fuite, fut rappelé par ses sujets, et rentra dans sa capitale dès le 5 février 1500.

A cette nouvelle, Louis XII fit lever en toute hâte une armée en Suisse, et l'envoya en Italie sous les ordres de la Trémouille. Louis le More enrôlait en même temps des

aventuriers de la même nation, auxquels la diète helvétique défendait de combattre contre leurs frères.

Le duc de Milan, assiégé dans Novare par les Suisses au service de la France, se vit donc abandonné de ceux qui étaient dans son armée; et, comme il essayait de fuir sous un déguisement, il fut trahi, livré à la Trémouille, qui l'envoya au roi. Louis XII le fit enfermer au château de Loches (Indre-et-Loire), où il mourut en 1510.

Georges d'Amboise alla prendre possession du Milanais reconquis au nom de Louis XII, et la douceur de son administration fit oublier les vexations de Trivulce.

Maître de Milan, le roi tourna ses regards vers Naples dont les chemins lui semblaient ouverts par ses alliances. Le trône en était alors occupé par Frédéric Ier, oncle du dernier roi Ferdinand II, par conséquent parent de Ferdinand le Catholique, avec lequel Louis XII venait de contracter une alliance secrète pour s'emparer du royaume de Naples.

A l'approche de l'armée française, Frédéric, qui croyait pouvoir compter sur l'appui du roi d'Espagne, appelle Gonzalve de Cordoue, alors en Sicile, pour lui aider à repousser les ennemis. Gonzalve, accouru comme allié, se joint tout à coup aux Français qui passent le Volturne, s'emparent de Capoue et marchent sur Naples.

L'infortuné roi, ainsi trahi, fut contraint de capituler. D'Aubigny l'envoya en France, où Louis XII lui assigna une pension pour vivre en Anjou. Il y mourut trois ans après. Son fils Ferdinand, après une résistance énergique à Tarente, ayant cru pouvoir se confier à Gonzalve de Cordoue, fut conduit en Espagne et tenu dans une étroite captivité.

Cette nouvelle conquête du royaume de Naples, aussi rapide que la première, ne devait pas être plus durable. Déjà la mésintelligence divisait les chefs, et la maladie dé-

cimait l'armée française qui ne pouvait facilement se recruter, tandis que les Espagnols recevaient chaque jour de nouveaux renforts. Quand il fut assuré du succès, Gonzalve rompit avec les Français, et la guerre commença. Sur ces entrefaites, d'Aubigny disgracié fut remplacé par le jeune Louis d'Armagnac, duc de Nemours, fils de celui que Louis XI avait fait périr.

Dans le même temps que les Français et les Espagnols étaient aux prises à Naples, Ferdinand d'Espagne autorisait son gendre Philippe le Beau à négocier la paix avec Louis XII. Un traité fut donc signé à Lyon entre ces deux princes (5 avril 1503); il stipulait le mariage de Charles, fils de Philippe, avec Claude, fille de Louis XII : le royaume de Naples devait être leur apanage. Alors parut dans tout son jour la mauvaise foi du roi d'Espagne. Pendant que Louis XII se hâtait de faire cesser les hostilités et suspendait ses armements, Ferdinand, sans tenir compte du traité de Lyon, envoyait l'ordre à Gonzalve de Cordoue de pousser la guerre avec vigueur. Les Français, pris ainsi au dépourvu, furent battus à Seminare, et le duc de Nemours fut tué à la défaite de Cérignoles.

Philippe le Beau partagea l'indignation que la perfidie de Ferdinand faisait éprouver à Louis XII, et comme il laissait paraître la crainte d'être victime du juste ressentiment de Louis : *Ne craignez rien,* lui répondit noblement le roi, *j'aime mieux perdre un royaume qu'on peut reprendre, que l'honneur dont la perte est irréparable* (1).

Louis XII leva trois nouvelles armées; deux devaient entrer en Espagne, la troisième, sous les ordres de la Trémouille, devait passer les Alpes; en même temps, deux flottes étaient chargées de les soutenir.

(1) A côté de cette belle parole, il faut placer cette réponse de Ferdinand à son secrétaire qui lui rapportait que le roi de France l'accusait de l'avoir trompé deux fois : *Il en a menti, je l'ai trompé plus de dix.*

Les armées furent presque détruites par les ennemis ou la maladie, les flottes dispersées par les tempêtes. Pour comble de malheur, Alexandre VI mourut et fut remplacé par Pie III, qui céda bientôt la tiare à Jules II. Le nouveau Pape voyait avec peine les Français en Italie, leur attribuant tous les malheurs de la péninsule.

Les succès des Espagnols ne pouvaient cependant décourager les Français ni diminuer leur valeur. Dans une rencontre, Bayard, ce jeune page que Charles VIII s'était fait céder par un prince de Savoie, arrêta seul, à la tête d'un pont sur la Mola, deux cents Espagnols, et donna ainsi au gros de l'armée le temps de venir repousser les ennemis.

Les Français, réduits à un petit nombre, se replièrent sur Gaëte; mais, attaqués par Gonzalve de Cordoue, ils furent obligés de capituler le 1er janvier 1504, heureux d'obtenir, pour prix de leurs héroïques efforts, la liberté de retourner dans leur patrie.

La politique déloyale de Ferdinand triomphait : c'était pour les Espagnols que Louis XII avait conquis Naples.

La guerre n'était plus possible; il fallut donc traiter, d'autant plus que Louis XII était alors dangereusement malade, et que sa mort eût compliqué toutes les difficultés. Le mariage de Claude de France avec Charles d'Autriche fut de nouveau arrêté dans le traité de Blois, entre Louis et Ferdinand; de belles provinces devaient être la dot de la jeune princesse (1504).

Cependant Louis XII ayant recouvré la santé, comprit la faute qu'il venait de commettre en signant la paix, et il songea aux moyens d'en prévenir les suites.

Les États généraux, convoqués à Tours (1506), décernèrent d'abord au roi le titre glorieux et bien mérité de *Père du peuple*, puis ils présentèrent au monarque une requête, afin qu'il lui plût de donner sa fille Claude en

mariage au duc de Valois François d'Angoulême, héritier présomptif de la couronne. Louis XII accueillit avec empressement cette demande qui annulait le traité de Blois; et les fiançailles furent célébrées peu de jours après.

La même année mourut Philippe le Beau, dont le fils, Charles d'Autriche, devait être un jour Charles-Quint.

Vers le même temps, Gênes, qui avait passé sous la domination de la France avec le Milanais, se révolta pour se donner à l'empereur Maximilien. Louis XII, après avoir tenté vainement les voies de la persuasion, marcha contre la ville rebelle, la soumit par les armes, et, y étant entré en vainqueur irrité, il livra au supplice le doge et cinquante des plus mutins. Cette juste sévérité rétablit l'ordre (1507).

A la suite d'une entrevue qu'ils eurent à Savone, Louis XII et Ferdinand d'Espagne signèrent le traité de Cambrai contre l'orgueilleuse république de Venise, dont les usurpations et la puissance excitaient le ressentiment et la jalousie des rois voisins. Ce traité réunit dans une même ligue l'empereur Maximilien, Ferdinand d'Espagne, le duc de Savoie, le roi de Hongrie et le pape Jules II, chacun de ces princes ayant à réclamer contre quelque empiétement de la république.

Les Français ouvrirent la campagne par la grande bataille d'Agnadel (royaume lombard-vénitien), où Louis XII paya de sa personne en vrai chevalier : *Quiconque a peur se mette derrière moi,* disait-il à ceux qui voulaient retenir son ardeur. Cette victoire lui soumit l'État vénitien jusqu'à l'Adda (1509). Fidèle au traité, le roi de France repassa les Alpes après ce brillant début, laissant les alliés recouvrer les possessions que Venise leur avait enlevées.

Venise était perdue si l'entente eût continué entre les princes ligués contre sa puissance; aussi chercha-t-elle

d'abord à gagner Jules II en lui cédant plusieurs places de la Romagne, puis elle exploita l'opposition du Pontife contre la France, et parvint enfin à le détacher de ses alliés. Ce n'était pas assez pour Jules II d'avoir rompu avec Louis XII, il forma bientôt contre lui une ligue dans laquelle entrèrent Venise, l'Espagne, l'Angleterre et la Suisse.

Dans le même temps que Jules II amassait contre la France un orage terrible, Louis XII perdait à Lyon son conseil et son ami, le cardinal d'Amboise (1510). Magnifique et modeste, libéral et économe, habile et vrai, aussi grand homme de bien que grand homme d'État, Georges d'Amboise fut toujours dévoué au roi qui lui accordait toute sa confiance. Il sut concilier les devoirs de légat du Saint-Siége avec les susceptibilités de la nation, les fonctions paternelles de l'épiscopat avec la vigueur du gouvernement, le caractère même de réformateur des ordres religieux, avec le tumulte des affaires et la dissipation de la cour; en un mot, il ne se servit de son autorité que pour la gloire de la religion et du roi et la prospérité de la France.

La gravité des circonstances fit doublement sentir à Louis XII la perte de son ministre. En effet, Jules II s'était mis ouvertement à la tête de la coalition qu'il avait organisée ponr chasser les Français de l'Italie, et il venait de commencer les hostilités en jetant les Suisses sur le Milanais, et en faisant attaquer Gênes par les Vénitiens. Cette tentative n'eut aucun succès. Vers le même temps, le roi de France ayant pris fait et cause pour le duc de Ferrare, vassal rebelle du Saint-Siége, le Pontife l'excommunia. Pour toute réponse, Louis XII interdit les relations de la France avec la cour de Rome, et, d'accord avec l'empereur Maximilien, il convoqua un concile à Pise; quelques évêques en s'y rendant se couvrirent de

honte et de ridicule. De son côté, Jules II convoqua un concile à Saint-Jean de Latran; pour accabler plus sûrement le roi de France, il forma ensuite, de concert avec Ferdinand d'Espagne et Henri VIII d'Angleterre, la *Sainte Ligue*, ainsi nommée, disait-il, parce qu'elle avait pour but de préserver l'Église d'un schisme général.

Ce n'était pas assez pour le Pontife d'armer les souverains et de fulminer des anathèmes contre Louis XII, il se mit à la tête des troupes, fit en personne le siége de la Mirandole, ville du duché de Modène, et, s'en étant rendu maître, il y entra par la brèche en général vainqueur.

La guerre se poursuivait avec des chances diverses; le maréchal Chaumont, Trivulce, et Bayard, essayaient tour à tour leur vaillance sans pouvoir fixer la victoire de leur côté, et le Milanais était perdu, lorsqu'un jeune héros vint prendre le commandement de l'armée. C'était le neveu de Louis XII, Gaston de Foix, âgé de vingt-deux ans. Bologne, investie par les troupes confédérées, allait succomber : Gaston l'apprend; il part de Milan à marche forcée, au milieu d'une tempête d'hiver, et pénètre dans la place à la faveur d'une neige épaisse. A cette nouvelle, les assiégeants, surpris et effrayés, se retirent précipitamment.

Avec le même entrain et la même bravoure, le jeune héros, à la tête de 500 fantassins, malgré la rigueur de la saison, vole au secours de Brescia, tombée au pouvoir des Vénitiens, donne un assaut général et s'élance le premier sur la brèche. Après un combat acharné, la ville est prise et livrée au pillage. A l'attaque de Brescia, Bayard ayant été blessé, le noble et bon chevalier fut porté dans une illustre maison de la ville, et il récompensa l'hospitalité de ses hôtes en les préservant du pillage (1512).

Gaston crut devoir profiter de la terreur que ses rapides succès avaient jetée parmi les confédérés et de l'enthousiasme qu'il avait excité dans l'armée, pour porter un

coup décisif à la Ligue en s'emparant de Ravenne. Cardone, le général ennemi, accourut avec des forces considérables et attira les Français en rase campagne. Une lutte terrible s'engagea; mais les ennemis ne purent résister au choc des Français et se débandèrent. La victoire était assurée, lorsque le jeune vainqueur, emporté à la poursuite des fuyards, pénétra dans leurs rangs et y trouva la mort.

La victoire de Ravenne soumit aux Français toutes les villes de la Romagne. Parmi les prisonniers qu'ils firent se trouvait le cardinal de Médicis (Léon X); il fut traité noblement par les vainqueurs. *Dieu nous garde,* s'écria Louis XII en apprenant la mort de Gaston de Foix, *de remporter de telles victoires!*

Avec ce jeune héros disparut la fortune de la France. Jacques de Chabannes, seigneur de la Palisse, prit le commandement de l'armée et se replia sur Milan. En même temps, Maximilien, gagné par Jules II, laissait passer les Suisses, que le Pontife lançait de nouveau sur le Milanais; Gênes se révoltait; Ferdinand s'emparait de la Navarre, sous prétexte de vouloir pénétrer en France; et une armée anglaise débarquait près de Bayonne et menaçait cette ville.

Louis XII, pour protéger ses frontières, fut obligé de dégarnir l'Italie. Les confédérés en profitèrent. Aussi, vers la fin de l'année 1512, il ne restait aux Français, de l'autre côté des Alpes, que les citadelles de Milan, de Crémone, de Novare, et un fort de Gênes.

Heureusement la discorde éclata parmi les ennemis de Louis XII. Ferdinand, maître de la Navarre, retourna sur ses pas; les Anglais, qu'il n'avait appelés que pour faciliter sa conquête, se retirèrent fort irrités; et les Vénitiens, mécontents de leurs alliés, s'unirent à la France. La mort de Jules II, arrivée au commencement de l'année 1513, laissa respirer Louis XII.

Le roi de France, délivré de son plus redoutable adversaire, reprit confiance. Tandis qu'une flotte était chargée de faire rentrer Gênes dans le devoir, une armée, sous le commandement de la Trémouille, allait chasser de Milan Maximilien Sforze, fils de Louis le More. Ne pouvant triompher des Suisses qui défendaient cette place, la Trémouille entreprit d'intercepter les renforts qu'on y attendait. Mal renseigné sur le pays, le général français s'égara dans un lieu marécageux; surpris à la Riota, il y fut mis en pleine déroute. Après cet échec, la Trémouille se hâta de mettre les Alpes entre lui et les ennemis et abandonna le pays; Gênes se révolta de nouveau, et le Milanais fut perdu encore une fois (1513).

Henri VIII venait de débarquer à Calais accompagné de l'empereur Maximilien. Le duc de Longueville, chargé de la défense de la Picardie, mais dépourvu des talents de son aïeul le comte de Dunois, ne put empêcher les Anglais de prendre et de détruire Térouanne (Pas-de-Calais), après qu'il eut perdu la bataille de Guinegatte (16 août 1513), ou *Journée des éperons,* ainsi appelée de ce que les Français s'y servirent de leurs éperons plus que de leurs épées. Longueville et Bayard y furent faits prisonniers. Cette défaite entraîna la perte de Tournai. D'un autre côté les Suisses, cédant aux sollicitations de l'Autriche, vinrent surprendre Dijon. La Trémouille, qui défendait la place, incapable de résister, négocia; il leur promit au nom du roi des sommes considérables et la renonciation de ce prince au duché de Milan. A ces conditions les Suisses se retirèrent. Louis XII, se fondant sur ce que la Trémouille n'avait pas de pouvoirs suffisants pour traiter, ne reconnut qu'une partie de ses promesses. Cette action déloyale était indigne de Louis XII.

Chacun commençait à être las de la guerre; Maximilien retourna en Allemagne; Henri VIII consentit à une

trêve qui fut signée à Orléans (1514); et Léon X entendit volontiers à des propositions de paix : il n'y mit qu'une condition, la renonciation de Louis XII au conciliabule que ce prince avait réuni : le roi s'empressa d'y souscrire.

La même année mourut Anne de Bretagne; le roi lui donna des larmes sincères, et, contrairement à l'usage de ses prédécesseurs, il prit le deuil en noir. Louis XII avait toujours eu une vénération profonde pour cette princesse, que le peuple appelait *la vraie mère des pauvres, le confort des nobles, le refuge des savants hommes et de bonne vie.*

La mort de la reine fut suivie immédiatement du mariage de sa fille Claude avec François d'Angoulême. Les bons Français désiraient cette union, mais Anne de Bretagne l'avait toujours vue avec peine.

Louis XII, veuf depuis un an, épousa Marie, sœur de Henri VIII, et conclut à cette occasion une paix définitive avec l'Angleterre. Ayant changé ses habitudes et son régime sévère, pour complaire à sa jeune épouse avide de tournois et de fêtes, il mourut trois mois après. Aussitôt les crieurs publics parcoururent les rues en criant : *Le bon roi Louis, père du peuple, est mort!* Les sanglots éclatèrent de toutes parts, et leur voix fut couverte par les gémissements de la foule (1515).

Pour être juste à l'égard de Louis XII, il faut, tout en lui reprochant sa passion pour les conquêtes, reconnaître que ses guerres, qui flattaient l'orgueil national et qui occupèrent au dehors une noblesse turbulente, se firent sans que les impôts fussent augmentés : Louis XII trouvait de quoi satisfaire à tous les besoins dans une sage et rigide économie.

Le tort le plus grave de ce prince fut le conciliabule de Pise, qui renouvela le scandale du concile de Bâle; mais il ne faut pas oublier que le roi se soumit entièrement lorsqu'il fit la paix avec Léon X.

Sous le règne de Louis XII, la prospérité publique témoignait de sa sage administration et de celle de son fidèle ministre Georges d'Amboise. *Pour un riche marchand que l'on trouvait à Paris, à Rouen, à Lyon*, dit Claude de Seyssel, *on en trouve maintenant plus de cinquante.*

Jamais roi ne fut aimé comme Louis XII. L'histoire rapporte que, lorsqu'il voyageait, les paysans quittaient leurs travaux, accouraient au bord des chemins et s'écriaient en le voyant : *C'est bien notre père à tous, c'est bien le père du peuple.*

François d'Angoulême, son gendre, qui lui succéda sous le nom de François Ier, descendait, comme lui, du duc d'Orléans tué par les sicaires du duc de Bourgogne. Il était alors âgé de vingt ans. Son caractère léger, ses goûts chevaleresques effrayaient quelquefois Louis XII : *Hélas!* disait-il avec tristesse, *nous travaillons en vain; ce gros garçon gâtera tout.* François Ier avait reçu, par les soins de sa mère Louise de Savoie, une éducation brillante, et il avait rapporté d'Italie, où il s'était distingué par sa valeur sur les champs de bataille, le goût des arts et des lettres.

Le jeune roi confirma dans leurs charges les ministres de Louis XII, puis il confia la surintendance générale des affaires au sire de Boissy, son ancien gouverneur, donna le titre de connétable à Charles de Bourbon, et nomma chancelier le premier président de Paris, Antoine Duprat, que favorisait Louise de Savoie.

Avide de gloire, François Ier avait recueilli la dernière pensée de son prédécesseur, la reprise du Milanais, qui souriait à son courage; et aussitôt après les fêtes de son couronnement, il pressa les préparatifs de cette expédition. Pour assurer le succès de son entreprise, François Ier conclut un traité avec les Vénitiens et les Génois,

et chercha, par de belles promesses, à s'attacher, au moins pour un temps, Charles d'Autriche (plus tard Charles-Quint).

Ayant institué Louise de Savoie régente du royaume, plus rien n'arrêta le jeune roi. Quarante mille hommes furent aussitôt lancés sur l'Italie, dont ils étaient séparés par la chaîne des Alpes. Cette terrible barrière ne ralentit pas l'impétuosité française; en six jours l'armée entière eut franchi ces pics escarpés, ces précipices, ces glaciers qui semblent défier les pas de l'homme; et, sous la conduite de la Palisse, de Trivulce et de Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, elle se répandit sur les terres du marquis de Saluces, allié des Français.

Colonna, général du duc de Milan, n'ayant pu les arrêter au passage, ils s'avancèrent dans le Milanais, et François Ier établit un quartier-général à Marignan. C'est là que les Suisses enrôlés par Maximilien Sforze, vinrent présenter la bataille aux Français. Ceux-ci les reçurent sans s'ébranler, et la mêlée fut terrible. Les ténèbres seules interrompirent le combat. Le roi passa la nuit sur l'affût d'un canon. Au point du jour la bataille recommença avec le même acharnement que la veille. Cependant les Suisses, apprenant l'arrivée des Vénitiens que commandait le général Alviano, battirent en retraite, laissant quinze mille des leurs sur le terrain : les Français en avaient perdu six mille. François Ier eut tout l'honneur du combat que le vieux maréchal de Trivulce, qui avait assisté à dix-huit batailles, appelait un combat de géants. Quoique les rois de France fussent chevaliers en naissant, François Ier voulut, suivant l'ancien usage, être armé chevalier de la main de Bayard, sur ce même champ de bataille où il venait de gagner si noblement ses éperons.

La victoire de Marignan livra le duché de Milan aux Français. Maximilien Sforze se rendit et fut envoyé en

France. Le Pape céda à François Ier Parme et Plaisance; de son côté, le roi restitua Bologne au Saint-Sié[illegible] tit l'indépendance des États pontificaux, et rec[illegible] l'autorité des Médicis à Florence.

La paix une fois assurée, Léon X et le vainqueur de Marignan, dans des conférences qu'ils eurent à Bologne, arrêtèrent les articles d'un concordat qui réglait les libertés de l'Église gallicane. François Ier y sacrifia la Pragmatique sanction; la nomination aux évêchés y fut réservée au roi, sauf la sanction du souverain Pontife qui conserva les *annates*, c'est-à-dire le revenu de la première année des bénéfices. Le Parlement manifesta la plus vive opposition à ce concordat, et refusa pendant plusieurs années d'enregistrer la bulle de Léon X.

Vers la fin de 1515, François Ier conclut à Fribourg, sous le nom de *paix perpétuelle*, une alliance avec les Suisses, qui assura pour toujours à la France leurs services mercenaires, et les éloigna définitivement de l'Italie.

Maître du Milanais, le jeune vainqueur en laissa le gouvernement au connétable de Bourbon, puis il revint en France jouir de sa gloire et s'entourer des savants, des littérateurs et des artistes que ses faveurs appelaient à sa cour.

La mort de Ferdinand le Catholique (janvier 1516), en plaçant sur la tête de Charles d'Autriche la couronne d'Espagne, prépara de grands événements. Ce prince, à peine âgé de seize ans, avait besoin de l'amitié du roi de France pour s'affermir sur le trône; il conclut donc avec lui le traité de Noyon, auquel s'associa l'empereur Maximilien, qui venait de faire quelques tentatives pour reprendre le Milanais. Ce traité donna un peu de repos à l'Europe. Vers le même temps, François Ier s'assura l'amitié de l'Angleterre dont il acheta la ville de Tournai.

A la faveur de cette paix, la prospérité publique se dé-

veloppa rapidement sous la protection d'un gouvernement qui comprenait les besoins de la nation ; mais la mort de l'empereur Maximilien vint réveiller toutes les ambitions.

Nous avons vu depuis longtemps que le titre impérial était conféré par l'élection de sept princes allemands, désignés sous le nom d'*Électeurs*. Leur choix était ordinairement fixé d'avance par le titre de *roi des Romains* donné au prince qui prétendait à l'empire. Maximilien, contrairement à l'usage, n'avait pas été couronné à Rome, et, pour ce motif, il n'était reconnu par les Papes que sous le nom d'*empereur élu*. Cette circonstance ne lui avait pas permis de demander aux électeurs le titre de roi des Romains pour son petit-fils.

Deux concurrents se présentaient pour la couronne impériale, François Ier, roi de France, et Charles Ier, roi d'Espagne; celui-ci venait d'ajouter aux Pays-Bas, qu'il tenait de son père Philippe le Beau, à l'Espagne, que lui avait laissée son grand-père maternel, Ferdinand le Catholique, l'archiduché d'Autriche par la mort de Maximilien, son aïeul paternel.

Les électeurs, réunis à la diète de Francfort, après quelques hésitations, proclamèrent Charles empereur, sous le nom de Charles V ou Charles-Quint : il avait alors dix-neuf ans.

Après avoir comprimé des révoltes en Espagne, le nouvel empereur alla se faire couronner à Aix-la-Chapelle; mais, en politique habile, comprenant qu'il pourrait avoir besoin de Henri VIII, il s'occupa de mettre dans ses intérêts celui qui avait pris pour devise : *Qui je défends est maître,* et se détourna de sa route pour aller à Douvres visiter le monarque anglais.

Dès cette époque, il était facile de reconnaître la différence de caractère et de génie de ces deux jeunes souverains, qui se trouvaient en présence sur le théâtre de la

politique; Charles-Quint, froid, réservé, ambitieux, au coup d'œil assuré, avait la persévérance et l'astuce de Ferdinand d'Espagne : le temps devait montrer s'il était à la hauteur de sa tâche, rendue difficile par les événements religieux. François Ier, au contraire, frivole et léger, aimait l'éclat et la magnificence, et avait, par-dessus tout, les qualités du vrai chevalier, le courage, la loyauté et la franchise.

François Ier, moins politique que Charles V, au lieu d'aller visiter Henri VIII, lui avait demandé une entrevue sur le continent. Elle eut lieu le 7 juin 1520, entre Guines et Ardres (Pas-de-Calais). Les deux rois et leur cour y déployèrent une magnificence qui fit appeler ce lieu le *Camp du Drap d'Or. Beaucoup de seigneurs,* dit un contemporain, *y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules.*

En quittant le camp du Drap d'Or, où les fêtes, les bals, les tournois s'étaient succédé pendant trois semaines, Henri VIII se dirigea vers Gravelines, où se trouvait l'empereur. Charles-Quint, pour flatter l'orgueil du monarque anglais qui s'était vu avec peine éclipser par le luxe et la grâce du roi de France, lui offrit de le prendre pour arbitre de toutes les contestations qui pourraient s'élever entre lui et François Ier. Cette proposition flatteuse et l'influence de son ministre le cardinal Wolsey, le décidèrent à s'unir à l'empereur. Il était aisé de prévoir que la mésintelligenee ne tarderait pas à éclater entre les deux rivaux : les prétextes ne manquent jamais quand on veut faire la guerre.

François Ier ayant réclamé en vain pour Henri d'Albret la Navarre, que Charles-Quint devait rendre d'après le traité de Noyon, chargea André de Lesparre de s'en emparer. La Navarre fut conquise en quinze jours, et presque aussitôt perdue en une seule bataille (1521). Dans le

même temps le comte de Nassau, général de l'empereur, se jeta sur les États du duc de Bouillon, que François Ier soutenait dans sa révolte contre Charles-Quint, et assiégea Mézières. Il eût emporté cette place sans l'héroïque résistance de Bayard, qui disait : *Il n'y a pas de places faibles où il y a des gens de cœur pour les défendre.* En donnant au roi le temps de réunir des forces considérables, Bayard sauva le pays. L'amiral Bonnivet fut envoyé en Guyenne, Lautrec en Italie, Vendôme en Picardie. François Ier se réserva le commandement de l'armée du Nord, avec laquelle il repoussa les Impériaux au delà de l'Escaut, pendant que Bonnivet prenait Fontarabie, au nord de l'Espagne, et que Lautrec perdait le Milanais, succombant sous les coups réunis de Charles-Quint et de Léon X. Une tentative de Lautrec, pour reprendre Milan, n'amena que la triste journée de la Bicoque (1522), où les Suisses, mal payés, se laissèrent battre par Prosper Colonna, général de l'empereur.

De retour en France, Lautrec se plaignit avec aigreur de ce que le manque d'argent avait perdu la cause française en Italie, et il eut avec François Ier des explications qui firent reconnaître que les sommes destinées à l'armée d'Italie avaient été en partie détournées. Semblançay, surintendant des finances, fut accusé; les preuves en main, il rejeta la faute sur la reine-mère Louise de Savoie, qui ne lui pardonna pas. Semblançay fut mis en accusation, et mourut sur l'échafaud en 1528.

Une cause, frivole en apparence, eut les plus funestes résultats. Le connétable Charles de Bourbon (1), qui s'était

(1) Pierre de Beaujeu, époux de Madame de Beaujeu, fille de Louis XI, devint duc de Bourbon à la mort de son frère. Leur fille, Suzanne de Bourbon, épousa son cousin Charles de Montpensier, qui devint lui-même chef de la maison de Bourbon à la mort de son beau-père. C'est ce prince qui est connu sous le nom de *connétable de Bourbon*.

distingué à la bataille de Marignan, étant devenu veuf, avait, disent quelques historiens, refusé la main de Louise de Savoie, beaucoup plus âgée que lui. La reine-mère, pour s'en venger, de concert avec le chancelier Duprat, lui intenta un procès qui le ruina. Le connétable, n'écoutant que son ressentiment, quitta la France, disant adieu à sa patrie et à l'honneur, et alla offrir ses services à Charles-Quint (1523), au moment que François Ier se disposait à franchir les Alpes pour reconquérir le Milanais. Charles de Bourbon, l'empereur et le roi d'Angleterre, rêvèrent alors le démembrement de la France, dont une partie devait constituer un royaume pour le connétable rebelle.

Les alliés attaquèrent en même temps la Franche-Comté, la Champagne, la Picardie. Le roi fit face à tous les dangers. Au nord, la Trémouille sauva la Picardie en repoussant les Anglais, tandis que le comte de Guise arrêtait les Allemand en Champagne. François Ier avait envoyé en Italie Bonnivet, son favori, homme vaniteux et incapable. Bonnivet ne put tenir contre les troupes ennemies que commandaient Prosper Colonna, le vicomte de Lannoy et Charles de Bourbon (1524). Battu à Biagrasso, il fit retraite, et ayant été blessé au passage de la Sesia, il remit le commandement de l'arrière-garde à Bayard. Le bon chevalier y fut frappé d'un coup mortel. *Jésus mon Dieu,* s'écria-t-il, *je suis mort!* puis il se fit porter au pied d'un arbre, le visage tourné vers l'ennemi, serrant entre ses mains le pommeau de son épée qui formait une croix. A ce moment, Charles de Bourbon passa près de lui en poursuivant les Français, et il lui exprima sa pitié. *Ce n'est pas moi qu'il faut plaindre,* lui répondit Bayard, *mais vous qui combattez contre votre roi, votre patrie et votre foi.* Le chevalier sans peur et sans reproche expira bientôt après en héros chrétien.

L'armée française ayant repassé les Alpes, le duc de Bourbon entra en Provence, espérant voir les populations accourir au-devant de lui. Il se trompait. Partout on lui opposa la plus énergique résistance; et quand il assiégea Marseille, les femmes mêmes travaillèrent aux remparts. Désespérant de vaincre, il se retira en désordre et reprit la route de l'Italie, où François Ier le suivit, après avoir confié de nouveau la régence à sa mère. Les succès des Français furent si rapides, que, vers la fin de l'année 1524, le roi rentrait à Milan. Il quitta bientôt cette ville pour aller assiéger Pavie. Pendant que la mauvaise saison arrêtait les opérations du siége, Bourbon alla chercher des renforts en Allemagne. A son retour, les Impériaux, apprenant que François Ier venait d'affaiblir son armée pour envoyer douze mille hommes tenter une révolution à Naples, marchèrent au secours de Pavie. Après un mois passé en escarmouches, l'imprudent Bonnivet, contre l'avis de tous les officiers de l'armée, conseilla de tenter une bataille rangée (1525). La supériorité de François Ier était dans son artillerie; il la rendit inutile par les charges folles de la gendarmerie française qui passa devant elle, le roi en tête, pour se jeter sur l'ennemi. Ceux-ci, profitant de cette faute, se précipitèrent sur les bataillons que l'artillerie ne pouvait protéger. La Trémouille, le seigneur de la Palisse qui avait assisté à toutes les batailles de l'Italie, Bonnivet et un grand nombre de braves capitaines furent tués. La noblesse se fit massacrer pour défendre le roi. François Ier combattant avec fureur, refusait de se rendre au duc de Bourbon; enfin blessé, couvert de sang, il remit son épée à Lannoy, vice-roi de Naples, qui la reçut un genou en terre, puis lui donna la sienne pour qu'il ne parût pas désarmé. Parmi les prisonniers était Henri d'Albret, roi de Navarre. C'est après la désastreuse bataille de Pavie que le roi vaincu écrivit à sa mère ce mot

devenu célèbre, mais contesté par quelques historiens sérieux : *Tout est perdu, fors l'honneur.*

La France restait sans roi, sans armée, sans argent. Louise de Savoie pourvut à tout avec une activité et un courage qui ne se démentirent pas un instant.

Charles-Quint affecta une grande indifférence à la nouvelle de la victoire que ses troupes venaient de remporter, et refusa de voir son royal captif. François Ier fut conduit à Madrid, tandis que le jeune roi de Navarre s'échappait de la forteresse de Pavie au moyen d'une échelle de corde. Ce ne fut qu'au bout d'un an, et lorsque la santé du roi fut gravement compromise par les ennuis de la captivité et les douleurs de sa situation, que l'empereur consentit à traiter avec lui. Le roi de France, renonçant à ses prétentions sur l'Italie, céda la Bourgogne, rendit à Charles de Bourbon ses biens, auxquels il ajouta la Provence et le Dauphiné, donna ses deux fils en otage, et promit de s'allier par un double mariage à la famille de Charles-Quint. Ce honteux traité, contre lequel François Ier protesta secrètement, fut signé à Madrid le 14 janvier 1526.

A ce prix le roi de France fut remis en liberté. Il avait voulu abdiquer plutôt que de signer le traité de Madrid; il eût mieux fait, car il eût ainsi sauvé la France et son honneur. On lui persuada faussement qu'un traité imposé par la violence n'oblige pas, et il le crut. En conséquence, dès qu'il eût touché le sol de la France, il refusa l'exécution de ce traité, sous prétexte qu'il lui fallait auparavant le consentement des États des provinces cédées. C'était un manque de foi, et l'empereur cria à la perfidie. La guerre allait recommencer.

Bientôt, en effet, fut publiée la *Sainte-Ligue* entre le Pape Clément VII, le roi de France, celui d'Angleterre, les Vénitiens et les princes de l'Italie, dans le but de chasser les Espagnols de la péninsule.

Charles-Quint manquait de soldats et de généraux. Charles de Bourbon se fit une armée des débris de toutes celles qui avaient ravagé l'Italie, puis il la grossit de treize à quatorze mille luthériens fanatiques, et, à la tête de ces bandes féroces, il prit et pilla Milan. Le connétable marcha ensuite sur Rome qu'il assiégea et où il fut tué (1527).

Philibert de Châlons, prince d'Orange, prit aussitôt le commandement de l'armée ; Rome fut livrée à toutes les horreurs du pillage, et le Pape fait prisonnier (1528). Le sac de Rome et la captivité de Clément VII excitèrent partout la plus vive indignation : Charles-Quint en témoigna une douleur qui ne trompa personne. François 1er, uni à Henri VIII, sous prétexte de délivrer le Pape, fit passer en Italie une armée commandée par Lautrec. Après avoir ramené Gênes sous l'obéissance du roi de France et pris plusieurs villes pour le duc de Milan, Lautrec se dirigea vers Rome, où le Pape venait d'être rendu à la liberté. Sans s'arrêter, le général français marcha sur Naples, que l'amiral génois André Doria, alors au service de la France, bloqua du côté de la mer. Là s'arrêtèrent les succès. La peste décima les troupes et enleva Lautrec. Une nouvelle armée fut complètement détruite à Landriano dans le Milanais, et les Français se virent encore une fois obligés d'évacuer l'Italie. Pour comble de maux, Doria, mécontent du gouvernement français, quitta Naples, alla rendre la liberté à sa patrie, et passa au service de l'empereur.

Charles-Quint triomphait; mais ces faibles avantages ne pouvaient distraire sa pensée de l'Allemagne où tout était en feu par les violences des sectes religieuses. Les diètes qui s'y succédaient, au lieu de pacifier les esprits, les aigrissaient de plus en plus. D'un autre côté, Soliman, après avoir battu les Hongrois à Mohacz, menaçait l'Au-

triche. L'empereur, pour pouvoir concentrer ses forces où le danger était imminent, fit la paix avec François Ier. Le traité de Cambrai, aussi appelé *Paix des Dames*, parce qu'il fut négocié par Louise de Savoie et la tante de Charles-Quint, Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, renouvela celui de Madrid, moins la cession de la Bourgogne; mais le roi donnait deux millions d'écus d'or pour la rançon de ses fils. Cet odieux traité, déshonorant pour la France, fut signé le 3 août 1529. On y arrêta le mariage de François Ier, veuf de Claude de Bretagne, avec Éléonore d'Autriche, veuve d'Emmanuel de Portugal, sœur aînée de Charles-Quint. Le roi de France alla la recevoir sur les frontières d'Espagne et l'épousa peu de jours après.

François Ier employa les loisirs de la paix à favoriser le développement des arts et des lettres. Sa cour était le rendez-vous des artistes et des poètes que les guerres et l'ombrageuse domination de Charles-Quint éloignaient de l'Italie. On y voyait briller aussi la reine de Navarre, Marguerite, sœur de François Ier, princesse célèbre par son esprit plus que par ses vertus. C'est alors que s'élevèrent le Louvre et les châteaux de Chambord, de Saint-Germain et celui de Fonfainebleau, décoré des fresques de Rosso et de Primatice.

François Ier, surnommé le Père des lettres, donna aussi tous ses soins à la marine, envoya des vaisseaux dans le Nouveau-Monde, et créa une infanterie redoutable.

La mort de la reine Claude de Bretagne dès 1524, avait préparé la réunion de cette province à la France; cette réunion fut proclamée par les États de Bretagne, dans une charte donnée à Vannes le 4 août 1532.

Pendant que les bienfaits de la paix faisaient oublier à la France les maux de la guerre, la politique extérieure attirait toute l'attention du roi, qui n'avait pas oublié ses

ressentiments contre Charles-Quint. Pour réaliser ses projets de vengeance, lui, le roi *très-chrétien,* il conclut une alliance secrète avec le sultan Soliman II, et, pour se faire en même temps un appui du Pape, il fit épouser à son fils Henri, Catherine de Médicis, nièce de Clément VII (1534).

Cependant les erreurs nouvelles qui bouleversaient l'Allemagne, avaient pénétré en France, et là, comme partout, soufflaient la révolte contre l'autorité. Les parlements réclamèrent la répression de ces funestes doctrines contre lesquelles tonnait justement la Sorbonne. Par conviction religieuse et par politique, le roi devait réprimer et punir, et il le fit : l'excès des délits poussa peut-être trop loin la sévérité des châtiments.

François Ier qui punissait avec rigueur les hérétiques en France, ne s'en allia pas moins avec ceux d'Allemagne, unis contre l'empereur par la ligue de Smukalde. Se croyant alors assez fort, il rompit le traité de Cambrai, en déclarant la guerre au duc de Milan François Sforze, pour venger un gentilhomme français, nommé Merveille, mis à mort par ordre de ce prince. Le duc de Savoie, pour avoir refusé le passage à l'armée française, vit ses États envahis, et put à peine conserver quelques places fortes dans le Piémont.

Un événement imprévu vint changer la face des affaires. Le duc de Milan étant mort sans postérité (1535), le roi de France recouvrait sur le Milanais les droits qu'il n'avait cédés qu'à Sforze et ses enfants. Charles-Quint affecta de reconnaître les prétentions de François Ier, tout en se mettant en mesure de s'y opposer. Quand ses préparatifs furent achevés, il se rendit à Rome, et au milieu d'une assemblée où se trouvaient réunis le Pape (Paul III), les cardinaux et les ambassadeurs étrangers, il laissa éclater toute sa colère contre François Ier, dans un discours aussi violent qu'orgueilleux. Sans perdre de temps, il se mit

ensuite à la tête d'une armée, et se dirigea vers le Piémont, tandis qu'il faisait menacer la France du côté de l'Espagne et des Pays-Bas.

La trahison du marquis de Saluces favorisa la marche de l'empereur, qui traversa le Piémont sans coup férir et entra sur les terres de France. Le maréchal de Montmorency, chargé de défendre la Provence, changea cette contrée en un vaste désert, livrant au feu les moissons, les fermes, les villages. Cette inflexible rigueur sauva le pays. Charles-Quint, las de parcourir cette terre désolée, essaya d'attirer les Français à une bataille rangée; mais Montmorency, fortement retranché derrière les remparts d'Avignon, résista aux cris de l'armée qui demandait le combat, et mérita ainsi le surnom de *Fabius français*. L'empereur, contraint à la retraite, et poursuivi par les habitants du pays, repassa précipitamment les Alpes; laissant dans le Milanais les débris de son armée sous les ordres de du Guast, il alla cacher sa honte en Espagne.

La guerre continuait à l'avantage de la France, lorsque la joie de François Ier fut troublée par la mort presque subite du Dauphin. Dans son désespoir, il accusa l'empereur d'avoir fait empoisonner son fils. Montécuculli, échanson du jeune prince, fut mis à la torture; vaincu par la douleur ou cédant à sa conscience, il s'avoua coupable, et fut écartelé pour un crime douteux contre lequel l'empereur protesta énergiquement.

François Ier, de plus en plus désireux de vengeance, renouvela son alliance avec Soliman II, l'appelant à la conquête de l'Italie. Le Pape, effrayé des conséquences de la guerre qui se préparait, se porta médiateur entre les deux rivaux, et leur fit signer à Nice une trève de dix ans qui suspendit les hostilités.

Charles-Quint et François Ier, qui avaient refusé de se voir à Nice, convinrent alors d'une entrevue à Aigues-

Mortes. Les deux souverains parurent avoir oublié tous leurs griefs, et s'y donnèrent les assurances de la plus vive amitié. Le trop confiant roi de France, dans des entretiens intimes avec l'empereur, ne lui laissa rien ignorer de sa politique; quant à Charles-Quint, il resta enveloppé d'un voile impénétrable.

L'entente ne dura pas longtemps entre ces deux princes. Les Gantois s'étant soulevés contre un nouvel impôt, secouèrent le joug de Charles-Quint et voulurent se donner à la France. François Ier refusa, et offrit à l'empereur un libre passage dans ses États pour aller châtier les rebelles. Des fêtes brillantes signalèrent le séjour de Charles-Quint en France. On a blâmé François Ier de n'avoir pas profité de cette occasion pour retenir son rival et lui imposer des conditions aussi dures que celles du traité de Madrid; c'est le blâmer de n'avoir pas fait une infamie. *Voyez-vous cette belle dame,* dit un jour le roi en présentant la duchesse d'Étampes à l'empereur, *elle me conseille de vous retenir prisonnier.—Si le conseil est bon,* répondit Charles-Quint avec un flegme spirituel, *il faut le suivre.* On ajoute que le don d'un magnifique diamant gagna fort à propos la duchesse à l'empereur (1540).

François Ier avait reçu de Charles-Quint la promesse de l'investiture du Milanais; mais le perfide empereur eut à peine franchi la frontière des Pays-Bas, qu'il nia sa parole et donna le Milanais à son fils Philippe. A la même époque, il fit arrêter, par son général du Guast, deux agents de François Ier qui traversaient le nord de l'Italie pour se rendre auprès de Soliman, et il saisit leurs dépêches. Le roi de France justement indigné, n'ayant pas reçu la réparation qu'il demandait, déclara la guerre à l'empereur, et fit attaquer à la fois le Roussillon, le Luxembourg, le Milanais et les Pays-Bas. Le moment était favorable, car Soliman II venait d'entrer en Hongrie, dans le même

temps que Charles-Quint échouait dans une expédition contre les corsaires d'Alger. Le manque de ressources rendit cette campagne inutile. Au grand scandale de la chrétienté, Soliman joignit sa flotte à celle de François Ier sous les murs de Nice, et la ville fut forcée de capituler. Henri VIII envoya dix mille hommes à l'empereur, ce qui n'empêcha pas les Impériaux d'être chassés de Landrecies. Les Français se distinguèrent surtout dans le Piémont, où le duc d'Enghien, neveu du roi, remporta la glorieuse bataille de Cérisoles (États sardes) (1544).

Charles-Quint conduisait en personne la guerre dans le nord de la France, et jetait l'effroi dans la capitale en s'emparant de Château-Thierry; mais, mal secondé par son allié Henri VIII, et rappelé en Allemagne par les progrès de Soliman, l'empereur crut plus sage de négocier que de continuer une guerre qui divisait ses forces. Le 18 septembre 1544, il signa donc la paix de Crespy en Laonnais. Il y fut stipulé que, de part et d'autre, on se restituerait toutes les conquêtes faites depuis la trêve de Nice, et que le duc d'Orléans, second fils de François Ier, épouserait la fille aînée de Charles-Quint, qui recevrait pour dot les Pays-Bas ou le Milanais. La mort de ce jeune prince, arrivée l'année suivante, fit perdre le fruit du traité de Crespy.

Le roi d'Angleterre ayant refusé d'accéder au traité, continua les hostilités sans en recueillir de grands avantages. Deux ans après (1546), las de la guerre, il consentit enfin à entendre parler de paix; et le traité de Guines lui fit poser les armes.

L'année du traité de Crespy avait vu s'ouvrir le concile de Trente.

François Ier, effrayé des conséquences terribles des doctrines de Luther et de Calvin qui se répandaient en France, et poussé à la sévérité par les parlements et l'esprit pu-

blic, sévit avec rigueur contre les hérétiques, espérant ainsi imposer aux novateurs; il alla même si loin, que le pape Paul III lui adressa quelques paroles pour incliner son cœur à la miséricorde.

Depuis plusieurs siècles, une colonie de Vaudois s'était retranchée dans les Alpes, où se conservaient leurs erreurs. Ennemie instinctive des catholiques, cette population entretenait de coupables intelligences avec les hérétiques de Genève. Le parlement d'Aix s'en émut, et rendit un arrêt (1540) pour ordonner la destruction de leurs principaux foyers de réunion, Mérindol et Cabrières. Le roi en suspendit l'exécution pendant cinq ans; mais le mal n'ayant fait que s'accroître, François Ier comprit que l'intérêt du royaume et celui de la foi exigeaient la répression de tels désordres, et il permit d'exécuter l'arrêt de 1540. Malheureusement cet acte de sévère justice fut confié à trois hommes passionnés, le président d'Oppède, l'avocat général Guérin, et le baron de la Garde. Sourds à la voix de la religion qui leur prêchait la clémence par l'organe de Sadolet, évêque de Carpentras, ils se précipitèrent sur le territoire occupé par les hérétiques et, sous prétexte de défendre la foi, mais en réalité pour satisfaire des vengeances personnelles, ils mirent tout à feu et à sang, sans distinction d'innocents ou de coupables. Plus tard, on dirigea des poursuites contre les auteurs de ces massacres dont la religion n'est en aucune sorte responsable.

François Ier, depuis la mort de son fils le duc d'Orléans, nourrissait une tristesse profonde; usé par les fatigues de la guerre et aussi par les plaisirs, il fut pris d'une fièvre lente, et le 31 mars 1547, à peine âgé de cinquante-deux ans, il mourut à Rambouillet, après avoir réglé les affaires du royaume avec une grande sagesse.

François Ier était sincèrement catholique; mais ses

mœurs ne répondaient pas à ses croyances, et on doit lui reprocher avec un historien moderne (1) « d'avoir répandu sur le vice ces couleurs brillantes qui ont fait de l'immoralité, pour ainsi dire, une des parures de la société moderne. » Il gagna le cœur des Français par sa valeur, ses manières, son esprit, ses mots heureux; aussi lui furent-ils fidèles dans la bonne fortune comme dans la mauvaise.

Pendant son long règne si rempli de guerres, François Ier s'occupa activement de l'administration du royaume. Ses ministres, sous le nom de secrétaires d'État, étaient chargés des finances, de la guerre, des négociations diplomatiques, tandis que, dans chaque province, le roi était représenté par des gouverneurs auxquels était confiée l'administration locale. Les impôts furent considérablement augmentés sous le règne de François Ier; mais la prospérité, la richesse publique s'était accrue dans la même proportion. Ce qui mérite d'être flétri dans l'administration de ce prince, c'est la vente des charges de judicature pour relever le trésor royal.

François Ier avait eu trois fils; un seul lui survécut, Henri II; ses deux filles épousèrent, l'une le roi d'Écosse Jacques V; l'autre le duc de Savoie; sa sœur Marguerite avait été donnée en mariage à Henri d'Albret, roi de Navarre.

Henri II avait vingt-huit ans quand il monta sur le trône. Il fut sacré à Reims, le 27 juillet de la même année, avec une pompe extraordinaire. Initié à la politique de son père dont il avait les qualités et les vices, mais dans un degré inférieur, il continua son œuvre au dehors et au dedans. Malheureusement, suivant les exemples de son prédécesseur, il se laissa gouverner par une favorite, Diane de

(1) Ozaneaux, *Histoire de France*, tome II.

Poitiers, qu'il fit duchesse de Valentinois, et dont la scandaleuse fortune contribua à démoraliser la cour. En face de cette rivale, Catherine de Médicis s'instruisit dans l'art de cette dissimulation perfide dont elle fit plus tard un si funeste usage.

Le nouveau roi éloigna les ministres de son père, l'amiral Annebaut et le cardinal de Tournon, pour donner sa confiance au connétable Anne de Montmorency d'une autorité sévère, à son favori Saint-André, qu'il créa maréchal, et au duc de Guise, chef d'une maison déjà puissante et que redoutait François Ier.

Cette famille, d'une origine étrangère, s'était illustrée en France sous le règne précédent, et François Ier avait, en récompense des services de Claude de Lorraine, érigé en duché-pairie son comté de Guise. Claude, devenu duc de Guise, laissa en mourant (1550) six fils et une fille : François de Lorraine, duc de Guise; Charles, cardinal de Lorraine; Charles de Guise, duc d'Aumale; l'archevêque de Sens, cardinal de Guise; le grand-prieur, général des galères de France; le marquis d'Elbœuf; enfin Marie de Guise, veuve de Jacques V, roi d'Écosse, et mère de Marie Stuart qui fut fiancée au Dauphin en 1548, et aussitôt amenée à la cour de France pour y être élevée.

Malgré la paix de Crespy et le traité de Guines, Henri VIII, toujours uni à Charles-Quint, cherchait à exciter un soulèvement en Guyenne, pendant que la France lui suscitait des embarras du côté de l'Écosse, fomentait des troubles à Naples, et encourageait les protestants en Allemagne.

Aussitôt après les fêtes de son couronnement, Henri II entreprit de visiter ses frontières de l'est : ce ne furent partout que plaisirs et réceptions brillantes. Le roi se rendit ensuite en Piémont pour punir le marquis de Saluces de sa trahison; et il venait de réunir son marqui-

sat à la couronne, lorsqu'il fut rappelé dans ses États par une révolte contre les receveurs de la gabelle, dont plusieurs avaient été massacrés. Le connétable de Montmorency, chargé de réprimer la rébellion, s'en acquitta avec une sévérité qui fit rentrer les mutins dans le devoir, et glaça de terreur ceux qui auraient été tentés de les imiter.

Profitant de l'impuissance de l'Angleterre sous un roi enfant, Édouard VI, fils et successeur de Henri VIII, Henri II reprit toutes les places que les Anglais avaient soumises autour de Boulogne, et leur racheta cette ville dont il ne pouvait s'emparer.

La puissance de Charles-Quint, si fatale à François Ier, menaçait également son fils. Pour la combattre, ce prince rechercha l'alliance des protestants d'Allemagne, celle de l'Angleterre, et même celle des Turcs.

Les hostilités commencèrent en Italie. Charles-Quint voulant enlever à Octave Farnèse le duché de Parme et celui de Plaisance, que le pape Paul III avait cédés en 1545 à son fils Pierre-Louis Farnèse, Octave se mit sous la protection de la France. Henri II confia des troupes à Cossé-Brissac, gouverneur du Piémont, et l'envoya au secours du duc de Parme; cette campagne ne produisit pas d'événements remarquables; mais les Impériaux furent repoussés (1551).

Vers le même temps, Henri II, secrètement allié avec Maurice, électeur de Saxe, chef de la ligue protestante, se porta hautement pour la défense des libertés germaniques, et se mit à la tête d'une armée destinée à opérer du côté du Rhin (1552). En passant, il s'empara par surprise des Trois-Évêchés, Metz, Toul et Verdun, qui relevaient de l'empire, et les incorpora au royaume, puis il pénétra dans l'Alsace; après une tentative inutile contre Strasbourg, l'armée entra dans le duché de Luxembourg qu'elle ravagea. L'empereur, effrayé de la marche des Français,

se hâta de faire la paix avec les protestants pour pouvoir reprendre l'offensive. En effet, il reparut bientôt sur le Rhin à la tête d'une armée de soixante mille hommes, et attaqua Metz. Le duc François de Guise dirigea la défense de cette ville avec tant de vigueur, que Charles-Quint fut obligé de lever le siége le 1er janvier 1553, après avoir perdu trente mille hommes. *Je vois bien*, dit-il en se retirant, *que la fortune est femme; mieux aime-t-elle un jeune roi qu'un vieil empereur*. Guise recueillit les malades et les blessés que les Impériaux avaient abandonnés, et leur prodigua tous les secours et les soins dont ils avaient besoin.

L'échec de Metz n'avait fait qu'exciter la fureur de Charles-Quint; aussi, lorsqu'on le croyait accablé par la maladie, il courait investir Térouanne (Pas-de-Calais), et après un siége meurtrier prenait et brûlait la ville. Le prince de Savoie Philibert-Emmanuel, qui commandait l'armée impériale, prit Hesdin. L'hiver suspendit les hostilités.

Au printemps de 1554, Henri II pénétra dans le Hainaut et le Brabant, qu'il traita comme pays conquis, puis il assiégea la place de Renti (Pas-de-Calais). Charles-Quint se retira après avoir vainement essayé de la défendre.

La guerre n'avait pas cessé en Italie; Brissac, *le tant valeureux gentilhomme*, se soutenait en Piémont et s'emparait de Casal, capitale du Montferrat, quoiqu'il eût été laissé sans secours. Montluc, moins heureux malgré des prodiges de valeur, n'avait pu défendre Sienne contre les généraux de Charles-Quint. Mais deux flottes impériales avaient été détruites, l'une près de Gênes, l'autre près de Douvres.

L'année 1555 fut encore marquée par quelques succès des Français. Tout à coup une nouvelle aussi étrange qu'imprévue se répand dans l'Europe qui refuse d'y croire. Charles-Quint, dont l'ambition avait fait verser

tant de sang, et qu'on accusait de rêver une monarchie universelle, venait d'abdiquer, laissant l'empire à son frère Ferdinand, et tous les royaumes d'Espagne à Philippe II, son fils.

Mais avant de se retirer dans la solitude, Charles-Quint avait essayé de pacifier l'Europe, en préparant la trève que Philippe II d'Espagne et Henri II de France signèrent à Vaucelles le 5 février 1556. L'abdication de Charles-Quint divisa la maison d'Autriche en deux branches : la branche impériale et la branche espagnole, dont les intérêts furent dès lors partagés.

Le pape Paul IV ayant contesté à Charles-Quint le droit de transmettre l'empire, le duc d'Albe, vice-roi de Naples, attaqua le Pontife qui invoqua l'appui du roi de France. Henri II rompant la trève, confia une armée au duc de Guise; celui-ci traversa l'Italie en vainqueur; mais il échoua dans le royaume de Naples, où il rencontra des forces de beaucoup supérieures aux siennes. Pendant qu'il luttait énergiquement contre les obstacles et les maladies qui décimaient son armée, il fut tout à coup rappelé par Henri II.

Dans le même temps que le duc de Guise était envoyé contre les Espagnols en Italie, les Anglais, dont la reine Marie Tudor avait épousé Philippe II, allaient grossir l'armée espagnole de Flandre, commandée par Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, ce qui lui permettait d'entrer en Picardie. L'amiral Gaspard de Coligny, neveu du connétable de Montmorency, chargé de lui tenir tête, s'étant enfermé dans la ville de Saint-Quentin, mal fortifiée, le connétable accourut pour le délivrer. Pendant que sa petite armée traversait des marais, elle fut surprise et enveloppée par les ennemis et taillée en pièces (1557) : Montmorency et le maréchal de Saint-André furent faits prisonniers. La bataille de Saint-Quentin amena la reddition de

la ville, où Coligny et son frère Dandelot tombèrent entre les mains des ennemis. Philippe II, qui était venu rejoindre le duc de Savoie, après avoir soumis quelques places du Nord, au lieu de marcher sur Paris, alla prendre ses quartiers d'hiver à Bruxelles.

Le retour du duc de Guise rassura les esprits. Nommé lieutenant général du royaume, François de Guise voulut, par un coup d'éclat, laver la honte de l'échec que l'armée française avait essuyé, et fermer l'entrée du royaume aux ennemis. Sans se laisser arrêter par la rigueur de la saison, il se présente tout à coup devant Calais, le 1er janvier 1558; le 8 du même mois la ville était forcée de capituler. Ce brillant fait d'armes couvrit de gloire le duc de Guise, et releva le courage et les espérances de la nation. La prise de Dunkerque et de plusieurs autres villes, qui suivit celle de Calais, assura les frontières de la France de ce côté-là.

La même année, le mariage du dauphin François avec Marie Stuart, et la mort de Marie Tudor, reine d'Angleterre, changèrent la politique de l'Europe.

De part et d'autre on désirait la paix. Elle fut conclue par le traité de Cateau-Cambrésis (Nord) entre la France, l'Angleterre, l'Espagne, et l'Écosse (1559). On convint de se rendre les places conquises dans les Pays-Bas et la Picardie; mais la France garda Calais et les Trois-Évêchés, rendit ses États au duc de Savoie, moins quelques places, et renonça définitivement à l'Italie. On a beaucoup blâmé ce traité fait, a-t-on dit, pour rendre la liberté au connétable de Montmorency. Au lieu de se laisser éblouir par la possession précaire du Piémont, cause continuelle de guerres, on devrait considérer que Henri II agit sagement de lui préférer celle de Calais, qui excluait les Anglais du continent, et celle de Metz, Toul et Verdun qui formaient un rempart contre l'Allemagne.

Le traité de Cateau-Cambrésis fut cimenté par le mariage d'Élisabeth, fille de Henri II, avec Philippe II; et celui de Marguerite, sœur du roi, avec le duc de Savoie Philibert-Emmanuel. Ces mariages donnèrent lieu à des tournois, où Henri II voulut rompre lui-même des lances avec les seigneurs français et espagnols. Le 29 juin, après avoir eu tous les honneurs du combat, le roi désira lutter encore avec le comte de Montgomméry, son capitaine des gardes. Dans le choc des deux combattants leurs lances se brisèrent; Henri II fut blessé au front d'un éclat de celle de son adversaire, et il en mourut onze jours après (10 juillet 1559).

Henri II, quoiqu'il ne fût pas sans défauts, avait des vues droites et comprenait les vrais intérêts de la France; il usa la fortune de Charles-Quint, et, dès le début, comprima celle de Philippe II. Sa mort, arrivée dans des circonstances difficiles, plongea la France dans un abîme de maux. « Au point de vue des arts, des lettres, de la politesse élégante et peut-être de la corruption, dit l'abbé Mury, le règne de Henri II ne fut qu'un développement de celui de François Ier: mêmes goûts, mêmes penchants pour le plaisir, même caractère de chevalerie militaire. » On lui doit la réforme des monnaies dont il fit perfectionner la gravure et régulariser les flans.

Des dix enfants qu'il avait eus de Catherine de Médicis, Henri II laissait quatre fils et trois filles : François II, son successeur; Charles IX; Henri III, d'abord duc d'Anjou; et le duc d'Alençon qui ne porta pas la couronne; Isabelle, épouse de Philippe II d'Espagne; Claude, mariée à Charles, duc de Lorraine; et Marguerite, qui, plus tard, accorda sa main à Henri de Béarn.

Pendant que l'honneur national était engagé dans les sanglantes guerres d'Italie qui amenèrent l'ennemi aux portes de la capitale, l'hérésie, au nom de l'indépendance religieuse, commençait à prêcher en France l'indépendance

politique. François Ier et Henri II, pressés par les parlements, avaient vainement porté contre les sectaires de sévères édits, entre autres celui de Châteaubriand en 1551, le parti des hérétiques se fortifiait chaque jour, et ouvrait ses rangs à un grand nombre de seigneurs, parmi lesquels se faisait remarquer le prince de Condé.

L'audace des sectaires s'en accrut. En 1558, ils firent dans le Pré-aux-Clercs, à la porte de Paris, une procession publique, précédée et suivie de gentilshommes armés; cette procession traversa la capitale en chantant les psaumes traduits par Marot. Henri II ordonna une enquête sur ce tumulte. Quelques membres du parlement, et en particulier Anne Dubourg, qui avait été engagé dans les ordres sacrés, ayant pris la défense des accusés, furent arrêtés, et le roi fit instruire leur procès. A cette nouvelle, les ministres et les députés des Églises réformées de l'Ile-de-France, de la Normandie, de l'Orléanais, de l'Aunis et du Poitou, se réunirent à Paris et tinrent leur premier synode national. Après avoir rédigé des constitutions pour maintenir l'union entre leurs sociétés éparses, ils sollicitèrent l'intervention des princes allemands en faveur des prisonniers. Le roi, irrité de cette audace, ordonna de poursuivre avec activité le procès des magistrats arrêtés: tous se rétractèrent et furent absous; Anne Dubourg seul fut pendu et brûlé en place de Grève, après avoir fait profession publique d'hérésie. La veille, le président Minard, auquel Dubourg avait dit d'un ton menaçant : *Vous ne serez pas longtemps mon juge,* fut assassiné devant sa porte. Ces violences faisaient dès lors prévoir les guerres civiles religieuses avec toutes les fureurs qu'elles entraînent.

Mais avant de parcourir ces tristes pages de l'histoire de France, il est nécessaire de jeter un coup d'œil général sur l'état religieux du pays, pour expliquer le rapide développement de l'hérésie.

Loin de nous de vouloir justifier ou excuser les excès commis sous le drapeau de la religion pendant cette époque désastreuse, où des frères s'entr'égorgeaient au nom du Dieu de paix et de charité; mais, pour juger avec impartialité les crimes qui ont alors souillé la cause la plus juste, celle des catholiques, que les excès des protestants forçaient à se défendre, il faut, autant que possible, se placer au milieu même des partis, sans toutefois en adopter les passions. C'est un tableau qui doit être mis dans son vrai jour, pour que l'œil du spectateur puisse en apprécier l'ensemble et les détails.

Nous avons vu ailleurs les causes qui ont amené l'établissement du protestantisme en Europe. En France, trois faits l'ont favorisé : la cour, devenue un foyer de corruption pour la noblesse; la guerre avec la maison d'Autriche, et par suite des alliances avec les protestants; enfin l'esprit frondeur de quelques écrivains influents.

Dès l'année 1525, l'erreur avait pénétré en France; et, par une inconséquence inexplicable, François Ier, en même temps qu'il faisait brûler les hérétiques, laissait prêcher leur doctrine à la cour où sa sœur, la reine de Navarre, les patronnait.

Cependant ces dangereuses nouveautés s'étendaient de proche en proche. La magistrature et le clergé s'en effrayaient, tandis que la bourgeoisie et le peuple murmuraient de l'inertie du gouvernement; car tous comprenaient que ces doctrines nouvelles menaçaient également les croyances, les institutions, et les mœurs du pays. Quant à la royauté, tantôt elle se montrait tolérante jusqu'à la complicité, tantôt elle sévissait avec colère et excès.

Lorsque la mort de Henri II mit la couronne sur la tête d'un enfant de quinze ans, François II, les protestants formaient déjà en France un parti avec lequel il fallait compter, et qui était prêt à se mettre au service de toutes les

factions. Pour conjurer le danger, il eût fallu plus qu'un roi enfant, d'une santé délicate, autour duquel s'agitaient des ambitions jalouses. D'un côté les Guises, soutiens avoués de la religion catholique, et que leurs rivaux accusaient de vouloir dominer le roi par leur nièce, la reine Marie Stuart; de l'autre, Antoine de Bourbon; le cardinal de Bourbon, son frère; le prince de Condé; Montmorency avec ses trois neveux les Châtillons : le cardinal de Châtillon, l'amiral de Coligny et son frère Dandelot.

Catherine de Médicis, alors âgée de trente-neuf ans, était restée sans crédit et sans pouvoir jusqu'à la mort de Henri II; mais à l'avénement de son fils, son ambition se révéla, et, pour la satisfaire, Catherine se montra sans principes et sans croyances, se mettant toujours du côté du plus fort, protestant ou catholique.

François II était à peine assis sur le trône, qu'une conspiration menaça l'autorité royale. Les protestants, unis à la noblesse, jalouse des Guises, ourdirent une conspiration pour enlever le jeune roi, massacrer ses ministres, placer à la tête du gouvernement le prince de Condé, et affermir ainsi le calvinisme en France. Le principal auteur de ce complot n'est pas connu; mais la plupart des historiens disent que Théodore de Bèze, l'ami de Calvin, et Coligny y eurent beaucoup de part.

Jean de Barri, seigneur de la Renaudie, fut le seul chef apparent de cette criminelle entreprise (1560); il avait vu la reine Élisabeth à Londres, et lui avait fait connaître les plans de la conjuration. La Renaudie réunit à Nantes tous les gentilshommes de son parti, leur parla de la nécessité d'éloigner les Guises, seuls auteurs des persécutions contre les calvinistes, et leur fit jurer en même temps de défendre jusqu'au dernier soupir le trône, les lois et les libertés de la patrie. Remarquons en passant que c'est ainsi qu'on a toujours trompé la foule, lui donnant le

change sur les intentions de ceux qui la conduisent. On sait qu'au début, la révolte, le crime, l'injustice, la violence, font horreur à ceux dont le concours est pourtant nécessaire; les chefs ont donc soin de ne pas leur découvrir toute leur pensée; c'est seulement quand la partie est engagée, que toutes les passions sont surexcitées par le succès ou la résistance, qu'ils montrent, comme imprévus et devenus nécessaires, leurs projets de rébellion et de meurtres, arrêtés longtemps d'avance.

Cependant les conjurés avaient réuni une armée, et fixé du 10 au 15 mars le jour de l'exécution du complot. Tout avait été conduit avec tant d'activité et de secret, que le succès semblait assuré, lorsqu'un huguenot, nommé des Avenelles, instruit de la conjuration par la Renaudie, alla la révéler au duc de Guise. Sans se déconcerter, le duc, sous un prétexte de fête, mena la cour de Blois à Amboise, dont le château était plus facile à défendre, puis il appela près du roi Condé, Coligny et Dandelot, sans aucun signe de défiance. Toutes les mesures étant prises, on attendit les conjurés. Ils ne se présentèrent que le 16 mars, et furent facilement vaincus. Les chefs, pris les armes à la main, furent livrés au supplice : la Renaudie avait été tué à la tête des siens.

Le duc de Guise inclinait à la clémence, et un édit venait d'amnistier les rebelles, lorsqu'ils tentèrent une seconde attaque. Cette coupable conduite fut le signal de nombreuses exécutions. Le prince de Condé, compromis par les révélations des conjurés, fut arrêté; son audace à tout nier le sauva; mais, ne se croyant pas en sûreté à la cour, il se retira près du roi de Navarre, embrassa publiquement le calvinisme et se mit à la tête du parti protestant.

La conjuration d'Amboise accrut le pouvoir et l'influence des Guises, qui avaient pour eux le clergé, les parlements,

aussi bien que la masse de la nation fermement attachée à la foi. Le duc fut nommé une seconde fois lieutenant-général du royaume, et Michel de l'Hôpital, chancelier de France (1). Comme jurisconsulte, l'Hôpital se signala par une vraie science et une profonde érudition; comme homme, il joua un moins beau rôle; flottant dans ses principes, il craignait avant tout de se compromettre. Désireux de conserver sa charge, il évitait de se mettre mal avec les partis, cherchant à se ménager des amis dans les deux camps. Au milieu des luttes violentes, il se préserva de tout choc et eut le triste honneur pour tout homme de cœur et de conviction de ne connaître aucun ennemi. On s'est plu à faire de Michel de l'Hôpital le type de magistrat intègre; ne serait-il pas temps de lui demander compte de son manque de courage et de ses hésitations calculées qui dictèrent des mesures funestes pour la religion et pour l'État?

Le cardinal de Lorraine, effrayé des progrès du calvinisme, voulait établir l'Inquisition en France; l'Hôpital s'y étant opposé, on publia l'édit de Romorantin (1560), qui transférait du parlement aux évêques la connaissance du crime d'hérésie. Aussitôt des soulèvements éclatèrent dans la Normandie, la Provence, le Dauphiné. Le chancelier crut arrêter le mal en imaginant une assemblée des notables, qui réunirait les chefs huguenots et les chefs catholiques. Montmorency et Coligny s'y rendirent chacun avec une escorte de sept ou huit cents gentilhommes; cette conférence n'amena qu'un défi de guerre civile entre le duc de Guise et l'amiral.

(1) « J'ai ouy de ce temps, dit Brantôme, faire comparaison de lui (l'Hôpital) et de Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, le plus grand aussi qui fût en ce pays, fors que l'un étoit catholique et l'autre le tenoit-on huguenot, encore qu'il allât à la messe; mais on disoit à la cour : *Dieu nous garde de la messe de M. de l'Hospital.* »

Le prince de Condé ourdissait incessamment de nouvelles trames sur lesquelles les Guises avaient les yeux ouverts. En conséquence, le duc et son frère le cardinal, sans rien laisser transpirer de leurs intentions, donnèrent la main au projet présenté par le chancelier pour la convocation des États généraux à Orléans. Le prince de Condé s'y rendit sans défiance. Il fut aussitôt arrêté, cité devant une commission extraordinaire et convaincu d'alliance avec les ennemis de l'État. Il allait subir la peine capitale, lorsque la mort du roi le sauva (1560).

Charles IX n'avait que dix ans à la mort de son frère François II. Catherine de Médicis s'empara aussitôt de la régence par le conseil de l'Hôpital, et personne ne la lui disputa. C'est alors que parut au grand jour la politique de la reine-mère, qui semblait avoir adopté le principe de Machiavel, *diviser pour régner*. Craignant la puissance des Guises, elle se rapprocha d'Antoine de Bourbon, du prince de Condé, qu'un arrêt du conseil privé déclara innocent, puis elle rappela le connétable de Montmorency, éloigné des affaires sous le précédent règne.

Les États généraux s'ouvrirent à Orléans; mais les débuts furent si orageux, que l'assemblée fut prorogée à trois mois. Lorsqu'ils se réunirent de nouveau, à Pontoise, les députés de la noblesse et de la bourgeoisie se montrèrent encore plus exigeants, et tous également imbus de l'esprit novateur. Leurs cahiers de doléances (1) exprimèrent des prétentions dont la motion ne devait reparaître qu'au sein de l'assemblée nationale de 1789; ainsi, quelques députés réclamèrent, avec la liberté de conscience, la spoliation des biens du clergé. L'assemblée de Pontoise nomma le roi de Navarre lieutenant-général du royaume.

(1) On appelait ainsi la rédaction des plaintes, des réclamations et des demandes des provinces que leurs députés devaient présenter aux États généraux.

demanda pour les protestants le libre exercice de leur culte; et, par l'initiative du chancelier, l'erreur obtint des lieux de prières à côté des églises orthodoxes.

Devant la gravité des événements, le zèle religieux et la conformité des intérêts rapprochèrent le duc de Guise, le connétable de Montmorency, et le maréchal de Saint-André: leur union est connue sous le nom de *triumvirat*.

Cependant la reine-mère, Catherine de Médicis, d'accord avec le chancelier de l'Hôpital, demanda qu'on ouvrît des conférences entre des docteurs des deux religions. Des évêques, des théologiens catholiques et des docteurs calvinistes, entre autres Théodore de Bèze, furent donc invités à se rendre à Poissy, lieu désigné pour la réunion. Les débats furent animés, et produisirent un effet contraire à celui qu'on en attendait. Le roi de Navarre qui y avait assisté, frappé du manque de bonne foi des hérétiques, revint au catholicisme et se rapprocha des Guises; mais la division qui séparait les deux partis devint plus profonde. Au mois de juin 1561, un édit avait interdit toute assemblée aux calvinistes et condamné les coupables au bannissement; au mois de janvier 1562, la cour y substitua un édit favorable aux religionnaires. Plusieurs parlements, celui de Paris en particulier, refusèrent d'enregistrer cet édit qui menaçait, disaient-ils, la monarchie autant que la religion : ils ne cédèrent qu'à la menace.

Ce n'était pas sans raison que les parlements s'inquiétaient de la politique de la reine-mère. Depuis deux ans, les protestants, sur divers points de la France, renversaient les objets du culte catholique, brisaient les croix, profanaient les autels, dévastaient les couvents et les églises; les apostasies se multipliaient, et l'esprit d'indépendance se montrait chaque jour plus menaçant. Le peuple de Paris, frappé de stupeur par l'édit de janvier, tourna ses regards vers le duc de Guise, et l'appela pour

défendre sa foi menacée. Comme le duc traversait la petite ville de Vassy (Champagne) pour se rendre à cet appel, une querelle s'éleva entre quelques personnes de sa suite et des protestants réunis pour un prêche. Des injures on en vint aux voies de fait; le duc, accouru pour rétablir l'ordre, fut blessé. La lutte devint alors furieuse; les gens du duc de Guise eurent le dessus et plus de soixante protestants furent tués.

Cet événement imprévu, que les réformés affectèrent de croire prémédité et qu'ils ont appelé *le massacre de Vassy*, fut le signal des guerres religieuses qui ont ensanglanté la France pendant plus de quarante ans.

Le duc de Guise fut reçu avec enthousiasme à Paris, tandis que Catherine de Médicis, indécise entre les partis, se réfugiait à Fontainebleau avec Charles IX. En présence de tels faits, il fallait agir avec promptitude; les triumvirs Guise, Montmorency, et Saint-André, s'assurent donc de la personne du jeune roi et, avec un esprit de modération qu'on n'a pas assez remarqué, une fois maîtres du pouvoir, ils maintiennent dans son entier l'édit de janvier favorable aux protestants.

Catherine avait invoqué en secret l'appui du prince de Condé contre les Guises; mais les triumvirs, ayant gagné de vitesse sur le chef du parti protestant, Condé et l'amiral de Coligny organisèrent leur parti pour la guerre et coururent s'emparer d'Orléans (1562) qui, depuis cinq jours, était le théâtre d'une lutte sanglante entre les catholiques et les calvinistes. Ils en firent leur place forte.

La prise d'Orléans par les rebelles jeta la consternation dans toute la France, à Paris surtout, dont la population, on ne saurait trop le dire, était profondément attachée à la foi catholique, et par conséquent dévouée au triumvirat.

Les manifestes du prince de Condé firent éclater la guerre civile dans les provinces; en quelques semaines,

plus de quarante villes tombèrent au pouvoir des protestants. Condé et Coligny, ne se croyant cependant pas assez forts pour continuer la lutte, négocièrent avec les princes luthériens d'Allemagne et Élisabeth d'Angleterre. Foulant aux pieds l'honneur et les intérêts de la France, ils livrèrent à cette princesse le Havre de Grâce en échange des secours qu'elle leur envoya. Charles IX, apprenant la prochaine arrivée de ces auxiliaires protestants, écrivit à Philippe II d'Espagne pour obtenir sa protection. Ce fut donc le prince de Condé et son parti qui, les premiers, firent appel aux étrangers.

Ce fait, douloureux en lui-même, n'a rien qui doive surprendre, car l'histoire des siècles passés, aussi bien que l'histoire contemporaine, nous montre sans cesse les partis implorant le secours des alliés du dehors. Nous devons de plus faire remarquer que les uns et les autres, en agissant ainsi, usaient d'un droit alors reconnu. Dans tous les cas, l'odieux de cet appel aux ennemis de la France doit retomber sur le parti qui y a eu recours le premier et qui, par conséquent, a donné à ses adversaires le droit de représailles.

La guerre était engagée avec fureur dans le Dauphiné, le Languedoc, la Normandie, et elle s'étendait avec la rapidité de l'incendie. Partout la victoire était impitoyable, le fanatisme transformant en actions louables les crimes commis au nom de la religion. Blaise de Montluc, à la tête des catholiques, en défendant la cause de l'ordre, oublia trop souvent la modération dans la victoire; mais on ne peut le comparer au farouche baron des Adrets, dont la férocité a laissé un souvenir ineffaçable dans les provinces qu'il a dévastées avec ses bandes de sectaires. Le sang coulait à flots dans d'affreux massacres et sur les champs de bataille, sans que ces combats de chaque jour décidassent rien.

L'armée catholique, grossie de renforts considérables arrivés de toutes les provinces, marcha sur Rouen et s'en empara (1). Ce succès coûta la vie au roi de Navarre qui fut blessé mortellement. Dandelot, ayant ramené sept cents luthériens, Condé tenta de surprendre Paris; mais la vigoureuse résistance de la population le força de s'éloigner. Le duc de Guise le poursuivit, et les armées en vinrent aux mains dans les plaines de Dreux. La lutte se prolongea pendant sept heures avec un acharnement effroyable. Les chefs des deux partis, le prince de Condé et le connétable de Montmorency, furent faits prisonniers, tandis que le maréchal de Saint-André, était massacré de sang-froid par les calvinistes. Les catholiques étaient vainqueurs. Le duc de Guise, resté seul à la tête de l'armée royale, traita Condé, son prisonnier, avec une noble courtoisie, et voulut partager son lit avec lui. Le duc dormit profondément à côté de son mortel ennemi qui avoua n'avoir pu fermer l'œil.

La victoire de Dreux augmenta la popularité du duc de Guise, auquel la reine conféra le titre de lieutenant-général du royaume. Pour justifier la confiance publique, Guise marcha sur Orléans (1563), espérant surprendre la ville et ruiner ainsi le parti protestant. C'est là qu'un gentilhomme, Poltrot de Méré, calviniste exalté, l'hôte et le familier de l'amiral de Coligny, venu comme transfuge dans le camp catholique, le frappa de trois balles empoisonnées. Le héros chrétien couronna sa vie par une mort digne de la cause qu'il défendait. Il rendit le dernier soupir (24 février 1563) en donnant de sages conseils à son fils Henri, et en pardonnant à son meurtrier. Brave che-

(1) C'est sous les murs de Rouen qu'un gentilhomme huguenot ayant tenté de poignarder le duc de Guise, fut arrêté et conduit au prince qui lui adressa ces nobles paroles : « *Si ta religion t'ordonne de me tuer, la mienne m'ordonne de te pardonner : juge quelle est la meilleure.* »

valier, homme de cœur et de conscience, catholique sincère, le duc de Guise, peut-être le plus grand homme de son siècle, placé à la tête de son parti par la force des choses, n'usa de son extrême popularité que pour le bien de la religion et pour sauvegarder le pouvoir royal.

La joie que Coligny laissa paraître à la mort du duc de Guise, justifia, dans l'esprit de plusieurs, l'accusation d'avoir ordonné le crime.

Le siége d'Orléans fut abandonné et l'on parla de paix. Les deux chefs prisonniers étant parvenus à s'entendre, on signa la convention d'Amboise, qui modifiait légèrement l'édit de janvier. Catherine de Médicis ne pouvant payer les frais de la guerre, fit vendre pour trois millions de biens ecclésiastiques. Cette mesure inusitée souleva de grandes difficultés dans les parlements.

Dès que la paix fut rétablie, Montmorency et Condé unirent leurs armées pour reprendre le Havre aux Anglais. La place se rendit après dix jours de siége (1563). La même année se termina le concile de Trente ouvert en 1545.

Charles IX, âgé de treize ans, fut déclaré majeur par le parlement de Rouen. La reine-mère, espérant régner sous le nom de son fils, entreprit de lui faire visiter son royaume (1564). Après avoir parcouru les provinces de l'est, la cour passa l'hiver en Provence et en Languedoc. Catherine s'arrêta quelque temps à Bayonne pour voir sa fille la reine d'Espagne, et elle eut en même temps de longs entretiens avec le célèbre duc d'Albe. Le voyage qu'elle venait de faire lui avait montré les populations profondément divisées par les questions religieuses, irritées plutôt que pacifiées par l'édit d'Amboise, et toujours prêtes à en venir aux mains pour venger le renversement de leurs temples, la ruine de leurs couvents et le massacre de leurs prêtres. Croyant nécessaire de donner quelques

satisfactions aux catholiques, Catherine révoqua plusieurs des avantages qu'on avait précédemment accordés aux protestants. Ceux-ci, menacés dans leur libertés, se préparèrent à reprendre les armes.

Au retour de son voyage, Charles IX alla présider l'assemblée des notables convoqués à Moulins. Le but de cette assemblée était la révision de plusieurs lois et ordonnances sur l'administration de la justice, et l'examen de propositions présentées par le chancelier de l'Hôpital. L'ordonnance de Moulins est restée longtemps la base de la législation française (1566).

Cependant les passions religieuses, surexcitées par des écrits violents, poussaient de plus en plus à la guerre. Quand ils crurent les esprits suffisamment préparés, Condé et Coligny organisèrent un complot pour s'emparer de la personne du roi, alors à Monceaux en Brie; mais la famille royale, protégée par les Suisses, leur échappa et put rentrer à Paris. Condé voulut alors affamer la capitale; dans ce but il s'efforçait de couper l'arrivage des vivres, lorsque le connétable alla lui présenter le combat. La bataille s'engagea près de Saint-Denis (1567); elle dura deux heures et fut très-meurtrière. Montmorency y fut tué par un Écossais. La victoire resta aux catholiques. Les huguenots vaincus se retirèrent en Poitou, où ils furent rejoints par un corps nombreux d'Allemands qui se rendirent redoutables par leurs excès.

La guerre avait recommencé dans le Midi avec une férocité inouïe; les protestants, maîtres d'un grand nombre de villes, brûlèrent les couvents, pillèrent et renversèrent les églises, brisèrent et foulèrent aux pieds les objets les plus saints, égorgèrent les catholiques, et, à Nîmes, en précipitèrent deux cents dans un puits. En même temps la ville de la Rochelle se donnait aux protestants, et Condé et Coligny mettaient le siége devant Chartres. Épouvantée

de tant de maux, Catherine de Médicis fit proposer la paix. Un traité signé à Longjumeau (1568) remit en vigueur l'édit d'Amboise; les deux armées furent licenciées, et les huguenots rendirent les places dont ils s'étaient emparés. La reine paya leurs dettes. Cette seconde paix fut appelée *Petite Paix, Paix boiteuse ou mal assise*, parce qu'il était facile de prévoir qu'elle ne serait pas stable.

Les deux partis posèrent les armes avec une égale défiance, attendant impatiemment le moment de les reprendre. Sur ces entrefaites, Condé et Coligny, avertis que la reine cherchait à les faire arrêter, se réfugièrent à la Rochelle, où tous les chefs protestants vinrent les rejoindre, ainsi que la reine de Navarre et son fils.

Élisabeth et les princes allemands leur ayant envoyé de l'or, des munitions et des troupes, les rebelles envahirent l'Aunis, la Saintonge, l'Angoumois, et le Poitou. Le jeune duc d'Anjou, frère du roi, à la tête de l'armée royale, campée sur les bords de la Charente, remporta sur les protestants une grande victoire à Jarnac, que celle de Moncontour ne tarda pas à compléter ainsi que nous le verrons (1569). Condé venait de se constituer prisonnier, lorsqu'il fut lâchement tué par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou. Tristes représailles de l'assassinat du duc de Guise et de celui du connétable de Montmorency.

La reine de Navarre, Jeanne d'Albret, vint ranimer l'armée calviniste; présentant aux soldats son fils Henri de Béarn, âgée de quinze ans, et son neveu, le nouveau prince de Condé, qui en avait seize : *Mes amis*, leur dit-elle, *voilà deux nouveaux chefs que Dieu vous donne et deux orphelins que je vous confie*. Ces paroles furent accueillies avec enthousiasme, et le jeune roi de Navarre fut nommé généralissime de l'armée protestante.

La guerre continuait avec la même fureur. Pendant que

le duc d'Anjou échouait devant Cognac, Angoulême, Saint-Jean-d'Angély, 13,000 Allemands, sous la conduite du célèbre Guillaume de Nassau, parcouraient la France de l'est à l'ouest, pillant et massacrant, sans qu'on pût les arrêter. En apprenant ces désastres, Philippe II envoya cinq mille hommes pour soutenir l'armée royale.

Les deux partis se rencontrèrent près de la Roche-Abeille (Limousin). Les protestants souillèrent leur victoire par d'atroces cruautés. Sans perdre de temps, Coligny alla investir Poitiers; mais le jeune duc Henri de Guise qui défendait la ville, força l'amiral de se retirer. D'un autre côté, les catholiques reprirent la Charité, tandis que dans le Quercy et le Béarn, les protestants avaient l'avantage.

Partout la victoire était accompagnée d'actes de violence, de sanglantes représailles, qui attestaient la fureur des partis et l'exaltation des esprits, dans toute l'Europe occidentale bouleversée par l'hérésie. Dans les Pays-Bas, Philippe II sévissait avec rigueur contre les sectaires qui joignaient la rébellion à l'erreur; en Allemagne, les ligues, les diètes se succédaient contre l'autorité de l'empereur; en Angleterre, Élisabeth livrait aux flammes et au gibet les catholiques, et torturait à plaisir l'infortunée reine d'Écosse, dont tout le crime était son attachement à la foi catholique que ses sujets avaient repoussée.

Le spectacle de tant de maux, dont la cause première était l'hérésie, fit incliner le roi à des mesures extrêmes. Charles IX, qui avait grandi au milieu des guerres religieuses que les concessions royales n'avaient pu apaiser, et toujours sollicité par les parlements, croyait calmer les passions et étouffer les haines par la crainte.

Cependant l'amiral de Coligny, affaibli par les derniers combats, cherchait à éviter un engagement général; mais les *reîtres* (troupes allemandes), qui ne touchaient plus de solde, entraînèrent l'armée au combat. La bataille eut

lieu dans la plaine de Moncontour. Huit mille protestants furent tués : les catholiques ne perdirent que cinq cents hommes. Coligny, blessé, rallia ses troupes et se replia sur la Gascogne. Malgré la victoire de Montcontour, les protestants continuèrent la lutte avec acharnement dans tout le midi de la France.

Tant de sang versé, au lieu de calmer les esprits, les surexcitait de plus en plus : la vengeance appelait la vengeance; et l'on ne pouvait prévoir la fin de la guerre, lorsque Catherine de Médicis et Charles IX firent aux chefs protestants des propositions de paix. Ceux-ci se crurent alors le droit d'être exigeants, et ils obtinrent des conditions inespérées. Cette troisième paix fut conclue à Saint-Germain (août 1570). Elle assurait aux protestants une amnistie générale, le libre exercice de leur culte, le droit de parvenir à toutes les charges de l'État, et quatre places de sûreté : Montauban, la Charité-sur-Loire, Cognac et la Rochelle. C'est-à-dire que les vaincus, au sortir de cette guerre, avaient plus d'influence et de force que jamais.

La paix satisfit les protestants et mécontenta les catholiques. Catherine, pour consommer l'œuvre de pacification, négocia le mariage de sa fille Marguerite de Valois avec Henri de Navarre, et fit épouser à Charles IX Élisabeth d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien II. Sur ces entrefaites, Jeanne d'Albret mourut presque subitement; on voulut, quoique sans preuve, voir dans cette mort un empoisonnement, tant il est vrai que tout est motif de défiance, de soupçon, dans ces heures de crises violentes où les passions troublent les cœurs et les esprits.

Coligny était revenu à la cour où Charles IX le traitait avec le respect affectueux dû à son âge. L'amiral répondait à ses avances, tout en travaillant à obtenir du roi une armée pour aller soutenir les protestants des Pays-Bas contre Philippe d'Espagne. Catherine de Médicis voyait

avec peine l'ascendant que Coligny prenait chaque jour sur son fils, et, craignant pour son autorité, elle médita sa perte.

Le mariage de Henri de Béarn et de Marguerite de Valois se célébra, le 18 août 1572, avec une grande pompe. Un événement tragique vint troubler les fêtes brillantes qui suivirent. Le 22, au moment où l'amiral quittait le roi, il fut blessé d'un coup d'arquebuse par un gentilhomme, nommé Maurevel. Cette nouvelle mit la capitale en émoi et irrita profondément Charles IX, qui ne savait pas encore que les auteurs de cette criminelle tentative étaient sa mère et son frère le duc d'Anjou; aussi annonça-t-il son intention de faire bonne et prompte justice du coupable que l'on supposait être le duc de Guise.

L'attentat commis sur Coligny réveilla toutes les haines que la paix de Saint-Germain n'avait qu'assoupies. Les protestants se croyant tous frappés dans la personne de l'amiral, proférèrent des menaces, et se réunirent pour s'entendre sur ce qu'ils avaient à faire en vue des dangers dont ils se prétendaient entourés. Des émissaires rapportaient à la reine-mère tous ces bruits, envenimés par la haine et grossis par la peur. Catherine effrayée, mais n'osant pas agir ouvertement, alla trouver son fils. Elle lui peignit avec les couleurs les plus sombres le danger qui le menaçait; et, pour impressionner plus fortement l'esprit du jeune prince, elle parla de projets, de complots, de trames secrètes qui mettaient ses jours en péril. Vraies ou fausses, ces nouvelles bouleversèrent Charles IX. Quand la reine le crut suffisamment préparé, on agita dans un conciliabule secret la nécessité, pour le salut du roi et le repos de la France, de se débarrasser des principaux chefs huguenots, en particulier de Coligny. Tous les avis furent pour le meurtre. Charles IX gardait encore le silence : *Puisque vous voulez qu'on tue l'amiral*, dit-il tout à coup,

je le veux, mais aussi tous les huguenots de la France, afin qu'il n'en reste pas un pour me le reprocher, et donnez-y ordre promptement. Cette parole violente, inspirée par la crainte et la colère, fut prise pour un ordre et aussitôt mise à exécution (1472). Vers les deux heures du matin, 24 août, fête de Saint-Barthélemy, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois donna le signal du massacre des calvinistes. Coligny fut tué dans sa demeure par des assassins que l'on a dit faussement et sans preuves conduits par le duc de Guise. Le peuple et les soldats, animés contre les calvinistes, et qui n'attendaient que le moment de se jeter sur eux, se précipitent dans les rues; on force les maisons, on sabre, on fusille, on massacre. Le roi de Navarre et le prince de Condé n'échappent à la mort que par une promesse d'abjuration qu'ils envoyèrent au Pape, et qu'ils rétractèrent quand le danger fut passé.

Revenu de la stupeur où l'avait jeté cet horrible massacre, Charles IX avait aussitôt essayé de retirer l'ordre qu'il avait donné, mais c'était trop tard. A peine le roi fut-il entendu lorsque, le soir du même jour, il fit signifier au son de trompe qu'on eût à poser les armes.

Ces scènes sanglantes se renouvelèrent sur plusieurs points du royaume; non, comme on a voulu le soutenir longtemps, par suite des ordres secrets émanés de la cour, mais par le seul fait de la réaction populaire. Des évêques, des gouverneurs, par religion et humanité, s'opposèrent à ces violences sans avoir eu besoin de cette désobéissance héroïque qu'on a tant vantée. Le 24 août, au milieu même de cette funeste journée, Charles IX écrivait au gouverneur du Languedoc, à celui de Bourgogne, et au sénéchal du Poitou pour prévenir tout massacre dans les provinces.

Quant au nombre des victimes, dont beaucoup tombèrent sous le coup de vengeances personnelles, à Paris et dans le reste de la France, un martyrologe des huguenots,

imprimé en 1582, le porta à plusieurs mille, parlant en général. D'après un relevé *nominal* que fit un autre martyrologe protestant, qui n'épargna aucune recherche, ce nombre serait réduit à 786.

Mais ce n'est pas le plus ou moins grand nombre des victimes d'un crime qui importe à la morale historique; quel qu'il soit, le crime reste le même. Tout l'odieux de celui dont nous parlons doit retomber sur Catherine de Médicis qui l'a inspiré et conduit.

Les protestants ont voulu voir dans le massacre de la Saint-Barthélemy un fait prémédité. Il est reconnu aujourd'hui que si Catherine méditait de longue main la ruine des protestants, Charles IX ignorait ses projets. Le duc d'Anjou et le maréchal de Tavannes, qui ont été les premiers mis dans le secret, assurent que la résolution n'en fut prise que peu de jours avant l'événement, et qu'elle fut arrêtée seulement la veille.

En même temps que le roi envoyait des ordres dans les provinces pour prévenir tout acte de violence, il écrivait à ses ambassadeurs, leur représentant ce massacre comme un coup d'État nécessaire pour arrêter une conjuration de huguenots contre sa vie et celle de sa famille. Nous avons vu ailleurs l'émotion que produisit sur le Pape et dans la capitale du monde chrétien la véritable version du massacre de la Saint-Barthélemy.

Nous ne nous arrêterons pas à disculper la religion de la part de responsabilité qu'on a voulu lui donner dans le drame affreux de la Saint-Barthélemy ; si elle a été prise comme un drapeau pour couvrir la politique et tromper ceux dont on avait besoin, l'histoire n'a pas le droit de lui demander compte des crimes qu'on a commis en son nom, crimes contre lesquels sa morale et sa doctrine protestent hautement.

Dès le 26 août, à la persuasion de la reine et de la cour,

le roi se rendit au parlement, et dans le but d'arrêter les vengeances, il prit sur lui la responsabilité directe des événements, déclarant que tout s'était fait par son ordre, pour déjouer une conspiration dont il avait failli être victime. Le président le félicita d'avoir échappé au danger, et prononça des condamnations sévères contre quelques huguenots.

Comme on le pense bien, la Saint-Barthélemy ralluma la guerre avec plus de violence que jamais. Charles IX voulut rentrer dans les places de sûreté que la paix de Saint-Germain avait cédées aux calvinistes, mais partout il trouva les portes fermées. Le duc d'Anjou assiégea la Rochelle; la ville se défendit avec courage et résista à neuf assauts. L'armée royale allait se retirer, quand le duc apprit que des ambassadeurs lui apportaient la couronne de Pologne. Désireux de terminer cette guerre avant de quitter la France, il conclut un accommodement avec les Rochellois; ceux-ci obtinrent la liberté de conscience pour eux, ainsi que pour les protestants de Nîmes et de Montauban (1573).

Le duc d'Alençon, le plus jeune frère du roi, esprit remuant et inquiet, prétendait succéder à la puissance du duc d'Anjou; en conséquence, malgré ses dix-neuf ans, il demanda le commandement des armées. Pour se venger du refus qu'il essuya, il s'unit aux Montmorency et aux Condé ligués pour renverser les Guises. Autour d'eux se rallièrent les mécontents: ainsi se forma le parti des *Politiques*, auxquels les protestants se joignirent bientôt. Un soulèvement devait avoir lieu pour enlever le roi et la reine-mère; mais le duc d'Alençon eut peur et livra le secret de ses complices. Catherine de Médicis fit enfermer le roi de Navarre et le duc d'Alençon. Condé, averti à temps, s'enfuit en Allemagne, où il révoqua son abjuration.

Charles IX mourut peu de temps après. Le massacre de la Saint-Barthélemy avait ébranlé sa santé naturellement faible, et rien ne pouvait en distraire sa pensée. Un historien moderne (1) trace ainsi le portrait de ce roi qu'on s'est plu à peindre violent, emporté, familiarisé avec le sang et les crimes. « Sa figure était douce et pâle, sa taille grande, un peu voûtée, sa complexion faible. Ses yeux brillants s'animaient de colère à la moindre contradiction; il aimait la chasse avec frénésie... Le caractère de Charles IX était populaire; la bourgeoisie et le peuple le considéraient comme leur gentil roi, et voyaient avec douleur la faiblesse de son tempérament. Jamais prince n'avait eu plus d'amis sincères parmi cette gentilhommerie qui habitait la cour; il se mêlait aux jeux; sa familiarité était abandonnée... Sa pénétration était grande, et quoique Catherine de Médicis se fût efforcée d'assouplir ce caractère, il conservait une force de jugement et de volonté dans le conseil. Il ne fut ni une tête faible ni un cœur abominable... Comme sa mère, il vint dans des temps difficiles, au milieu des orages et des calomnies des partis. Sa mémoire y a succombé. » Nous ajouterons que Charles IX aimait les lettres et les cultivait avec succès. C'est à lui qu'on doit le décret qui fixe le commencement de l'année au 1er janvier.

A la nouvelle de la mort de Charles IX, son frère, qui avait été appelé au trône de Pologne, quitta précipitamment son palais au milieu de la nuit pour échapper aux sollicitations de ses sujets, et venir ceindre la couronne de France, objet de son ambition. Des fêtes brillantes saluèrent son passage en Autriche et en Italie.

La nation accueillit avec joie le vainqueur de Jarnac et de Moncontour; mais elle fut tristement étonnée en ne

(1) Capefigue.

trouvant plus en lui qu'un prince efféminé, s'entourant d'indignes favoris qu'il appelait *ses mignons*; ne songeant qu'à s'amuser avec de jeunes chiens et des perroquets, au lieu de travailler à rétablir la paix et l'ordre dans l'État; alliant une dévotion puérile et mal entendue à de honteuses débauches et à un fol amour pour le plaisir.

Henri III fut sacré à Reims (1575) par le cardinal de Guise, neveu du cardinal de Lorraine, mort peu auparavant, et deux jours après, il épousa Louise de Lorraine de Vaudemont.

L'avénement de Henri III ne rapprocha pas les partis. Les Politiques et les Malcontents resserrèrent au contraire leur alliance avec les protestants, et bientôt ils ouvrirent leurs rangs au duc d'Alençon qui s'était échappé de la cour. Condé leur ayant amené d'Allemagne un renfort considérable, le duc Henri de Guise marcha contre eux et détruisit leur armée à Château-Thierry. C'est dans ce combat qu'il reçut au visage la blessure qui le fit surnommer le *Balafré*. Quelques mois après, le roi de Navarre, se dérobant à la surveillance dont il était l'objet, alla rejoindre les rebelles.

Henri III, fatigué de la guerre qui troublait ses plaisirs, chargea sa mère de faire la paix à tout prix. Elle fut signée dans l'abbaye de Beaujeu, près de Loches, le 16 mai 1576, et mit fin à la cinquième guerre de religion. Les conditions que les protestants obtinrent par l'entremise du duc d'Alençon, leur donnèrent l'avantage sur les catholiques; leurs chefs reçurent en outre des provinces ou de l'argent. « Jamais roi de France, dit un historien moderne (1), n'avait apposé son nom au bas d'un acte si honteux. Ce n'était pas seulement la foi de tout un peuple qui était sacrifiée aux injustes exigences de quelques sectaires,

(1) De Chalambert, *Histoire de la Ligue*.

c'était la monarchie elle-même livrée par lambeaux à l'ambition des princes du sang. »

Le traité de Loches, aussi appelé *paix de Monsieur*, parce que l'usage s'était introduit de désigner par ce nom le frère du roi, consterna les catholiques et donna lieu à la formation de la *Sainte-Ligue*, dont la première pensée fut de défendre la France contre la double invasion de l'hérésie et des étrangers. Si les passions s'y sont mêlées, nous rappellerons ce que nous avons souvent fait observer, que les meilleures choses, dès lors qu'elles sont réalisées par les hommes, portent l'empreinte de leur faiblesse et de leurs vices. Des auteurs, cédant à des préventions politiques ou religieuses, se sont plu à noircir tous les actes de la Ligue et à travestir les intentions des chefs. Ils ont été crus sur parole, et chacun a répété leurs jugements sans prendre la peine de les réviser. Aujourd'hui, on ose revenir sur ces préventions; et lorsqu'on interroge froidement l'histoire de cette époque, on est étonné des erreurs que la passion a fait accepter pour des vérités.

Le dernier traité avait fait reconnaître le péril que courait la religion par la nonchalance d'un roi tout à ses plaisirs; il était donc naturel que les catholiques s'entendissent pour défendre leur foi, cette vieille foi qui avait fait la France, comme les protestants s'entendaient pour établir la leur née d'hier : personne ne leur contestera ce droit.

Plusieurs associations particulières s'étaient déjà formées dans les provinces; mais la Sainte-Ligue proprement dite, à laquelle toutes les autres se rattachèrent, fut signée à Paris sous la protection du duc de Guise le Balafré, chef reconnu du parti catholique.

Henri III, effrayé des progrès rapides de la Ligue, convoqua les États généraux à Blois (1576). Les trois ordres furent unanimes dans la manifestation de leur désir qu'il

n'y eût plus qu'une religion en France. La guerre était inévitable, et il fallait s'occuper des moyens de la soutenir.

Les protestants reprirent aussitôt les armes dans le Midi. Le roi, qui, par frayeur et par politique, s'était déclaré chef de la Ligue, mit sur pied deux armées, et les rebelles furent battus sur tous les points. Il eût été alors facile de les réduire à l'impuissance de troubler le royaume; mais Henri III, qui craignait toujours le plus fort, s'effraya de la puissance de la Ligue et fit la paix. Le traité de Poitiers ou de Bergerac (1577), conclu à l'avantage des protestants, mit fin à la sixième guerre religieuse.

Au lieu de profiter de la paix pour prévenir le retour de la guerre, Henri III ne songeait qu'à donner des fêtes et à se divertir avec ses mignons, auxquels il prodiguait les trésors de l'État. Il créa l'ordre du Saint-Esprit (1) dans le but d'assurer par un lien chevaleresque la fidélité des seigneurs. Les favoris du roi en furent revêtus les premiers.

La paix de Poitiers ne fut réellement qu'une suspension d'armes. Dès l'année 1580, la guerre civile se ralluma pour la septième fois, et ce fut par les intrigues de la cour. Les événements les plus remarquables furent le siége de Cahors, où les huguenots se signalèrent par des cruautés inouïes, et celui de la Fère, qui fit tomber cette ville au pouvoir du duc de Guise. Le duc d'Alençon se présenta comme médiateur entre le roi et les protestants, et la paix de Fleix-en-Périgord, encore une fois favorable aux rebelles, termina la septième guerre de religion (1580).

Le duc d'Alençon avait négocié la paix pour aller

(1) En mémoire de ce qu'il avait été élu roi de Pologne et était parvenu à la couronne de France le jour de la Pentecôte.

conquérir les Pays-Bas, où les protestants, révoltés contre le roi d'Espagne, lui offraient un trône. Repoussé par la reine d'Angleterre dont il avait espéré la main, il échoua dans ses projets ambitieux, et fut obligé de renoncer à la couronne qu'il avait rêvée. Déçu dans toutes ses espérances, ce prince léger et brouillon mourut l'année suivante sans avoir rien fait de grand ni de bien (1584).

Henri, roi de Navarre, devenait par la mort du duc d'Alençon l'héritier présomptif de la couronne. Cet événement avait une importance que personne ne se dissimulait, car les catholiques de France, c'est-à-dire le parti national, repoussaient d'avance le Béarnais protestant, et ils étaient soutenus par le pape Grégoire XIII et le roi d'Espagne. Comme dans les moments de crise, les têtes s'exaltèrent, les passions dominèrent la raison, et l'on entendit des prédicateurs, du haut de la chaire sacrée, faire appel aux armes pour éloigner un prince hérétique du trône de saint Louis.

Tout en blâmant les excès où entraînèrent le zèle religieux, il faut reconnaître que les lois mêmes de l'État s'opposaient à ce que la couronne revînt à un prince protestant, puisque le jour de son sacre le roi de France jurait de combattre les hérétiques. La majorité de la nation était donc dans son droit en rejetant Henri de Navarre comme successeur de Henri III.

Les chefs de la Ligue, pour faire face au danger qui menaçait la religion catholique en France, s'assemblèrent et conclurent un traité par lequel ils reconnaissaient pour successeur de Henri III le vieux cardinal de Bourbon, frère d'Antoine de Bourbon père du roi de Navarre. En même temps la Ligue se constitua avec plus de force, fit de Paris le centre de ses opérations, et le roi d'Espagne, par le traité de Joinville, lui promit des secours en argent.

Un motif personnel et encore secret portait Philippe II

à unir sa cause à celle des catholiques. L'extinction prochaine de la famille de Valois flattait son ambition, lui faisant entrevoir la possibilité de placer sa propre fille sur le trône de France, en vertu des droits qu'elle tenait de sa mère Isabelle, fille de Henri II.

La Ligue s'étendit dans tout le le royaume; les corporations, les parlements, les cours souveraines se rangèrent sous ses drapeaux; chaque jour quelque nouvelle ville lui ouvrait ses portes : à ce moment elle représentait vraiment la France.

Tandis que les catholiques s'unissaient au roi d'Espagne, Henri de Navarre recherchait l'appui d'Élisabeth d'Angleterre. Cependant, vaincu par l'opinion publique, Henri III se rapprocha des ligueurs, et signa le traité de Nemours, par lequel tous les priviléges des protestants furent révoqués (1585). Ce traité consterna les religionnaires. L'émotion du roi de Navarre fut telle, raconta-t-il lui-même plus tard, *qu'elle lui blanchit la moitié de la moustache.*

Revenus de leur effroi, les protestants s'armèrent de nouveau. Trois partis distincts se dessinaient alors en France : celui du roi, celui des ligueurs, dont le chef était Henri de Guise ou le Balafré, et celui du roi de Navarre; aussi cette huitième guerre civile et religieuse fut-elle, du nom des trois chefs, appelée la *guerre des trois Henri.* Presque partout les protestants avaient l'avantage, lorsque Catherine de Médicis interrompit tout à coup les hostilités par une trève qu'elle conclut à Saint-Bris (1586) avec le roi de Navarre.

Chaque nouvelle prise d'armes compliquait les affaires religieuses et politiques, en rendant plus difficile le rapprochement des partis. Sixte V (1585), en succédant à Grégoire XIII qui avait approuvé la Ligue, condamna d'abord toute association contre l'autorité royale; mais bientôt, mieux instruits des périls que la foi courait en

France, il excommunia le roi de Navarre et tous ses partisans : c'était se déclarer ouvertement contre lui, et approuver par le fait les efforts des ligueurs pour l'exclure de la succession au trône.

Cependant la faiblesse et la duplicité de Henri III, toujours conduit par Catherine de Médicis, détachaient de plus en plus de son parti les hommes qui pouvaient utilement le servir, et donnaient à la Ligue une plus grande puissance. La Ligue n'était plus en effet une simple association; la force des choses, le besoin d'une autorité ferme, la nécessité de se défendre, la sympathie populaire, lui avaient donné les allures d'un véritable gouvernement, qui agissait lorsque la royauté affectait une inertie dangereuse. En réalité, le duc de Guise n'était plus le chef de la Ligue; elle était dirigée par seize membres, choisis pour représenter les seize quartiers de Paris.

A peine la trêve de Saint-Bris avait arrêté les hostilités, qu'un grand événement, la mort tragique de Marie Stuart vint ranimer la lutte. Un cri d'indignation se fit entendre contre la reine d'Angleterre, et la guerre recommença. Henri III, sortant enfin de son apathie, leva dix mille hommes dont il confia le commandement à son favori le duc de Joyeuse. L'armée royale rencontra celle de Henri de Navarre dans la plaine de Coutras (20 octobre 1587). Le choc fut terrible; une heure suffit pour mettre en déroute les troupes de Joyeuse, qui fut tué de sang-froid par un huguenot, au moment où il remettait son épée à un capitaine ennemi. Le duc de Guise, plus heureux, tailla en pièces, dans la Beauce, puis dans le Gâtinais, une armée de reîtres allemands qui traversaient la France pour aller rejoindre les huguenots. Après cette double victoire, le Balafré se rendit dans la capitale, où il fut salué de cris enthousiastes qui retentirent péniblement aux oreilles du roi.

La popularité des Guises croissait chaque jour; le duc Henri surtout était l'idole des Parisiens. Il n'eût tenu qu'à lui de se faire proclamer roi par la multitude, d'autant plus que la Sorbonne, cédant elle-même à l'entraînement général, déclarait qu'on pouvait ôter le gouvernement aux mauvais princes. Sans examiner si cette assemblée avait le droit de se prononcer sur cette question, nous dirons que cette déclaration était au moins dangereuse dans les circonstances actuelles.

Le roi effrayé fit venir six mille Suisses autour de Paris, et il signifia au Balafré de ne pas rentrer dans cette ville. Le duc promit de se montrer sujet soumis, à condition qu'on n'entreprendrait rien contre les catholiques qu'il s'était engagé à défendre. Il attendait la réponse du roi, lorsqu'il apprit que les Suisses étaient entrés à Saint-Denis; en même temps il reçut une missive des chefs de la bourgeoisie parisienne qui lui exposaient les périls dont ils étaient menacés. Se croyant dégagé de ses promesses par le silence et la conduite du roi, le duc de Guise se présenta aux portes de la capitale. Son entrée fut un vrai triomphe. Il se rendit auprès de la reine-mère, puis du roi, qui délibéra s'il ne le ferait pas tuer à ses pieds. La fermeté du duc de Guise le sauva. Il eut plusieurs entretiens avec Henri III sans arriver à une conciliation. Les manifestations du peuple en faveur du duc augmentaient la haine et les soupçons du roi, pendant que les bruits les plus alarmants sur la sûreté des chefs de la Ligue circulaient dans la foule et portaient son irritation au comble.

Le 12 mai, le roi fit entrer les six mille Suisses à Paris. On s'arme aussitôt, des barricades sont élevées dans les rues, et le sang coule sur plusieurs points. Il fallut que le duc de Guise se montrât au peuple pour arrêter l'émeute : partout sa présence fut acclamée et, à sa voix, les armes

tombèrent des mains. Cette émeute, appelée *la journée des barricades*, ne laissait au roi aucun doute sur les sentiments du peuple. Le Balafré aurait pu alors prendre la couronne qui tremblait sur la tête de Henri III; rien ne prouve qu'il ait fait la moindre tentative pour se substituer au faible monarque que la nation voyait avec défiance.

Le roi s'était enfui à Chartres, laissant Henri le Balafré maître de Paris. Au lieu d'abuser de son autorité, le duc de Guise s'occupa de négocier un rapprochement avec le roi, dont les parisiens s'efforcèrent d'apaiser le ressentiment. Henri III, qui avait craint pour sa couronne, croyant le péril passé, s'empressa d'accorder tout ce qu'on lui demandait. Par l'édit de Blois, il fit plus, il se déclara de nouveau chef de la Ligue, nomma le duc de Guise généralissime des armées et convoqua les États généraux.

L'ouverture s'en fit à Blois le 16 octobre 1588. Le plus grand nombre des députés, dévoués à la cause catholique, demandèrent des garanties pour le maintien et la conservation de leur foi; mais en même temps ils prétendaient faire ajouter au dernier édit des clauses qui tendaient à diminuer l'autorité royale.

Ces prétentions des députés réveillèrent toutes les terreurs du roi. Henri III, croyant toujours que les Guises en voulaient à sa couronne, et n'osant combattre en face celui dans lequel il persistait à voir un rival, résolut de le faire lâchement assassiner : ceux auxquels il s'en ouvrit le poussèrent au meurtre. Des avertissements secrets et répétés arrivèrent au duc de Guise sans qu'il voulût y ajouter foi : sa loyauté se refusait à soupçonner le crime. Cependant le roi, ayant choisi lui-même les meurtriers parmi les gentilshommes de sa garde, leur distribua des poignards et les instruisit de l'heure où ils devaient frapper leur victime. Le 23 décembre 1588 au matin, comme le duc de Guise se rendait au conseil, il fut entouré par

les sicaires de Henri III, qui lui portèrent plusieurs coups, à la porte même de la chambre du roi; le duc tomba baigné dans son sang et alla mourir au pied du lit de ce prince : *Enfin nous ne sommes plus deux, je suis roi maintenant!* dit joyeusement Henri III, en face du cadavre de son ennemi. Le cardinal de Guise était dans une pièce voisine; en entendant du bruit : *Ah!* s'écria-t-il, *on tue mon frère!* Il voulait sortir; on le retint. Le lendemain il fut également assassiné par ordre du roi.

Henri de Guise était doué des qualités qui fascinent la foule; vaillant capitaine, seigneur magnifique et libéral, catholique zélé et sincère, il manquait, disent ses ennemis, de cette supériorité d'intelligence et de cette force de volonté nécessaire à un chef de parti. Ne serait-il pas plus vrai de dire que, modéré dans le succès, il ne se laissa jamais entraîner aux décevantes illusions de l'ambition et de la gloire et resta fidèle à la sainte cause qu'il défendait? Il est à regretter que les mœurs du duc de Guise n'aient pas toujours été en rapport avec sa foi (1).

La reine-mère, en apprenant l'assassinat du duc de Guise : *Dieu veuille,* dit-elle à Henri III, *que vous ne soyez ainsi devenu roi de néant. Vous avez taillé, mais il faut coudre.*

Catherine de Médicis, déjà malade, fut prise de la fièvre peu de jours après; elle mourut le 5 janvier 1589, laissant une mémoire peu digne d'être honorée. Il nous semble qu'on a peint la mère de Henri III sous des couleurs exagérées; les uns en ont fait une femme d'une intelligence supérieure, ambitieuse, habile politique, aux vues profondes, à la volonté assurée et dominatrice;

(1) Des historiens sérieux révoquent en doute les accusations portées contre la conduite du duc de Guise; il est donc permis de les croire au moins très-exagérées, d'autant plus qu'elles ne se trouvent que sous la plume des écrivains protestants.

d'autres la représentent froide, impassible à l'heure du danger, méditant sans émotion le crime dont elle a besoin, s'y préparant de longue main, caressant ses victimes pour les frapper plus sûrement. La vérité nous paraît être entre ces extrêmes. L'épouse de Henri II s'était accoutumée à dissimuler, dans cette cour où régnait sa rivale Diane de Poitiers; appelée à gouverner pour ses fils, elle porta au pouvoir un esprit souple, une ténacité de volonté, une habitude de ruse que les circonstances développèrent. Manquant d'un génie supérieur tel qu'il l'eût fallut pour dominer les partis qui divisaient la cour et le royaume, Catherine s'appliqua seulement à maintenir l'équilibre pour conserver l'autorité. Vivant au jour le jour et sans prévoir l'avenir, mais avide de domination, elle croyait avoir tout gagné quand elle avait échappé à un péril. Dépourvue de sens moral, elle commit le crime sans remords comme sans préméditation, et il ne fut jamais pour elle qu'un moyen de se tirer d'un mauvais pas où son imprévoyance l'avait jetée. Il suffit pour s'en convaincre de citer l'attentat de l'amiral de Coligny, crime impolitique si la Saint-Barthélemy était préméditée et qui, selon nous, détermina plutôt ce drame affreux comme moyen d'échapper au danger qu'il avait soulevé.

La mort des princes lorrains excita une profonde émotion dans Paris et dans toute la France. De la consternation, le peuple passa bientôt à la fureur, et un cri de vengeance se fit entendre. A la nouvelle du meurtre du cardinal de Guise, Sixte-Quint excommunia le roi, tandis que les prédicateurs le traitaient publiquement de tyran et de parjure, et que la Sorbonne déliait les Français du serment de fidélité à ce prince.

La Ligue fut plutôt fortifiée qu'ébranlée par ce double assassinat, et elle reçut de l'indignation générale comme une impulsion nouvelle. Dès lors, cédant à la pression

populaire, elle se jeta dans des mesures violentes. Quelques membres du parlement, soupçonnés de pactiser avec les Politiques, furent emprisonnés, puis remplacés par des partisans de la Ligue ; la déchéance de Henri III fut prononcée et l'on convoqua les États généraux pour élire un nouveau roi. Le fils du duc de Guise étant trop jeune pour être placé à la tête de la Ligue, le duc de Mayenne, frère du Balafré, fut proclamé *lieutenant-général de l'État et couronne de France.*

On le voit, la situation avait changé. La Ligue, jusqu'à ce jour, n'avait été qu'une association ayant pour but de défendre la religion menacée, association que le roi lui-même avait légitimée en s'en déclarant le chef; l'excommunication du roi, la déclaration de la Sorbonne et surtout la conduite de Henri III, la séparèrent complétement du gouvernement. Pour juger la nouvelle attitude que prit la Ligue, il faut d'abord tenir compte, comme toujours, des idées reçues alors, des passions surexcitées par trente années de guerres civiles et religieuses, du mépris et de la haine qu'inspirait Henri III, et de la crainte que toute la nation avait de voir un prince hérétique monter sur le trône de France. Maintenant, que la Ligue se soit rendue coupable d'actes injustes et violents, il n'y a pas de quoi s'étonner : quel est le parti auquel on ne puisse adresser un semblable reproche?

Le duc de Mayenne unissait une volonté ferme à un esprit droit : il avait compris tout de suite le rôle qu'il avait à remplir, et la nécessité de contenir dans les bornes *les Seize* (commandant les seize quartiers de Paris), qui tendaient à pousser les choses à l'extrême.

Cependant Henri III n'avait pas tardé à reconnaître la faute impolitique qu'il avait commise en faisant tuer les princes de Guise. Se voyant abandonné de tous, il rechercha l'alliance du roi de Navarre qui, depuis sa vic-

toire de Coutras, n'avait pas cessé de guerroyer dans les provinces du midi et de l'ouest. Les deux rois se virent à Plessis-lès-Tours, et convinrent d'unir leurs forces pour marcher sur Paris. A la tête de trente mille hommes, ils commencèrent leurs opérations. L'espérance renaissait au cœur du faible Henri III, lorsqu'il tomba sous le poignard d'un jeune moine de vingt-deux ans, Jacques Clément, égaré par le fanatisme politique et religieux. Le malheureux roi expira le lendemain entre les bras du roi de Navarre, après l'avoir vivement sollicité de rentrer dans le sein de l'Église catholique (1589). Clément fut tué à l'instant même par la garde de Henri III.

Avec Henri III finit la dynastie des Valois, qui avait occupé le trône 261 ans; dans cette longue période de troubles et d'agitations, elle avait donné treize rois à la France.

Le nom de Henri III rappelle à l'esprit des mœurs efféminées et un bizarre mélange de mollesse et de valeur, de plaisirs ridicules ou licencieux et de pratiques pieuses, de duels et de combats sérieux.

En mourant, ce prince avait désigné pour son successeur Henri de Béarn, roi de Navarre, qui descendait de Robert de Clermont, cinquième fils de saint Louis. Les ligueurs, décidés à ne jamais reconnaître un souverain hérétique, proclamèrent roi, sous le nom de Charles X, le cardinal de Bourbon, que Henri III avait fait emprisonner au moment de l'assassinat du duc de Guise.

Dès le lendemain de la mort de Henri, la plus grande partie de l'armée abandonna le roi de Navarre, et ce prince se vit obligé de lever le siége de Paris. Henri se repliait sur la Normandie, lorsqu'il fut atteint dans les plaines d'Arques par les ligueurs quatre fois plus nombreux. Il n'en remporta pas moins une victoire complète qui lui ouvrit de nouveau le chemin de Paris, pendant que le duc de

Mayenne regagnait la Picardie. Soutenu par cinq mille Anglais, Henri de Navarre se croyait déjà maître de la capitale dont il occupait les faubourgs, quand Mayenne revint et le força de se retirer.

Le roi de Navarre ne se laissa pas décourager par ce second échec; il savait que bien des passions s'agitaient au sein de la Ligue, et que les partis opposés qu'elle renfermait menaçaient de la détruire. En effet, plusieurs prétendants au trône de France se présentaient pour recueillir l'héritage du vieux cardinal : Philippe II d'Espagne briguait la couronne pour sa fille Claire-Eugénie, et le duc de Savoie, petit-fils de François Ier, y prétendait par sa mère Marguerite. Le duc de Mayenne aurait pu présenter son neveu le duc de Guise, fils du Balafré, ou se mettre lui-même sur les rangs, bien sûr d'être appuyé par le peuple; mais, quoi qu'on ait dit de son ambition, il aima mieux convoquer les États généraux pour prononcer sur la succession royale.

La guerre continuait sur plusieurs points. Au commencement de l'année 1590, Mayenne alla chercher le roi de Navarre et l'attaqua près d'Ivry (Eure); Henri remporta une grande victoire qui fit essuyer à la Ligue des pertes considérables. Sur ces entrefaites mourut le cardinal de Bourbon, dont les catholiques n'avaient jamais pris au sérieux la royauté.

Sans perdre de temps, le vainqueur d'Ivry se rapprocha de la capitale, résolu de la réduire par la famine en interceptant l'arrivage des vivres. La défense de la ville fut confiée au duc de Nemours, frère maternel du duc de Mayenne, et au duc d'Aumale, son cousin. Leur premier soin fut de réunir des provisions considérables pour mettre Paris en état de résister à un long siége. Cependant la population et l'armée rivalisaient d'ardeur et de courage pour repousser l'ennemi; mais les provisions s'épuisaient

et bientôt la faim se fit sentir. En vain les riches prodiguèrent leur or, les églises leurs vases sacrés : le manque total des vivres amena une affreuse famine. Après les bestiaux, on mangea les chiens, les chevaux, les animaux immondes; on dévora l'herbe qui croissait dans les rues (1).

Cette affreuse misère causa une foule de maladies qui accrurent la mortalité. Malgré cela on ne parlait pas de se rendre; la foi, la prière, soutenaient cette population héroïque qui aimait mieux mourir que d'obéir à un ennemi de l'Église. Les prêtres, les moines, allaient combattre et mourir sur les remparts; chacun apportait à la cause générale sa part de dévouement et de sacrifice.

Vaincus par la faim, un grand nombre de malades, de femmes et d'enfants, pour échapper à la mort cruelle qui les attendait, sortirent de la ville et vinrent se jeter aux pieds du roi de Navarre, sollicitant la permission de chercher un refuge dans la campagne. Henri, qui déjà une fois avait repoussé une pareille demande, les laissa s'éloigner sans les inquiéter, ce dont Élisabeth lui adressa d'amers reproches.

Une nouvelle se répandit tout à coup à Paris et y porta la joie : le prince de Parme, Alexandre Farnèse, arrivait au secours de la capitale. Le roi de Navarre courut à sa rencontre pour lui offrir le combat; l'habile général l'évita et, le trompant par une savante manœuvre, il introduisit des vivres et des troupes dans Paris. Henri désespéré se retira, puis licencia son armée, tandis que le

(1) Pierre Cornéo, témoin oculaire, dément par son récit ce que quelques historiens ont dit plus tard d'un prétendu pain fait avec des os pris dans les cimetières et réduits en poudre, auquel on aurait donné le nom de *pain de Madame de Montpensier*. Madame de Montpensier était fille du duc de Guise assassiné devant Orléans; elle embrassa généreusement le parti de la Ligue, et pendant le siége de Paris elle s'enferma dans cette ville, encourageant par ses paroles et ses exemples la résistance de la population dont elle partageait toutes les souffrances.

prince de Parme retournait dans les Pays-Bas (1590).

La guerre continua autour de Paris et dans les provinces; au midi, le protestant Lesdiguières sauva le Dauphiné attaqué par le duc de Savoie, mais il ne put l'empêcher de s'emparer de la Provence.

Paris était alors déchiré par les factions. Les Seize s'y étaient emparés de l'autorité et dominaient la Ligue; les plus fougueux, organisés en conseil des Dix, n'écoutaient plus Mayenne, l'accusant de faiblesse et de lenteur, et les modérés, suspectés de trahison, n'osaient pas élever la voix. Trois magistrats, Brisson, Larcher et Tardif, qui avaient refusé d'entrer dans leurs vues, furent arrêtés et pendus sans procès pendant une absence du duc de Mayenne. Le grand conseil de la Ligue condamna ces meurtres, et Mayenne vint les venger. Ceux d'entre les Seize qui avaient pris le plus de part à ce crime subirent la mort après un jugement sommaire, les autres coupables furent bannis.

Cependant Philippe II intriguait toujours pour placer sa fille sur le trône de France, et il mettait à ce prix les secours qu'il offrait à la Ligue; d'un autre côté, Henri de Navarre négociait avec quelques seigneurs, qui voulaient des places ou de l'argent en retour de leur promesse de fidélité. Profitant de ce que le duc de Mayenne était occupé à rétablir l'ordre dans la capitale, Henri, soutenu par une armée allemande, alla faire le siége de Rouen (1591). Cette ville, se rappelant ce qu'elle avait souffert des protestants, lui opposa une résistance aussi vive que celle qu'il avait rencontrée à Paris. Le prince de Parme vint au secours des Rouennais et força le roi de Navarre de s'éloigner. Quelques jours après, Farnèse fut blessé dans une rencontre près de Caudebec, et il mourut des suites de cette blessure.

De part et d'autre on se lassait de la guerre; les souf-

frances aigrissaient les esprits, les courages s'amollissaient, et l'on désirait la paix. Mayenne, que les excès des ligueurs avaient profondément attristé, et qui repoussait les propositions du roi d'Espagne, ouvrit à Suresnes (Seine) des conférences avec les catholiques amis du roi de Navarre. Celui-ci voyait aussi le découragement gagner ses plus fidèles serviteurs, et il commençait à prêter l'oreille au conseil qu'on lui donnait de rentrer dans le sein de l'Église. Après s'être fait instruire, Henri déclara qu'il voulait embrasser la religion catholique. L'abjuration du roi se fit à Saint-Denis avec une grande solennité le 25 juillet 1593. Au mois de mars suivant (1594), il fut sacré à Chartres sous le nom de Henri IV.

Une trève fut alors signée entre le roi et le duc de Mayenne pour amener une pacification générale. Dans l'intervalle, Henri IV envoya des ambassadeurs au Pape pour obtenir son absolution. Clément VIII la refusa longtemps, voulant s'assurer de la sincérité de son retour.

La Ligue était désormais sans objet. Cependant tous les ligueurs ne posèrent pas aussitôt les armes, car beaucoup suspectaient l'abjuration du roi à cause de ses scandales que tout le monde connaissait. Le duc de Mayenne, sans partager leurs craintes, croyait ne devoir reconnaître Henri IV que lorsque le Pape l'aurait relevé de l'excommunication. En attendant, après avoir confié le commandement de Paris à Cossé-Brissac, sur la fidélité duquel il comptait, il se retira dans son ancien gouvernement de Bourgogne.

Il se trompait ; Brissac le trahit. Moyennant une somme considérable, l'infidèle gouverneur introduisit Henri IV dans la ville le 22 mars 1594, et ce prince, presque sans coup férir, se trouva maître de Paris. Les Espagnols furent réduits à capituler. Aussitôt les membres du parlement

qui s'en étaient éloignés en haine des ligueurs y reparurent, et toute autorité fut retirée aux chefs de la Ligue. Le peuple, fatigué de la guerre, acclama le roi dont on vantait la bravoure, les bons mots et la gaîté toute française. Les passions n'étaient pas encore calmées; pour beaucoup Henri IV n'était qu'un hérétique indigne du trône, et le fanatisme poussa un jeune homme, nommé Châtel, à tenter de l'assassiner. Heureusement la blessure fut légère. Le coupable fut tiré à quatre chevaux. Là devait s'arrêter le châtiment; mais la vengeance s'en prit aux Jésuites chez lesquels Châtel avait autrefois étudié. L'un d'eux, sous un prétexte frivole, fut livré au supplice et l'ordre entier proscrit. Plus tard, Henri IV, reconnaissant l'injustice de cette condamnation, les rappela dans ses États, après en avoir fait un magnifique éloge devant le parlement.

Cependant quatorze mille Espagnols avaient rejoint le duc de Mayenne. Henri IV alla les attaquer à Fontaine-Française et les battit, puis il envahit la Franche-Comté. Dans le Nord, les affaires du roi étaient moins prospères : plusieurs provinces tenaient encore pour la Ligue et refusaient de le reconnaître, lorsqu'un événement attendu et désiré mit le comble à la joie : Clément VIII, enfin convaincu des bonnes dispositions de Henri IV, s'était rendu à ses instances, et venait de lui envoyer par un légat l'absolution demandée.

Cette nouvelle fut accueillie avec transport dans toute la France. A partir de ce moment, la Ligue catholique cessait d'exister; son but étant atteint, elle perdait sa raison d'être. Le roi comprit alors qu'il ne lui restait pour pacifier le royaume qu'à régler les conditions auxquelles les chefs de la Ligue poseraient les armes, tout en sauvegardant leur honneur et leurs intérêts. Cette œuvre fut facile, malgré les petites ambitions qui se firent jour. Mayenne

prévint les avances de Henri IV, en l'envoyant complimenter aussitôt qu'il avait appris l'arrivée du légat porteur de l'absolution papale.

Dans les premiers jours de janvier 1596, un édit proclama la réconciliation du roi avec le chef de la Ligue; depuis lors ce prince servit Henri IV avec zèle et dévouement. Pour faire tomber les accusations d'ambition dont on s'est plu à charger la mémoire du duc de Mayenne, il suffit d'examiner sa conduite. Tout le temps qu'il fut au pouvoir, ses actes furent empreints de droiture, de modération, de prudence, et de fermeté; pendant que d'une main il écartait Henri de Navarre du trône catholique de saint Louis, de l'autre il repoussait la fille du roi d'Espagne, malgré les flatteries ou les menaces de Philippe II. C'est ainsi qu'il conserva la couronne au prince qui devait s'en montrer digne après avoir abjuré l'erreur.

La soumission du duc de Mayenne fut bientôt imitée par tous les princes; et la royauté du chef de la maison de Bourbon fut reconnue dans toute la France (1596).

Nous dirons en finissant, pour résumer l'histoire de la Ligue, qu'elle fut, ainsi que nous l'avons vu, légitime dans son principe, forte et sage dans ses moyens d'action, désintéressée dans sa fin. On lui a reproché trois faits graves : l'assassinat de Henri III, le meurtre de deux magistrats à Toulouse et l'exécution de trois membres du parlement à Paris. Ces crimes furent des actes individuels, auxquels ne coopéra jamais le gouvernement de l'*Union* ou *Sainte-Ligue*. Le premier de ces crimes ne pouvait être ordonné par les chefs de la Ligue, car il était tout à fait contraire à ses intérêts, en augmentant les dangers que courait le catholicisme, par l'ouverture de la succession royale au profit du roi de Navarre, prince hérétique. Le second fut le fait de la violence populaire surexcitée par

la nouvelle de l'assassinat du duc de Guise (1). Quant au troisième, ce fut l'œuvre de quatre ou cinq des plus fougueux d'entre les Seize, qui, ainsi que nous l'avons vu, expièrent leur crime par la mort.

Nous ne reviendrons pas sur le reproche fait à la Ligue d'avoir appelé l'étranger ; les protestants, longtemps avant les catholiques, invoquèrent leur secours, et Henri IV ne craignit pas de se dire, lorsqu'il n'était que roi de Navarre, *capitaine général de la reine d'Angleterre*.

Écartant donc ces accusations injustes, il reste évident que la Ligue sauva le catholicisme en France, en ne permettant pas à l'hérésie de saisir le sceptre qu'avait porté Charlemagne et saint Louis.

Empire d'Allemagne.

(1493.) Maximilien, fils de l'empereur Frédéric III, lui succéda sans difficulté dans la dignité impériale. Le règne de ce prince fut pour l'Allemagne une période de transition entre le moyen âge et les temps modernes. L'Allemagne, en effet, perd alors son unité monarchique pour devenir une *confédération d'États ;* c'est-à-dire que le lien féodal qui unissait à l'empereur les seigneurs et les princes cessa d'exister, et fut en quelque sorte remplacé par des diètes générales composées des princes électeurs, des seigneurs ecclésiastiques et laïques, et des députés des villes. Les décisions de ces diètes obligeaient l'empereur lui-même, qui n'était plus que le chef d'une puissante et jalouse aristocratie.

Un *tribunal impérial* fut institué à Ratisbonne (1503), pour juger les différends qui s'élèveraient entre les princes

(1) Duranti et d'Assis, magistrats de Toulouse, accusés de vouloir arrêter le mouvement en faveur de la Ligue, furent massacrés par le peuple.

allemands ; et une *cour aulique*, espèce de cour d'appel, compléta cette nouvelle organisation judiciaire. L'Allemagne fut divisée en six cercles ; dans chaque cercle, un président et des conseillers veillaient à la paix publique et au maintien des lois. Les diètes s'étant arrogé les attributions législatives, le droit de voter les impôts, de décider de la guerre et de la paix, acquirent une grande influence : c'étaient elles qui gouvernaient réellement.

L'organisation militaire subit aussi des changements. Les contingents féodaux, dont se composait l'armée, furent remplacés par des troupes mercenaires, qu'on enrôlait en temps de guerre et qui étaient licenciées en temps de paix. L'empereur cessa peu à peu d'être considéré comme le protecteur armé de l'Église, et la couronne impériale ne fut plus donnée par les Souverains Pontifes ; toutefois il fallait le consentement du Pape pour valider l'élection des empereurs.

Maximilien fut le premier qui ne porta que le titre d'empereur élu, parce qu'il n'avait pas été couronné par le Pape. Ce prince dota l'Allemagne de la poste aux lettres.

Son mariage avec Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, l'avait mis en possession d'une grande partie des États de la riche maison de Bourgogne dont elle était l'unique héritière. Après la mort de sa femme (1482), il les administra pour son fils mineur, Philippe le Beau. Les troubles qui éclatèrent à Bruges et à Gant l'occupèrent presque exclusivement, et l'empêchèrent de secourir son père Frédéric III dans ses démêlés avec le roi de Bohême et celui de Hongrie. Après son élection à l'empire, Maximilien laissa le gouvernement des Pays-Bas à Philippe, auquel il fit épouser Jeanne, fille de Ferdinand le Catholique et d'Isabelle de Castille (1496).

Plus tard, Maximilien prit part aux guerres de l'Italie

et de Charles VIII. En 1508, il entra dans la ligue de Cambrai contre Venise, puis il s'en retira pour servir dans l'armée de Henri VIII contre la France, s'intitulant *le volontaire du roi d'Angleterre.* Un moment il fit alliance avec Louis XII, mais il ne tarda pas à l'abandonner. Bientôt il s'unit aux Italiens pour repousser François Ier. Cependant en 1516, il adhéra au traité de Noyon, conclu entre son petit-fils Charles d'Autriche, devenu roi d'Espagne, et le roi de France. Maximilien mourut en 1519. Cet empereur, d'un courage chevaleresque dans les batailles et doué de grandes qualités, n'a cependant joué qu'un rôle secondaire dans tous les événements auxquels il a été mêlé. Son administration a été signalée par des mesures sages et des établissements utiles; mais son véritable titre de gloire est la paix qu'il a maintenue en Allemagne pendant tout son règne. Son fils Philippe le Beau étant mort avant lui, Maximilien laissa son héritage à ses deux petits-fils, Charles d'Autriche et Ferdinand. Le premier, Charles, réunissait déjà sous son sceptre toute l'Espagne, la Navarre, le royaume de Naples, la Sicile, la Sardaigne, une partie des Pays-Bas et de la Franche-Comté, la moitié de l'Amérique et une lisière du territoire africain ; la mort de Maximilien ajouta encore à ses vastes possessions l'Autriche et plusieurs provinces de l'Allemagne. On comprend que ce jeune prince dans son orgueil put se vanter que jamais le soleil ne se couchait sur ses États.

Le jeune roi d'Espagne se mit aussitôt sur les rangs pour la couronne impériale que briguaient également François Ier et même, un moment, Henri VIII. Les princes électeurs s'assemblèrent à Francfort ; ils étaient partagés. On redoutait l'ambition du roi de France, et l'on sentait en même temps le besoin d'un souverain puissant pour défendre l'empire contre les Turcs. Les yeux se portèrent

sur Frédéric, électeur de Saxe; mais il refusa, et présenta au choix des princes Charles Ier d'Espagne, qui fut accepté. Charles envoya comme témoignage de sa gratitude une somme considérable à l'Électeur; celui-ci n'ayant pas voulu l'accepter, le jeune empereur insista, pour qu'il en distribuât au moins quelques florins à ses gens : *Ils sont maîtres de les recevoir, dit Frédéric; mais ceux qui recevront seulement un florin ne seront pas demain à mon service.*

L'Espagne vit de mauvais œil l'élection de son roi au trône impérial, et des révoltes éclatèrent dans plusieurs villes. Cela n'empêcha pas Charles de se rendre à Aix-la-Chapelle, où il fut couronné le 22 octobre 1521, sous le nom de Charles V ou Charles-Quint.

François Ier, froissé qu'on lui eût préféré un prince de vingt ans, se tourna du côté de Henri VIII; et, dans le but d'obtenir son amitié, il lui prodigua des fêtes dans la magnifique entrevue du Camp-du-Drap-d'Or, entre Ardres et Guines. Le jeune empereur fit mieux. Connaissant l'orgueil de Henri VIII, il alla le visiter en Angleterre, et acheva de le gagner en remettant à sa seule décision les différends qui pourraient s'élever entre lui et le roi de France. Pour assurer son influence auprès du monarque anglais, il combla de largesses le cardinal Wolsey, son principal ministre et son favori.

Charles-Quint réussit également auprès de Léon X, auquel il persuada que les intérêts de l'Italie exigeaient plutôt l'alliance de la cour romaine avec l'empire qu'avec la France, alors maîtresse du Milanais. La mésintelligence ne tarda pas à éclater entre Charles-Quint et François Ier. Celui-ci, en vertu du traité de Noyon, réclamait la Navarre pour Henri d'Albret; sur le refus de l'empereur, il envoya Lesparre qui s'en empara en quinze jours, puis la perdit aussi rapidement. Dans le même temps François Ier soutenait Robert de la Mark, duc de Bouillon, révolté

contre Charles-Quint pour un déni de justice. Ce fut le signal d'une guerre sérieuse; et en quelques mois la France fut en armes pour défendre ses frontières franchies ou menacées. Les Impériaux, obligés de lever le siége de Mézières, repoussés au-delà de l'Escaut, battus du côté des Pyrénées, reprirent le Milanais malgré tous les efforts du maréchal de Lautrec pour le conserver à la France.

A ce moment la mort enleva Léon X (1521) l'allié de l'empereur, et les cardinaux lui donnèrent pour successeur le cardinal Adrien d'Utrecht. Wolsey, qui convoitait la tiare, faillit brouiller Henri VIII avec Charles-Quint; mais celui-ci apaisa le mécontentement de l'ambitieux ministre par de flatteuses promesses, et conserva ses bonnes relations avec l'Angleterre.

La guerre continuait en Italie où Lautrec avait repris l'offensive, lorsque l'impatience des Suisses, qui servaient dans l'armée française, amena la désastreuse journée de la Bicoque, entre Lodi, Milan et Mouza (1522). Les revers des Français leur firent perdre tous leurs amis au delà des monts. Venise, Ferrare, l'empereur, se liguèrent avec le Pape pour leur fermer l'entrée de l'Italie. Vers le même temps Charles-Quint put se réjouir de la honteuse défection du connétable de Bourbon, qui vint mettre à son service son courage et son désir de se venger de Louise de Savoie, mère de François Ier. Devenu général de l'armée impériale, le traître Charles de Bourbon vit les Français fuir devant lui à Biagrasso (1524), et le chevalier Bayard frappé d'un coup mortel.

Tandis que Bonnivet ramenait en France les débris de son armée échappés à la déroute de Biagrasso, les succès et les revers s'étaient balancés du côté de l'Espagne et des Pays-Bas.

Cependant Adrien VI était mort et avait été remplacé par Clement VII (1523); le nouveau Pape aimait la paix

et inclinait pour les Français. Malgré les conseils du Pontife, Charles-Quint résolut de porter la guerre au sein de la France, et Charles de Bourbon se chargea d'y conduire l'armée confiée à Pescaire. Les Impériaux ne s'attendaient pas à la résistance qu'ils rencontrèrent; après avoir inutilement assiégé Marseille, affaiblis par la disette et la maladie, ils regagnèrent précipitamment l'Italie.

François Ier les suivit, s'empara sans coup férir de Milan que la peste venait de dépeupler, puis se porta sur la forte place de Pavie. Pendant qu'il était occupé à en faire le siége, les Impériaux réorganisèrent leurs troupes; renforcés d'un corps d'Allemands conduit par Bourbon, ils remportèrent une grande victoire sous les murs de Pavie. François Ier fait prisonnier fut envoyé à Madrid. Ce ne fut qu'au bout d'un an que Charles-Quint consentit à rendre la liberté à son royal captif, après lui avoir fait signer un honteux traité (1526). Redevenu roi, François Ier refusa d'accepter les humiliantes conditions que l'empereur lui avait imposées, et qu'il prétendit soumettre à la décision des États du royaume.

Les choses avaient changé. Trompé deux fois dans ses espérances orgueilleuses de la tiare pontificale, Wolsey aigrit Henri VIII contre l'empereur et le fit entrer dans la Sainte-Ligue conclue entre le pape Clément VII, les Vénitiens et les princes d'Italie, pour chasser l'empereur du Milanais et y rétablir François Sforze.

Charles-Quint, sans troupes et privés de ses anciens alliés, confia ses intérêts à Charles de Bourbon. Avec une armée composée d'aventuriers, le connétable s'empara de Milan qui fut, pendant plus de six mois, abandonnée à la froide barbarie des vainqueurs. Tout à coup Bourbon quitte Milan et se dirige vers Rome avec les bandes fanatiques du luthérien Frondsberg. C'était là que la mort l'attendait (1527). Philibert, prince d'Orange, prit alors le comman-

dement des troupes et vengea la mort du traître connétable par le sac de la ville. Clément VII, assiégé dans le château Saint-Ange et menacé de la peste, capitula aux plus dures conditions. L'empereur désavoua inutilement un succès que l'Europe indignée appelait un attentat sacrilége; il ne trompa personne.

François Ier et Henri VIII, à la nouvelle de ce qui venait de se passer à Rome, déclarèrent la guerre à Charles-Quint. Dès le mois de juillet de la même année (1527), Lautrec passa les Alpes à la tête d'une nombreuse armée; secondé par André Doria, il prit Gênes, soumit Alexandrie, Pavie et plusieurs places fortes qui furent remises à François Sforze, puis il se dirigea vers Rome. Aussitôt Charles-Quint rendit la liberté au Pape. Lautrec, chassant devant lui les Impériaux, entra dans le royaume de Naples qu'il parcourut en conquérant : la capitale seule lui ferma ses portes. Pendant qu'il la tenait bloquée par terre et par mer, Doria, depuis longtemps mécontent de François Ier, rompit ouvertement avec lui, arbora le pavillon impérial et, avec sa flotte, fit voile vers Naples qu'il ravitailla. Bientôt la peste et la famine décimèrent l'armée française; Lautrec succomba, et le marquis de Saluces, qui le remplaça dans le commandement, mourut quelques jours après, avec la douleur de voir l'armée anéantie et le royaume de Naples perdu pour la France.

La guerre avait épuisé tous les partis, et l'empereur commençait à se préoccuper des troubles religieux qui agitaient l'Allemagne. On parla de paix. Charles-Quint traita d'abord avec le Pape; il lui rendit tout le territoire appartenant à l'État ecclésiastique, et promit de rétablir les Médicis à Florence. Le Pape lui donna en retour l'investiture du royaume de Naples, annula le tribut que ses anciens rois payaient au Saint-Siége, et accorda l'absolu-

tion à tous ceux qui avaient pris part au pillage de Rome. Peu après fut signé le traité de Cambrai ou paix des Dames (1529), entre l'empereur et François Ier. Ce traité stipulait, outre la mise en liberté des fils du roi de France, retenus en Espagne depuis le traité de Madrid, le mariage de ce prince avec Éléonore, sœur de Charles-Quint.

L'empereur alla recevoir à Boulogne la couronne impériale des mains du Pape, puis il s'occupa de pacifier l'Italie. Dans ce but, il réconcilia d'abord le duc de Ferrare avec Clément VII moyennant un faible tribut du duc au Saint-Siége; il confirma l'investiture du Milanais à François Sforze, en échange d'une somme considérable; enfin il obtint un accommodement avec les Vénitiens, qui durent restituer Ravenne et Cervia au Pape et fournir un subside à l'empereur. Ces divers traités furent publiés à Bologne le 1er janvier 1530.

Les Florentins seuls résistèrent à la volonté de l'empereur en refusant de recevoir les Médicis; mais vaincus par les armes impériales ils capitulèrent. Alexandre de Médicis, rétabli à Florence avec le titre de doge, fut assassiné quelques années après (1537), et des troubles éclatèrent à l'occasion de ce meurtre; mais Charles-Quint maintint l'autorité des Médicis.

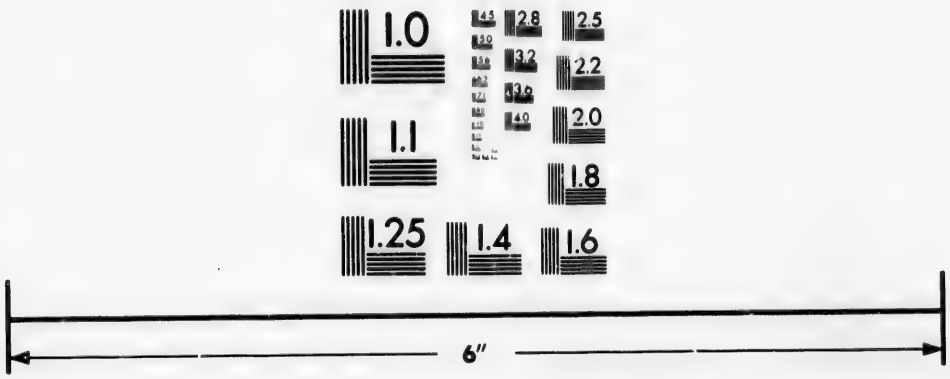
Après avoir rétabli la paix en Italie, l'empereur prit le chemin de l'Allemagne où l'appelaient les affaires religieuses. La diète de Spire, convoquée pour obtenir des secours contre les Turcs vainqueurs à Mohacz, avait inutilement renouvelé l'édit de Worms porté par Charles-Quint contre Luther en 1521 : l'empereur convoqua donc une nouvelle diète à Augsbourg (1530); il y parla en maître et ordonna le rétablissement de l'ancienne religion. Les princes protestants effrayés se confédérèrent à Smalkade et demandèrent l'appui des souverains étrangers. Dans l'intervalle, la diète de Cologne donna le titre de roi des

Romains au frère de Charles-Quint, Ferdinand, qui venait de réunir la Bohême et la Hongrie à ses États héréditaires. La joie que l'empereur ressentit de cet événement fut troublée par la nouvelle des succès des Turcs qui menaçaient la Hongrie. Ayant alors besoin du concours des protestants, il leur accorda des conditions favorables à l'assemblée de Nuremberg (1532), puis il marcha contre Soliman. Cette campagne ne fut qu'une promenade militaire : les deux rivaux se redoutant mutuellement évitèrent d'en venir aux mains.

François Ier venait de déclarer la guerre au duc de Milan, pour venger la mort d'un gentilhomme français, lorsque le duc mourut sans postérité (1535) Cet événement rendait au roi de France tous ses droits sur le Milanais, droits qu'il n'avait cédés qu'à François Sforze et à ses enfants; il réclama donc la possession du duché. Charles-Quint alors occupé d'une guerre contre le corsaire Barberousse, dissimula ses projets, affectant de reconnaître la justice des prétentions de son rival, tout en soulevant sans cesse des difficultés pour retarder les négociations. Mais lorsque la victoire eut couronné ses armes sur les côtes barbaresques, et que, maître de Tunis, il eut rendu à leur patrie des milliers de chrétiens qui gémissaient dans les fers des musulmans, enorgueilli de ce succès, l'empereur parut à Rome. Là, au milieu d'une assemblée qui réunissait le Pape, les cardinaux, les ambassadeurs étrangers, il se lève, et dans une véhémente harangue, il apostrophe François Ier absent, et éclate contre lui en menaces ridicules.

Sans perdre de temps, Charles-Quint réunit une armée et se dirigea vers le Milanais. Favorisé par la trahison du marquis de Saluces que le roi de France avait comblé de bienfaits, il franchit les Alpes, et ses troupes se répandirent sur la Provence, changée en désert par le maréchal

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

2.8
3.2
2.5
3.6
2.2
2.0
1.8
1.1
1.0

de Montmorency. Vaincu par la faim et les maladies, l'empereur humilié se hâta de regagner le Milanais, où il laissa les débris de son armée pour aller cacher sa honte en Espagne.

Cependant les finances de Charles-Quint et de François Ier étaient épuisées, et des deux côtés on désirait la fin de la guerre. Le Pape Paul III en profita pour obtenir une trêve de dix ans; elle fut signée à Nice (1538). La signature du traité fut suivie de l'entrevue des deux monarques à Aigues-Mortes.

Charles-Quint était en Espagne lorsqu'il apprit la révolte des Gantois contre un nouvel impôt. Le chevaleresque roi de France offrit aussitôt à son ennemi le passage sur ses terres pour aller châtier les rebelles; mais oubliant le caractère de l'empereur, François Ier se contenta des promesses verbales qu'il en reçut, au milieu des fêtes, de lui rendre le Milanais, promesses qui furent niées dès qu'il eut mis le pied hors de la France (1540). La révolte des Pays-Bas fut punie par le supplice de vingt-six chefs et la suppression des priviléges de la ville de Gand.

Le manque de foi de Charles-Quint, et l'assassinat de deux ambassadeurs français que du Guast, général de l'empereur, fit périr pour s'emparer de leurs dépêches, réveillèrent le ressentiment de François Ier et rallumèrent la guerre. Cinq armées françaises attaquèrent les Impériaux au nord, au sud et à l'est (1542). Charles-Quint se fortifia de l'alliance de Henri VIII; le roi de France, de celle de Soliman, qui lui envoya sa flotte commandée par le corsaire Barberousse. L'empereur avait concentré toutes ses forces dans les Pays-Bas; il n'en fut pas moins forcé de lever le siége de Landrecy qu'il faisait en personne, tandis qu'en Italie, le jeune duc d'Enghien battait les Impériaux à Cérisoles. Le manque d'argent força du Guast et le duc d'Enghien de signer une trêve de trois

mois; cette circonstance arrêta les succès des Français.

La guerre continuait dans le Nord; mais l'empereur et le roi d'Angleterre ayant divisé leurs forces pour marcher sur Paris, ne purent se prêter secours. Charles-Quint, après avoir pris Saint-Dizier, Épernay et Château-Thierry, ne voyant pas paraître son allié, signa la paix de Crespy avec le roi de France (1544). Henri VIII refusa d'accéder au traité.

La paix permit à Charles-Quint de donner toute son attention à l'Allemagne toujours troublée par les protestants au dedans, et menacée au dehors par les Turcs.

Pendant les longues guerres de l'empereur et du roi de France, le protestantisme s'était étendu et fortifié en Allemagne, où les apostasies se multipliaient, et où tout annonçait une révolte générale contre le pouvoir impérial. Charles-Quint ne s'abusait pas sur les secrètes intentions de la ligue de Smalkade: il résolut de les déjouer en appuyant par la force ses précédents décrets contre les réformés, et fit de grands préparatifs pour soutenir son autorité menacée. En même temps l'empereur fit alliance avec le pape Paul III, et détacha de la ligue Charles et Albert, margraves de Brandebourg, ainsi que Maurice, duc de Saxe, prince ambitieux qui alors trompa ses alliés, et qui plus tard trompa Charles-Quint lui-même.

Les princes protestants, saisissant le prétexte d'un décret qui mettait au ban de l'empire l'électeur de Saxe Jean-Frédéric, et Philippe, landgrave de Hesse, déclarent la guerre à l'empereur alors à Ratisbonne. Celui-ci prend l'offensive, s'empare de plusieurs villes, force les alliés à demander la paix, puis la met ensuite à de si dures conditions qu'ils la refusent. Mais pendant que l'électeur marche au secours de ses États envahis par Maurice, l'empereur attaque les autres confédérés; et bientôt, de cette

ligue fordimable, il ne resta plus sous les armes que l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse.

Mais tout change de face; l'électeur recouvre ses États; la Bohême et la Hongrie se révoltent contre Ferdinand, frère de l'empereur; le Pape, mécontent de Charles-Quint, rappelle ses troupes; et ce prince s'arrête comme épouvanté de l'avenir. Bientôt il réunit une nouvelle armée. Accompagné de Maurice et de Ferdinand, il va attaquer et vaincre à Mulhberg les protestants conduits par Frédéric de Saxe qui est fait prisonnier (1547). Sybille de Clèves, femme de l'électeur, qui se défendait énergiquement à Wittemberg, à la nouvelle de la condamnation de Frédéric pose les armes, et elle décide même son mari à racheter sa vie par l'abandon de la dignité électorale. Le landgrave de Hesse, seul membre de la ligue de Smalkade qui ne fût pas soumis, fit la paix par la médiation de l'électeur de Brandebourg et de son gendre Maurice, devenu électeur de Saxe en remplacement de Frédéric.

L'empereur, enivré de ses succès, se crut tout permis. Mécontent de la suspension du concile de Trente, il convoqua une diète à Augsbourg et prétendit y imposer aux catholiques comme aux protestants, une confession de foi connue sous le nom d'*Inté* [illegible] (1548), en attendant la reprise du concile. Le pape Paul III protesta contre une prétention aussi inouïe; et il fallut imposer l'Intérim aux protestants par la force et la crainte.

Magdebourg cependant avait repoussé l'Intérim. Charles-Quint, irrité, envoya Maurice pour soumettre cette ville rebelle : elle résista dix mois (1549). Dans l'intervalle, le Pape Jules III, successeur de Paul III, réunit de nouveau les Pères du concile à Trente; mais cela ne satifaisait plus l'ambitieux empereur, qui réclamait, d'une nouvelle diète à Augsbourg, des forces pour faire adopter l'Intérim, et la

couronne pour son fils Philippe, au préjudice de son frère Ferdinand, roi des Romains. Les électeurs lui refusèrent. La défection inattendue de Maurice de Saxe, auquel il devait tant de victoires, vint renverser les orgueilleux projets de Charles-Quint. Soit ressentiment de la captivité de son beau-père le landgrave de Hesse, soit ambition et désir de profiter seul de ses conquêtes, Maurice venait de s'allier au roi de Danemark, à plusieurs princes protestants d'Allemagne (1551), et à Henri II, successeur de François Ier en France, avec lequel il avait conclu en particulier le traité de Friedwald.

Maurice s'empara d'Augsbourg, et faillit surprendre, à Inspruk, Charles-Quint retenu par de violentes douleurs de goutte. Malgré ses succès, Maurice, inquiet des suites de la guerre, cherchait à négocier; de son côté l'empereur, effrayé des succès de la France, qui venait de s'emparer des Trois-Évêchés, Metz, Toul et Verdun, et d'ailleurs sans argent, écouta les propositions du duc de Saxe, lesquelles amenèrent la convention de Passau ou paix de religion (1552).

Charles-Quint put alors tourner toutes ses forces contre la France. Il échoua cependant devant Metz défendue par François de Guise, mais il prit et détruisit Térouanne.

La convocation d'une diète avait été prescrite par la transaction de Passau; la mort de Maurice la retarda; elle n'eut lieu à Augsbourg qu'en 1553. Les princes protestants et l'empereur se firent de mutuelles concessions, et signèrent une paix perpétuelle ou de tolérance réciproque.

Une grande nouvelle se répandit bientôt en Europe : Charles-Quint venait de quitter l'éclat qui l'environnait pour l'obscurité d'une cellule. Lassé et dégoûté des grandeurs dont il avait reconnu le vide, et accablé des infirmités d'une vieillesse prématurée, l'orgueilleux empereur, dans une

assemblée tenue à Bruxelles (1555), avait résigné les Pays-Bas à son fils Philippe, nommé duc de Milan depuis 1540, et, quelques semaines après, il lui avait abandonné la couronne d'Espagne avec toutes ses dépendances, ne se réservant qu'une pension. Après s'être ainsi dépouillé de tous ses titres, Charles-Quint fit voile pour l'Espagne, et alla s'enfermer dans le monastère de Saint-Just (Estramadure) pour se préparer à la mort. Il y vivait depuis deux ans lorsque, par un singulier désir de piété mélancolique, il fit célébrer ses obsèques, joignant sa voix à celle des moines. Il expira quelques jours après, le 21 septembre 1558, âgé de cinquante-huit ans. Charles-Quint laissait un fils qui lui succéda en Espagne sous le nom de Philippe II, et deux filles, Marie, épouse de l'archiduc Maximilien, et Jeanne, mère de Sébastien, roi de Portugal; il laissait deux enfants naturels, Marguerite et don Juan d'Autriche. Son frère Ferdinand, roi des Romains depuis 1531, lui succéda comme empereur.

Charles-Quint est certainement une des grandes figures de l'histoire moderne; et cependant, après l'étude sérieuse de son règne, on se demande si cette grandeur n'est pas plus apparente que réelle. Mêlé par l'étendue de ses possessions à tout le mouvement de l'Europe pendant la période la plus agitée du XVIe siècle, quelle direction a-t-il donnée à ce mouvement? Qu'a-t-il fait en face de la révolution religieuse qui bouleversait l'Allemagne? Comment a-t-il repoussé les Turcs qui menaçaient l'Europe? Quelles institutions utiles a-t-il léguées à l'Espagne? Quel a été le résultat de ses longues guerres avec la France?... Quelles qu'aient été sa puissance et sa force, il faut reconnaître que Charles-Quint n'a ni arrêté, ni dirigé le mouvement qui entraînait l'Allemagne dans des voies nouvelles et hostiles à l'autorité impériale; il a irrité plutôt que vaincu la révolution religieuse; sous son règne, les

Turcs se sont avancés en Europe plus qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors; l'Espagne a été privée d'une partie de ses vieilles libertés. La France a perdu, il est vrai, le Milanais, conquête éphémère à laquelle elle s'était follement acharnée; mais elle a conservé son unité, sa force et sa gloire.

Il est juste de tenir compte à Charles-Quint des difficultés qu'il a rencontrées dans l'exercice de son pouvoir, difficultés qui tenaient, soit à l'état des esprits surexcités par les doctrines subversives de la réforme, soit à l'étendue même des pays qu'il gouvernait; à leur opposition naturelle, d'où résultaient des résistances, des révoltes, quand il fallait obtenir de chacun en particulier les secours nécessaires pour soutenir des guerres éloignées de leur territoire et étrangères à leurs intérêts.

On ne reconnaît pas dans les entreprises de Charles-Quint ces grandes vues qui caractérisent le génie; elles ne trahissent aucun plan arrêté d'avance, aucune idée d'ensemble; ce sont des faits isolés, inspirés par les circonstances, habilement conduits, courageusement exécutés; mais sans lien avec ce qui précède ni avec ce qui suit: en un mot, ce sont les événements qui le conduisent plus qu'il ne conduit les événements. Si nous étudions le caractère personnel de Charles-Quint, nous le voyons doué de courage et d'énergie dans les revers, mais ne sachant pas résister au vertige de l'orgueil dans le succès; déloyal lorsque son ambition le demande, d'une activité prodigieuse, d'une force de volonté que rien n'arrête, habile à connaître les hommes, sachant en tirer le meilleur parti possible, et se trompant rarement dans le choix de ses serviteurs. Quelques auteurs vantent la sincérité de ses croyances; sans mettre en doute l'orthodoxie de ce prince, nous dirons que sa conduite à l'égard de Clément VII et la publication de l'Intérim laisseront toujours une tache sur sa mémoire de catholique.

La paix de Religion, aussi appelée paix d'Augsbourg (1555), en reconnaissant définitivement le protestantisme en Allemagne, commença la dissolution politique de l'empire, par la division des États de cette contrée en États catholiques et en États protestants. Ferdinand Ier, qui avait succédé à son frère Charles-Quint sur le trône impérial, fit de louables mais inutiles tentatives pour rétablir l'unité religieuse; le mal était trop grand. Chaque jour les sectes se multipliaient et les divisions devenaient plus profondes; ainsi les luthériens et les calvinistes, jusqu'alors unis pour demander la liberté de leur culte, quand ils l'eurent obtenue formèrent deux sectes distinctes et ennemies. Profitant des droits que leur accordait la paix d'Augsbourg, les princes protestants forcèrent partout leurs sujets d'adopter leurs croyances; et la vraie liberté religieuse fut remplacée par la tyrannie des consciences. Dans le Palatinat, les luthériens et les calvinistes dominèrent alternativement pendant vingt ans (1563-1583) suivant la secte à laquelle appartenait le prince électeur; ces changements qui se renouvelèrent quatre fois, furent toujours accompagnés de vexations et de persécutions envers les membres d'une autre confession.

Dans le nord de l'Allemagne, on ne tint aucun compte des restrictions faites par la paix d'Augsbourg relativement aux territoires ecclésiastiques, et, malgré les énergiques protestations des catholiques, seize évêchés furent donnés à des princes protestants.

L'empereur Ferdinand mourut en 1564, laissant trois fils : Maximilien, Ferdinand et Charles. Maximilien II, roi des Romains depuis 1562, fut élu empereur sans opposition. Non-seulement il affecta toujours une tolérance religieuse extrême, mais en toute occasion il témoigna une bienveillance si marquée aux protestants, qu'on crut un moment qu'il embrasserait leurs doctrines. La liberté

religieuse illimitée que ce prince donna dans tous les pays d'Autriche, et son opposition constante au clergé et en particulier aux Jésuites, favorisèrent les apostasies, surtout parmi la noblesse et le haut clergé. En Autriche, dans la Styrie, la Corinthie, la Bavière, partout les catholiques furent cruellement persécutés.

Ces nombreuses défections donnèrent aux protestants la majorité dans les diètes générales de l'empire, ce qui augmenta l'animosité entre les deux partis, et rendit plus profonde encore la scission religieuse.

A la mort de Maximilien (1576), son fils Rodolphe II lui succéda sur le trône impérial. D'un caractère faible et indécis, ce prince préférait aux affaires publiques l'étude de l'astronomie et même de l'astrologie judiciaire.

Rodolphe II ne tarda pas à recueillir les fruits de la conduite de son père. La noblesse des pays d'Autriche devenue presque toute protestante, lui refusa les secours qu'il demandait pour faire la guerre aux Turcs ; dans son mécontentement, l'empereur transféra sa capitale de Vienne à Prague, et abandonna le gouvernement de l'Autriche à son frère l'archiduc Ernest.

Partout l'affaiblissement de l'autorité du souverain se manifestait comme conséquence des principes de la réforme. Rodolphe comprit le danger qui le menaçait, aussi appuya-t-il de tout son pouvoir les efforts des ordres religieux et du clergé séculier pour conserver ou rétablir la religion catholique dans ses États. On vit bientôt les populations, égarées un moment par les prédicateurs protestants, revenir en masse à la vérité. L'irritation que les princes protestants de l'empire ressentirent de ces mesures, s'accrut encore de la déposition de Gebhard, archevêque de Cologne, qui avait apostasié pour épouser Agnès de Mansfeld (1582). Il fut remplacé par Ernest de Bavière, dont le zèle ranima la foi des catholiques et ramena un

grand nombre de sectaires dans le sein de l'Église. Malheureusement l'empereur manquait d'énergie pour agir comme il eût fallu en face de l'opposition active des protestants, et les États qui avaient embrassé quelqu'une des sectes de la réforme, se détachaient chaque jour de l'empire pour rechercher l'alliance des souverains étrangers. Deux princes catholiques, Maximilien, duc de Bavière, et Ferdinand, duc de Styrie et de Carinthie, en soutenant le catholicisme sauvèrent l'empire.

De cette profonde scission religieuse, de ces alliances étrangères, sortit une politique nouvelle qui jeta l'Allemagne dans de longues guerres que nous verrons dans le siècle suivant.

Espagne (1).

(1504.) Isabelle de Castille, mécontente de son gendre, avait, ainsi que nous l'avons dit dans l'histoire de l'Espagne du XVe siècle, institué sa fille Jeanne la Folle héritière de tous ses États, mais elle avait confié la régence à son époux Ferdinand le Catholique, jusqu'à la majorité de Charles, fils de Jeanne.

Philippe le Beau, irrité des dispositions d'Isabelle, souleva les Castillans contre son beau-père et se fit reconnaître en Castille. Il mourut trois mois après, laissant deux fils, Charles et Ferdinand. La perte de son époux acheva d'égarer l'esprit de la malheureuse Jeanne et de la rendre

(1) Il est nécessaire, pour l'intelligence de l'histoire générale pendant le XVIe siècle, d'intervertir l'ordre habituel du récit, et de suivre, pour raconter l'histoire particulière de chaque peuple, celui qui ressort des rapports religieux ou politiques qu'ils ont eus les uns avec les autres, plutôt que leur position géographique. D'après cela on comprend que nous ne pouvons séparer l'Espagne de l'Empire, puisque, pendant plus de trente ans, ces deux États ont été gouvernés par les mêmes souverains.

incapable de gouverner, Ximenès, archevêque de Tolède, dont le dévoûment n'avait jamais failli, en l'absence de Ferdinand disposa les esprits en faveur de ce prince, et lui fit donner la régence de Castille, conformément au désir d'Isabelle. La paix dont l'Espagne jouit alors favorisa les expéditions étrangères; Oran et quelques autres places importantes sur les côtes barbaresques, furent conquises par Ximenès, qui conduisit en personne et à ses frais une armée contre les Maures (1509). Alger, Tunis et le roi de Tlemcen furent soumis à un tribut. Pendant que les armes espagnoles se couvraient de gloire en Afrique, Ferdinand, saisissant le prétexte du refus de Jean III d'Albret de le laisser passer sur ses terres pour pénétrer en France, recula ses limites jusqu'aux Pyrénées en s'emparant des plus belles provinces de la Navarre.

Se sentant près de mourir, Ferdinand, pour conserver son unité à l'Espagne, immola ses affections particulières à l'intérêt de l'État, et déclara son petit-fils Charles d'Autriche qu'il n'aimait pas, seul héritier de ses couronnes, tandis qu'à Ferdinand qu'il chérissait, il n'assigna qu'un modeste apanage. Il expira quelques heures après avoir signé ses dernières volontés (1516).

On a reproché avec raison à Ferdinand une politique astucieuse et une ambition insatiable. Il n'avait en effet ni foi, ni probité, et se souciait peu d'un parjure pourvu qu'il en tirât profit. Son caractère n'avait rien de brillant, mais son gouvernement fut sage et habile. En resserrant l'autorité dans les mains du roi par la diminution des priviléges excessifs des grands et des villes, il donna une existence nouvelle à l'Espagne; aussi les Espagnols, comprenant ce qu'ils doivent à ce prince, lui ont pardonné ses défauts pour ne regarder que ses qualités ou plutôt ses talents.

Ferdinand avait confié la régence d'Aragon à l'archevêque de Saragosse, et celle de Castille à Ximénès.

Charles d'Autriche, à peine âgé de seize ans, gouvernait déjà les Pays-Bas qu'il tenait de son père, sous la direction de Guillaume de Croï et d'Adrien d'Utrecht. En attendant son arrivée, Ximénès saisit avec vigueur les rênes du pouvoir, malgré les murmures de la noblesse qui se croyait avoir seule des droits à la régence. Plus tard, Charles se montra ingrat envers son fidèle ministre; au lieu de retenir ce sage vieillard pour s'éclairer de ses conseils, il le renvoya dans son diocèse où il mourut peu de temps après, révéré comme un saint (1517), à l'age de quatre-vingts ans. Ximénès est resté le modèle des ministres; aussi habile que dévoué et désintéressé, il signala son administration par la destruction d'une foule d'abus et par d'utiles fondations. Au-dessus des petites passions, Ximénès répondit un jour à un grand seigneur qui se plaignait d'un libelle : *Ils nous laissent agir, laissons-les parler; si ce qu'ils disent est faux, rions-en; si c'est vrai, cherchons à nous corriger.*

Dès l'année 1516, le jeune Charles Ier, avec cette finesse et cette pénétration qui le distinguèrent, avait compris qu'il avait besoin de l'amitié du roi de France pour jouir en paix de son immense héritage, et il avait conclu avec François Ier le traité de Noyon, auquel l'empereur Maximilien accéda quelques mois après.

A son arrivée en Espagne, Charles Ier trouva les esprits prévenus contre lui, et il les aigrit encore par les faveurs qu'il accordait aux Flamands dont il s'était entouré. Les États du royaume ne voulurent lui reconnaître la qualité de roi qu'à la condition que dans les actes publics le nom de la reine Jeanne, sa mère, précéderait le sien. Pendant qu'il travaillait à établir son autorité, il apprit la mort de son aïeul l'empereur Maximilien (15 janvier 1519).

Malgré sa jeunesse, Charles Ier brigua aussitôt la couronne impériale et l'emporta sur ses rivaux. Il était à Barcelone, lorsqu'il reçut la nouvelle de son élection qui changeait son nom de Charles Ier d'Espagne en celui de Charles V ou Charles-Quint, sous lequel il est le plus connu.

Impatient de poser le diadème impérial sur son front de vingt ans, Charles convoqua les cortès, pour faire ratifier la nomination d'Adrien d'Utrecht comme régent pendant son absence, mais il les trouva indociles à ses volontés. A Valladolid, un soulèvement eut lieu : la punition des mutins y rétablit la paix. Les cortès, de nouveau convoqués (1520), refusèrent les subsides demandés. Charles, voulant faire un exemple, exila le député de Tolède qui s'était montré le plus récalcitrant. A cette nouvelle une émeute éclate à Tolède. Les mutins, exaspérés par les ordres sévères du roi, chassent les officiers royaux et les remplacent par des *communeros* ou magistrats. L'autorité du clergé empêcha cependant l'effusion du sang.

Malgré les représentations qui lui furent faites, Charles, laissant l'administration de l'Espagne au cardinal Adrien d'Utrecht, s'embarqua pour aller se faire couronner à Aix-la-Chapelle (1520).

Son départ fut le signal d'un soulèvement général. A Ségovie, à Zamora, à Valladolid, le peuple se porta aux derniers excès. De proche en proche, l'incendie gagna la capitale et toutes les provinces. Les rebelles formèrent une confédération sous le nom de *Sainte-Junte* ou Sainte-Ligue, destituèrent de la régence Adrien d'Utrecht, et, s'étant emparés de la mère de Charles-Quint, Jeanne la Folle, ils se servirent de son nom pour combattre l'autorité du roi. A la nouvelle de ce qui se passait, Charles-Quint écrivit aux villes de la Castille pour les engager à poser les armes, promettant une amnistie générale. Ces

concessions, prises pour un signe de faiblesse, ne firent qu'enhardir les chefs de la révolte. Cependant la noblesse, froissée dans ses intérêts par les *communeros*, se rapprocha du roi et prit les armes ; les rebelles furent battus sur plusieurs points, et leur chef Jean de Padilla, vaincu et pris à Villalar (1521), fut décapité. La révolte était comprimée : toutes les villes se soumirent successivement. Tolède seule résista quelque temps, encouragée par la veuve de Padilla, Marie Pacheco; mais le peuple, las d'un long siége, la chassa de ses murs pour faire sa soumission. La courageuse veuve essaya encore de se défendre dans la citadelle : près d'être vaincue, elle s'échappa et se réfugia en Portugal (1522).

Henri d'Albret, fils de Jean III, soutenu par un corps de troupes françaises sous la conduite de Lesparre, profita des troubles de l'Espagne pour conquérir son royaume de Navarre ; en quinze jours il se rendit maître de tout le pays. Cette rapide conquête fut aussi promptement perdue. C'est dans cette courte guerre, au siége de Pampelune, que Ignace de Loyola reçut la blessure qui, d'un chevalier, en fit un saint et un fondateur d'ordre.

La clémence de Charles-Quint acheva de pacifier l'Espagne; à peine permit-il le châtiment de vingt des plus coupables : cette magnanimité et son attention à ne pas heurter l'orgueil des Castillans, à parler leur langue, à adopter leurs usages, lui gagna leurs cœurs, et leur inspira pour sa gloire un zèle qui contribua à ses succès et à sa grandeur.

A partir de cette époque, l'histoire de l'Espagne se perd dans celle de l'empire, et nous ne reviendrons pas sur les événements du règne de Charles-Quint, qui n'ont aucune relation avec ce qui se passait en Espagne, un seul excepté : c'était en 1538, l'empereur, ne sachant comment suffire aux frais de ses longues guerres, s'adressa aux

cortès de Castille; irrité de leur refus, il exclut la noblesse de ces assemblées nationales, et n'admit dorénavant aux États que les représentants de dix-huit villes. Ainsi commença la décadence de la noblesse espagnole.

Philippe II, fils de Charles-Quint et d'Isabelle de Portugal, était âgé de vingt-neuf ans lorsque son père lui céda la couronne d'Espagne (1555). Veuf de Marie de Portugal, il avait épousé en 1554 Marie Tudor, reine d'Angleterre : à cette occasion Charles-Quint lui avait résigné le trône des Deux-Siciles. Avant de se retirer dans la solitude, l'empereur avait préparé la paix de Vaucelles qui fut signée entre Philippe II et Henri II, roi de France; mais Henri II la rompit bientôt en prêtant le secours de ses armes au Pape Paul IV attaqué par le roi d'Espagne. Pour se venger, Philippe envoya en Picardie une armée sous les ordres du duc de Savoie; lui-même vint la rejoindre et fit en personne le siége de Saint-Quentin. La ville fut obligée de se rendre, et le connétable de Montmorency, qui la défendait, fut fait prisonnier avec le maréchal de Saint-André. L'arrivée du duc de Guise contrebalança les succès des Espagnols par la prise de Calais sur les Anglais qui soutenaient Philippe.

Ce brillant fait d'armes amena la paix de Cateau-Cambrésis entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Henri II dut renoncer à toutes ses conquêtes pour garder Metz, Toul et Verdun. Ce fut en souvenir de la victoire de Saint-Quentin que Philippe fit construire le fameux monastère de l'Escurial ou de Saint-Laurent.

Philippe II avait une piété sincère, une grande énergie, une volonté ferme; mais il se méfiait trop des hommes, ce qui détruisait le charme de ses relations et le privait des douceurs de l'amitié. Animé d'un zèle ardent pour la religion, il avait résolu de détruire l'hérésie dans ses États. Il la rencontra d'abord dans les Pays-Bas qu'il

avait confiés à sa sœur Marguerite, duchesse de Parme, et à Granvelle, évêque d'Arras, tout en laissant aux diverses provinces leurs stathouders ou gouverneurs. La publication des décrets du concile de Trente ayant excité quelques soulèvements, Philippe envoya, pour les apaiser, une armée sous les ordres de Ferdinand Alvarez, duc d'Albe, général habile auquel Charles-Quint dut la victoire de Mulhberg. Les stathouders d'Egmont et de Horn, convaincus de complicité avec les rebelles, furent arrêtés et condamnés à mort. Guillaume Ier de Nassau (1), prince d'Orange, surnommé le Taciturne, se mit à la tête des mécontents, mais il fut vaincu par le duc d'Albe. Le calme ne fut pas rétabli pour cela; la guerre avait pris tous les caractères d'une guerre religieuse, et les protestants s'y livrèrent aux plus grands excès, ce qui amena une répression sévère.

Une triste affaire de famille occupait alors Philippe II. Son fils don Carlos, à la suite d'une chute, fut atteint de folie. Le mal ne fit qu'accroître son humeur déjà capricieuse et farouche. Ne rêvant que le gouvernement des Pays-Bas, il cherchait à échapper à la surveillance rigoureuse que nécessitait son infirmité, pour faire voile vers ces contrées où l'appelait sa folle ambition. Il avait même essayé de poignarder le duc d'Albe, lorsque le duc était venu prendre congé de lui avant de partir pour ces provinces sur lesquelles il croyait avoir des droits; chaque jour il frappait et blessait ses serviteurs; enfin la fureur et la cruauté de ce prince étaient telles, que le roi fut obligé de prendre des mesures de rigueur pour protéger la vie de ceux qui le gardaient. Lui-même arrêta son fils au mi-

(1) Le titre de prince d'Orange avait été transmis à la famille de Nassau par Claude de Châlons, sœur de Philibert de Châlons, prince d'Orange, général de Charles-Quint, qui avait épousé René, comte de Nassau.

lieu de la nuit et le plaça sous la surveillance de deux seigneurs. Don Carlos furieux voulait se donner la mort, mais on avait prévenu les conséquences de sa folie. A la suite de tout ce qu'il avait fait pour se détruire, il fut attaqué d'une fièvre maligne. L'usage de la raison lui revint alors assez pour recevoir les sacrements de l'Église, demander pardon à son père qui ne le quittait pas, et recevoir sa bénédiction. Il mourut le 24 juillet 1568, âgé de vingt-trois ans. L'histoire a pleinement justifié Philippe II de l'injuste accusation de ses ennemis qui l'ont représenté comme le bourreau de son fils.

Les Maures d'Espagne étaient un continuel sujet d'inquiétude pour le roi; car, sous les apparences de la soumission, ils négociaient sans cesse avec les ennemis du dehors et appelaient les armes du sultan Sélim II. Philippe, instruit de leurs sourdes intrigues, porta contre eux des lois sévères qui firent éclater une révolte dans le royaume de Grenade. Don Juan, chargé de soumettre les rebelles, n'en triompha qu'avec beaucoup peine (1570). Les Maures vaincus furent transférés dans la Castille. Don Juan s'illustra l'année suivante par la glorieuse bataille de Lépante, où il commandait les armées combinées d'Espagne, de Rome et de Venise.

La guerre n'avait pas cessé dans les Pays-Bas, où la sévérité du duc d'Albe ne produisait qu'une soumission apparente. Guillaume d'Orange y soufflait sans cesse la révolte et, par des intrigues secrètes, détruisait toutes les mesures du duc. Lassé de cette guerre, ce prince demanda et obtint sa démission (1573). On lui donna pour successeur Louis de Requesens, grand commandeur de Castille. Sa douceur et sa modération ne produisirent aucune pacification durable. Il venait de battre les insurgés lorsqu'il mourut en 1576.

Le vainqueur de Lépante, don Juan, vint prendre sa

place. Il accepta la pacification de Gand, conclue entre Guillaume et les États généraux des autres provinces; mais l'ambition du Taciturne excita bientôt de nouveaux troubles. Don Juan, ayant été disgracié, fut remplacé par Alexandre Farnèse, prince de Parme, petit-fils de Charles-Quint. Il arriva dans les Pays-Bas avec une nombreuse armée; ses mesures énergiques ne firent qu'augmenter le mécontentement : tout espoir de rapprochement s'évanouit. Alors le Taciturne, Guillaume d'Orange, profita de sa popularité pour faire réaliser un immense plan d'indépendance, en faisant signer aux provinces protestantes des Pays-Bas le fameux traité d'Utrecht, qui commença la république des *Provinces-Unies*, et dont il fut nommé stathouder et généralissime (1579).

Pendant que Philippe II perdait la moitié des Pays-Bas, il acquérait le royaume de Portugal, laissé à la merci de cinq prétendants par la mort du chevaleresque Sébastien (1578). Philippe était, des cinq prétendants, celui qui avait le plus de droits à la couronne de Portugal, mais il fallait les appuyer les armes à la main. Le duc d'Albe, vainqueur pour son maître, lui assura la possession de ce royaume et de ses riches colonies. Le roi d'Espagne se rendit aussitôt en Portugal, et y reçut les serments de ses nouveaux sujets avec les hommages de toute la noblesse. La valeur de ses généraux rendit inutiles les tentatives de ses rivaux appelés par quelques seigneurs mécontents.

Cependant Alexandre Farnèse triomphait dans les Pays-Bas, malgré les Français venus au secours des insurgés sous les ordres du duc d'Anjou, frère de Henri III. Guillaume demandait et négociait la paix, lorsqu'il tomba sous le poignard d'un assassin (1584). L'histoire a enfin reconnu la fausseté de l'accusation faite contre Philippe II d'avoir soudoyé le meurtrier. Les États assemblés à Delft, donnèrent pour successeur à Guillaume son se-

cond fils Maurice, puis, alarmés des succès de Farnèse, ils offrirent la souveraineté d'une partie des Pays-Bas au roi de France; mais il refusa. Élisabeth d'Angleterre repoussa également cette proposition; toutefois elle conclut une ligue avec les États, et leur envoya six mille hommes sous la conduite de son favori Leicester. Ce prince, haï et méprisé, quitta bientôt les Provinces-Unies pour n'y plus revenir (1587).

Le roi d'Espagne ne pouvait pardonner à Élisabeth sa conduite hostile, d'autant plus que cette reine lui avait dû la liberté et peut-être la vie sous le règne de Marie Tudor. Pour venger ses injures et celle de la reine d'Écosse, dont la tête venait de tomber sous la hache aiguisée par la jalousie de sa cousine, Philippe II rêva la conquête de l'Angleterre. Des préparatifs immenses furent faits pour cette expédition; mais, avant qu'ils fussent achevés, l'amiral anglais Drake brûla un grand nombre de vaisseaux espagnols près de Cadix et de Lisbonne, et fit un immense butin. De son côté Élisabeth rassembla une flotte considérable pour fermer à Philippe l'entrée de l'Angleterre.

Le 3 juin 1588, la flotte espagnole sortit de l'embouchure du Tage, aux cris de joie de la population, accourue pour contempler le plus formidable armement qu'on eût encore vu, et qui fut salué par la foule enthousiaste du nom d'*Invincible Armada*. Le prince de Parme devait la rejoindre avec trente-deux mille vieux soldats qu'il avait assemblés dans le voisinage de Dunkerque. La mort de l'amiral Santa-Crux arrêta pendant quelque temps l'Armada, dont le commandement fut alors donné au duc de Médina Sidonia. Une violente tempête assaillit la flotte espagnole sur les côtes de France et submergea quelques vaisseaux. Au lieu d'attaquer les Anglais, dès qu'il fut entré dans la Manche, l'amiral s'occupa de dégager Farnèse

bloqué par les Hollandais. Cette conduite inhabile et la violence des vents firent échouer cette grande entreprise. Médina revint en Espagne après avoir perdu trente vaisseaux de premier rang et dix mille hommes. Philippe II supporta ce désastre avec un magnanime courage; et lorsque l'amiral, d'une voix tremblante, lui eut rendu compte de l'événement : *Remettez-vous*, lui dit le roi, *je vous avais envoyé combattre les hommes et non les vents et les écueils*, puis il continua tranquillement une lettre commencée.

La lutte continuait dans les Pays-Bas. L'absence du duc de Parme, qui était allé soutenir les ligueurs en France, favorisa plusieurs fois les armes de Maurice; mais après la mort de ce grand capitaine, que ses successeurs ne purent remplacer, le stathouder ne rencontra plus aucune résistance (1592). Henri IV, roi de France, qui soutenait Maurice, pour se venger de l'appui que le roi d'Espagne donnait à la Sainte-Ligue et de ses efforts pour placer sur le trône sa propre fille, conclut avec Maurice et avec l'Angleterre une alliance à la Haye. La paix de Vervins réconcilia enfin Philippe II et Henri IV.

Philippe, ne pouvant réduire les Pays-Bas, les céda, ainsi que le Charolais et la Franche-Comté, à sa fille Claire-Eugénie, qui épousa l'archiduc d'Autriche Albert, sixième fils de l'empereur Maximilien II. Philippe mourut la même année (1598), âgé de soixante et onze ans. « Le caractère de ce prince a été défiguré par les historiens modernes, dit le protestant Schoel; la nature l'avait doué à un haut degré des talents nécessaires à un grand prince, d'une sagacité et d'une pénétration merveilleuse : actif, laborieux, il surveillait toutes les branches de l'administration et montra beaucoup de discernement dans le choix de ses ministres et de ses généraux; quoique fier, il était accessible à ses sujets, écoutait leurs plaintes, modérait, pour ne pas les effrayer, la sévérité de son regard

et faisait droit à leurs justes réclamations. » A ces qualités qui démentent le portrait qu'en ont fait quelques historiens, et le surnom de *Démon du midi* qu'ils lui ont donné, Philippe II joignait une grande ambition; il est impossible de ne pas reconnaître que, dans les secours qu'il a donnés à la Ligue, il était conduit, non seulement par un zèle religieux très-sincère, mais par le désir de faire passer la couronne de France sur la tête de sa fille Claire-Eugénie.

Philippe II laissait un fils âgé de vingt ans qui lui succéda (1598).

Pays-Bas.

Les provinces que l'on a plus tard appelées Pays-Bas, faisaient originairement partie des domaines de la maison de Bourgogne, dont les richesses et la puissance égalaient celles des rois. A la mort de Charles le Téméraire (1477), la Bourgogne revint à la France; les autres provinces à la maison d'Autriche, par le mariage de Marie de Bourgogne avec l'archiduc Maximilien.

Charles-Quint, petit-fils de Maximilien Ier, rassembla en un seul corps les dix-sept provinces des Pays-Bas (1549); les quatre duchés de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres; les sept comtés de Flandre, de Hainaut, d'Artois, de Hollande, de Zélande, de Namur, et de Zutphen; le marquisat d'Anvers; les cinq seigneuries de Frise, de Malines, d'Utrecht, de Groningue, d'Over-Yssel. Chaque province avait sa constitution séparée, plusieurs mêmes avaient des gouverneurs particuliers. Un gouverneur général était nommé par Charles-Quint.

Avant de continuer l'histoire des Pays-Bas, nous dirons quelques mots de la constitution physique de ce pays, dont

la plus grande partie est connue aujourd'hui sous le nom de Hollande (Hol-land, pays enfoncé). C'est une vaste plaine s'inclinant vers la mer du Nord, et, en plusieurs endroits, au-dessous même du niveau de la mer. Les habitants n'y peuvent donc vivre qu'à la condition de lutter sans cesse contre la nature, en dirigeant les eaux par une infinité de rigoles pour féconder le sol créé sur le galet, et en opposant des digues à l'Océan qui, dans les moments de calme, balance ses vagues plus haut que les toits des habitations. Ils sont là comme dans une ville assiégée, toujours prêts à fuir si le terrible élément fait irruption sur un point quelconque. Il n'y a pas d'année qu'il ne brise ses digues d'un côté ou d'un autre; alors la désolation se répand dans toute la campagne où retentissent les cris d'alarme et le son du tocsin. Tous les hommes valides courent au point où la rupture s'est opérée, pour recommencer à disputer pied à pied à l'Océan ces terres marécageuses qu'il menace continuellement de ses flots. Des digues immenses, construites en pierres et en troncs d'arbres apportés de loin, puisque le pays est dépourvu de forêts et de carrières, traversent le territoire où elles servent de routes. D'un autre côté, les dunes de sable envahissent les terrains cultivés. Plusieurs fois dans chaque siècle, la Hollande est désolée par de terribles inondations qui laissent des lacs où étaient des jardins, et des îles où flottaient des navires. La fréquence de ces désastres a fait éclore parmi les Hollandais l'esprit d'association et d'assistance mutuelle; aussi les cultivateurs que l'inondation a réduits à la misère, trouvent immédiatement de généreux secours.

Maximilien avait eu beaucoup de peine à maintenir sous son obéissance les Pays-Bas, dont sa fille Marguerite d'Autriche avait éte nommée gouvernante; Philippe le Beau, au contraire, sut s'y faire aimer; quant à Charles-

Quint, il montra aux habitants de ces provinces une préférence dont les Espagnols furent blessés. Les Flamands reconnurent cette prédilection par une fidélité qui ne fut troublée que par la révolte de Gand.

Lorsque la réforme parut, elle gagna bientôt les Pays-Bas, grâce aux nombreuses relations commerciales qui existaient entre ce pays et l'Allemagne. Les anabaptistes se répandirent alors dans la Hollande et la Frise, et y commirent de grands excès : ils furent punis avec sévérité, mais non chassés, aussi continuèrent-ils à corrompre les populations. Charles-Quint avait voulu introduire dans ces provinces l'Inquisition espagnole pour repousser le protestantisme; son fils Philippe II se fit haïr en réalisant cette pensée. Ce prince nomma pour gouverner ces vastes provinces sa sœur Marguerite, qui avait épousé en secondes noces (1540) Octave Farnèse, duc de Parme et de Plaisance, neveu du pape Paul III. Il lui donna pour conseiller le cardinal Granvelle. La publication des décrets du concile de Trente rendit le cardinal odieux aux protestants, et ils demandèrent son rappel. Les stathouders, surtout les comtes d'Egmont, de Horn, et Guillaume de Nassau, prince d'Orange, excitaient secrètement le peuple à la révolte. Ne pouvant obtenir de Philippe II la liberté de conscience qu'ils réclamaient, ils conclurent, avec une douzaine, de nobles le pacte ou le compromis de Bréda (1566) : cette ligue avait pour chefs apparents Henri de Bréderode et Louis de Nassau, frère de Guillaume. La gouvernante envoya leur pétition à Philippe. Un seigneur, en parlant d'eux, laissa échapper l'insultante épithète de *Gueux;* ils l'adoptèrent aussitôt comme nom de parti et s'en firent honneur, le gravant sur des médailles avec cette légende : *Fidèle au roi jusqu'à la besace.* Cependant leur triomphe ne fut pas long; Philippe soumit les rebelles, puis envoya Alvarès de Tolède, duc d'Albe, pour

punir et pacifier (1567). A son approche, la plupart des révoltés quittèrent les Pays-Bas, entre autres le prince d'Orange, surnommé le Taciturne. Le duc d'Albe, d'un caractère sévère, ne fit grâce à personne. Le fils de Guillaume fut arrêté et envoyé en Espagne; d'Egmont et de Horn furent jugés et condamnés à mort (1568). Le duc institua un tribunal exceptionnel appelé le *Conseil des troubles*, pour juger les rebelles; le peuple l'appela le *Conseil du sang*. Cependant la gouvernante, croyant voir son autorité compromise par la présence du duc d'Albe, avait abdiqué et s'était retirée en Italie.

Guillaume d'Orange réunit une armée pour recommencer la guerre. Le duc d'Albe le battit deux fois sans le décourager, puis il insulta aux rebelles par l'érection d'une statue faite avec les canons qu'il leur avait pris. Vaincu sur terre, le prince d'Orange attaqua les Espagnols sur mer, aidé des *gueux marins* ou pirates, et s'empara de la ville de Briel, ce qui encouragea la révolte de la Zélande. La Hollande suivit cet exemple; et une assemblée tenue à Dordrecht déclara le prince d'Orange stathouder général des provinces de Hollande, de Zélande, de Frise, d'Utrecht, et adopta la religion réformée.

Le duc d'Albe ayant été, peut-être à sa demande, rappelé par Philippe II, fut remplacé par le duc de Médina-Cœli, qui ne tarda pas à donner sa démission. Louis de Requesens, grand commandeur de Castille, vint prendre sa place et continua la guerre avec des chances diverses. L'événement le plus remarquable fut le siège de Leyde (1574); les habitants résistèrent avec un courage inouï, et, au milieu des horreurs de la guerre, fondèrent l'université dont le nom a été longtemps célèbre. La mort de Requesens, arrivée en 1576, laissa les Espagnols sans chef. Ils se livrèrent alors à de tels excès, que les protestants et les catholiques se réunirent et, par l'u-

nion conclue sous le nom de *Pacification de Gand*, ils jurèrent de se défendre contre les Espagnols. Don Juan, chargé de soumettre les Pays-Bas, accepta en partie, dès son arrivée, l'acte de pacification, et essaya des voies de douceur; mais voyant que l'ingratitude payait chaque concession, il prit les armes. Les protestants appelèrent pour les commander Mathias, prince catholique, frère de l'empereur Rodolphe II. La mort surprit Don Juan au moment où il espérait réduire les rebelles. Alexandre Farnèse, prince de Parme, fils d'Octave Farnèse, envoyé avec le titre de gouverneur pour se mettre à la tête de l'armée espagnole dans les Pays-Bas, signala son arrivée par des victoires. Les provinces et les villes wallones (1), où dominaient les catholiques, appelèrent le duc d'Anjou, frère de Henri III. Ces dissensions se terminèrent par la paix d'Arras (1579), qui rendit à l'Espagne l'Artois, le Hainaut et la Frandre française.

Cependant le Taciturne, ayant conçu le plan d'une confédération plus étroite entre les provinces déjà unies par leur haine contre le catholicisme, travailla secrètement à le mettre à exécution : l'acte qui le réalisa fut signé à Utrecht (1579) entre les provinces de Gueldre, de Zutphen, de Hollande, de Zélande, d'Utrecht, de Frise et de Groningue. Ainsi commença la *république des Provinces-Unies*. Over-Yssel, Anvers, Gand, et Bréda y accédèrent plus tard. Guillaume fut nommé stathouder général, et les serments se firent en son nom.

Le duc d'Anjou rêvait de devenir souverain des provinces qui n'avaient pas souscrit au traité d'Utrecht; mais vaincu sur tous les points par les armes victorieuses du duc de Parme, il retourna mourir en France (1584). La même

(1) C'était l'Artois, le Hainault, Lille, Douai, Orchies, Tournai et Valenciennes.

année Guillaume d'Orange fut assassiné à Delft. Prince ambitieux et égoïste, il sacrifia tout à sa fortune; tour à tour protestant, catholique, puis protestant, la religion ne fut pour lui qu'un moyen de parvenir. On ne peut cependant lui refuser des talents comme politique et comme capitaine, car c'est lui qui, par ses intrigues et ses armes, fit perdre les Pays-Bas à l'Espagne. Son fils aîné étant prisonnier à Madrid, ce fut Maurice, le second, qui lui succéda. Les États, effrayés de quelques succès des Espagnols, offrirent la couronne à Henri III, roi de France, puis à Élisabeth, reine d'Angleterre, qui refusa également.

A la mort du duc de Parme Alexandre Farnèse, l'Espagne n'eut plus de général à opposer à Maurice. Le traité de Vervins (1598), en terminant la guerre entre la France et l'Espagne, priva les Hollandais d'un puissant allié. Peu de temps avant sa mort, Philippe II donna les Pays-Bas à sa fille Isabelle-Claire-Eugénie qui épousa l'archiduc Albert d'Autriche. La guerre continua, et les succès se balancèrent. Enfin des négociations ouvertes entre l'Espagne et les Provinces-Unies (1609), amenèrent une trève de douze ans; dès ce moment l'indépendance de la République fut reconnue au moins implicitement.

Portugal.

A la mort de Jean II le Parfait qui ne laissa pas d'enfants (1495), la couronne de Portugal passa sur la tête de son cousin Emmanuel le Fortuné, frère de ce duc de Viseu que Jean II avait poignardé de sa propre main.

Emmanuel, plein de zèle pour la grandeur de la nation portugaise, sut trouver des ministres habiles qui le secondèrent. Son règne de vingt-six ans fut l'âge d'or du Portugal. Il rappela les exilés, encouragea les sciences, fit de sages lois, et favorisa les expéditions maritimes qui ont

rendu son nom immortel. C'est à cette époque qu'Alphonse Alburqueque, avec le titre de vice-roi, fonda en Asie, l'empire portugais, qui s'étendit sur une grande partie de l'Indoustan, sur les Moluques (Iles aux épices), et sur l'Ile de Ceylan : Goa en était la capitale.

Malgré la chaîne de places fortes et de comptoirs établis par les conquérants, les colonies portugaises, à peine formées, marchèrent à leur ruine. Deux vice-rois, Jean de Castro et Louis d'Ataïde, arrêtèrent quelque temps cette décadence. La division du pays conquis en trois gouvernements affaiblit encore la puissance des Portugais, en divisant l'autorité et en multipliant les rivalités.

Jean III, fils d'Emmanuel, lui succéda en 1521, à peine âgé de vingt ans. Sous son règne les découvertes maritimes continuèrent aux Indes, et l'enthousiasme de la nation se traduisit dans les Lusiades du Camoëns. Les Jésuites par leurs missions contribuèrent plus à l'affermissement de la domination portugaise en Asie, que toutes les armées du Portugal.

C'est sous Jean III, que des marchands portugais apportèrent de la Chine les premiers orangers qu'on ait vus en Europe. Il mourut en 1557.

Son petit-fils Sébastien le Posthume, âgé de trois ans, fut placé sous la régence de son aïeule Catherine d'Autriche, sœur de Charles-Quint, mais quatre ans après elle se retira dans un couvent (1561). Le cardinal Henri, grand-oncle paternel du jeune roi, fut chargé de la régence. A l'âge de quatorze ans, Sébastien prit lui-même les rênes du gouvernement. D'une sincère et ardente piété et d'un caractère chevaleresque, ce jeune prince entreprit une expédition contre l'empire du Maroc, où il désirait propager la religion chrétienne ; mais il périt dans une bataille. Comme ce prince avait fait vœu de ne pas se marier, la couronne revint au cardinal Henri, dernier des-

cendant mâle de la dynastie royale (15[illegible] mort, arrivée deux ans après (1580), Philip[illegible] d'Espagne, s'empara du Portugal auquel il avait des droits comme petit-fils d'Emmanuel par sa mère Isabelle. En 158[illegible]1, Philippe alla prendre possession de son nouveau royaume, qui fut plusieurs fois troublé par l'ambition des prétendants à la couronne, et surtout par don Antoine, prieur de Crato, fils naturel du duc de Béja, frère aîné du cardinal Henri. Catherine de Médicis lui fournit une flotte; mais le marquis de Santa-Crux battit les Français près des Açores. Don Antoine prit la fuite, et mourut à Paris en 1595.

Angleterre.

(1509.) Henri VIII avait dix-huit ans lorsqu'il succéda à son père Henri VII. Il était généreux, affable, actif, brave, aimant les lettres et les cultivant avec succès; mais il n'avait aucune expérience des affaires dont il avait toujours été tenu éloigné. Il conclut aussitôt son mariage avec Catherine d'Aragon à laquelle il était fiancé depuis plusieurs années, et, à cette occasion, il donna des fêtes magnifiques. Les affaires du continent appelèrent bientôt son attention.

En 1508, le pape Jules II avait formé la ligue de Cambrai contre Venise, qui prétendait dominer seule sur les mers. Cette ligue, composée du roi de France Louis XII, du roi d'Espagne Ferdinand le Catholique, et de l'empereur Maximilien Ier, s'évanouit après la victoire d'Agnadel remportée par Louis XII sur les Vénitiens. Jules II, par la Sainte-Ligue (1510), tourna les alliés de Cambrai contre les Français qu'il voulait chasser de l'Italie. Henri VIII, dans l'espoir d'obtenir le titre de roi très-chrétien enlevé à Louis XII, entra dans la ligue et envoya des

troupes à son beau-père Ferdinand le Catholique ; mais ces troupes refusèrent de marcher contre Jean III d'Albret, que le roi d'Espagne voulait dépouiller de la Navarre. Les Anglais n'eurent pas plus de succès sur mer : ils furent battus et virent leur plus beau vaisseau, *le Régent*, consumé par les flammes.

La mort de Jules II (1513) ne mit pas fin à la guerre entre Henri VIII et Louis XII ; une armée commandée par l'empereur Maximilien, qui ne rougissait pas d'être à la solde du roi d'Angleterre, et une autre sous les ordres de Henri VIII lui-même, débarquèrent en France et firent le siége de Térouanne. La gendarmerie française entreprit d'y jeter des vivres ; mais elle se laissa surprendre à Guinegatte. Térouanne se rendit et fut détruite de fond en comble. En même temps Jacques IV d'Écosse, mécontent de son beau-frère Henri VIII, envahissait le nord de l'Angleterre, et restait sur le champ de bataille de Foldden.

Henri VIII était alors occupé au siége de Tournai, ville épiscopale de l'empire, dont la France s'était emparée. Lorsqu'il s'en fut rendu maître, l'empereur mécontent le quitta. Ce changement amena la paix. Marguerite, veuve de Jacques IV d'Écosse, traita avec son frère Henri VIII, et, en 1554, la paix de Londres réconcilia la France et l'Angleterre. Marie, sœur de Henri VIII, épousa Louis XII, qui laissa Tournai à son beau-frère et lui promit un million d'écus.

L'évêque de Tournai ayant refusé de prêter serment au roi d'Angleterre, fut remplacé par Thomas Wolsey qui, des derniers rangs de la société, s'était élevé par la faveur royale aux honneurs ecclésiastiques. Investi de plusieurs évêchés, cardinal, chancelier du royaume, puis légat de Léon X, il était pensionné par tous les souverains qui réclamaient son appui auprès de Henri VIII. Rien n'égalait l'ambition de Wolsey que son avidité, son luxe et sa

prodigalité. Adroit politique, il sut à propos offrir à son souverain le magnifique château de Hampton-Court qu'il venait de faire construire.

A la mort de Maximilien (1519), Charles-Quint et François Ier, successeur de Louis XII, briguèrent la couronne impériale. Henri VIII, après s'être mis un moment sur les rangs, se retira et se prononça pour Charles-Quint qui l'emporta. Dès ce moment commença la rivalité de François Ier et du nouvel empereur. Henri VIII, dont la devise était : *Qui je défends est maître*, hésitait à se declarer pour l'un ou pour l'autre, lorsque François Ier blessa son amour-propre en l'éclipsant par sa grâce et son luxe dans l'entrevue qu'ils eurent entre Ardres et Guines, surnommée l'entrevue *du camp du Drap-d'Or*.

Charles-Quint, plus adroit, alla visiter Henri VIII déjà prévenu en sa faveur par Wolsey, auquel l'empereur avait fait espérer la tiare ; ses flatteries achevèrent de lui gagner le roi d'Angleterre. Alors parut l'ambition de Wolsey qui, tout en servant Henri VIII, n'oubliait pas ses propres intérêts. Plus tard, trompé dans ses espérances par l'élection d'Adrien VI, puis par celle de Clément VII, il se détacha peu à peu de l'empereur et travailla à en détacher son maître.

Cependant la France ayant déclaré la guerre à l'Empire, Henri VIII prit encore parti pour Charles-Quint, et fit passer des troupes sur le continent. François Ier, pour s'en venger, renvoya en Écosse le remuant duc d'Albany, frère de Jacques III, qui avait été exilé. Le duc s'empara de l'autorité, fit la guerre à Henri VIII, puis, ayant licencié ses troupes, il se retira.

Les hostilités continuaient en France avec des chances diverses, quand la bataille de Pavie (1525) fit tomber François Ier entre les mains de son rival Charles-Quint. Wolsey, de plus en plus aigri contre l'empereur, décida

enfin son maître à traiter avec Louise de Savoie, régente de France pendant la captivité de son fils : Henri VIII lui vendit son amitié. La défection du monarque anglais amena la paix de Madrid. François Ier, à peine libre, signa contre Charles-Quint la Sainte-Ligue, dont le roi d'Angleterre fut déclaré le protecteur. Il ne lui prêta guère cependant que son nom; la paix de Cambrai, dite *Paix des Dames*, le laissa bientôt tout entier à la scandaleuse affaire qui devait changer la face de son royaume.

(1529.) Après vingt ans de mariage avec Catherine d'Aragon, qui lui avait donné plusieurs enfants, Henri, aveuglé par une passion coupable pour Anne de Boleyn, dame d'honneur de la reine, prétendit avoir des scrupules sur une alliance que l'Église avait pourtant approuvée et bénite, parce que, disait-il, Catherine avait été l'épouse de son frère Arthur; il résolut en conséquence de faire casser son mariage pour épouser Anne. Le roi rencontra dans le Pape Clément VII et dans les évêques une énergique opposition. Wolsey, lui-même, essaya de le faire renoncer à son coupable projet; n'ayant pu réussir, lui et le légat Campegge engagèrent Catherine à prendre le voile : la reine s'y refusa dans l'intérêt de Marie, l'unique enfant qui lui restait.

Le Pape évoqua l'affaire à Rome et, après l'avoir examinée, il refusa son autorisation au divorce. Cependant Wolsey avait profondément irrité la favorite en s'opposant à la rupture du mariage de Henri VIII; elle travailla donc l'esprit du roi contre le ministre, et le fit disgracier. Les sceaux furent donnés à Thomas Morus ou More, d'une vertu éprouvée. Wolsey, relégué dans son archevêché d'York, s'y conduisit avec une résignation si religieuse, qu'il gagna le cœur de tous ceux qui l'approchaient. Le roi le consola par des messages; mais Anne ne lui pardonnait pas. Cédant à ses sollicitations, Henri VIII fit arrêter

le cardinal comme coupable de haute trahison ; et par ses ordres il fut conduit à la Tour de Londres où devait s'instruire son procès. Il mourut dans le voyage, déplorant la folie qui lui avait fait sacrifier le service de Dieu aux profanes intérêts du siècle. Après sa mort les passions du roi n'eurent plus de frein : c'est le plus grand éloge qu'on puisse faire du ministre et de l'ascendant qu'il avait su prendre sur son maître.

Cependant le ministre d'État Cromwel, et Cranmer, docteur d'Oxford, engagèrent Henri VIII à se contenter pour son divorce de l'avis des universités de l'Europe. Ce prince hésitait; mais trouvant toujours le Pape inflexible, il éclata enfin, rompit ouvertement avec Rome et épousa secrètement Anne de Boleyn. Cranmer, le lâche flatteur des passions royales, devenu archevêque de Cantorbéry, prononça solennellement le divorce au mépris des sentences du Souverain-Pontife, et Anne fut couronnée avec un grand appareil. Le magnifique palais de Hampton-Court lui fut donné pour sa résidence : c'est là qu'elle mit au monde la trop célèbre Élisabeth.

François Ier intervint entre le Pape et le roi d'Angleterre, mais il ne put rien obtenir du monarque anglais. Clément VII, convaincu de l'obstination coupable de ce prince, l'excommunia. A cette nouvelle, Henri VIII brisa les derniers liens qui attachaient son royaume au Saint-Siége; le schisme de l'Angleterre était consommé.

La révolution religieuse opérée par Henri VIII ne ressemblait en rien à celle que suscitait alors Luther. Le schisme de l'Angleterre fut tout au profit du roi qui confisqua, non-seulement le pouvoir, mais tous les biens de l'Église : ce fut en quelque sorte le dernier terme de la toute-puissance royale que préconisaient les Anglais, en haine de l'anarchie où les avait jetés la guerre des Deux Roses. La propagation des doctrines de Wiclef parmi les

classes élevées, en les rendant indifférentes aux innovations religieuses, les prépara au schisme, tandis que la conservation de la forme extérieure du culte surprit la bonne foi du peuple. Chose étrange, Henri VIII tout en rompant violemment avec le Pape, se montrait toujours fier du titre de *défenseur de la foi* qu'il avait reçu de Léon X.

Le parlement plus servile que jamais, ratifia le mariage de Henri VIII avec Anne de Boleyn, et déclara celui de Catherine illégitime. Dès que le roi eut obtenu ce qu'il désirait, il perdit le repos, devint défiant et soupçonneux; tout le faisait trembler, et il versa le sang pour calmer ses craintes comme pour punir le crime. Une convulsionnaire fut livrée au supplice pour avoir prédit sa mort. Thomas Morus, qui au début du schisme avait quitté sa charge, et Jean Fisher, évêque de Rochester, furent traduits à la barre des lords, sous prétexte qu'ils avaient entendu cette prétendue prophétesse. Sur leur refus de prêter serment au roi comme chef de l'Église d'Angleterre, ils furent enfermés à la Tour. Morus y fut nourri des charités de ses amis, qui lui parvenaient par les mains de sa fille Marguerite. Fisher, vieillard de soixante et dix-sept ans, fut laissé sans vêtement pour couvrir sa nudité au milieu de l'hiver.

Le parlement, docile aux ordres du roi, annula l'autorité pontificale en Angleterre, et lui décerna le titre de *chef suprême de l'Église anglicane* (1535). En vertu de cet acte, Henri VIII persécuta les catholiques et les hérétiques, et les livra indistinctement aux flammes ou au fer des bourreaux. L'Angleterre fut alors inondée du sang des martyrs, au premier rang desquels il faut citer Jean Fisher et Thomas Morus. Le premier venait d'être créé cardinal par le Pape Paul III, ce qui avait fait dire à Henri VIII : *Paul peut lui envoyer le chapeau, mais j'aurai soin qu'il*

n'ait point de tête pour le porter. Le chancelier fut condamné à la décapitation ; sa tête fut exposée pendant quatorze jours sur le pont de Londres.

La mort de ces deux illustres défenseurs de la foi indigna l'Europe, et le Pape fulmina contre le monarque une nouvelle bulle d'excommunication. Henri VIII y répondit par des actes d'autorité arbitraire; il fit écarter de tous les livres confiés à la jeunesse le mot de *Pape*, supprima trois cent soixante-seize monastères dont il confisqua les biens, et chassa de leur siége tout évêque qui refusait de reconnaître sa suprématie. Catherine étant morte (1536), Anne fit éclater sa joie, se disant enfin reine sans rivale. Elle se trompait; Jeanne Seymour, l'une de ses filles d'honneur, avait déjà captivé le cœur de l'inconstant monarque. Anne, accusée de conspiration et d'infidélité, fut enfermée à la Tour, puis condamnée à être décapitée; le roi, qui à la mort de Catherine avait fait prendre le deuil à ses serviteurs, se revêtit de blanc le jour du supplice d'Anne. Le lendemain il épousait Jeanne Seymour, et le parlement, s'empressant d'applaudir à cette nouvelle iniquité, la sanctionnait par des décrets.

Tant d'excès firent murmurer. La suppression des monastères avait laissé sans ressources des milliers de pauvres, et le mécontentement amena des révoltes. Dans les comtés du Nord quarante mille hommes prirent les armes; séduits par de fausses promesses, ils se dispersèrent; on les saisit alors et on les pendit par centaines (1537).

Henri VIII continuant la spoliation des biens ecclésiastiques, s'empara des propriétés de cent dix hôpitaux et de quatre-vingt-dix colléges. Son revenu ainsi augmenté de 160,000 livres sterling (13 millions de francs) ne suffisait pas encore à ses folles dépenses, et il osa réclamer un nouveau subside *pour l'indemniser,* disait-il, *de la dépense causée par la réforme religieuse de l'État.*

Pour achever la révolution religieuse, le roi changea plusieurs choses aux cérémonies du culte, fit traduire la Bible en langue vulgaire, sous prétexte d'en répandre la lecture, puis il l'interdit sous peine d'emprisonnement. Le cardinal Réginalde Polus, petit-fils par sa mère Marguerite du duc de Clarence, le frère d'Édouard IV, s'était prononcé ouvertement contre le divorce du roi; toutefois, pour se soustraire à son ressentiment, il s'était éloigné. Henri ne pouvant s'en emparer, fit arrêter et mettre à mort son frère lord Montaigue. Leur vieille mère, la comtesse de Salisbury, âgée de soixante et dix ans, fut également conduite à l'échafaud (1541); quand le bourreau lui ordonna de mettre sa tête sur le billot: *Non,* s'écria-t-elle, *jamais ma tête ne fléchira devant la tyrannie; si tu la veux, tâche de l'atteindre comme tu pourras.* A ces mots, le bourreau lui asséna un violent coup de hache qui ne fit que la blesser. La malheureuse princesse, égarée par la douleur, ses longs cheveux blancs flottant sur ses épaules, essaya de lui échapper; mais le bourreau la poursuivit et ne lui donna le dernier coup qu'après l'avoir frappée de sa hache à plusieurs reprises. Elle expira en prononçant ces paroles : *Bénis soient ceux qui souffrent persécution pour la justice! Quelle horrible scène,* s'écrie le protestant Cobbet, *tout Anglais doit rougir en pensant qu'elle se passa dans son pays.*

Henri VIII continuait à marcher dans la voie cruelle et dangereuse où il s'était engagé, toujours soutenu par le parlement, qui enregistrait les bills les plus odieux et les plus oppressifs pour flatter les passions du souverain. Cranmer et Cromwell surtout rivalisaient de bassesse auprès du roi. Ce dernier, après la mort de Jeanne Seymour, qui avait succombé en donnant le jour à un fils, plus tard Édouard VI, détermina Henri VIII, sur un portrait faux et flatteur, à épouser Anne de Clèves, fille du duc de ce

nom ; mais le roi dès qu'il la vit, ressentit contre elle une antipathie violente qui retomba sur le ministre. Cromwell, haï de tous, en même temps accusé de trahison et d'hérésie, fut décapité en vertu d'un *bill d'atteinder*, bill que lui-même avait inspiré, et qui autorisait la chambre haute à prononcer sans procédure sur le sort d'un accusé.

A la demande du roi, son mariage avec Anne de Clèves fut déclaré nul, et il épousa Catherine Howard, nièce du duc de Norfolk. La nouvelle reine ne jouit pas longtemps du haut rang où son ambition l'avait fait parvenir ; convaincue de liaisons coupables avant son mariage, elle fut un an après condamnée à perdre la tête sur l'échafaud (1542). Henri VIII conclut alors un sixième mariage, et ce fut avec Catherine Parr, veuve de lord Latimer. Cette nouvelle épouse faillit plus tard être victime de son penchant pour le luthéranisme : la mort du roi la sauva.

Depuis plusieurs années Henri VIII travaillait à réunir le pays de Galles à l'Angleterre. Cette province, quoique soumise, conservait ses lois et ses coutumes, barrière infranchissable à l'esprit national anglais. Le parlement, par un bill, mit fin à la forme administrative du pays de Galles, qui fut ainsi incorporé au royaume d'Angleterre (1536).

L'Irlande révoltée contre le schisme, fut soumise par les armes. Henri VIII, qui redoutait l'attachement des habitants de cette île pour leur religion, essaya de les séduire en élevant l'Irlande, du rang de seigneurie à celui de royaume. C'était un vain titre, et les malheurs des Irlandais ne changèrent pas.

Vers 1540, Henri VIII avait tourné tous ses efforts vers l'Écosse où il prétendait introduire le schisme ; n'ayant pu réussir, il saisit le premier prétexte pour déclarer la guerre à Jacques V qui régnait alors sur ce royaume. Au

moment d'entrer sur le territoire anglais, les seigneurs abandonnèrent Jacques et refusèrent d'obéir à son favori Sainclair, auquel il avait imprudemment confié le commandement de l'armée. Le malheureux roi en mourut de chagrin (1542); il ne laissait qu'une fille, la célèbre Marie Stuart.

Henri VIII demanda aussitôt la régence de l'Écosse, et la main de la jeune princesse pour son fils Édouard. Après une vive résistance, les nobles écossais y consentirent. Ce traité ayant été rompu bientôt, à la persuasion du cardinal David Beaton, chef du parti catholique, Henri déclara la guerre à l'Écosse, et jeta sur ses frontières une armée qui commit d'affreux ravages; mais le comte d'Angus atteignit les Anglais et les battit près d'*Acram-Moor*. A ce moment Henri fit alliance avec Charles-Quint contre la France. La guerre dura plusieurs années sans autre résultat que la possession momentanée de Boulogne.

La santé du monarque anglais dépérissait par suite de ses excès et de sa passion pour la table; ne pouvant supporter son propre poids, il ne parcourait plus ses appartements qu'à l'aide d'une machine. Ses infirmités aigrirent son humeur violente et sanguinaire, et son despotisme n'eut d'égal que la servilité du parlement, dont il appelait avec dédain les membres : les *varlets des communes*. La mort de Henri VIII, arrivée le 28 janvier 1547, sauva la vie au duc de Norfolk qu'il venait de condamner comme catholique.

Sous le règne de ce prince, la spoliation des biens des couvents multiplia les pauvres d'une manière effrayante; des lois durent remplacer par des impôts la charité et l'aumône volontaire. L'histoire, pour être impartiale, doit dire que, parmi le haut clergé, il n'y eut que peu d'évêques qui préférèrent l'exil et la mort à la perte de leurs bénéfices qu'un serment sacrilége pouvait leur conserver.

Édouard VI, fils de Henri VIII et de Jeanne Seymour, entrait dans sa dixième année à la mort de son père. Malgré les dernières volontés du roi, qui avait entouré sa jeunesse d'un nombreux conseil, on confia la régence au comte de Hereford, oncle maternel du jeune prince; il fut nommé protecteur et créé duc de Somerset. Son premier soin fut de s'entendre avec Cranmer pour substituer au catholicisme défiguré par le schisme, la réforme protestante; le parlement ratifia tous ces changements sans la moindre objection. Gardiner, évêque de Manchester, et quelques autres prélats furent emprisonnés pour avoir voulu s'opposer à l'introduction du protestantisme.

Cependant la réforme s'était introduite en Écosse, où elle avait pris un caractère d'enthousiasme et de fanatisme sauvage. La veuve de Jacques V, Marie de Lorraine, alors régente, demanda le secours de la France pour réprimer les désordres qui éclataient partout où pénétraient ces fatales doctrines. On prit les armes. Les rebelles, soutenus par les Anglais, sous le commandement du protecteur le duc de Somerset, gagnèrent une sanglante victoire à Penkey (1547).

De retour en Angleterre, Somerset convoqua le parlement pour consommer la réforme religieuse qu'il avait entreprise. On abolit les messes privées, on donna au roi le pouvoir de créer les évêques, on prescrivit, sous des peines sévères, de reconnaître sa suprématie, on toléra le mariage des prêtres; enfin la réformation anglicane, telle qu'elle existe aujourd'hui, fut alors presque entièrement achevée.

Lord Seymour, frère du protecteur, avait épousé la riche veuve de Henri VIII, Catherine Parr; l'ayant perdue l'année suivante (1548), il jeta ses vues sur Élisabeth, fille d'Anne de Boleyn; mais Somerset s'y opposa. Alors éclata entre les deux frères une haine violente, qu'excitait chaque

jour le comte de Warwick, perfide confident de l'un et de l'autre. Somerset accusa lord Seymour devant le parlement; et le malheureux seigneur, condamné comme coupable de haute trahison, fut exécuté (1549). Warwick fier de ce premier succès, décria le protecteur; celui-ci, effrayé de l'orage qui le menaçait, se démit en tremblant de la régence dont Warwick s'empara.

Cependant on sentait de plus en plus les tristes conséquences des spoliations iniques de Henri VIII; la mendicité croissait chaque jour; les terres ecclésiastiques passées à des mains avides, épuisaient les cultivateurs, et ceux-ci ne pouvant tenir leurs engagements, abandonnaient par milliers le sol de la patrie.

La puissance de Warwick grandissait rapidement. Il se fit donner le titre de duc de Northumberland; et, son ambition croissant avec sa fortune, il porta ses vues jusque sur le trône alors occupé par un prince mourant. Le premier pas pour y parvenir fut d'accuser de haute trahison le protecteur disgracié; puis, lorsqu'il l'eut fait périr sur l'échafaud (1552), il s'occupa de substituer, à Marie et à Élisabeth dont la naissance avait été déclarée illégitime, Jeanne Gray, fille aînée de Marie, sœur cadette de Henri VIII. Édouard refusa longtemps de souscrire aux désirs du favori; à la fin, vaincu par ses sollicitations, il lui accorda des lettres patentes qui transportaient la succession à Jeanne Gray, arrière-petite-fille de Henri VII. Peu auparavant, Warwick avait fait épouser à Jeanne son fils Guilford Dudley. La mort d'Édouard VI suivit de quelques jours l'acte arraché à sa faiblesse par l'ambitieux duc de Northumberland (6 juillet 1553).

A peine Édouard eut-il rendu le dernier soupir, que Northumberland vint annoncer à Jeanne son intention de la faire reine; à cette nouvelle, la jeune princesse poussa un cri et s'évanouit. Revenue à elle, Jeanne, tout en refu-

sant le haut rang qu'on lui offrait, protestant de son incapacité, ajouta toutefois que si la couronne lui appartenait, elle espérait que Dieu lui donnerait la force de la porter dignement.

Dans le même temps, Marie Tudor, reléguée dans le comté de Norfolk, appelait à elle la noblesse et offrait le pardon à tous ceux qui reconnaîtraient ses droits. Quarante mille hommes, refusant toute paie, accoururent sous son étendard. Northumberland marcha pour les combattre; mais il fut trahi par les siens. A son tour, voyant sa cause perdue, il trahit la malheureuse Jeanne, et proclama lui-même Marie Tudor à Londres. Aussi lâche que Somerset, il demanda la vie à genoux lorsqu'on l'arrêta pour le conduire à la Tour.

Marie Tudor, accompagnée d'Élisabeth, fit son entrée à Londres aux acclamations de la foule, puis se dirigea vers la Tour, où elle rendit la liberté à Gardiner et à plusieurs prisonniers victimes de la persécution religieuse; mais elle y retint Jeanne Gray, son époux Guilford Dudley, et son beau-père le duc de Northumberland. Ce dernier fut peu de temps après jugé et condamné à mort.

Marie Tudor était restée fidèlement attachée à la foi catholique, malgré les menaces de son père et la persécution cruelle qui avait eu lieu sous le règne d'Édouard VI. Aussi distinguée par sa piété sincère que par l'énergie de son caractère, la reine monta sur le trône, fermement décidée à rétablir la religion catholique en annulant toutes les innovations religieuses. Cranmer, l'auteur du divorce de Henri VIII et de toutes les persécutions contre les catholiques, fut condamné à mort. Le cardinal Polus le remplaça comme archevêque de Cantorbéry. Le parlement toujours docile aux volontés du souverain, cassa tous ses actes antérieurs, et reconnut la légitimité du mariage de Henri VIII et de Catherine d'Aragon qu'il avait si facilement con-

damné : c'était reconnaître les droits de Marie Tudor au trône. Les choses étant rentrées dans l'état où les avait laissées Henri VIII, la reine attendit le moment favorable pour rendre au Pape le titre de chef suprême de l'Église d'Angleterre.

Jusque-là, Marie n'avait rencontré aucune opposition; mais lorsqu'elle parla de son projet de mariage avec le prince des Asturies, Philippe, fils de Charles-Quint, déjà veuf et père de don Carlos, le parlement résista. La reine irritée le cassa. Gardiner, auquel elle avait donné sa confiance, tout en désapprouvant ce mariage, stipula des conditions avantageuses, et le contrat en fut signé le 12 janvier 1554. Philippe ne devait avoir que le titre de roi d'Angleterre, la reine se réservait l'entière administration du royaume.

Les ennemis de Marie profitèrent de cette circonstance pour soulever le peuple; des seigneurs, Élisabeth même, entrèrent dans cette révolte, et un complot fut tramé pour mettre sur le trône Jeanne Gray. Les principaux meneurs furent arrêtés; Jeanne Gray, en faveur de qui était le le complot, fut, ainsi que son mari, condamnée à mort. Cette infortunée reine d'un jour, victime de l'ambition de son beau-père, et peut-être ignorante des intrigues coupables faites en son nom, reçut la mort avec courage. Élisabeth dut la vie à Philippe d'Espagne et fut reléguée au château de Woodstock.

A l'arrivée de Philippe (1554), sa jeunesse et sa grâce lui gagnèrent les cœurs ; mais on blâma bientôt sa réserve et la raideur de l'étiquette espagnole. Cependant Marie Tudor n'avait pas perdu de vue la réconciliation de l'Angleterre avec le Saint-Siége; se croyant alors assez forte, elle s'occupa de cette grande affaire. Quand toutes les difficultés furent aplanies, les deux chambres, au nom de la nation, après avoir annulé les lois portées contre les or-

thodoxes, demandèrent à rentrer dans le sein de l'Eglise catholique ; le cardinal Polus, envoyé par le Pape Jules III, leva les censures encourues pour le schisme et l'hérésie et leur accorda l'absolution. Pour fêter ce grand acte religieux, la reine rendit la liberté à tous les prisonniers d'État, et Élisabeth reparut à la cour.

La clémence de Marie Tudor encouragea les menées sourdes et perfides des hérétiques ; instruite de leurs complots, elle en fut si profondément blessée, qu'elle oublia la douceur et la tolérance dont elle avait jusque-là donné des preuves. Plusieurs prédicateurs fanatiques, qui avaient provoqué des émeutes par leurs violentes invectives contre le catholicisme et contre la reine, furent mis à mort, malgré l'opposition du cardinal Polus et des évêques, qui désapprouvèrent et firent cesser ces rigueurs envers les hérétiques ; mais de nouvelles révoltes amenèrent de nouveaux actes d'une sévère justice.

Ces exécutions, quoique justes et infiniment moins nombreuses que celles des catholiques sous Henri VIII et sous Édouard VI, rendirent la reine impopulaire ; elle le sentit et tomba dans une sombre mélancolie. Cependant, d'accord avec Philippe, elle mit à exécution le généreux projet qu'elle avait conçu de rendre au clergé ce que la couronne avait réuni des propriétés ecclésiastiques (1556). Gardiner succomba aux efforts qu'il fit pour obtenir le consentement des chambres : sa mort ajouta aux chagrins de Marie. L'année suivante, elle se laissa entraîner par son mari, devenu roi d'Espagne, dans la guerre contre la France (1558), et la valeur du duc de Guise lui enleva Calais qui, depuis deux cent dix ans, était au pouvoir de l'Angleterre. Tout se réunissait pour accabler Marie Tudor. La certitude de mourir sans héritier, la crainte de voir l'œuvre de la restauration du catholicisme détruite par Élisabeth malgré ses serments, enfin la perte de Ca-

lais, frappèrent la reine d'un coup mortel : *On n'a pas connu mon mal*, disait-elle dans ses derniers moments ; *si on veut le savoir qu'on ouvre mon cœur ; on y trouvera Calais et Élisabeth* (1558).

Les protestants équitables ont loué Marie Tudor pour sa générosité, son amour de la justice, ses mœurs pures et sévères, tout en blâmant la manière dont elle a réprimé l'hérésie. Les catholiques eux-mêmes n'ont jamais approuvé une rigueur que l'esprit de l'Évangile condamne.

Le premier acte d'Élisabeth en montant sur le trône d'Angleterre, fut de s'entourer de conseillers protestants, parmi lesquels Guillaume Cécil, depuis lord Burleigh, tenait le premier rang. Les serments que la nouvelle reine prêta, lors de son couronnement, de soutenir la religion catholique, furent bientôt oubliés, et le parlement s'empressa de détruire l'œuvre de Marie. Le serment de suprématie fut rétabli ; tous les évêques qui refusèrent de le prêter, furent destitués ; leurs biens furent confisqués, et la reine en donna une partie à ses favoris. Le luthéranisme fut adopté avec la hiérarchie des évêques prise à l'Église romaine. Un nouveau symbole, composé de trente-neuf articles, fut approuvé par le parlement et imposé au peuple : ainsi fut consommée la séparation de l'Angleterre et de l'Église catholique.

L'Écosse était toujours bouleversée au nom de la réforme, et les sectaires, sous la conduite du génevois Jean Knox, avaient conclu contre l'autorité royale un *covenant* ou association. Soutenus par Élisabeth, ils battirent les troupes de la régente Marie de Lorraine, et la contraignirent de conclure le traité d'Édimbourg qui leur accordait la liberté religieuse. Les troubles n'en recommencèrent pas moins ; les rebelles ayant eu le dessus proclamèrent la déchéance de la régente. A la mort de Marie de Lorraine, arrivée peu de temps après (1560), les Écossais

rappelèrent Marie Stuart, qui venait de perdre son époux François II, roi de France.

Aussitôt parut la basse jalousie d'Élisabeth contre sa cousine la reine d'Écosse, dont elle enviait la beauté et les charmes ; elle ne pouvait lui pardonner lorsqu'elle venait à penser que Marie Stuart ou sa postérité monterait un jour sur le trône d'Angleterre, puisqu'elle-même ne pouvait se résoudre au mariage.

Voulant s'opposer au retour de Marie en Écosse, elle envoya une flotte pour l'arrêter; mais la jeune reine l'évita. Trompée dans ses projets, Élisabeth s'efforça de séduire sa cousine par des dehors d'amitié ; la confiante reine d'Écosse s'y laissa prendre et y répondit avec sa franchise naturelle.

Cependant, parmi la foule des princes qui briguaient la main d'Élisabeth, et dont elle ne fit jamais que des favoris, se faisait remarquer Robert Dudley, frère du duc de Northumberland, le beau-père de Jeanne Gray; c'était un homme faux, cruel et lâche, dont la reine se joua et qu'elle osa plus tard offrir à sa cousine Marie Stuart. Marie, en effet, pour satisfaire aux vœux de ses sujets, mit fin à son veuvage et, l'année suivante, elle épousa Henri Stuart, comte de Darnley (1565). Quoique l'histoire des malheurs de l'infortunée reine d'Écosse appartienne à celle de son pays, elle est trop intimement liée à celle d'Élisabeth pour qu'elle ne trouve pas ici sa place.

Les vices de Darnley le rendirent méprisable et il devint le jouet des nobles écossais qui déjà trahissaient leur reine pour l'or d'Élisabeth. N'ayant pu obtenir de Marie Stuart qu'elle lui cédât le gouvernement, Darnley s'entendit avec les lords pour faire assassiner Rizzio, secrétaire de la reine, qu'elle affectionnait à cause de sa profonde piété. Les grands, complices du prince, le retinrent ensuite prisonnier avec Marie Stuart; mais Marie et Darnley

parvinrent à s'échapper. Quelques mois après la reine d'Écosse mit au monde un fils, qui fut plus tard Jacques Ier d'Angleterre. Élisabeth fut marraine de l'enfant royal.

Suivant toujours le même plan de trahison, tracé par la reine d'Angleterre et son ministre Cécil, les nobles Écossais complotèrent la mort de Darnley, et firent sauter la maison où il se trouvait, puis ils rejetèrent ce crime sur Marie Stuart qui, par crainte et par faiblesse, les conserva dans sa faveur. L'un d'eux, lord Bothwell, ayant forcé Marie Stuart de l'épouser, les seigneurs, après l'avoir poussée à cette union, ameutèrent le peuple contre elle ; sous prétexte de venger Darnley, ils s'emparèrent ensuite de la reine et lui arrachèrent son abdication en faveur de son fils. Pendant que l'infortunée Marie Stuart était traitée avec la dernière violence, on laissait fuir Bothwell, le vrai coupable.

Marie étant parvenue à s'échapper, se trouva bientôt à la tête d'une armée considérable ; elle révoqua son abdication forcée (1568) et se crut reine de nouveau. Mais vaincue à Langside, elle voulut, malgré l'opposition de ses amis, se confier à Élisabeth. A cette nouvelle sa perfide cousine s'écria : *Voilà le premier sujet que j'ai eu de me réjouir depuis que je suis reine !* Marie Stuart écrivit *à sa bonne sœur* Élisabeth pour lui demander sa protection ; Élisabeth la lui promit. Elle ne la traita pas moins comme prisonnière, réclamant la prétendue justification de sa conduite, et recevant avec joie l'accusation composée par les nobles écossais ennemis de leur reine, au nombre desquels était son demi-frère Murray. Une correspondance supposée avec Bothwell fut présentée comme preuve de sa culpabilité, malgré les vives dénégations de Marie Stuart. Cependant la perfide reine d'Angleterre offrait à sa cousine d'étouffer ce procès au prix de sa renonciation à la couronne en faveur de son fils : elle refusa noblement. Plu-

sieurs seigneurs cherchèrent à lui rendre la liberté ; quelques-uns expièrent sur l'échafaud leur généreux dévouement. La mort de Murray (1570), qui fut assassiné, compliqua les affaires de l'Écosse en jetant ce royaume dans une affreuse anarchie. Alors parurent les puritains.

La secte des puritains devait son origine à quelques calvinistes fanatiques exilés sous le règne précédent, et qui, de retour dans leur patrie, ne purent supporter la vue de quelques restes de catholicisme mêlés au rite calviniste et au rite luthérien, non plus que la hiérarchie ecclésiastique qu'on avait conservée. Ils voulaient, disaient-ils, une église *pure ;* de là est venu leur nom de ***Puritains.*** Ces fanatiques demandaient à grands cris le sang de la reine d'Écosse, contre laquelle ils s'étaient toujours montrés très-acharnés. Marie Stuart était alors détenue au château de Bolton, dans le comté d'York, tandis que son fils, devenu un instrument aux mains de ses sujets révoltés, était élevé dans le protestantisme et la haine de sa mère.

Pendant qu'Élisabeth fomentait des troubles en Écosse, elle soutenait en même temps les Pays-Bas révoltés contre Philippe II. Pour se venger, ce prince envoya des troupes en Irlande ; mais les malheureux Irlandais qu'elles étaient venues délivrer furent vaincus et massacrés.

La reine d'Angleterre poursuivait de sa haine les catholiques, plus encore dans ses États que dans les royaumes étrangers, aussi multiplia-t-elle les lois cruelles contre eux et surtout contre les missionnaires. On dressa des listes de suspects, et la persécution fut organisée. Le père Campian, jésuite, fut arrêté, livré aux plus affreuses tortures et à la mort pour avoir célébré la sainte messe et prêché l'obéissance au Pape. La Haute Commission, tribunal institué depuis les premières années du règne d'Élisabeth, pour connaître des matières ecclésiastiques, livrait chaque jour au bourreau de nouvelles victimes. Les puri-

tains ne furent pas épargnés; mais, en dépit de tout, leur fanatisme était tel, qu'ils tenaient pour leur persécutrice, parce qu'elle était ennemie de Rome. L'un d'eux, condamné à perdre la main, l'eut à peine coupée que, prenant son chapeau de l'autre, il s'écria : *Vive la reine!*

(1584.) Poursuivant son plan avec persévérance, Élisabeth continuait à entretenir l'agitation en Écosse. Par ses conseils, des seigneurs tentèrent d'enlever le jeune roi à son favori le comte d'Arran, qui cherchait à le réconcilier avec sa mère, mais Jacques leur échappa. Une nouvelle tentative, faite cette fois par les puritains que payait la reine d'Angleterre, décida le parlement à mettre le roi en sûreté en le proclamant chef de l'Église.

Pendant que ces événements se passaient en Écosse, les tentatives se succédaient inutilement en Angleterre pour délivrer Marie Stuart, et leurs auteurs payaient de leur tête leur noble dévouement. Peut-être n'étaient-elles faites qu'à l'instigation des conseillers d'Élisabeth, résolus à faire périr la reine d'Écosse. *Puis-je tuer l'oiseau qui s'est réfugié dans mon sein?* leur répondait-elle perfidement lorsqu'ils lui représentaient la nécessité de se débarrasser de sa rivale ; mais en même temps elle ratifiait un bill du parlement anglais (1585), qui forçait les citoyens de poursuivre jusqu'à la mort tout auteur d'un attentat contre le pouvoir de la reine, et toute personne en faveur de laquelle le complot aurait ou paraîtrait avoir eu lieu. Puis, pour donner lieu à quelque projet de ce genre et favoriser l'application de cette loi inique, on multipliait les rigueurs contre les catholiques, et l'on en pendait jusque sous les croisées de Marie Stuart. La reine d'Écosse protesta contre de tels actes ; pour toute réponse, Élisabeth acheva de la brouiller avec son fils. Vers la même époque ce prince, qui écrivait sèchement à sa mère qu'il ne pouvait plus voir en elle qu'une *reine-mère,* conclut avec la reine

d'Angleterre le traité de Berwick pour leur défense mutuelle. Le nom de Marie Stuart était exclu de ce traité.

Cependant les amis et les conseillers d'Élisabeth ne perdaient pas de vue leur projet. Tandis qu'ils irritaient les catholiques par leurs vexations continuelles, ils excitaient sous main des complots dont ils tenaient tous les fils, corrompaient deux secrétaires de Marie Stuart, et leur faisaient écrire, au nom de leur souveraine, des lettres aux conspirateurs. Quand tout fut prêt, ils commencèrent par faire arrêter et pendre les conjurés dont on redoutait les révélations, puis on intenta un procès à la reine d'Écosse, en vertu du bill de 1585. Une commission nommée par Élisabeth se rendit au château de Fotheringay, où avait été transférée la royale captive accablée d'injures et de mauvais traitements. Sommée de se soumettre à la juridiction de sa cousine, Marie répondit avec dignité : *Où sont mes pairs? et quel empire peuvent avoir sur moi des lois qui ne m'ont jamais protégées?*

On lui refusa la confrontation des témoins et des accusateurs : *Mes crimes*, dit-elle alors, *sont ma naissance, les offenses qu'on m'a fait endurer et ma religion. Je suis fière de la première ; je puis pardonner les secondes ; et la troisième est pour moi une source de tant de consolations et d'espérances, que je serais satisfaite que mon sang coulât pour sa gloire sur l'échafaud* (1586). L'infortunée reine d'Écosse était vouée à la mort ; aussi, en dépit de son innocence, fut-elle condamnée à la peine capitale. L'hypocrite Élisabeth affectait de plaindre *sa cousine, sa sœur, son aimable parente*. Elle se fit demander la mort de Marie Stuart par le parlement, et alors elle l'appela *importun*, elle résista, elle s'irrita ; mais en même temps elle restait sourde aux sollicitations de Jacques VI d'Écosse, de Henri II de France, et signait l'arrêt de mort.

Marie Stuart en écouta la lecture avec dignité.

Elle demanda un prêtre; on le lui refusa. Rien ne put abattre son noble courage; et lorsqu'elle apprit que la sentence devait être exécutée le lendemain, 7 février, elle répondit avec fermeté : *L'âme qui tremblerait à la vue de l'échafaud serait indigne des joies du ciel.* Demeurée seule avec ses serviteurs, elle leur partagea le peu d'objets précieux qui lui restaient. Le matin du jour fatal, elle se retira dans son oratoire où elle communia, dit-on, avec une Hostie consacrée que le Pape Pie V lui avait envoyée pour les cas de nécessité. Comme elle marchait au supplice un crucifix à la main, le comte de Kent, farouche puritain, lui dit d'un ton sévère : *Madame, il faut avoir le Christ dans le cœur et non pas à la main.— Pour l'avoir plus sûrement dans le cœur,* répondit-elle, *il est bon de l'avoir sous les yeux.* Marie Stuart obtint avec peine que ses serviteurs et ses femmes fussent témoins de son supplice, et elle les consola jusqu'au dernier moment. Arrivée à l'échafaud dressé dans la salle du jugement toute tendue de noir, elle déclara qu'elle mourait innocente et catholique, pria pour l'Église affligée, pour la conversion de son fils et pour sa persécutrice, puis elle reçut tranquillement le coup de la mort. Lorsque le doyen s'écria : *Ainsi périssent tous les ennemis d'Élisabeth!* le comte de Kent seul répondit : *Ainsi soit-il.* Tous les spectateurs étaient suffoqués par les larmes (1587).

Ainsi périt Marie Stuart, reine d'Écosse, cette noble Marie qui, selon une tradition, créa son bourreau gentilhomme; cette belle veuve de François II de France, laquelle désira avoir *la tête tranchée avec une épée à la française.* Elle avait quarante-cinq ans; et les souffrances d'une captivité de dix-huit ans l'avaient rendue toute chauve.

A la nouvelle de cette sanglante exécution, Élisabeth affecta une vive douleur, mais elle ne trompa personne;

tout le monde savait la joie qui remplissait son cœur. Jacques VI calma bientôt sa fureur, et la politique étouffa sa tendresse. Philippe II, roi d'Espagne, fut le seul qui songeât réellement à venger l'infortunée reine d'Écosse; d'ailleurs il avait à punir Élisabeth de l'appui qu'elle accordait à ses sujets rebelles des Pays-Bas. En effet, dix-huit mois auparavant, six mille hommes, sous la conduite de son indigne favori Leicester, avaient été envoyés pour combattre Farnèse, duc de Parme; mais un complot tramé par le favori ayant été découvert à Leyde, il dut quitter brusquement les Provinces-Unies pour ne plus y revenir.

Philippe ne méditait rien moins que la conquête de l'Angleterre; dans ce but il prépara une expédition formidable. Élisabeth, de son côté, annonça de grands préparatifs de défense, que son avarice réduisit à quelques vaisseaux, tandis que les villes et la noblesse armèrent une flotte, dont la conduite fut confiée à l'amiral Drake, à Winter et à Hawkins. Les Hollandais, ainsi que le lâche Jacques VI, promirent de soutenir les troupes et la flotte d'Élisabeth (1588).

La flotte espagnole, saluée du nom d'*Invincible Armada*, quitta les eaux du Tage sous le commandement de l'amiral Santa Crux. Le fameux poëte Lope de Véga accompagnait l'expédition, pour chanter la victoire que tout faisait espérer, lorsque la mort de Santa Crux laissa le commandement à l'inhabile duc de Médina Sidonia. Ce premier malheur fut le présage de beaucoup d'autres. Deux violentes tempêtes secondèrent les efforts des Anglais et des Hollandais ; et cette flotte si brillante et si considérable alla se briser contre les écueils du Danemark, de la Norwége et de l'Écosse.

Fière de la victoire qu'elle devait aux éléments, Élisabeth insulta au désastre des Espagnols par des médailles où leur flotte était représentée *venant, voyant,* et *fuyant.*

Enhardis par le succès, des corsaires anglais se répandirent dans toutes les mers, attaquèrent les vaisseaux espagnols, pillèrent les richesses qu'ils apportaient du Nouveau-Monde, et ruinèrent le commerce espagnol.

L'année suivante, une expédition aux frais du peuple anglais forma le dessein de conquérir le Portugal, en faveur du prétendant don Antoine de Crato. Les chefs de cette expédition romanesque, pour laquelle Élisabeth ne fournit que soixante livres sterling et six vaisseaux, étaient François Drake et Jean Norris. Philippe II s'était préparé contre cette invasion ; aussi ces aventuriers, après avoir pillé quelques parties des côtes qu'on avait négligé de défendre, reprirent le chemin de l'Angleterre, diminués de moitié et sans profit ni gloire (1589).

En 1594, Élisabeth, qui ne pouvait pardonner à Philippe II l'Invincible Armada, tenta une expédition contre l'Espagne. Elle fut confiée à lord Howard Effingham et au comte d'Essex, favori de la reine. La flotte espagnole fut battue dans la rade de Cadix ; cette ville fut emportée de vive force ; et les Anglais la brûlèrent après y avoir fait un immense butin qu'ils rapportèrent en Angleterre.

Le reste de la vie d'Élisabeth ne fut plus qu'une suite de succès, et la flatterie lui prodigua les plus fades louanges. Aucune ne caressait aussi délicieusement son oreille que celles qui s'adressaient à sa prétendue beauté. Sa vanité était excessive : en 1565, elle fit savoir à son peuple, par une proclamation, qu'aucun de ses portraits *ne rendait justice à l'original*, et défendit d'en faire de nouveaux sans sa permission, ou d'exposer les anciens en public, jusqu'à ce qu'ils eussent été refaits d'après une copie que son conseil allait faire paraître. Deux de ces favoris s'étant battus en duel, l'un d'eux fut blessé ; Élisabeth, bien loin de s'en affliger, en parut flattée, parce que sa beauté avait été la cause de leur querelle. Walter Raleigh avait gagné

ses bonnes grâces en jetant son manteau, le seul qu'il eût alors, sous les pieds de la reine qui traversait un endroit fangeux.

Le comte d'Essex l'avait charmée par son héroïsme dans l'expédition contre l'Espagne ; plus tard il fut chargé de pacifier l'Irlande toujours révoltée contre le gouvernement d'Élisabeth (1599). Essex accumula faute sur faute ; et, après avoir perdu dans des tentatives infructueuses la plus grande partie de son armée, il conclut une suspension d'armes avec un des chefs insoumis. L'issue de cette expédition, la plus dispendieuse qu'Élisabeth eut entreprise, l'irrita si profondément contre le comte d'Essex, qu'elle le disgracia. Le peuple, dont il était l'idole, prit parti pour lui, ainsi que les prédicateurs puritains qu'il écoutait assidûment. La reine, blessée de sa popularité, lui ôta toutes ses charges. Essex se mit alors à la tête des mécontents et entama des négociations avec le roi d'Écosse. Il fut pris, jugé et condamné à mort. Élisabeth hésitait à signer l'arrêt, lorsqu'on lui rapporta quelques mots échappés au comte dans un moment d'humeur : *Élisabeth*, avait-il dit, *est aussi disgraciée d'esprit que de corps.* Ces paroles le perdirent : la reine ne put lui pardonner ; et rien pourtant ne la consola de la perte de ce favori.

Lord Mountjoy réduisit l'Irlande. Le territoire fut divisé en comtés comme l'Angleterre et administré par des Anglais ; ceux-ci, sous prétexe de *civiliser les Irlandais sauvages*, les firent périr par milliers de faim et de misère. Élisabeth rendit son royaume prospère en protégeant le commerce, en créant une marine et en portant l'économie dans les finances.

Malgré l'éclat dont elle était environnée, cette princesse était tombée dans une noire mélancolie dont rien ne pouvait la distraire et qui épuisait ses forces ; enfin, dégoûtée de la vie et effrayée de la mort, elle expira le 24 mars 1603,

à l'âge de soixante-dix ans. Tout jugement porté sur Élisabeth reste au-dessous du simple récit de ses actions, et l'on peut dire avec vérité que si elle a fait beaucoup pour sa gloire et la prospérité matérielle de son pays, elle a fait plus encore contre sa renommée. Sans parler de sa conduite privée et de ses fautes, qu'elle n'a pas craint de faire approuver en quelque sorte par des lois qui subsistent encore, son nom, joint à celui de Henri VIII, demeurera éternellement souillé du sang innocent qu'elle a fait répandre.

Écosse.

L'Écosse jouissait de tous les bienfaits de la paix sous le règne glorieux de Jacques IV, lorsque Henri VIII monta sur le trône d'Angleterre. La bonne intelligence ne subsista pas longtemps entre ces deux souverains, et le plus insignifiant prétexte fit éclater la guerre. Jacques IV, voulant prévenir son ennemi, entra aussitôt sur son territoire; le comte de Surrey, à la tête de l'armée anglaise, vint à sa rencontre près de Foldden. Un terrible combat fut livré; Jacques IV resta parmi les morts avec la plus grande partie de ses troupes. Ce désastre couvrit l'Écosse de deuil, et livra le royaume aux intrigues de la France et de l'Angleterre.

La reine Marguerite, sœur de Henri VIII, fut nommée régente du royaume et tutrice du jeune roi Jacques V qui n'avait que deux ans; mais elle compromit son autorité en épousant Douglas, comte d'Angus. Cette alliance ayant excité la jalousie des autres seigneurs, ils rappelèrent John d'Albany, frère de Jacques III, alors exilé en France. A son arrivée, Marguerite et Angus se retirèrent à la cour d'Angleterre. Albany déclara la guerre à Henri VIII et franchit la frontière; mais trompé par le gouverneur des

Marches de l'Ouest, il licencia ses troupes et fit la paix. La noblesse, toujours turbulente et envieuse, força bientôt le duc d'Albany de s'éloigner de nouveau, ce qui permit à Marguerite de revenir en Écosse. La conduite de son mari et la jalousie des barons amenèrent des querelles sanglantes entre quelques familles. Angus, obligé de fuir une seconde fois, alla en France, et le duc d'Albany reparut à la cour; mais il ne put s'y maintenir longtemps.

(1524.) Profitant de ces troubles, les Anglais s'emparèrent de la forte place de Jedburgh, au moment que Marguerite venait de ressaisir la régence, après avoir divorcé avec Angus pour épouser Henri Stuart, jeune homme sans importance.

Angus, ayant appris le discrédit dans lequel Marguerite était tombée par son mariage, revint en Écosse, s'empara du pouvoir, et tint le jeune roi dans une sorte de captivité. Jacques V, âgé de quatorze ans, s'échappa de ses mains et déclara traîtres tous ceux qui refuseraient de lui obéir. Angus fut le premier à se soumettre; sa famille n'en fut pas moins exilée.

Libre enfin de gouverner par lui-même, Jacques V déploya la plupart des qualités d'un sage et bon roi. La crainte qu'il sut inspirer fit régner l'ordre et la paix sur les frontières, et il introduisit de sages réformes dans les hautes terres. Il parcourut lui-même l'Écosse plusieurs fois, écoutant les plaintes et les murmures du peuple, cherchant ainsi à connaître le mal pour le mieux guérir. Il donna une grande attention à la marine et encouragea le commerce et l'agriculture.

Des événements qu'on n'avait pu prévoir troublèrent la fin du règne de Jacques V. Henri VIII venait de se séparer de l'Église romaine, et il voulait entraîner dans sa révolte son neveu le roi d'Écosse. Ses tentatives ayant échoué, le cardinal Béaton, archevêque de Saint-André,

pour rattacher Jacques V à la France, lui fit épouser une fille de François Ier; et comme cette princesse mourut peu de jours après, il engagea le jeune roi à demander la main de Marie, fille de Claude de Lorraine, duc de Guise, catholique zélé. Cette alliance et le refus de Jacques V de le suivre dans la voie du schisme, irritèrent à tel point Henri VIII qu'il lui déclara la guerre. Le roi d'Écosse eut d'abord quelques succès; mais au moment d'entrer sur les terres de l'Angleterre, les seigneurs se mutinèrent et, plutôt que d'obéir à Sainclair qui avait le commandement de l'armée, ils se laissèrent prendre par les Anglais. Jacques V en conçut un vif chagrin qui accrut la mélancolie dans laquelle l'avait plongé la mort de ses deux fils en bas âge. Il mourut peu de temps après, âgé de trente et un ans (1543), ne laissant qu'une enfant au berceau. Cette enfant fut Marie Stuart, qui a légué au monde le souvenir de ses longues infortunes et de sa mort cruelle, comme pour offrir aux malheureux des motifs de résignation dans leurs souffrances. « Qui peut se plaindre en effet de sa mauvaise fortune en considérant le triste sort d'une femme qui naquit sur le trône et mourut sur un échafaud, victime des terreurs politiques d'une rivale odieuse que les Anglais regardent comme une grande reine, et qui ne fut qu'une femme sans mœurs, sans foi religieuse, sans loyauté, égoïste jusqu'au cynisme, vaine de sa beauté jusqu'à la petitesse, jalouse jusqu'à donner la mort à l'objet de sa haine (1). »

A la nouvelle de la mort de Jacques V, Henri VIII, dans le dessein de préparer la réunion de l'Écosse à l'Angleterre, proposa de fiancer la jeune princesse Marie à son fils Édouard. Les seigneurs écossais et le parlement, n'osant refuser, demandèrent un délai de dix années, pour gagner

(1) M. de Marlès, *Histoire d'Angleterre.*

le temps de résister à la colère du roi d'Angleterre. Le cardinal Béaton et le comte d'Arran, alors à la tête des affaires, décidèrent la reine-mère Marie de Guise à rompre cette convention presque immédiatement. Henri, cédant à son premier mouvement de fureur, déclara sur-le-champ la guerre et commença les hostilités. Les Anglais entrèrent en Écosse, brûlèrent Édimbourg; mais ils furent taillés en pièces à Acram-Moor (1544).

C'est alors que le comte de Lennox, allié des Anglais, épousa Marie Douglas, fille de Marguerite, la veuve de Jacques IV, et d'Angus qu'elle avait épousé en secondes noces. De ce mariage naquit Henri Darnley, à qui Marie Stuart accorda plus tard sa main.

En 1546, la paix fut signée avec l'Angleterre. Henri VIII mourut quelques mois après. Somerset, régent pendant la minorité d'Edouard VI, fit des tentatives dans le but d'obtenir Marie Stuart pour ce jeune prince. Les secours qu'il accorda vers le même temps aux rebelles et la victoire qu'il remporta à Penkey, irritèrent les Écossais, qui accordèrent aussitôt Marie au dauphin François, fils de Henri II. Après le départ de la reine, sa mère fut placée à la tête des affaires où elle montra autant de sagesse que de prudence. Elle s'appliqua surtout à combattre la réforme de Luther qui s'établissait en Angleterre sous la protection d'Édouard VI, et qui tentait de s'introduire en Écosse.

Cependant Marie Tudor avait succédé à Édouard, son frère de père, en 1553; mais son règne n'avait pas été assez long pour assurer le rétablissement du catholicisme en Angleterre. A sa mort (1558), le protestantisme remonta sur le trône avec sa sœur Élisabeth.

Tous les efforts de la régente d'Écosse ne purent préserver ce royaume des funestes doctrines qui bouleversaient l'Allemagne. Parmi ceux qui les embrassèrent était un fils naturel de Jacques V, Jacques Stuart, prieur de

Saint-André, plus connu sous le nom de comte de Murray. Destiné à l'état ecclésiastique, il fut des premiers à adopter le protestantisme, et il devint un des chefs les plus actifs de la *Congrégation* : on appelait ainsi l'association protestante. A la tête de cette association était l'énergumène Jean Knox, disciple de Calvin, qui, par ses prédications violentes, poussait le peuple aux derniers excès. Le cardinal-primat du royaume, Béaton, fut assassiné par un protestant, et la populace, exaltée par ce meurtre, détruisit l'église de Perth. Ce dernier exemple fut suivi sur plusieurs points du royaume, ce qui porta jusqu'au comble l'irritation des catholiques : la guerre civile était imminente. La congrégation ne se sentant pas assez forte pour résister aux troupes royales appela les Anglais, et ils s'emparèrent de la ville de Leith. La reine-mère fut alors contrainte de conclure avec les rebelles le traité d'Édimbourg par lequel ils obtinrent la liberté religieuse (1560). Encouragés par ce succès, ils recommencèrent bientôt les hostilités et proclamèrent la déchéance de la régente; elle mourut la même année. Les protestants s'emparèrent aussitôt du gouvernement, et le parlement décréta l'abolition de la religion catholique. Une sanglante persécution commença contre ceux qui refusaient d'embrasser le nouveau culte; et les plus horribles cruautés furent commises par ces prétendus défenseurs de la liberté évangélique, dont le premier acte fut la confiscation des biens ecclésiastiques.

Deux ans auparavant avait été célébré le mariage de Marie Stuart avec le dauphin François; c'est alors que Henri II, apprenant qu'Élisabeth s'intitulait reine d'Angleterre et de France, fit prendre à Marie Stuart le titre de reine d'Angleterre et d'Écosse, ce qui blessa profondément l'orgueil d'Élisabeth. En 1559 François II succéda à Henri II. Ce prince ne fit que poser la couronne sur sa

tête ; l'année suivante il mourut, et Marie de Guise le suivit de près dans le tombeau (1560). Marie Stuart était donc libre de répondre à l'appel de ses sujets, et d'aller ceindre cette couronne d'Écosse qui devait être si lourde.

La jeune veuve de François II quitta en pleurant le beau pays de France, et arriva heureusement à Leith (1561) malgré les vaisseaux anglais envoyés pour empêcher son retour. Sa jeunesse, sa beauté et sa grâce captivèrent bientôt les cœurs de ses sujets, en dépit de l'opposition farouche des puritains et de leur chef Knox. Marie n'avait point eu d'enfants de son premier mariage ; elle songea donc à contracter de nouveaux liens pour donner des héritiers au trône d'Écosse. Élisabeth, tout en paraissant encourager ses projets, mit tout en œuvre pour les traverser. Cependant la reine d'Écosse, croyant satisfaire à la fois les exigences de son peuple et de sa jalouse et perfide cousine, épousa le fils du comte de Lennox, Henri Stuart, comte de Darnley, enfant gâté, sot et orgueilleux jusqu'à la démence, et, sous l'influence de son père, capable de se porter aux dernières extrémités pour se rendre le maître. A cette nouvelle, Élisabeth laissant paraître toute la faiblesse d'une femme dévorée de jalousie, excita les seigneurs écossais à la révolte : à leur tête était Murray, le propre frère de Marie Stuart ; mais ils se dispersèrent, ne se voyant pas soutenus par le peuple qui avait voué une sorte de culte à sa jeune reine. Les principaux chefs se réfugièrent en Angleterre.

Ici commencent les malheurs de Marie Stuart. Pendant trois siècles la calomnie a cherché à obscurcir la vérité sur ce long drame, qui s'est poursuivi sans interruption de l'assassinat de Rizzio à l'échafaud de Fotheringay. Quand on le suit avec attention, on ne sait ce qui doit le plus étonner, de la persévérante trahison des lords écossais ou de l'odieuse méchanceté de la reine d'Angleterre et de

ses ministres (1). Depuis son retour en Écosse, Marie Stuart fut le jouet d'une trame dont Élisabeth tenait tous les fils, et qui fut conduite avec autant d'habileté que de perfidie, conspiration qui demeurera éternellement la honte de la noblesse écossaise.

Cependant Darnley délaissait sa jeune et belle épouse pour s'abandonner à tous les désordres. Ne pouvant obtenir le titre de roi qu'il ambitionnait, il s'entendit avec quelques seigneurs soudoyés par Élisabeth, sans s'apercevoir qu'il n'était que l'instrument de leurs passions, et il fit assassiner sous les yeux de Marie Stuart son secrétaire l'Italien Rizzio. Malgré ce crime et la conduite scandaleuse de Darnley, la reine refusa de demander son divorce ainsi qu'on le lui conseillait. Le comte de Bothwell, qui lui était resté fidèle, servant à son insu la reine d'Angleterre, organisa un complot avec quelques seigneurs pour briser les liens qui unissaient Marie à Darnley (1566). Ils exécutèrent leur criminel dessein au moment que ce prince, après une violente maladie, paraissait s'être réconcilié avec la reine. Les conspirateurs firent sauter le bâtiment qu'habitait Darnley, et son corps fut trouvé dans un verger voisin. On dit que ce prince avait été étranglé auparavant dans son lit, et que les auteurs du crime firent sauter la

(1) Le plus grand des ennemis de Marie Stuart, celui qui lui a fait le plus de mal, n'est pas, comme on le croit, la reine Élisabeth; c'est un bel esprit du temps, le protestant Buchanan, poëte vénal, caractère farouche, haineux, vindicatif. Il avait été le maître de latin de Marie, alors que, jeune fille, elle faisait l'ornement de la cour de Henri II, et il célébra son élève en beaux vers latins. Elle le sauva de la mort à laquelle l'avait exposé ses opinions religieuses, puis, en Écosse, où il la suivit, elle le combla de faveurs. Mais quand vint le malheur, il se mit du côté du plus fort, et, payé par Murray, il composa l'infâme pamphlet de la *Detectio*, dont il fit hommage à Élisabeth. Un savant historien (L. Viesener) vient de confondre cet odieux écrit et de réhabiliter Marie Stuart par une étude consciencieuse, une révision persévérante des pièces de son procès, dans un admirable ouvrage qu'il a publié sous le titre de *Marie Stuart et le comte de Bothwell.*

maison pour donner un autre cours aux suppositions.

On accusa Marie Stuart d'avoir pris part au meurtre de son époux : c'était la tactique de ses ennemis de la rendre méprisable pour s'en débarrasser plus facilement. Quant à Bothwell, sa passion pour la reine d'Écosse l'empêchait de voir qu'il était la dupe de ses complices qui se servaient de lui pour perdre la reine. Accusé du meurtre de Darnley, et n'ayant pour juges que ceux qui avaient commis le crime avec lui, il fut déclaré innocent. Les perfides lords, pour achever de perdre Marie Stuart, à la suite d'un repas dans la taverne d'un certain Anslie, signèrent un bond (acte) pour lui demander d'épouser Bothwell, lui représentant cette union comme le plus sûr moyen de satisfaire la nation. Marie résista longtemps. A la fin, vaincue par Bothwell, qui avait brusquement divorcé avec sa femme Jane Gordon, et qui s'était porté envers la reine aux derniers excès de la violence, elle consentit à lui donner sa main. C'était là que l'attendaient les perfides amis d'Élisabeth.

Aussitôt la noblesse prend les armes; Marie Stuart abandonnée de ses troupes, tombe au pouvoir des révoltés qui laissent fuir tranquillement Bothwell devenu inutile. La malheureuse reine fit son entrée à Édimbourg au milieu des huées de la populace, puis elle fut enfermée dans le château de Lochleven et traitée sans aucun égard. Murray fut le premier à se révolter contre sa sœur; et, lorsque la violence eut arraché à Marie son abdication (1567), il accepta la régence. Des amis de Marie ayant favorisé son évasion; elle vit ses sujets fidèles accourir en foule sous ses drapeaux; malheureusement son armée fut mise en déroute par les forces considérables du régent, et elle se retira en Angleterre.

Cependant Bothwell, après avoir erré pendant quelque temps dans la mer du Nord, mourut prisonnier

du roi de Danemark Frédéric II (1578). Avant de mourir, il déclara Marie Stuart innocente de toute complicité au meurtre de Darnley.

Élisabeth triompha en apprenant que sa rivale était entre ses mains ; elle la fit conduire au château de Bolton dans le comté d'York. Le régent Murray, le comte de Morton, et le comte de Lennox vinrent accuser leur reine à Westminster, et présentèrent, faute de véritables preuves, la correspondance supposée de Marie et de Bothwell, dont ils ne purent jamais montrer l'original. « Nous n'essaierons pas, dit un historien connu (1), de caractériser les procédés d'Élisabeth dans cette déplorable affaire; ils sont tellement en dehors du droit commun et du droit des gens, que nous ne saurions les qualifier autrement que d'exécrables attentats à tous les principes d'ordre public, de justice et d'humanité. » En dépit de tous les efforts et de la mauvaise foi des accusateurs et des juges, ce procès n'amena aucune découverte.

De retour en Écosse, le régent rendit inutiles quelques mouvements en faveur de Marie Stuart, en les dénonçant aussitôt à Élisabeth. Murray fut assassiné en 1569 par un ennemi personnel. Le comte de Lennox le remplaça dans la charge de régent. Peu d'hommes, même à cette époque, méritent autant la flétrissure que lui. La guerre civile ne tarda pas à éclater, tant au nom de la reine captive que de son fils Jacques VI, resté au pouvoir des Écossais. Deux hommes, Maitland de Lethington et Kirkaldy, jusque-là les principaux soutiens du parti du roi, se déclarèrent alors pour la reine, mais sans pouvoir la sauver. A Lennox, assassiné en 1571, succéda le comte de Mar, qui ne put rétablir la paix et mourut l'année suivante. La guerre continuait avec une férocité inouïe ; de part et d'autre les crimes

(1) M. de Marlès, *Histoire d'Angleterre.*

provoquaient les crimes, toujours suivis de cruelles représailles.

A la mort de Lennox, le parlement confia la régence au comte de Morton, homme de talent, dur et sanguinaire. Avec les secours qu'il reçut d'Élisabeth, il fit le siége d'Édimbourg où s'étaient enfermés Kirkaldy et les amis de Marie Stuart. Sur la promesse d'avoir la vie sauve, Kirkaldy se rendit; mais la reine d'Angleterre, au nom de laquelle la promesse avait été faite, fit livrer au bourreau tous les prisonniers. Maitland se donna lui-même la mort. Morton reconnut les services d'Élisabeth en lui livrant le comte de Northumberland, retenu en prison pour avoir tenté de délivrer Marie Stuart. Il fut décapité.

Pendant la paix qui suivit, l'avide régent s'occupa d'amasser des trésors par tous les moyens possibles. Après la confiscation et l'usurpation, il vendit sa faveur, il vendit la justice, il vendit toutes les charges au plus offrant, non au plus méritant. Le mépris public se manifesta contre Morton avec tant de force qu'il en fut effrayé et quitta la régence (1578).

Cependant Jacques VI ayant atteint sa quatorzième année, se mit à la tête des affaires. Aussitôt parut son caractère léger, mesquin et puéril; dominé par deux favoris, Jacques Stewart, qu'il créa comte d'Arran, et Stuart d'Aubigny, il les laissa intenter un procès à l'ex-régent Morton comme coupable de la mort de lord Darnley. Ce procès fut instruit sans aucun égard pour les formes de la justice : c'était ainsi que souvent il avait agi lui-même. Morton périt sur l'échafaud et ne fut pas regretté.

Les seigneurs se soulevèrent pour arracher Jacques VI à l'influence de ses favoris; d'Aubigny, devenu comte de Lennox, fut exilé et alla mourir en France; le comte d'Arran fut jeté en prison. Le roi, que les conjurés te-

naient dans une sorte de captivité, étant parvenu à s'échapper, réunit des troupes et battit l'armée des rebelles. D'Arran fut réintégré dans toutes ses charges. Une nouvelle révolte contraignit encore une fois Jacques VI d'éloigner son favori. En 1596, d'Arran fut tué par un parent du comte de Morton.

Pendant que Jacques VI était ainsi le jouet des grands et de ses favoris, Marie Stuart était toujours captive en Angleterre, où tous les efforts de ses amis pour la sauver tournaient à son malheur : chaque conspiration découverte amenait un redoublement de rigueur envers la malheureuse reine. Élisabeth fit paraître une proclamation déclarant digne de mort quiconque se croirait des droits à la couronne d'Angleterre et essaierait de les faire valoir; ceux en faveur de qui aurait lieu un complot ou une insurrection dans ce but devaient en être responsables. Cette loi était évidemment contre Marie Stuart. En effet, quelques lords catholiques écossais, excités perfidement par les ministres d'Élisabeth, ayant résolu de délivrer leur reine, furent trahis, arrêtés et condamnés à mort. Marie Stuart fut aussitôt mise en jugement en vertu de cette loi injuste. Élisabeth aurait bien voulu que la sentence prononcée contre la reine d'Écosse fut exécutée sans sa participation publique, mais elle ne put l'obtenir; et elle affecta de se faire faire un sorte de violence par le parlement avant de signer la mort de sa victime (1587).

Marie apprit cette fatale nouvelle avec une fermeté qui ne se démentit pas un instant. Elle ne reçut d'autres secours religieux que ceux qui lui furent apportés en secret par un envoyé de Pie V. Ses derniers moments furent employés à écrire de tendres adieux en France et à se préparer à la mort. Ses femmes l'accompagnèrent sur l'échafaud et lui rendirent les derniers devoirs. C'est au château de Fotheringay, dans le comté de Northamp-

ton, où elle avait été transférée, que Marie Stuart périt victime de la jalousie de sa cousine. Elle avait quarante-cinq ans. Ses talents et son esprit ne le cédaient en rien à sa beauté, ni sa bonté à sa fermeté. On ne peut lui reprocher que sa faiblesse; mais que pouvait-elle seule contre l'épouvantable complot qui l'a poursuivie depuis le jour où elle a remis le pied sur la terre d'Écosse, complot qui l'a enveloppée de rets invisibles que son âme confiante n'a jamais supposés? Ses ennemis ont plus fait que de la livrer à la cruelle Élisabeth, ils ont entassé sur sa mémoire les plus noires calomnies; ils ont jeté la boue sur son honneur, ils ont représenté ses malheurs comme un châtiment mérité, pour lui enlever, avec la compassion de ses contemporains, l'estime et l'admiration de l'histoire. Enfin la vérité a triomphé; et la noble figure de Marie Stuart, presque martyre, a été dégagée des mensonges des serviteurs vénals de la reine d'Angleterre.

Jacques VI, en apprenant la mort de sa mère, laissa d'abord éclater sa douleur; mais prévenu depuis longtemps contre elle, il reçut les prétendues excuses d'Élisabeth. Son règne fut fréquemment troublé par l'Église républicaine du royaume, dont les ministres soufflaient la révolte. La haine mutuelle de quelques grandes familles, l'esprit d'insubordination de la noblesse, étaient encore une cause permanente de désordre. Les efforts du roi, ses lois, ses menaces, ne réussissaient pas à calmer les passions haineuses qui agitaient le pays; il faillit même être victime d'une conjuration tramée par le fils du comte de Gowries, qui avait été condamné à mort pendant la minorité de ce prince.

Jacques VI se trouvant le seul héritier à la couronne d'Angleterre fut, à la mort d'Élisabeth, appelé au trône qu'elle avait occupée pendant près de cinquante ans: il prit alors le titre de Jacques Ier d'Angleterre (1603).

Autriche, Hongrie, Bohême, Transylvanie.

L'Autriche, depuis l'élection d'Albert II au trône impérial, avait toujours vu ses archiducs posséder le titre d'empereur, ce qui avait grandement accru la puissance de la famille autrichienne : mais sous Charles-Quint elle atteignit l'apogée de sa gloire. En 1521, ce prince céda à son frère Ferdinand plusieurs provinces et la possession entière de l'Autriche; dès lors cette famille se divisa en deux branches : la branche espagnole et la branche allemande.

Ladislas VI, le Posthume, régnait sur la Bohême depuis 1471, et sur la Hongrie depuis 1491, lorsque sa mort (1516) fit passer ces deux couronnes sur la tête de son fils Louis II, âgé de dix ans. Les factions troublèrent la minorité de ce prince, et attirèrent sur la Hongrie les armes du sultan Soliman II qui s'empara de Belgrade (1521). Cinq ans après, Soliman reparut de nouveau à la tête de deux cent mille hommes. Louis II, avec sa petite armée, affronta cette multitude et périt à la sanglante bataille de Mohacz (1526). La Hongrie fut ravagée par les Turcs qui emmenèrent plus de cent mille prisonniers. Avec Louis II finit la famille des Jagellons.

Un noble hongrois, Jean Zapoli, se présenta pour lui succéder; ses talents militaires, ses richesses, sa naissance, le firent accepter presque à l'unanimité, et il se fit couronner ; mais Ferdinand d'Autriche, beau-frère de Louis II, vint réclamer les armes à la main le trône de Hongrie que lui assuraient de précédents traités. Ayant été reconnu à la diète de Presbourg, il battit Zapoli qui appela Soliman. Les Turcs passèrent la Save, arrivèrent sans obstacle jusqu'à Bude, dont la trahison leur ouvrit les portes. Après avoir encore une fois parcouru et ravagé le

pays, Soliman, traînant à sa suite Zapoli, envahit l'Autriche et mit le siége devant Vienne. La courageuse résistance de la faible garnison l'ayant obligé de se retirer honteusement, il fit couronner Zapoli à Budo, puis le quitta pour aller recevoir la soumission volontaire du prince de Moldavie.

Brûlant d'effacer l'affront qu'il avait essuyé sous les murs de Vienne, le fier sultan ramena bientôt ses hordes innombrables sur les frontières de l'Autriche; mais huit cents hommes, dans la petite place mal fortifiée de Guntz, tinrent en échec les forces ottomanes, et donnèrent le temps à Charles-Quint d'accourir avec une armée. Cependant, au lieu de hasarder un combat, l'empereur resta sur la défensive, en attendant que sa flotte qu'il avait envoyée dans les Dardanelles forçât Soliman d'aller défendre sa capitale.

La lutte entre Ferdinand et Zapoli se prolongea jusqu'en 1536, qu'ils conclurent un accommodement. Zapoli devait conserver jusqu'à sa mort le titre de roi lequel reviendrait alors à Ferdinand d'Autriche. Mais, à la prière des Hongrois, Zapoli, s'étant marié, eut un fils qui vint au monde quinze jours avant la mort de son père (1540). Deux partis divisèrent alors la Hongrie; l'un, à la tête duquel était l'évêque Martinuzzi, tenait pour Jean-Sigismond, fils de Zapoli; l'autre pour Ferdinand, auquel le traité de 1536 assurait la succession au trône. Martinuzzi, pour assurer le triomphe du jeune roi, se jeta dans les bras de Soliman, tandis que Ferdinand offrait au sultan de tenir de lui la couronne. Soliman se déclara pour Jean-Sigismond. Lorsqu'il eut repoussé les Allemands, il attira dans son camp, sous prétexte d'une fête, le jeune roi, sa mère Isabelle et les chefs de la noblesse, puis il se saisit de la capitale, relégua Isabelle et son fils dans la Transylvanie qu'il leur assigna pour leur partage, et réunit la Hongrie à ses vastes États.

Ferdinand, après de vains efforts pour recouvrer la Hongrie, conclut une trève avec Soliman (1545) à la condition de lui payer un tribut.

Cependant Martinuzzi, tout à la fois tuteur du jeune Jean-Sigismond et régent de Transylvanie, devenait redoutable à la reine Isabelle et à quelques nobles; pour perdre le ministre, ils sollicitèrent l'appui de Soliman. Martinuzzi implora en même temps contre eux celui de Ferdinand. La reine, effrayée des armements de ce prince, lui céda la Transylvanie et les droits de Jean-Sigismond sur la Hongrie. Martinuzzi, nommé gouverneur de Transylvanie par Ferdinand, y fut assassiné en 1551. Sa mort fut le signal d'une révolution; le fils de Zapoli fut réintégré dans cette principauté sous la protection des Turcs, qui lui cédèrent une partie de la Hongrie. En 1559, Jean-Sigismond réclama de Ferdinand le titre de roi de Hongrie et la cession de quelques provinces; celui-ci lui répondit par une déclaration de guerre. Les hostilités durèrent cinq ans; les Turcs y prirent souvent part et perdirent plusieurs provinces de la Hongrie. Les deux rivaux conclurent enfin une trève (1562) dont Ferdinand ne vit pas la fin. Il mourut en 1563. Son fils aîné Maximilien II, qui lui succéda, avait déjà reçu le titre de roi de Bohême et de Hongrie.

Jean-Sigismond, toujours soutenu par les Turcs, ne cessait de guerroyer contre Maximilien. Cependant le nouveau sultan, Sélim II, ayant fait la paix avec l'empereur (1570), le fils de Zapoli fut forcé de poser les armes et de céder à Maximilien II ce qu'il possédait de la Hongrie. A la mort de Jean-Sigismond (1571), la diète de Transylvanie lui donna pour successeur, comme vaïvode, Étienne Bathori, noble hongrois; et quand ce prince fut appelé au trône de Pologne (1574), son frère Christophe le remplaça en Transylvanie.

Christophe mourut en 1582, laissant son jeune fils Sigismond sous la protection du sultan. Sigismond secoua le joug des Turcs ; et, pour les repousser de ses frontières, il fit alliance avec Rodolphe, fils et successeur de l'empereur Maximilien II. Plus tard, il céda la Transylvanie à Rodolphe (1602), et se retira en Bohême pour y vivre en simple particulier. Son oncle Étienne Boschkaï s'étant mis à la tête d'une révolte en Hongrie, vainquit l'empereur, qui lui abandonna la Transylvanie (1603).

Des dissensions ne tardèrent pas à s'élever entre l'empereur Rodolphe et son frère Mathias, prince aussi ambitieux qu'intrigant : l'empereur fut contraint de lui céder la Hongrie. Non content de cette couronne, Mathias aspirait à celle de Bohême ; après avoir essayé de la conquérir, il employa la ruse et la conspiration pour s'en emparer ; le malheureux Rodolphe, effrayé, abdiqua en faveur de son frère qui se fit couronner roi de Bohême (1611).

Naples et Sicile.

A Ferdinand II, mort en 1496, avait succédé son oncle Frédéric Ier, lorsque Louis XII, qui avait repris les projets de conquête de son prédécesseur, Charles VIII, entra en Italie, après avoir fait alliance avec le Pape et les Vénitiens. Une fois maître du Milanais, Louis XII s'entendit avec le roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, pour conquérir le royaume de Naples et la Sicile. Le malheureux Frédéric, trahi par les Espagnols sur lesquels il croyait pouvoir compter, se vit dépouiller de ses États, et vint mourir en France, tandis que son fils Ferdinand, vaincu après une héroïque résistance, était envoyé en Espagne pour y être tenu dans une étroite captivité.

Les Français et les Espagnols avaient conquis ensemble le royaume de Naples ; mais quand Louis XII en réclama

une partie à Ferdinand, celui-ci lui répondit par une déclaration de guerre. La perfidie espagnole, secondée par le climat et les maladies, rendit inutiles tous les efforts des Français. Louis XII fut donc contraint de rappeler d'Italie les débris de ses armées, et de conclure avec Ferdinand le traité de Blois (1505), en vertu duquel le roi d'Espagne, malgré sa vieillesse, épousa Germaine de Foix, nièce de Louis XII, qui apporta en dot ses droits sur Naples, tout en les réservant pour la France, dans le cas où Ferdinand mourrait avant elle sans lui laisser d'enfants.

Depuis lors le royaume de Naples, ainsi que la Sicile, compris dans la vaste monarchie espagnole, ne joue plus qu'un rôle secondaire; à la mort de Ferdinand, il passa sous la domination de son petit-fils Charles d'Autriche, plus tard Charles-Quint.

Pendant la seconde guerre de François Ier et de Charles-Quint, Lautrec, à la tête des Français, après avoir soumis une partie du Milanais, chassant les impériaux devant lui, entra dans le royaume de Naples dont il assiégea la capitale. La peste s'étant mise dans son armée, acheva ce que la trahison du génois Doria avait commencé. Les Français furent contraints de lever le siége; Lautrec mourut de la contagion, et un petit nombre de soldats revirent leur patrie. L'histoire du royaume de Naples n'offre aucun fait remarquable pendant tout le XVIe siècle qu'il resta au pouvoir des Espagnols.

Milanais.

A peine Louis XII était-il monté sur le trône de France (1498), qu'il voulut conquérir l'héritage de sa grand'mère Valentine Visconti, qui avait apporté en dot à Louis, duc d'Orléans, l'expectative du duché de Milan si la dy-

nastie des Visconti venait à s'éteindre dans la ligne masculine. Ludovic Sforze ou Louis le More, fils de François Sforze, alors grand-duc de Milan, était petit-fils, mais par sa mère, de Philippe Marie, dernier Visconti. Louis XII, se croyant donc en droit de réclamer l'héritage de cette famille ducale, hâta ses préparatifs de guerre et donna le commandement de ses troupes à Trivulce. Ludovic, effrayé de l'approche des Français, s'enfuit en Allemagne. Le Milanais ne put résister au roi de France, qui fut reçu à Milan comme un libérateur.

La mauvaise administration de Trivulce, que Louis XII avait laissé pour le remplacer, changea bientôt en haine ces heureuses dispositions, et Sforze fut rappelé par ceux qui avaient applaudi à son éloignement. Une nouvelle armée française, sous les ordres de la Trémouille, s'empara une seconde fois du Milanais (1500); Ludovic, arrêté au moment où il cherchait son salut dans la fuite, fut envoyé en France, et confiné au château de Loches où il mourut. Le cardinal Georges d'Amboise fut alors nommé gouverneur du Milanais et y fit aimer les Français. L'ambition de Louis XII le perdit. Pendant qu'il guerroyait pour conquérir le royaume de Naples, on commençait à le voir de mauvais œil en Italie, et le Pape Jules II, allié de Louis XII dans la ligue de Cambrai, armait maintenant contre lui la Sainte-Ligue (1510). Uni aux Vénitiens et aux Suisses, il replaça sur le trône ducal de Milan Maximilien Sforze, fils de Ludovic; vainement les Français reprirent-ils Gênes et Milan, leur défaite à Novare les força de repasser les monts (1513).

Louis XII mourut (1515) lorsqu'il songeait à reprendre le Milanais. Son successeur François Ier hérita de ses projets ambitieux. Dès la première année de son règne il franchit les Alpes et, à la célèbre journée de Marignan, il battit es Suisses enrôlés par Maximilien Sforze (1515).

Milan, abandonnée par ce prince, capitula, et le gouvernement en fut confié au connétable de Bourbon. Maximilien, après avoir cédé tous ses droits à François Ier, se retira en France où il finit ses jours.

Lorsque la guerre éclata entre François Ier et Charles-Quint en 1521, celui-ci résolut de rétablir à Milan François Sforze, second fils de Ludovic. Lautrec, alors gouverneur du Milanais, ne put résister; il fut chassé, et François Sforze reçut la couronne ducale. Les Français reprirent l'offensive. La fortune allait couronner leurs efforts, lorsque l'impatience des Suisses, en leur faisant perdre la bataille de la Bicoque, arrêta ces premiers succès.

Après la honteuse défection du connétable Charles de Bourbon, et l'inutile tentative de ce prince sur Marseille, François Ier envahit de nouveau le Milanais (1525); la capitale lui ouvrit ses portes, et tout le duché se soumit, excepté Pavie. C'est devant cette ville que le roi de France fut fait prisonnier par les Impériaux. Fatigué de sa dure captivité, François Ier signa le traité de Madrid, par lequel il abandonnait à l'empereur ses droits sur l'Italie. Mais tout à coup les choses changent de face, et les ennemis du roi de France se liguent avec lui contre Charles-Quint. A cette nouvelle, l'empereur se jette sur Milan qui s'est alliée aux Français; et pendant dix mois cette ville est la proie des Impériaux. La guerre devenue générale est enfin terminée par le traité de Cambrai (1529), qui assure le Milanais à Sforze moyennant une somme considérable payée à l'empereur.

La guerre venait de se rallumer entre François Ier et Charles-Quint, lorsque la mort de François Sforze, qui ne laissait pas d'héritiers, compliqua les difficultés. Le roi de France réclamait le duché de Milan qu'il n'avait cédé, disait-il, qu'à Sforze et à ses enfants; Charles-Quint, sans nier la justesse des prétentions de son rival, le réclamait aussi comme fief de l'empire; et à ce titre il s'en em-

para, grâce à la trahison du marquis de Saluces qui commandait les Français. François Ier se plaignit hautement de la conduite de l'empereur; cependant il se contenta de la promesse verbale de ce prince de lui restituer le Milanais, lorsqu'il lui accorda le passage dans ses États pour aller châtier les Gantois. Le manque de foi de Charles-Quint et l'assassinat de deux ambassadeurs français par le gouverneur de Milan, firent reprendre la guerre. Le comte d'Enghien, envoyé contre du Guast, remporta la brillante victoire de Cérisoles; ce glorieux fait d'armes allait ouvrir le Milanais aux Français, lorsque la nécessité des deux partis leur fit conclure une trève.

La guerre recommença en 1547, entre Charles-Quint et Henri II, fils et successeur de François Ier, qui s'était allié aux protestants pour conquérir le Milanais; mais la paix de Cateau-Cambrésis (1559) mit fin aux prétentions des rois de France sur l'Italie. Le duché de Milan ne fut plus dès lors qu'une province des États espagnols. En perdant sa nationalité, il perdit son histoire particulière.

Toscane.

Pendant les premières années des guerres qui désolèrent le nord de l'Italie, au commencement du XVIe siècle, Florence, tout en affectant une sorte de neutralité, s'était montrée l'alliée des Français, et avait ainsi irrité l'empereur Maximilien Ier. Celui-ci, pour s'en venger, résolut de rétablir les Médicis en Toscane. S'étant entendu avec les amis que ces princes conservaient à Florence, il engagea les Médicis, bannis depuis 1498, à demander d'être reçus comme simples citoyens; leurs partisans l'emportèrent et on le leur accorda. Bientôt, grâce à la protection impériale et à l'appui de leurs amis, ils reprirent la direction des affaires et furent replacés à la tête du gouvernement.

Cependant les Florentins, ne pouvant supporter le joug des Médicis, profitèrent des embarras de Clément VII (Jules de Médicis) pour les chasser de nouveau (1527). Mais lorsque le traité de Cambrai (1529) suspendit un instant les hostilités entre Charles-Quint et François Ier, l'empereur rétablit à main armée les Médicis à Florence. L'un d'eux, Alexandre, prit le titre de doge ou duc de la république. Il régna en tyran, et fut assassiné en 1537 par son cousin Laurent de Médicis. Alors le sénat donna le titre de doge à Cosme Ier, âgé de dix-sept ans, de la branche cadette des Médicis. Son gouvernement fut absolu et sévère ; il réprima les factions, et fut ainsi le bienfaiteur de Florence à laquelle il réunit Sienne. Cosme ayant perdu coup sur coup sa femme et deux enfants, abandonna une partie du gouvernement à François-Marie son fils aîné (1564). Il mourut dix ans après, avec le titre de *grand-duc* que lui avait donné le Pape Pie V en 1569.

Des conspirations inaugurèrent le règne de François-Marie, qui se fit mépriser par ses mœurs déréglées. Il mourut en 1587, laissant deux filles, dont l'une, Marie de Médicis, épousa Henri IV de France.

Son frère Ferdinand lui succéda. Comme il n'était que cardinal laïque, il déposa la pourpre romaine pour épouser Christine de Lorraine. Ce prince favorisa beaucoup le commerce qui apporta d'immenses richesses aux Florentins. A sa mort (1609), son fils Cosme II hérita de ses titres et de son autorité et rendit la Toscane heureuse. Son règne est sans intérêt. Il mourut en 1611.

Gênes.

Au commencement du XVIe siècle, Gênes, que François Sforze, duc de Milan, avait acquise de Louis XI vers la fin du siècle précédent, passa trois fois, par suite des guerres

et des traités, de la domination française à l'indépendance, et de l'indépendance à la domination française. En 1528, le génois André Doria, alors au service de la France, mécontent de François Ier, se tourna contre lui; et, après avoir secouru Naples que Lautrec assiégeait au nom de ce prince, il revint affranchir Gênes du joug des Français. Doria se fit alors le législateur de sa patrie; il réforma la constitution vicieuse de la république, créa deux sénats, et au-dessus un doge, élu seulement pour deux ans. La paix dont jouissait Gênes sous son autorité, fut troublée un moment par une révolte qu'avait excitée la jalousie d'une famille rivale des Doria. Le neveu d'André Doria, auquel celui-ci, à cause de son grand âge, laissait une partie du gouvernement, fut assassiné. Les rebelles allaient triompher, lorsque la mort de leur chef Jean-Louis de Fiesque, comte de Lavagne, les dispersa. Plusieurs furent bannis, d'autres condamnés à mort, et tout rentra dans l'ordre. André Doria conserva l'autorité souveraine jusqu'à la fin. Il termina sa carrière en 1560, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Les dissensions ayant recommencé à Gênes, don Juan d'Autriche conçut un instant l'espoir de s'emparer de cette ville; mais Grégoire XIII arrêta ses projets ambitieux en prenant la république sous la protection du Saint-Siége. Pour réconcilier les factions, le Pape, d'accord avec l'empereur, modifia la constitution donnée par André Doria, ce qui rétablit le calme et procura aux Génois plus d'un demi-siècle de paix intérieure.

En 1566, Gênes perdit l'île de Scio que Soliman lui nleva. Elle faillit perdre aussi l'île de Corse, où les Français avaient été introduits par san Piétro, originaire de cette île et ennemi des Génois; mais ils l'évacuèrent en vertu du traité de Cateau-Cambrésis. San Piétro y excita, cinq ans après, une révolution dans laquelle il périt. Son fils

Alphonse d'Ornano y conserva une certaine autorité jusqu'en 1568 qu'il en fut chassé par Georges Doria. Ornano se réfugia en France, où il rendit de grands services à la royauté pendant les guerres civiles.

Parme et Plaisance.

Parme et Plaisance firent partie du Milanais jusqu'aux guerres des Français en Italie. Quand le Pape Jules II forma la Sainte-Ligue contre la France (1511) et fit rendre le Milanais aux Sforze, ces deux petits États furent donnés au Saint-Siége. François Ier les annexa de nouveau au Milanais lorsqu'il fit la conquête de ce duché au début de son règne. La paix de 1530, entre Charles-Quint et le Pape Clément VII, les réunit une seconde fois aux États de l'Église. Paul III obtint du Sacré-Collége de les ériger en duchés, et de les céder comme fiefs à son fils Louis Farnèse (1545). Ce prince ne sut pas se concilier l'affection de ses sujets; il fut assassiné. Fernand de Gonzague, gouverneur du Milanais, s'empara aussitôt de Plaisance au nom de Charles-Quint; mais Octave, fils de Louis Farnèse, qui avait épousé Marguerite d'Autriche, fille naturelle de Charles-Quint, se maintint à Parme, grâce aux secours que la France lui envoya.

Philippe II, roi d'Espagne, pour le détacher du parti de la France qu'il avait embrassé, lui rendit Plaisance. Octave Farnèse mourut en 1686. Alexandre, son fils, un des plus grands capitaines de ce siècle, lui succéda. Nommé gouverneur-général des Pays-Bas, mais toujours à la tête des troupes espagnoles, il ne put gouverner par lui-même. Il succomba aux blessures qu'il avait reçues en France dans une escarmouche, à la suite de deux brillantes campagnes contre Henri IV, que les ligueurs n'avaient pas encore reconnu pour roi (1592).

Son fils, le sombre et soupçonneux Rainuce, se maintint par la terreur. Plusieurs conspirations troublèrent son règne et furent sévèrement punies. Il eut pour successeur son fils Édouard (1622).

Venise.

Pendant longtemps Venise s'était contentée de dominer sur les mers; une loi défendait même à ses citoyens d'acquérir aucune propriété sur le continent, de peur que d'autres intérêts ne les détournassent de la marine. Mais peu à peu la puissante république avait mis en oubli cette loi pour s'étendre aux dépens de ses voisins; et, en retour des services rendus, ou à prix d'argent, elle avait obtenu plusieurs villes importantes en Italie. Les souverains, dont la puissance rencontrait partout celle de Venise, s'inquiétèrent de l'agrandissement de cette république et, par la ligue de Cambrai, le Pape Jules II, Louis XII de France, Ferdinand d'Espagne, et l'empereur Maximilien Ier, s'unirent pour lui enlever les villes dont elle s'était emparée sur le continent. Venise ayant vainement essayé de conjurer l'orage, réunit une nombreuse armée; mais elle fut vaincue par Louis XII à la bataille d'Agnadel (1509), ce qui permit aux princes confédérés de recouvrer leurs possessions. Tous se retirèrent successivement de la ligue lorsqu'ils furent satisfaits; aussi Maximilien, resté bientôt seul à lutter contre Venise, fut-il contraint de lever le siége de Padoue qu'il avait entrepris.

Délivrée de tous ses ennemis, la république voulut se venger des petits princes de l'Italie qui s'étaient armés contre elle avec les grandes puissances alliées, mais elle essuya plusieurs échecs. Lorsque Venise se fut réconciliée avec Jules II, les choses changèrent de face; et ce fut la France qui eut à soutenir le choc des Vénitiens, des

Suisses et du Pape, unis sous le nom de Sainte-Ligue (1510). Depuis cette époque, Venise, occupée contre les Turcs, ne prit qu'une part indirecte aux querelles de la France et de l'empire. Deux guerres sanglantes contre toutes les forces des Ottomans, lui firent perdre les îles de Scyros, de Pathmos, de Stampalia, de Paros, de Chypre. Forcée alors de s'allier à la maison d'Autriche pour se défendre contre un ennemi commun, la république resta pour ainsi dire éclipsée jusqu'à la fin du XVIe siècle.

Modène, Ferrare, Reggio.

Il est nécessaire de dire un mot de quelques petits États du nord de l'Italie, qui se trouvèrent mêlés aux querelles de leurs puissants voisins, pendant la première moitié du XVIe siècle.

Alphonse Ier d'Este, duc de Modène, de Ferrare et de Reggio, avait épousé Lucrèce Borgia, fille de Rodrigue Borgia (Alexandre VI). A la sollicitation du Pape Jules II, il entra dans la ligue de Cambrai ; mais plus tard il eut de vifs démêlés avec ce Pontife et avec son successeur Léon X. Allié de François Ier dans les premières guerres de ce prince contre Charles-Quint, Alphonse tomba sous la domination espagnole. Quatre ans après, Hercule II succéda à son père Alphonse Ier d'Este. Comme il avait épousé Renée, fille de Louis XII, il se crut assez fort pour secouer le joug de Charles-Quint; il se trompait. Son fils Alphonse II resta soumis à l'Espagne. Ce prince protégea les lettres et s'entoura de littérateurs; sa magnificence obligea de doubler les impôts de ses trois duchés. Il mourut sans enfants, désignant pour son successeur son neveu César d'Este (1597), malgré le statut de Pie V qui défendait d'inféoder les États réversibles au Saint-Siége. Clément VIII soutint ses droits les armes à la main; César, impuissant à se défendre, ne se réserva, par le traité de

1598, que les alleux de ses ancêtres. Retiré à Modène, il y mourut en 1628.

Savoie.

Philibert II monta sur le trône de Savoie à la mort de son père (1497). Après avoir aidé Louis XII à conquérir le Milanais, il eut la sagesse de se tenir à l'écart des guerres et des troubles qui désolèrent l'Italie, et se rendit ainsi cher à ses sujets dont il fit le bonheur. Son frère Charles III lui succéda en 1504; mais il ne sut pas se maintenir en paix au milieu de commotions qui agitaient les États voisins; et, selon que son intérêt l'y poussait, il prit parti tantôt pour la France, tantôt pour l'empire, dans les guerres excitées par la rivalité de ces deux puissances. Il n'en était pas moins dépouillé de la plus grande partie de ses États lorsqu'il mourut en 1553.

Malgré les services que son fils Emmanuel-Philibert avait rendus à Charles-Quint en commandant ses armées, l'empereur ne lui fit pas rendre, par la paix de Cateau-Cambrésis, tout ce qu'il avait perdu. En 1562 Charles IX, roi de France, restitua à Philibert les places fortes qu'il occupait dans le Piémont. Depuis cette époque, la maison de Savoie s'éleva et se fortifia au milieu de la décadence générale des autres États de l'Italie. Philibert avait épousé Marguerite, sœur d'Henri II, roi de France. Ce prince doit être regardé comme le fondateur de la monarchie et de la puissance piémontaises; car, si ses ancêtres avaient accru leurs possessions par des alliances, il les assura contre la domination étrangère par des institutions militaires, qui lui donnaient les moyens de rassembler promptement une armée en cas de besoin.

(1580.) Son fils Charles-Emmanuel lui succéda en 1580. Son mariage avec l'infante Catherine, fille de Philippe II d'Espagne, l'entraîna dans la politique de ce prince. Pro-

fitant de ce que la France était désolée par les guerres de religion, Charles-Emmanuel fit une invasion en Dauphiné, et disputa un moment au maréchal de Lesdiguières la possession de cette province, ainsi que celle de la Provence. Après la mort de Henri III, il porta même ses vues sur le trône de France comme fils de Marguerite, tante de ce prince. Les succès et la conversion d'Henri IV renversèrent ses projets ambitieux.

Le traité de Vervins, entre Henri IV et Philippe II, que Charles-Emmanuel signa, laissa subsister un différend entre ce prince et le roi de France sur la possession du marquisat de Saluces. La famille des marquis de ce nom s'étant éteinte sous François Ier, le duc de Savoie s'était emparé de ce petit État; cet acte arbitraire avait donné lieu à de fréquentes réclamations, perdues au milieu du bruit des armes. Une guerre de quelques mois amena un traité, par lequel Charles-Emmanuel céda Gex, le Valromey et le Bugey à la France, et retint le marquisat de Saluces (1601).

Le duc de Savoie réunissait les talents du politique à ceux du guerrier; mais son ambition et sa mauvaise foi lui attirèrent la haine de ses voisins. Il essaya vainement de s'emparer de Genève, de l'île de Chypre et de Gênes, puis en 1610 il s'allia avec Henri IV contre l'Espagne. La mort du roi de France porta un coup terrible à son ambition.

Suisse.

Pendant les longues guerres de l'empire, de la France et de l'Italie, les Suisses se vendirent toujours au plus offrant, et souvent aux deux partis ennemis à la fois. Mais comme ils se battaient pour de l'argent, s'ils étaient mal payés, ils se tournaient contre leurs alliés.

Louis XII de France se les étant aliénés par le refus d'augmenter leur paie, ils entrèrent contre lui au service

du Pape Jules II dans la Sainte-Ligue, et vinrent renforcer son armée sous les ordres de Mathieu Scheiner, évêque de Sion. Les Suisses contribuèrent beaucoup aux désastres des Français en Italie. Plus tard, vaincus à Marignan (1515), ils firent la paix avec François Ier et depuis lors restèrent ses alliés fidèles. Les guerres continuelles de ce prince en firent périr un si grand nombre, qu'ils se dégoûtèrent peu à peu de l'Italie justement appelée *le tombeau des Suisses.*

Vers 1516, un curé de Glaris, nommé Zwingle, se mit à enseigner que l'Évangile doit être la seule règle de la foi, puis il chassa Bernardin-Samson, envoyé par Léon X pour prêcher les indulgences. Peu à peu le novateur s'enhardit, attaqua les dogmes de l'Église romaine, et proscrivit l'Eucharistie, les images et toutes les cérémonies extérieures. Le canton de Zurich fut le premier qui embrassa la *religion évangélique*, c'était le nom que Zwingle donnait à son nouveau culte. Cette réforme désunit les cantons. Bâle, Schaffouse, Berne, suivirent l'exemple de Zurich. Luther venait de paraître; mais comme sa doctrine différait en quelques points de celle de Zwingle, les deux novateurs donnèrent le spectacle des plus grossières et des plus scandaleuses discussions. Les anabaptistes, chassés de l'Allemagne, s'étant réfugiés en Suisse, y augmentèrent les désordres. Bientôt les cantons de croyances opposées prirent les armes; et ils allaient en venir aux mains près de Cappel (canton de Zurich), lorsque le landmann (magistrat) de Glaris leur fit conclure un traité de paix, appelé *première paix de religion en Suisse* (1529).

La discorde ne tarda pas à rallumer la guerre, et Zwingle périt dans un premier combat, qui fut à l'avantage des catholiques. Les réformés ayant été battus une seconde fois, signèrent la paix dite *paix nationale*. Le parti catholique comprenait alors le canton de Zug, celui d'Uri, de

Schwitz, d'Untervalden, de Lucerne, de Soleure et de Fribourg, une partie du canton de Glaris, de celui d'Appenzell, et le Valais tout entier. Le parti protestant comptait les cantons de Bâle, de Berne, de Zurich et de Schaffouse, avec quelques districts de ceux de Glaris et d'Appenzell.

La ville de Genève, avec le titre de ville impériale, était alors soumise au domaine direct de ses évêques, sous la suzeraineté des ducs de Savoie dont elle était voisine : c'était du reste une véritable république, troublée par des divisions sans cesse renaissantes, et gouvernée par des syndics et un conseil choisis par le peuple. Vers 1528, Guillaume Farel, venu de France, y enseigna les doctrines de Luther avec succès, ce qui acheva de jeter le désordre dans les esprits. Charles III, duc de Savoie, tenta inutilement de rétablir le calme dans cette turbulente république et d'y faire reconnaître son autorité. C'est alors que Calvin, chassé de France, vint y prêcher ses erreurs. S'étant brouillé avec les luthériens, il fut obligé de quitter Genève; mais ses amis le firent rappeler, et il y devint tout-puissant. Il abolit le luthéranisme, auquel il substitua sa religion sombre, intolérante, ennemie de tout plaisir. Calvin maintint la paix à Genève par son despotisme, tandis qu'il fomentait les troubles religieux de la France. Il mourut en 1564.

La guerre civile et religieuse désola les cantons pendant tout le XVIe siècle, malgré les paix apparentes qu'on signait chaque jour. La ville de Genève, pour échapper au ressentiment du duc de Savoie, dont elle avait secoué l'autorité, s'unit à la Suisse en 1581.

Charles Borromée, archevêque de Milan, employa tout son pouvoir et surtout toute son influence à combattre la réforme dans la Suisse. En 1586, il parvint à réunir les cantons catholiques, qui jurèrent une alliance sous le nom

de *Ligue d'or;* mais il ne put empêcher les haines religieuses de s'envenimer chaque jour. Les protestants offraient leurs secours aux princes étrangers de leur communion, et les catholiques aux catholiques. Le duc de Savoie Charles-Emmanuel, crut le moment favorable pour s'emparer de Genève, et il tenta de s'en rendre maître par surprise; il échoua et fut obligé de reconnaître par un traité l'indépendance de cette ville (1603).

Pologne, Livonie, Lithuanie.

Sigismond Ier, qui monta sur le trône de Pologne en 1506, était, comme les deux rois ses prédécesseurs, fils de Casimir IV Jagellon. Il eut quelques guerres à soutenir contre la Russie et les Tartares de la Crimée; son général Ostrowsky fut presque toujours victorieux. En 1519, Albert de Brandebourg, grand maître de l'ordre Teutonique, ayant refusé l'hommage stipulé par la paix de Thorn, il s'en suivit une guerre malheureuse pour le grand-maître. Néanmoins Sigismond le reconnut peu de temps après comme duc héréditaire de la Prusse et vassal de la Pologne.

La réforme s'introduisit de bonne heure en Pologne et y porta, comme partout, des fruits de trouble et de révolte. Sigismond la combattit avec toute son autorité; malgré ses efforts et le zèle de quelques prélats, le protestantisme, soutenu par les premiers seigneurs du royaume, pénétra dans plusieurs grandes villes, telles que Dantzig, Thorn et Elbing, où le culte catholique ne fut plus que toléré. La division religieuse que le protestantisme opéra dans la population, dont une partie resta fermement attachée au catholicisme, affaiblit la nationalité polonaise, et prépara la décadence politique de la Pologne.

Sous Sigismond II, fils et successeur de Sigismond Ier, une foule de sectes, venues à la suite du protestantisme

que ce prince favorisait, mirent le comble à l'anarchie.

La Livonie était alors gouvernée par les chevaliers de l'ordre Porte-Glaive, autrefois appelés les Frères de la milice du Christ, sous la dépendance de l'ordre Teutonique. Le grand-maître Walter de Plattemberg, profitant de la détresse de l'ordre Teutonique, avait, en 1520, racheté son indépendance et celle de son ordre, sauf la formalité d'hommage au grand-maître Teutonique. Sous Sigismond II, pour obtenir des secours contre les Russes qui le menaçaient, Gothard Kettler, alors grand-maître des chevaliers Porte-Glaive, plaça la Livonie sous la suzeraineté de la Pologne, à la condition que tous les ordres de l'État conserveraient leurs priviléges, et que la confession d'Augsbourg serait maintenue (1561). Le czar Ivan IV s'empara de la Livonie en 1564. Quant à la Lithuanie, Sigismond mit la dernière main à sa réunion avec la Pologne, en renonçant, pour lui et sa famille, à ses droits personnels sur ce duché (1569). Il mourut en 1572.

La race des Jagellons s'étant éteinte avec Sigismond II, le trône de Pologne devint purement électif. Le roi, de son vivant, ne pouvait désigner son successeur; les États jouissaient seuls du droit d'élire le souverain. La noblesse polonaise, qui était très-nombreuse, se rendait en armes et à cheval aux diètes d'élections, dans un camp près de Varsovie. Une fois le roi élu, on lui faisait jurer les conditions sous lesquelles le trône lui était déféré.

Plusieurs concurrents s'étaient présentés à la mort de Sigismond pour obtenir la couronne; Henri, duc d'Anjou, frère de Charles IX, roi de France, l'emporta. Il n'arriva en Pologne qu'en 1574, et presque aussitôt il apprit la mort de Charles IX. Comme il aimait moins les Polonais qu'il n'en était aimé, il voulut prévenir toute opposition, et s'évada la nuit pour aller recueillir l'héritage de son frère. Les sollicitations des Polonais ne purent le décider à

revenir parmi eux. Après bien des hésitations et des discussions, la diète élut Étienne Bathori, vaïvode de Transylvanie (1575). Prince guerrier, il reprit la Livonie aux Russes, vainquit les Tartares qui ravageaient les frontières de la Pologne, puis il mit tous ses soins à discipliner les Cosaques, auxquels il donna un territoire sur les bords du Dniéper. Bathori protégea les lettres, fonda l'université de Wilna (1579) et encouragea le zèle du clergé à combattre le protestantisme. Il mourut en 1586, après un règne glorieux.

On élut à sa place Sigismond III, fils de Jean III, roi de Suède, en même temps qu'une faction proclamait l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur Rodolphe II. On prit les armes de part et d'autre, Maximilien fut vaincu et fait prisonnier. L'année suivante, il se désista de ses prétentions au trône de Pologne (1589) pour recouvrer la liberté. A la mort de Jean III, Sigismond fit de vains efforts pour placer sur sa tête la couronne de Suède : son oncle Charles IX la lui enleva. La guerre continua pendant trente ans entre la Suède et la Pologne ; elle fut terminée par un armistice entre Gustave-Adolphe, fils et successeur de Charles IX, et Sigismond, qui renonça solennellement à tous ses droits sur le trône de Suède.

Sigismond profita de l'anarchie qui désola la Russie au commencement du XVIIe siècle, pour entrer dans cette contrée avec une armée et pénétrer jusqu'à Moscou. Son fils, que les Russes avaient appelé pour régner sur eux, ne put se maintenir sur le trône ; Sigismond conserva cependant les provinces de Nowgorod et de Smolensk qu'il avait conquises. Il termina son long règne en 1632.

Prusse.

Depuis la paix de Thorn (1466), la Prusse était sous la dépendance de la Pologne, lorsque le grand-maître de

l'ordre Teutonique, Albert de Brandebourg, refusa l'hommage promis. Aussitôt la guerre éclata entre la Prusse et la Pologne; elle se prolongea jusqu'à ce que Albert, ayant été vaincu, se soumit. Par le traité de Cracovie, en 1525, Sigismond Ier lui céda, sous la suzeraineté de la Pologne, la Prusse teutonique, comme duché séculier et fief héréditaire dans sa famille, ce qui l'enlevait à l'ordre.

Tout à coup on apprit qu'Albert venait d'embrasser la réforme et d'épouser une fille de Frédéric Ier, roi de Danemark (1526). L'ordre Teutonique, ainsi trahi après avoir été dépouillé, se retira en Franconie, pendant qu'Albert en confisquait tous les biens, et proscrivait la religion catholique de ses États. Les dignitaires de l'ordre nommèrent un autre grand-maître, protestant hautement contre l'apostasie et les actes d'Albert. Celui-ci fut mis au ban de l'empire par Charles-Quint; mais les menaces de l'empereur restèrent sans effet au milieu de l'anarchie luthérienne de l'Allemagne.

Albert se montra très-intolérant pour les différentes sectes, nées du protestantisme, qui tâchaient de s'introduire en Prusse, et il exclut des charges publiques et des universités ceux qui les embrassaient. C'est à lui qu'on doit l'académie de Kœnisberg dont on fit plus tard une université. Tombé sous le joug de la noblesse, Albert de Brandebourg mourut en 1568. Le long règne de son fils Albert-Frédéric n'offre rien de remarquable : il se termina en 1618. Comme Albert-Frédéric ne laissait point d'héritiers mâles, son gendre, Jean Sigismond de Brandebourg, d'une autre branche, monta sur le trône de Prusse.

Suède, Danemark et Norvége.

A la mort de Sten-Sture Ier (1503), la Suède était restée sous le gouvernement de Svante-Nilson-Sture; ce prince

continua la guerre contre le Danemark qui ne voulait pas renoncer à ses prétentions sur la Suède. Svante-Sture étant mort en 1512, les États lui donnèrent pour successeur, comme régent, son fils Sten-Sture II, dans le même temps que Christian II succédait à son père Jean II en Danemark et en Norvége.

Christian II, qui songeait à reprendre la guerre contre la Suède, épousa Élisabeth, sœur de Charles-Quint, pour se fortifier par cette alliance. Deux partis divisaient la Suède : l'un, ayant à sa tête Gustave Troll, archevêque d'Upsal, tenait pour Christian II ; l'autre, contrairement à l'union de Calmar, voulait un roi particulier. L'administrateur ou régent, Sten-Sture, fit arrêter le prélat et raser son château. Christian II saisit le prétexte de l'excommunication qu'il avait, disait-il, obtenue de Léon X contre les persécuteurs de l'archevêque, pour déclarer la guerre aux Suédois. A la tête d'une flotte nombreuse, il assiége Stockholm ; quand la ville fut réduite aux abois, il feignit de vouloir parler de paix, et demanda des otages avant d'entrer seul dans la ville; mais à peine les eut-il obtenus, qu'il leva l'ancre et partit pour le Danemark. Bientôt il reparut en Suède avec une armée; l'administrateur fut tué en le combattant, et la victoire resta aux Danois. Christian, maître de Stockholm (1520), fit proclamer la paix; puis lorsqu'il crut son pouvoir affermi, il prétendit justifier ses vengeances et les cruautés qu'il méditait, en les présentant comme le châtiment des persécuteurs de l'archevêque d'Upsal. Un grand nombre d'évêques et de seigneurs furent mis à mort le même jour, entre autres le père de Gustave Wasa, un des otages emmenés en Danemark. Les exécutions continuèrent pendant plusieurs jours, et plus de six cents personnes périrent par la main du bourreau.

Cependant Gustave Wasa s'était enfui, et, déguisé en paysan, il avait pénétré en Suède : c'est là qu'il apprit la

mort de son père. Dès lors il rêva la vengeance et peut-être la couronne, comme cousin du dernier administrateur. Ses premiers efforts pour exciter un soulèvement furent inutiles; poursuivi par ses ennemis, qui avaient mis sa tête à prix, il erra dans les montagnes où il était entouré de dangers. Enfin, il parvient à réunir deux cents dalécarliens catholiques (1521), et, avec eux, il s'empare des provinces du nord. Ses succès font accourir les populations sous ses étendards; bientôt tout le pays lui est soumis, à l'exception d'Abo, de Calmar et de Stockholm.

Pendant que ces événements se passaient en Suède, Christian, malgré son zèle apparent pour le catholicisme, inclinait à la réforme, et demandait un prédicant luthérien auquel il assignait une église de Copenhague. Peu de temps après, il enleva l'île de Bornholm à l'archevêque de Lunden qui la possédait en toute propriété, et remplaça ce prélat par son barbier; puis, l'année suivante, il fit pendre et brûler ce nouvel évêque. Excédés des ordonnances et des exécutions tyranniques de Christian II, si justement surnommé le Néron du Nord, la noblesse danoise et le clergé renoncèrent à son obéissance (1523). Parmi les griefs qu'ils alléguaient pour justifier leur révolte, était, en première ligne, l'introduction du protestantisme en Danemark. Christian effrayé n'essaya pas même de résister; il s'enfuit dans les Pays-Bas, pendant que les Danois donnaient la couronne à son oncle Frédéric Ier, duc de Holstein. Cet événement hâta la délivrance des Suédois. Frédéric Ier ayant renoncé pour lui et ses successeurs à ses droits sur la Suède, les États de ce royaume proclamèrent Gustave Wasa.

Suède seule.

(1523). Après son élection, Gustave se rendit à Stockholm. On s'attendait à son couronnement; mais son am-

bition et sa politique le lui firent différer. Il voulait auparavant affermir son autorité en détruisant celle du clergé, et refaire ses finances en s'emparant de ses biens. Imbu des principes de Luther, il accueillit les prédicateurs de sa doctrine, et fit d'Olaüs, le plus ardent adepte du protestantisme, son secrétaire d'État. Bientôt Gustave se jeta dans les mesures violentes; il confisqua les dîmes ecclésiastiques (1526), fit mettre à mort les évêques qui protestaient contre de tels actes, et supprima plusieurs couvents, entre autres celui de Wadstena, dont les religieuses moururent héroïquement pour la foi.

A la diète de Westeras (1527), Gustave feignit d'abdiquer parce qu'on lui refusait de nouvelles spoliations des biens de l'Église; mais ce n'était qu'une ridicule comédie pour arriver à ses fins. Tous les monastères furent donc supprimés, et leurs richesses grossirent le trésor royal. Les constitutions de Westeras remplacèrent en Suède le culte catholique par le luthéranisme, et le roi fut investi de la suprématie ecclésiastique. Ces innovations religieuses soulevèrent des révoltes dans la Dalécarlie; Gustave, pour apaiser les mécontents, leur promit de faire droit à leur demande; quand ils eurent déposé les armes, il les fit massacrer, oubliant qu'il leur devait la couronne (1528).

Ne voyant plus d'ennemis autour de lui, Gustave se fit couronner. Spoliateur du clergé, il le devint bientôt de la noblesse, puis du peuple qu'il accabla d'impôts.

Libre au dedans où tout tremblait devant lui, Gustave changea la législation, l'éducation et les mœurs de ses sujets. Il mourut en 1560, laissant trois fils et des richesses immenses, fruits de ses spoliations. A la diète d'Œrebro (1540), il avait fait reconnaître l'hérédité de la couronne dans sa famille.

Le protestantisme anéantit en Suède toutes les libertés et franchises du peuple, qui furent confisquées au profit

de l'autorité royale, comme les richesses ecclésiastiques l'avaient été par le roi.

Éric IV, l'aîné des fils de Gustave Wasa, lui succéda. Le titre qu'il prit de roi de Suède, de Danemark et de Norwége, irrita Frédéric II, qui régnait en Danemark et qui lui déclara la guerre ; Éric, vainqueur sur mer, fut battu sur le continent. Cependant le jeune roi se rendait odieux à ses sujets par ses cruautés ; se croyant menacé par une conspiration de la noblesse, il fit mettre à la torture et exécuter un grand nombre de seigneurs : Éric en tua plusieurs de sa propre main et fit emprisonner son frère Jean. Celui-ci ayant recouvré la liberté, s'entendit avec son autre frère, Charles, prince actif et ambitieux ; ils convoquèrent la noblesse qui prononça la déchéance d'Éric IV et proclama Jean III (1569). L'année suivante, Jean III termina par le traité de Stettin la guerre que la Suède et le Danemark se faisaient depuis le commencement du règne d'Éric IV : ce traité assura l'indépendance de la Suède.

Jean III, ramené à la foi catholique par sa femme Catherine, princesse polonaise, fit une tentative pour la rétablir en Suède; il ne rencontra d'opposition que de la part de son frère Charles. Mais Catherine étant morte (1583), Jean III épousa une noble suédoise, protestante obstinée, qui lui fit abandonner le projet de restaurer le catholicisme dans ses États.

En 1580, Jean III s'était uni à Étienne Bathori, roi de Pologne, contre les Russes qui s'étaient emparés de la Livonie en 1564 ; trois ans après, les Polonais ayant traité séparément avec le czar, la Suède supporta seule le poids de la guerre. Elle continua jusqu'en 1595, qu'elle fut terminée par la paix de Narva. Jean III ne la vit pas conclure ; il était mort en 1592.

Son fils Sigismond, qui avait été appelé au trône de

Pologne depuis l'an 1587, fut proclamé en Suède ; mais son oncle Charles profita de son absence pour s'emparer du gouvernement et convoqua un synode à Upsal, où il promit le maintien de la confession d'Augsbourg. Sigismond n'en fut pas moins couronné à Stockholm (1592). Après plusieurs années de guerre civile et d'intrigues, Charles supplanta son neveu qui était retourné en Pologne, et il se fit reconnaître roi de Suède sous le nom de Charles IX (1604).

Danemark et Norvége (suite).

(1523.) Lorsque Frédéric Ier, duc de Holstein, fut appelé à remplacer son neveu Christian II sur le trône de Danemark, il jura de conserver la foi catholique, quoiqu'il fût luthérien dans le cœur. A la diète d'Odensée (1527), Frédéric se déclara ouvertement pour la réforme, décréta la liberté de conscience, abolit le célibat ecclésiastique et défendit toute relation avec Rome. Le peuple, mécontent de ces innovations religieuses, prit parti pour Christian II dont il ignorait l'apostasie et qui, n'ayant en réalité d'autre religion que celle qui servait ses intérêts, accourut en promettant de maintenir la religion catholique. Charles-Quint lui fournit une armée pour lui aider à remonter sur le trône de Danemark. Christian n'en fut pas moins vaincu, et il se rendit, après avoir reçu la promesse de pouvoir retourner librement en Norvége (1532). Contre la foi de ses serments, Frédéric le fit jeter dans un cachot.

Tranquille possesseur du trône, ce prince s'imposa sans peine à la Norvége à laquelle il laissa, avec le titre de royaume, ses lois et ses assemblées nationales ; mais il y introduisit perfidement le protestantisme, en remplaçant les évêques fidèles par des apostats. Le peuple, ainsi trompé, se trouva protestant sans s'en douter.

A la mort de Frédéric Ier, les catholiques refusèrent de reconnaître son fils Christian III (1533), qui avait embrassé la religion réformée, et l'avait introduite dans les duchés de Holstein et de Schleswig, dont il avait eu le gouvernement pendant le règne de son frère. Christophe, duc d'Odembourg, essaya de profiter de ces divisions pour s'emparer du trône de Danemark; mais la noblesse protestante se déclara pour Christian III qui se rendit maître de Copenhague (1534).

Son premier soin fut de proscrire la religion catholique et de confisquer les biens du clergé; les évêques et les prêtres fidèles furent cruellement persécutés. Dans l'Islande, qui dépendait du Danemark, le peuple résista pendant dix ans à tous les efforts de Christian III pour lui faire embrasser le protestantisme : à la fin, le roi envoya des troupes dans l'île, fit massacrer l'évêque d'Arasan dont la présence encourageait la résistance des catholiques, et l'erreur fut imposée aux Islandais par la force brutale.

L'introduction du protestantisme dans les États du Nord fut tout au profit de la noblesse, qui s'enrichit des dépouilles de l'Église, et dont la puissance n'eut plus le contrepoids de celles des évêques : la liberté du peuple en reçut une forte atteinte.

Frédéric II succéda sans opposition à son père Christian III (1559), et déclara la guerre à Éric IV, roi de Suède, qui prenait le titre de roi de Danemark et de Norvége; les hostilités se prolongèrent pendant dix ans, mêlées de revers et de succès. Le traité de Stettin y mit fin (1570) : la Suède fut définitivement séparée du Danemark qui resta uni à la Norvége jusqu'en 1814. Frédéric II employa les loisirs de la paix à de sages et utiles réformes dans toutes les branches de l'administration, et en particulier dans les finances. Le célèbre astronome Tycho-Brahé jouissait de toutes les faveurs de ce prince.

Christian IV, fils de Frédéric II, quoique âgé de onze ans seulement, fut reconnu roi de Danemark et de Norvége à la mort de son père (1588). Son long règne appartient plus au XVIIe siècle qu'au XVIe, avec lequel se termina sa minorité qui fut heureuse et tranquille.

Russie.

(1505.) Wassileï IV succéda à son père Ivan III sur le trône de Russie; il fortifia son autorité à l'intérieur par des mesures sévères, soumit par les armes la république de Pskoff, les principautés de Riaizan, de Séverie, et s'empara de Smolensk sur les Polonais. Les Tartares de Kasan ayant voulu secouer le joug des Russes, Wassileï les vainquit après une longue guerre où il se déshonora par ses perfidies et ses cruautés. Ce prince mourut en 1532. Son despotisme avait préparé les voies à la tyrannie de son fils Ivan IV, qu'il laissait, âgé de trois ans, sous la tutelle de sa veuve Hélène et d'un conseil.

Une mauvaise éducation corrompit les heureuses dispositions du jeune Ivan. Ses oncles, les frères Glinsky, et les princes Chiouskoï, troublèrent sa minorité par leur ambition; mais la régente punit sévèrement les révoltes qu'ils avaient excitées. Elle mourut, dit-on, empoisonnée. Ivan n'avait que sept ans. Dès sa quatorzième année, il déclara vouloir régner seul. L'exil ou la mort de ceux dont il avait eu à se plaindre auparavant furent les premiers actes de sa puissance. L'influence de sa femme Anastasie, fille d'un boïar (seigneur), adoucit son humeur farouche, et, pendant treize ans, il gouverna son peuple avec équité et justice; il fit de sages lois, abolit le duel judiciaire, fit fleurir les arts et les lettres, fonda des écoles, protégea le commerce, et fit des guerres heureuses contre les tribus tartares qui occupaient les frontières. Ivan dut

en partie ses succès à la création de la milice permanente des strélitz, qu'il arma de fusils (l'arc était la seule arme des Russes.) Vers la même époque, les Cosaques du Don se mirent sous la protection de la Russie; on les laissa choisir leurs chefs et on leur accorda plusieurs priviléges. Ceux de Kasan, au contraire, qui essayèrent de secouer le joug, furent à peu près anéantis (1552). En 1554, le czar s'empara de la ville d'Astrakhan.

Après la mort d'Anastasie, arrivée en 1560, Ivan devint cruel et débauché; et ce que l'histoire raconte des Néron et des Caligula n'approche pas des excès de ce prince. Il s'était entouré d'une garde de 6,000 hommes chargés de ses exécutions sanglantes; lui-même se complaisait à faire l'office de bourreau et à torturer ses victimes. 60,000 habitants de Novgorod furent massacrés par l'ordre du czar, parce qu'il soupçonnait cette ville de vouloir se donner à la Pologne. Il exerça encore d'horribles cruautés contre plusieurs autres grandes cités, qu'il croyait également favorables aux étrangers.

Ivan IV convoitait la Livonie, possédée autrefois par les ducs de Russie. Les Livoniens effrayés se jetèrent dans les bras de la Pologne, mais ils ne purent résister; la Livonie fut conquise malgré les secours de la Suède et de Sigismond II, roi de Pologne, à qui les chevaliers Porte-glaive avaient cédé tous leurs droits sur cette contrée. Les Tartares de Crimée, ayant pénétré en Russie, brûlèrent Moscou en 1571; Ivan les repoussa, puis fit la paix avec eux. Une trève de trois ans avec la Pologne permit au czar de tourner toutes ses forces contre la Suède. Étienne Bathori, élu roi de Pologne en 1575, reprit bientôt la guerre et enleva la Livonie à Ivan IV. Ses revers achevèrent d'aigrir son humeur; dans un accès de colère le czar tua son fils aîné de ses propres mains, après quoi il se livra au plus violent désespoir. Son long règne ne servit qu'à

multiplier les victimes de ses fureurs. Ivan IV, surnommé le Terrible, mourut en 1584.

Vers la fin de son règne, la Sibérie avait été découverte par un chef d'aventuriers cosaques, qui s'empara de Sibir, la capitale de ce pays, et en fit hommage à Ivan IV. Le czar y envoya des troupes en 1583.

Féodor Iwanowitsch succéda à son père Ivan IV; prince faible de corps et d'esprit, il abandonna le gouvernement à son favori Boris Goudonoff, son beau-frère. Boris aspirait au trône; pour se frayer le chemin, il fit assassiner Dimitri, frère unique du czar. Sous son administration, la Russie respira et eut quelques années de paix. Le traité de Narva, conclu avec la Suède (1595), termina la guerre commencée sous le règne précédent, et assura la Carélie et l'Ingrie à la Russie.

Sous le règne de Féodor, l'Église russe se déclara indépendante de celle de Constantinople, en refusant de reconnaître l'autorité du patriarche grec. Dès lors la Russie eut un patriarche particulier.

Avec Féodor Iwanowitsch finit la dynastie de Rurik, après avoir occupé le trône de Russie pendant près de huit siècles (1598).

Turquie.

Sélim Ier, prince énergique mais cruel, devenu maître du trône de Constantinople par le meurtre de son père Bajazet, fit tuer ses deux frères Achmet et Corcud. Ses deux neveux, les fils d'Achmet, pour éviter le même sort se réfugièrent, l'un en Perse, l'autre en Égypte. Ce fut pour le sultan un prétexte de guerre. Il envahit d'abord la Perse. Cette contrée, ainsi que la Médie, la Mésopotamie, la Syrie, l'Arménie, obéissait à un descendant d'Ali, nommé Ismaïl, qui avait fondé la dynastie des Sophis.

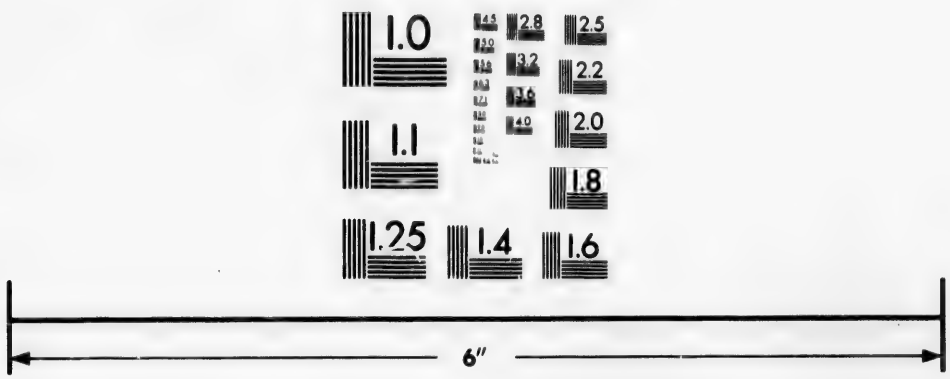
Avant de marcher à l'ennemi, Sélim fit massacrer dans un même jour 40,000 de ses sujets appartenant à la secte des Schiites (partisans d'Ali), et ordonna de mettre à mort tous les chrétiens de son empire. Ceux-ci, prévenus à temps, firent valoir auprès du divan (1) les concessions qu'ils tenaient de Mahomet II, et furent sauvés. La guerre fut cruelle; Sélim, vainqueur des Perses (1516), n'osa pénétrer dans leur empire, et dut se contenter d'avoir soumis les contrées situées entre l'Euphrate et le Tigre; ses soldats gorgés de butin, mais mourants de faim, refusèrent d'aller plus loin.

L'Égypte avait aussi donné asile à un des fils d'Achmet. Sélim déclara la guerre au soudan Kansoul-el-Gaury, auquel obéissaient les Mamelouks. Trahi par ses officiers, le soudan perdit dans la première bataille le trône et la vie. Alep et Damas ouvrirent leurs portes au vainqueur. Après une seconde bataille près de Gaza, les Mamelouks se rallièrent à peu de distance du Caire, pour essayer de fermer l'entrée de l'Égypte aux Turcs. Ils firent vainement des prodiges de valeur; repoussés dans la capitale, ils se défendirent avec un courage digne d'un meilleur sort; se voyant perdus, ils prirent la fuite. Sélim, maître du Caire, fit égorger sous ses yeux ou jeter dans le Nil vingt mille Mamelouks. Ainsi finit ce corps redoutable qui avait été une véritable puissance en Égypte, de 1250 à 1517. Le sultan trouva au Caire un fantôme de calife établi par les Mamelouks, et qui lui remit, avec l'étendard du prophète, les clés d'un temple révéré de la Mecque. Plusieurs tribus de l'Arabie se soumirent à Sélim. Ce prince méditait de nouvelles conquêtes quand la mort le frappa.

(1520.) Soliman II, fils de Sélim Ier, lui succéda la même année que Charles-Quint ceignait la couronne im-

(1) Conseil du sultan.

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

périale. Ce prince se distingua toujours par sa bravoure personnelle et sa générosité, qui ne fut que rarement démentie par quelques actes de cruauté, mais son ambition était extrême.

Le règne de Soliman n'a été qu'une longue expédition militaire, divisée en treize campagnes, où il fut toujours à la tête de ses armées. A peine sur le trône, il tourna ses regards vers l'Europe, déchirée par les guerres et les factions religieuses. Un de ses ambassadeurs ayant été maltraité en Hongrie, où régnait Louis II au milieu des orages d'une minorité malheureuse, il déclara la guerre à ce jeune prince et vint assiéger Belgrade, dont il s'empara malgré la courageuse défense des assiégés. Content de s'être ainsi ouvert la porte de l'Europe sur le continent, Soliman voulut s'assurer la domination sur la Méditerranée en détruisant Rhodes, le refuge de tous les vaisseaux chrétiens armés contre les Turcs.

Cette île était possédée, depuis l'an 1310, par les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Soliman y envoya deux cent mille hommes sous le commandement de Moustapha, son beau-frère. Villiers de l'Ile Adam, grand-maître de l'ordre, n'avait que six mille soldats et six cents chevaliers. L'île de Candie seule envoya trois cents hommes aux Rhodiens menacés (1522). Rien n'est plus héroïque que la belle défense de cette poignée de braves. Rhodes allait être sauvée, lorsqu'arriva le sultan. Le siége durait depuis six mois; la ville n'était plus qu'un monceau de cendres, et l'Ile Adam résistait toujours. Vaincu par les prières du clergé, il consentit enfin à une capitulation, qui assurait la liberté et la vie des habitants et le respect des églises. Soliman ne put refuser ses éloges au grand-maître qu'il avait désiré voir; et lorsqu'il prit possesion de son palais : *Ce n'est pas sans quelque peine,* dit-il à un de ses généraux, *que j'oblige ce chrétien, à son âge, de sortir de*

sa maison. Villiers de l'Ile-Adam abandonna Rhodes. Plus tard (1530) il se retira dans l'île de Malte que Charles-Quint donna aux chevaliers.

En 1526 Soliman envahit de nouveau la Hongrie, gagna la bataille de Mohacz où périt Louis II, et qui coûta la vie ou la liberté à plus de cent mille Hongrois, puis il reprit le chemin de ses États, après avoir livré au pillage Bude et plusieurs autres villes. Obligé de lever le siége de Vienne en 1529, il fut consolé de cet échec par la soumission volontaire de Pierre Raresh, prince de Moldavie, qui se reconnut tributaire à la condition de conserver sa religion. Le sultan saisit le premier prétexte pour dépouiller Raresh de ses États qu'il réunit à la Turquie.

Après Louis II qui ne laissait pas de postérité, Soliman se déclara pour Jean Zapoli de Transylvanie, et le couronna lui-même.

Le sultan brûlait d'effacer l'affront qu'il avait reçu sous les murs de Vienne; aussi, dès 1531, reparut-il sur les rives du Danube avec trois cent mille hommes. L'héroïque défense du lieutenant de Ferdinand d'Autriche, Juritsi, qui, avec huit cents hommes seulement, arrêta Soliman devant Gunz, bicoque en ruine, amena une courte trève. Pour témoigner son admiration à Juritsi, le sultan envoya des Turcs relever les murs de Gunz. Cependant Charles-Quint, à la tête d'une nombreuse armée, s'avançait à la rencontre de Soliman; mais ces deux princes, craignant également d'engager le combat, se retirèrent, après s'être observés quelque temps.

Le génois André Doria s'étant emparé de Coron et de Patras en Morée, Soliman reprit les armes. Dans cette nouvelle guerre, le sultan fut puissamment aidé par Barberouse, célèbre aventurier qu'il avait fait roi. Chérédin Barberousse, fils d'un portier, s'était fait corsaire avec son frère Horuc. Enrichis par leurs brigandages, ils s'empa-

rèrent traitreusement d'Alger, dont le roi Eutémi les avait appelés contre les Espagnols. Le roi de Tlécem fut également renversé. Horuc régna sur ces deux royaumes; et, à sa mort, il fut remplacé par Barberousse, qui se mit sous la protection de Soliman: le sultan lui confia le commandement de la flotte ottomane. Mulley-Assan, que le meurtre de son père et de quarante-quatre de ses frères avait élevé sur le trône de Tunis, ayant été chassé de ses États par Barberousse, appelé comme allié, demanda du secours à Charles-Quint (1535). L'empereur vint lui-même le replacer sur le trône, après avoir vaincu Barberousse dans plusieurs combats, délivré des milliers de chrétiens, et reçu la soumission de Mulley-Assan. Il fut moins heureux en 1541, dans une tentative contre Alger; la tempête rendit son expédition inutile en faisant périr sa flotte.

Pendant que Charles-Quint allait secourir le roi de Tunis en 1535, Soliman, par les conseils de son visir Ibrahim, déclarait la guerre à la Perse, et s'emparait rapidement de Tauris et de Bagdad. Ibrahim, fier de la faveur du sultan, ne mit plus de bornes à son orgueil; mais Soliman, effrayé de l'ambition de son vizir, et sans égard pour les services qu'il en avait reçus, le fit étrangler dans le sérail (1536).

(1537.) Après la guerre de Perse, Soliman, allié à François Ier contre Charles-Quint, ravagea par ses vaisseaux les côtes de l'Italie et de l'Espagne, puis il chargea Barberousse de la guerre de Venise. Le corsaire s'empara de plusieurs îles de l'Archipel, mais il échoua devant Corfoue. Vers le même temps, le sultan envoya des troupes pour s'opposer aux progrès des Portugais sur les côtes de l'Arabie : les Turcs s'y rendirent maîtres des royaumes d'Aden et de Sébid. Cependant les Vénitiens battus à Prévésa, près d'Actium, furent obligés d'acheter la paix par

la cession de presque toutes leurs possessions dans l'Archipel.

La joie de ces succès fut troublée par des fléaux terribles (1539) : la peste et l'incendie désolèrent Constantinople. La nécessité de réparer ces désastres interrompit un moment les travaux guerriers du sultan. Dès l'année suivante, la mort de Zapoli le rappela en Hongrie. Après avoir pris sous sa protection le fils de ce prince, il le dépouilla perfidement de ses États : cette expédition accrut sa puissance, mais souilla sa gloire.

Vers le même temps, les flottes ottomanes, toujours au service des Français contre Charles-Quint, aidèrent le comte d'Enghien à prendre Nice. En 1540, Soliman conclut une trève de cinq ans avec Ferdinand d'Autriche, qui consentit à lui payer un honteux tribut pour n'être pas inquiété dans ses possessions voisines de celles des Turcs.

Cependant Soliman qui faisait tout trembler, tremblait lui-même devant la sultane Roxelane. Il en avait trois fils et lui avait donné le titre d'épouse légitime. Se croyant toute-puissante, la sultane résolut la perte d'un autre fils de Soliman, nommé Mustapha, et, dans ce but, elle s'entendit avec le grand vizir Rustem, son gendre. Pour rendre Mustapha odieux au sultan, ils excitèrent sa jalousie en vantant sans cesse le jeune prince, puis ils feignirent d'avoir découvert un complot en sa faveur (1548). Soliman irrité le fit étrangler par quatre muets. Un des fils de Roxelane, Zéangir, en mourut de chagrin. Roxelane songeait à se débarrasser de Sélim, son fils aîné, pour assurer le trône à Bajazet, qu'elle préférait, lorsqu'elle mourut en 1460. Bajazet, privé de sa mère qui lui avait promis la couronne, prit les armes contre son père. Soliman le battit, et l'ayant obtenu du shah de Perse, près duquel il s'était réfugié, il le fit étrangler avec ses quatre fils (1561).

La même année, une flotte ottomane commandée par Piali Pacha, surprit une flotte espagnole, s'en empara et réduisit en esclavage tous les chrétiens qu'elle portait. Un vaisseau de Soliman fut, peu de temps après, saisi par des galères chrétiennes, comme il allait faire le commerce à Venise. Pour se venger, le sultan fit serment de détruire Malte : une armée et une flotte furent donc envoyées contre cette île, où Jean de la Valette avait succédé à Villiers de l'Ile-Adam dans la dignité de grand-maître. Les Turcs, après un siége de cinq mois qui leur avait coûté trente mille hommes, furent obligés de se retirer devant la défense de Jean de la Valette, digne émule des l'Ile-Adam et des d'Aubusson (1565).

Soliman se vengea de cet échec sur la Hongrie. Pour ramener la victoire sous ses drapeaux, il se remit à la tête de ses troupes et alla assiéger Zigeth (1566). Le comte Zriny qui commandait la place jura de mourir plutôt que de se rendre : la garnison fit le même serment. Ils tinrent tous parole : quatre Hongrois survécurent seuls. Pendant que les défenseurs de Zigeth s'immortalisaient par un glorieux trépas, le fier sultan expirait dans sa tente des suites d'un accès de fureur que lui avait causé leur résistance.

Contemporain de Charles-Quint et de François Ier, Soliman ne leur fut point inférieur comme guerrier. Ses nombreuses expéditions militaires ne l'empêchèrent pas de mettre de l'ordre dans toutes les parties de l'administration. On remarque dans les lois qu'il fit pour régir ses vastes États, que tout crime peut être racheté avec de l'or. Le long règne de Soliman est la période la plus brillante de l'empire turc-ottoman.

Soliman II laissa le trône à son fils Sélim II, avare et cruel. Le nouveau sultan se hâta de conclure une trève de huit ans avec l'empereur Maximilien II, pour aller sou-

mettre les Arabes qui venaient de se révolter; il fit ensuite la guerre à la Perse; cette guerre fut sans résultat. L'année suivante (1569), le renégat Piali Pacha attaqua l'île de Chypre qui appartenait aux Vénitiens; Nicosie et Famagouste étaient les seules villes de l'île en état de résister. Nicosie emportée d'assaut fut livrée à toute la fureur des soldats, puis brûlée. Famagouste capitula; mais, contre la foi des traités, une partie des habitants furent réduits en captivité, le reste fut massacré. Le gouverneur Bragadino, qui avait dirigé la défense et soutenu le courage des assiégés, fut écorché vif : il mourut en héros chrétien (1570).

Cependant l'Espagne et Venise, alarmées des progrès des Turcs, formèrent contre eux une ligue dont le Pape Pie V fut l'âme. Une flotte nombreuse, sous la conduite de don Juan d'Autriche, et accompagnée des vœux du saint Pape, alla chercher celle des infidèles. Les deux flottes se rencontrèrent vers le golfe de Lépante (à l'ouest de la Grèce). Alors s'engagea la plus grande bataille navale qui se fut donnée depuis celle d'Actium. Don Juan remporta une victoire complète et détruisit la flotte turque (1571). Dix mille chrétiens délivrés de leurs fers allèrent publier dans toute l'Europe la gloire de cette journée. Depuis lors les Turcs cessèrent de faire trembler la chrétienté.

La dispersion des alliés permit à Sélim d'armer une nouvelle flotte, et d'obtenir des Vénitiens une paix avantageuse. Don Juan s'empara un moment de Tunis et du port de la Goulette; mais les Turcs les reprirent bientôt.

Sélim mourut la même année (1574), laissant pour lui succéder son fils Amurat III. Le premier acte de ce prince fut le meurtre de ses cinq frères dont l'aîné n'avait pas huit ans. Cruel mais faible, il céda bientôt à tous les caprices des janissaires, qui se révoltèrent dix fois sous son règne.

En 1578, Amurat entreprit contre la Perse une guerre qui dura douze ans et se termina par un traité avantageux aux Turcs. A la mort d'Amurat (1595), son fils aîné, Mahomet III, suivant l'exemple de son père, fit étrangler ses dix-neuf frères. Vers la fin du règne précédent, la guerre avait recommencé avec la Hongrie qui avait refusé le tribut imposé par Soliman ; Mahomet la poursuivit d'abord par ses généraux. En 1596 il alla lui-même investir Erlau ; la ville fut prise après un siége meurtrier. Ce succès ne mit pas fin aux hostilités.

Mahomet III mourut en 1603. Son fils Achmet Ier lui succéda ; il avait à peine quinze ans. La décadence de l'empire ottoman avait commencé avec Sélim II ; ses faibles successeurs n'étaient pas capables de l'arrêter.

Colonies portugaises

DANS LES INDES ORIENTALES

Pendant que les Espagnols affermissaient leur domination en Amérique, les Portugais continuaient à s'étendre dans les Indes orientales. Pedro-Alvarez Cabral découvrit et soumit la côte du Malabar, où le commerce portugais eut dès lors tous les priviléges. Tout à coup la guerre éclata entre les rois indigènes qui s'étaient soumis au roi de Portugal, et ceux qui avaient conservé leur indépendance. Cette guerre arrêta les progrès des Portugais. Cependant les expéditions se succédaient rapidement ; mais, tandis que le plus grand nombre se précipitaient aux Indes pour amasser des richesses, d'autres quittaient tout pour porter aux habitants de ces contrées lointaines la connaissance de la vérité. François-Xavier, par dix années de travaux apostoliques, ouvrit aux Jésuites ces admirables missions qui s'étendirent bientôt jusque dans le Japon et la Chine.

Alphonse d'Albukerque se distingua entre tous ceux

auxquels on confia la conduite de ces expéditions périlleuses (1504). Il venait de soumettre le roi d'Ormuz, lorsqu'il fut nommé pour succéder, dans la vice-royauté de l'Inde, à Almeida que ses exactions ou celles de ses employés avaient rendu odieux (1509). Le nouveau vice-roi s'empara de Calicut et de Goa, où il fixa sa résidence. Malaca ne put lui résister. Le gouvernement de ce vice-roi est l'époque la plus brillante de la domination portugaise; elle s'étendait alors de l'Indus au golfe persique et au golfe arabique, ainsi que sur toutes les côtes à l'ouest et à l'est de l'Afrique. La vice-royauté d'Albuquerque fut remplie de faits si prodigieux, si impossibles naturellement, qu'il faut, comme il le faisait lui-même, en rapporter toute la gloire à Dieu. Il eut le sort de la plupart des grands hommes; après avoir conquis d'immenses contrées pour sa patrie, et avoir établi partout, au milieu de difficultés inouïes, l'ordre, la paix, la religion, il fut calomnié, et mourut à Goa dans la disgrâce de son souverain (1515).

En 1517, les Portugais firent une expédition en Chine. Quelques années plus tard, ils établirent des relations avec le Japon, riche en mines d'or, d'argent, et de cuivre.

Malgré ces sources de richesse, la décadence des colonies portugaises se manifesta aussitôt après la disgrâce d'Albuquerque. La première cause de cette décadence était l'autorité arbitraire des vice-rois, qui ne songeaient qu'à s'enrichir pendant les trois années qu'ils gardaient le pouvoir. En second lieu, leurs exactions, leur dureté, excitaient souvent des insurrections, des massacres qui ébranlaient la domination portugaise. Une autre cause de ruine pour le gouvernement du Portugal dans l'Inde, était l'étendue du territoire conquis, étendue telle, qu'il eût fallu, pour maintenir la population indigène, des forces plus considérables que celles dont il pouvait disposer.

Mais ce qui, plus que tout le reste, précipita la décadence des magnifiques colonies du Portugal, fut la démoralisation et le luxe des Portugais établis dans l'Inde.

En 1538, la métropole, effrayée du désordre qui régnait dans les colonies, à l'entretien desquelles ne suffisaient pas les tributs énormes de plus de cent cinquante princes de l'Orient, envoya Vasco de Gama pour rétablir l'ordre; malheureusement il mourut en arrivant. Jean de Castro, pendant qu'il exerça la vice-royauté dans l'Inde, fit de louables, mais inutiles efforts, pour ranimer le génie belliqueux des Portugais. Louis d'Ataïde, nommé vice-roi en 1568, déploya une habileté égale aux obstacles qu'il avait à vaincre. A la gloire des armes, il joignit celle d'un bon gouvernement; il combattit les vices des Portugais, réprima les abus, et fit sentir partout son autorité. Après lui, rien n'arrêta plus la chute de la grandeur portugaise dans l'Inde.

Lorsque le Portugal passa sous la domination espagnole en 1580, plusieurs Portugais se firent pirates, ou se déclarèrent indépendants dans les établissements dont ils étaient gouverneurs. C'est vers la même époque que commencèrent les querelles entre les Portugais et les Hollandais, dont les vaisseaux se rencontrèrent dans les mers des Indes.

Colonies portugaises

EN AMÉRIQUE.

Les découvertes de Christophe Colomb donnèrent un nouvel élan à l'ardeur des Portugais pour les expéditions lointaines; mais toutes leurs pensées étaient encore tournées vers l'Inde, lorsque Alvarez Cabral, s'étant égaré en s'éloignant des côtes de l'Afrique, aborda au Brésil dont il prit possession au nom du roi de Portugal. Les Portugais n'y ayant pas trouvé d'or, négligèrent cette contrée habi-

tée par un peuple anthropophage et courageux, et ils se contentèrent d'y exporter les malfaiteurs et les Juifs dont on voulait se débarrasser. Cependant vers l'an 1500, on comprit l'importance que le Brésil pouvait acquérir; et, pour en faire une colonie, on y envoya des troupes qui triomphèrent des naturels. En 1540 on jeta les fondations de San-Salvador. Les Brésiliens, d'abord vendus comme esclaves et condamnés au travail, se crurent affranchis par les lois de Sébastien, roi de Portugal, de Philippe II, roi d'Espagne et de son fils Philippe III; mais, à cette distance de la métropole, ces lois destinées à arrêter la barbarie des colons, restèrent souvent sans effet. Le christianisme fit plus pour eux que le gouvernement; ses missionnaires adoucirent peu à peu le naturel sauvage des Brésiliens et en firent des hommes et des fils de l'Église.

Colonies espagnoles

EN AMÉRIQUE.

Pendant quelques années, les Espagnols, au lieu de courir à de nouvelles découvertes, donnèrent tous leurs soins à leur colonie d'Hispaniola (Saint Domingue, Haïti); Ovando y gouverna les Espagnols avec justice et sagesse, en même temps qu'il traitait les naturels avec une sévérité barbare, les réduisant en esclavage, et les forçant au travail à coups de fouets. Vainement Isabelle réclama-t-elle contre ces excès, son autorité ne put qu'adoucir un moment le sort des Indiens; aussi la population diminua rapidement : en moins de quinze ans, d'un million, elle fut réduite à soixante mille.

En 1508, don Diégo, fils aîné de Christophe Colomb, remplaça Ovando à Hispaniola. Les efforts qu'il fit pour repeupler la colonie de naturels amenés des îles voisines n'eurent aucun résultat. Cependant les missionnaires qui avaient suivi les Espagnols, s'élevaient avec force contre la

manière cruelle dont les naturels étaient traités. Parmi eux se firent surtout remarquer les Dominicains. L'un d'eux, Montésino, ayant réclamé avec fermeté contre certaines mesures des Espagnols, fut accusé auprès de Ferdinand ; aussitôt il passa la mer pour se justifier, et fit connaître à ce prince la conduite inhumaine de ses officiers. Les ordonnances qu'il en obtint en faveur des naturels ne furent point exécutées. Au premier rang de ces héros de la charité, il faut citer Las Casas, évêque dominicain, qui consacra sa vie à la conversion et au soulagement des malheureux Indiens. Il traversa douze fois l'Océan pour aller faire entendre à l'Espagne les cris de ses frères opprimés en Amérique. Il mourut en 1566, après avoir passé cinquante ans dans le Nouveau-Monde. C'est à tort qu'on l'a accusé d'avoir introduit dans les colonies espagnoles la traite des noirs; elle y était connue avant lui, et avait été établie comme un moyen de soulager les indigènes dans des travaux auxquels ils n'étaient pas accoutumés. Las Casas avait reçu de Ximénès, régent de Castille, le glorieux titre de *Protecteur des Indes*.

Dès l'année 1508, les Espagnols avaient repris leurs voyages de découvertes. Juan Ponce de Léon pénétra dans l'île de Porto-Rico, dont la population, réduite en esclavage, fut bientôt anéantie. Juan Diaz de Solis et Yanez Pinson découvrirent le Yucatan; Nugnez de Balboa, fonda une colonie vers le golfe de Darien.

Vélasquez fut chargé en 1511 d'une expédition contre l'île de Cuba. Le cacique Hatuey lui opposa une vive résistance; vaincu et fait prisonnier, il fut condamné à mort. Comme un missionnaire s'efforçait de le convertir en lui promettant les délices du paradis : *Dans ce lieu de délices*, dit le cacique, *y a-t-il des Espagnols? — Oui*, répond le missionnaire, *mais seulement ceux qui ont été bons et justes. — Bons et justes! cela est impossible; je n'y*

veux point aller, dit le prisonnier, et il ne voulut plus entendre parler du baptême.

Ponce de Léon, continuant ses explorations aventureuses, découvrit la Floride en 1512. L'année suivante Balboa, gouverneur de la colonie de Darien, sur quelques indices de l'existence d'une riche contrée au sud, demanda des renforts en Espagne. Ferdinand envoya quinze gros vaisseaux sous la conduite de Pédrarias d'Avila, auquel il donna le gouvernement du Darien. Balboa fut accusé de dilapidations par Pédrarias, disgracié et condamné à mort.

Un Portugais, qui avait passé au service de l'Espagne, Magellan, entreprit, en 1519, le premier voyage de circumnavigation. Il tourna l'Amérique au sud, et découvrit la Patagonie et la terre de Feu, séparées par un détroit auquel on a conservé le nom de détroit de Magellan. Arrivé dans l'Océan Pacifique, Magellan trouva plusieurs groupes d'îles et les explora. Il périt aux îles Philippines en combattant contre les naturels. Ceux de ses compagnons qui lui survécurent continuèrent l'expédition. Ils visitèrent encore plusieurs îles ; puis, faisant toujours voile vers l'ouest, ils doublèrent le cap de Bonne-Espérance, et revinrent en Espagne sur le vaisseau *la Victoire*, le seul qui leur restât, ayant fait ainsi le tour du monde. A leur arrivée, ils éprouvèrent un grand étonnement de ce qu'ils se trouvaient en retard d'un jour dans leur calendrier.

En 1518 Jean de Grijalva toucha au Mexique, où il trouva une sorte de civilisation mêlée aux coutumes les plus sauvages. Les sacrifices humains faisaient partie essentielle du culte des Mexicains : les auteurs les moins exagérés, portent à vingt-cinq mille le nombre des victimes humaines que, chaque année, ils offraient à leurs cruelles divinités, avec des rites affreux. Ces victimes étaient en partie brûlées ; le reste était mangé par les prêtres, et par ceux au nom desquels ils offraient le sacrifice. Cette con-

trée obéissait à Montézuma, qui tenait ses peuples dans une grande oppression. Grijalva lui donna le nom de Nouvelle-Espagne; mais craignant de ne pas avoir des forces suffisantes pour s'établir et se maintenir dans ce pays, il ne voulut pas s'y arrêter. Dans le cours de son voyage il découvrit quelque îles où il ne fit aucun établissement.

D'après les rapports de Grijalva, Vélasquez, gouverneur de Cuba, prépara une expédition contre le Mexique et choisit Fernand Cortez pour la commander. Cortez était né en 1485 d'une famille d'Estramadure plus noble qu'opulente; entraîné par son génie à une vie aventureuse, il était passé en Amérique à l'âge de dix-neuf ans, et s'y était acquis de la réputation.

A peine Cortez avait-il mis à la voile, que Velasquez, défiant et jaloux, se repentit de son choix et envoya l'ordre de l'arrêter. A cette nouvelle Cortez, renonçant aux pouvoirs qu'il tenait du gouverneur de Cuba, est nommé par ses soldats chef de l'expédition. Pour conquérir un empire immense, il n'avait que dix bâtiments non pontés pour la plupart, six à sept cents hommes, dix-huit chevaux et quelques pièces de canon; mais à la tête de cette petite armée il faisait porter un étendard surmonté d'une croix avec cette inscription : *Par ce signe tu vaincras.*

Cortez relâcha d'abord à l'île de Cozumel, puis il débarqua sur les côtes du Mexique (1519). Le bruit de son artillerie, les chevaux sur lesquels combattaient les Espagnols, causèrent aux Mexicains un étonnement mêlé de terreur et d'admiration qui aida aux succès de Cortez. Pour assurer son établissement sur cette nouvelle terre, il fonda la ville de Vera-Cruz. Voulant alors faire entendre à ses soldats qu'il fallait vaincre ou périr, il brûla ses vaisseaux. Cortez pénétra ensuite dans le pays, favorisé par des caciques (princes) révoltés contre Montézuma. La république de

Tlascala, ayant refusé de recevoir les Espagnols, fut soumise par les armes et reconnut l'autorité de la Castille. De là Cortez s'avança jusqu'au lac de Tezcuco, au milieu duquel était bâtie Mexico, la capitale de l'empire : trois chaussées faisaient communiquer la ville avec la terre ferme. Montézuma intimidé par l'audace des Espagnols, effrayé d'ailleurs par une opinion universellement répandue et accréditée, disait-on, par des prodiges, que quelque grande calamité menaçait le Mexique, où devaient aborder des étrangers venant de l'est, n'osa s'opposer à l'entrée de Cortez dans sa capitale ; il lui assigna même pour demeure un palais où il alla le visiter. Cortez, qui était sincèrement chrétien, essaya dès le début d'arracher Montézuma aux ténèbres du paganisme, et de le détourner des sacrifices humains ; tout ce qu'il put obtenir fut que Montézuma renonçât à l'usage de la chair humaine ; mais ce prince n'osa l'interdire à ses sujets. Il obtint également de rendre au vrai Dieu un culte public dans une église que Montézuma fit construire à ses frais à Mexico.

Tout à coup Cortez reçoit l'avis que la petite garnison laissée à Vera-Cruz a été attaquée par les ordres de Montézuma, et que quelques Espagnols ont été tués. Il comprend aussitôt le péril qui le menace ; et, sans hésiter, il forme et exécute un projet hardi. Suivi de ses officiers, il se rend au palais du roi, s'empare de sa personne, se fait livrer les Mexicains qui ont attaqué les Espagnols, et les condamne sur-le-champ au supplice du feu pour imposer au peuple.

Montézuma retenu prisonnier, n'en continua pas moins de gouverner ses États ; mais Cortez se servit de l'autorité qu'il avait acquise, pour obtenir des grands du Mexique qu'ils se reconnussent tributaires de l'Espagne ; il rencontra plus de résistance lorsqu'il voulut abattre les idoles et abolir les sacrifices humains.

Une nouvelle inattendue vint surprendre Cortez : Narvaez venait de débarquer, apportant l'ordre de lui enlever tous ses pouvoirs. Sans perdre de temps, Cortez, laissant deux cents hommes à Mexico, marche avec le reste à la rencontre de Narvaez ; après avoir vainement essayé de négocier pour éviter l'effusion du sang, il l'attaque, le fait prisonnier, et range sous ses drapeaux les soldats venus pour le combattre.

A peine était-il échappé à ce danger, qu'il se vit exposé à un plus grand péril. Les Mexicains se révoltent contre lui, tuent Montézuma qui veut apaiser les troubles, et attaquent le quartier habité par les Espagnols. Cortez, voyant qu'il n'y a plus de salut pour lui et ses compagnons que dans la fuite, ordonne la retraite. Après avoir battu les Mexicains accourus pour les arrêter, ils parviennent enfin, à travers des périls sans nombre, à rejoindre les Tlascalans, restés alliés fidèles des Espagnols (1520).

Cortez ayant rassemblé une armée d'auxiliaires, marcha contre Mexico, où les Mexicains s'étaient donné pour roi Guatimosin, neveu et gendre de Montézuma. La ville résista pendant trois mois ; à la fin l'artillerie espagnole l'emporta (1521). Guatimosin fut pris. Prévoyant sa destinée, il avait fait jeter dans le lac tous les trésors de ses ancêtres. Cortez, dans la crainte que le mécontentement de ses soldats, qui s'attendaient à un riche butin, ne dégénérât en révolte, fit mettre à la torture Guatimosin et son favori pour les forcer de découvrir où étaient leurs richesses. Comme la souffrance arrachait au courtisan quelques plaintes : *Et moi,* lui dit Guatimosin, *suis-je donc sur un lit de roses!* Le favori se tut et expira. Le roi, tiré des mains de ses bourreaux par Cortez, fut, peu de temps après, condamné à mort pour avoir cherché à soulever les Mexicains contre les Espagnols. La sévérité avec laquelle furent punies plusieurs révoltes acheva de soumettre tout le pays.

Cortez, nommé par Charles-Quint gouverneur du Mexique ou Nouvelle-Espagne, fit rebâtir Mexico et s'y établit. Des courtisans jaloux le rendirent suspect à ce prince (1525). Au premier avis qu'il en reçut, Cortez passa en Espagne et se justifia. En récompense de ses services, il reçut des titres et la possession d'un vaste territoire dans la Nouvelle-Espagne. Il découvrit la Floride à son retour. Quatre ans après il revit sa patrie, où Charles-Quint le méconnut et lui refusa une audience. Un jour Cortez fend la foule qui entourait la voiture de l'empereur, monte sur l'étrier de la portière : *Quel est cet homme?* demande Charles-Quint. *C'est,* répond Cortez, *celui qui vous a conquis plus d'États que vos pères ne vous ont laissé de villes.* Il mourut comme Christophe Colomb, du chagrin que lui causa l'ingratitude de son maître (1547).

Depuis que les Indiens avaient révélé aux Espagnols l'existence d'un pays riche en or, leurs regards se tournaient sans cesse vers ces contrées. Deux hommes, un aventurier, François Pizarre, et un vieux soldat, Diégo Almagro, résolurent d'aller conquérir à leurs frais ces pays fortunés. Ils partirent séparément; Pizarre s'embarqua le premier avec cent treize hommes. En 1526, il aborda au Pérou, où il trouva un peuple doux, civilisé, des villes élégantes où l'or brillait sur les murs comme un métal de nulle valeur; mais il n'osa rien entreprendre, et revint en Espagne chercher du renfort. Cinq ans plus tard (1531), il entreprit une seconde expédition avec trois vaisseaux et cent trente hommes. Une révolution qui venait d'ébranler le trône péruvien facilita le succès des projets de Pizarre.

La famille qui régnait sur ces riches contrées se disait descendre du soleil; le chef portait le titre d'*Inca* ou seigneur et résidait à Cuzco. Deux frères, après une guerre cruelle, s'étaient partagé le Pérou; Atahualpa, l'un d'eux,

avait ensuite renversé son frère Huescar et le tenait prisonnier. En apprenant l'arrivée de Pizarre, qui lui avait envoyé des présents, Atahualpa s'empressa d'aller à sa rencontre; mais sur le refus du Péruvien de reconnaître l'autorité de l'Espagne, Pizarre s'empara de sa personne et fit massacrer sa suite. Il soumit ensuite ce prince à un jugement, et le fit condamner à mort pour venger, dit-il, son frère Huescar qu'il venait de faire assassiner.

Les Péruviens avaient des mœurs douces et sociables, une religion exempte de sacrifices humains. Cuzco et Quito, distantes de cinq cents lieues, étaient les deux villes principales du royaume. L'or et l'argent étaient si communs, que les murs des temples et des palais en étaient revêtus. Cependant Almagro, jaloux de la gloire de Pizarre, qui avait été nommé gouverneur du Pérou, entreprit la conquête du Chili et en obtint le gouvernement. Bientôt la mésintelligence éclata entre Almagro et Pizarre au sujet de leurs conquêtes, dans le même temps qu'une révolte des Péruviens mettait en danger les frères de Pizarre cernés dans Cuzco (1536). A la nouvelle de la révolte du Pérou, Almagro accourut, autant pour s'emparer de Cuzco que pour secourir les Espagnols. Il mit les ennemis en fuite, et renvoya à Pizarre ses frères qu'il avait délivrés. Malgré la noble conduite d'Almagro, la guerre continua entre les deux rivaux, jusqu'à ce que Almagro, ayant été vaincu et fait prisonnier dans la plaine de Cuzco (1538), fut juridiquement accusé de trahison par Pizarre et condamné à mort.

Délivré de son rival, Pizarre se livra sans contrainte à son avidité, et les Péruviens furent traités avec la dernière rigueur pour enrichir les Espagnols.

Le Chili fut plus tard entièrement découvert et soumis par Pierre de Valdivia, qui fonda la ville de Santiago. Gonzalez Pizarre, un des frères de François Pizarre, dé-

couvrit et visita la contrée à l'est des Andes; ses récits mêlés de fables firent supposer l'existence du pays merveilleux de l'Eldorado (pays de l'or) et de la république guerrière des Amazones.

François Pizarre périt dans une conspiration tramée par le fils et les amis d'Almagro. Vaca de Castro, envoyé par Charles-Quint pour rétablir l'ordre, battit et fit prisonnier le jeune Almagro, dont la tête tomba sous la hache du bourreau (1542). Le gouvernement espagnol fit des lois pour adoucir le sort des naturels de l'Amérique et restreindre l'insatiable avidité des colons; mais dans le Pérou, les Espagnols se révoltèrent contre ces lois sous la conduite de Gonzalez Pizarre. D'abord vainqueur du vice-roi Nugnez Vela, Pizarre fut plus tard décapité (1548) par ordre du sage et vertueux prélat Pierre de Gasca, que Charles-Quint avait chargé de rétablir son autorité au Pérou. Malgré les sages réglements de Gasca, la paix fut longtemps troublée par des révoltes : les guerres civiles délivrèrent enfin cette riche contrée des hommes turbulents qui l'avaient conquise.

Peu à peu l'Amérique fut découverte sur toutes ses côtes. L'agitation qui régnait en Europe n'empêchait pas de tourner les yeux vers ces terres peu connues encore, où toutes les ambitions croyaient trouver à se satisfaire.

Lorsque les Européens abordèrent en Amérique, les peuples y étaient plongés dans les ténèbres de l'idolâtrie, et le plus grand nombre adonné à des pratiques barbares. Presque partout les sacrifices humains souillaient le culte des dieux, et l'anthropophagie était dans les habitudes des indigènes. Cet état d'abrutissement explique le mépris que les Européens conçurent pour les Indiens, mais ne peut toutefois leur faire pardonner les cruautés qu'ils exercèrent envers eux.

Chez tous les peuples que les Européens rencontrèrent

dans le Nouveau-Monde, ils trouvèrent avec étonnement des pratiques et des croyances qui indiquaient une commune origine, et partout aussi l'attente d'un peuple puissant et conquérant qui devait venir s'emparer de ces contrées.

Avec les premiers navigateurs étaient accourus les missionnaires ; ceux-là demandant de l'or à ces peuples inconnus, ceux-ci leur apportant la bonne nouvelle de l'Évangile ; ces nouveaux apôtres remplirent dans les Indes orientales et occidentales la divine mission que l'Église a remplie à l'égard de tous les peuples anciens, en s'interposant entre le fort et le faible, entre l'oppresseur et l'opprimé. En Amérique, l'Église, par ses missionnaires, a conservé l'ancienne population menacée de disparaître sous les coups des Européens.

Pendant que les Espagnols rivalisaient d'avidité et de barbarie pour s'enrichir aux dépens des naturels du Nouveau-Monde, les Dominicains, les Bénédictins, les Franciscains rivalisaient de zèle et d'efforts pour les amener à la vérité et pour adoucir le joug que leur imposaient les vainqueurs. Le plus grand obstacle qu'ils rencontraient à leurs généreux desseins était la corruption des mœurs des Européens établis dans ces contrées lointaines. La plupart, uniquement poussés par le désir de s'enrichir, foulaient aux pieds toutes les lois divines et humaines, et faisaient ainsi haïr la civilisation et la religion des conquérants.

Dans le Mexique, la religion fit de rapides progrès; vers le milieu du XVIe siècle on y comptait déjà six millions de naturels baptisés. Le christianisme se répandit jusque dans la Californie. Dans le Brésil, le Pérou et le Chili la cruauté des Espagnols éloigna les naturels de leur religion ; le christianisme ne put être introduit d'abord que dans quelques villes situées sur les côtes. Les Jésuites, qui étaient accourus à la suite des premiers missionnaires, allèrent

dans le Paraguay où ils fondèrent ces florissantes chrétientés, connues sous le nom de *Réductions*, qui n'avaient d'autres lois que l'Évangile.

Vers la fin du XVIe siècle, on comptait en Amérique cinq archevêchés, vingt-sept évêchés, et plus de quatre cents couvents. Un clergé national se formait dans des séminaires; les sciences et les lettres étaient cultivées avec succès dans les colléges des Jésuites, et dans les universités de Mexico et de Lima.

Malheureusement la traite des nègres de l'Afrique, qu'on transportait en Amérique pour la culture des terres, prit un très-grand développement et rétablit l'esclavage que l'Église avait aboli dans l'ancien monde. Toutes les nations de l'Europe firent ce trafic honteux. Là encore l'Église prit la défense de l'humanité. Pie II, en 1492, fit un bref contre les Portugais qui réduisaient en esclavage les habitants des côtes de la Guinée; Paul III, en 1537, éleva la voix en faveur des malheureux vendus comme de vils animaux; mais l'amour du gain l'emporta, et empêcha d'entendre les réclamations des vicaires de Jésus-Christ.

Colonies anglaises.

Pendant le XVIe siècle, les Anglais étendirent au loin leur commerce; ils fondèrent des établissements en Perse et en Bucharie. Sous Élisabeth, ils construisirent des vaisseaux, tandis que, auparavant, ils les achetaient des villes maritimes, telles que Gênes et Venise; dès lors ils tentèrent des voyages lointains. Les Anglais s'efforcèrent vainement de trouver un passage pour aller aux Indes par le nord-ouest; la rigueur du froid fit périr un grand nombre de ceux qui avaient pris part à ces expéditions.

En 1585, Jean Davis trouva l'entrée du golfe de Baffin.

C'est à cette époque que l'Angleterre entreprit la traite des noirs dans laquelle elle surpassa toutes les nations. En 1578, l'amiral Drake fit, à travers mille dangers, un voyage autour du monde; en 1584, sir Walter Raleigh partit pour aller découvrir l'Eldorado, et revint publier des relations mensongères de cette expédition. Élisabeth encouragea par des priviléges ces hardis navigateurs, et prépara ainsi la prospérité de la marine anglaise.

BELLES-LETTRES ET BEAUX-ARTS.

Le XVIe siècle occupe une place importante dans l'histoire de l'esprit humain. La révolution profonde que cette époque a vu opérer dans les arts et dans les lettres, est désignée sous le nom de *Renaissance*.

Pour écrire l'histoire littéraire et artistique de ce siècle et pour le juger, il faudrait un cadre plus vaste que celui que nous nous sommes tracé; nous nous bornerons donc à quelques considérations générales et à une nomenclature rapide des grands hommes qu'il a produits.

L'art sous toutes les formes, éloquence parlée ou écrite, peinture, sculpture, architecture, après s'être lentement développé à travers la rudesse du moyen âge, s'était comme épanoui en Italie au souffle de la religion pendant le XVe siècle. Malgré les grandes préoccupations de la papauté à cette époque, Eugène IV, Nicolas V (1), Pie II, avaient donné un nouvel élan aux études que facilitait la récente découverte de l'imprimerie. Vers le même temps, l'émigration des savants grecs qui fuyaient la barbarie musulmane, réveilla le goût des lettres anciennes; en enseignant la langue de leurs aïeux, ils firent con-

(1) Nicolas V avait fait traduire la plupart des auteurs grecs pour en faciliter l'étude.

naître leurs chefs-d'œuvre, et ils initièrent l'Italie à cette partie de la littérature classique peu connue du moyen âge.

Nous avons eu précédemment occasion de dire l'accueil que les Papes et les princes italiens firent aux Grecs, et l'enthousiasme avec lequel on étudia leurs auteurs. Il en résulta un grand mouvement dans les esprits, déjà surexcités par les découvertes maritimes qui ouvraient un monde nouveau à l'ambition des uns, à l'imagination des autres. L'Église seconda ce mouvement dont l'initiative lui appartenait, et elle favorisa de tout son pouvoir ces fortes études, qui développent dans la jeunesse la connaissance et l'amour du beau.

Les arts avaient devancé les lettres dans ce mouvement appelé la *Renaissance*, grâce à leur expansion, depuis près de deux siècles, sous l'inspiration de deux grandes familles religieuses, les fils de saint François et ceux de saint Dominique, chez qui le goût et la culture des arts étaient comme héréditaires. L'étude de l'art antique ouvrit aux artistes du XVe siècle de nouveaux horizons, où ils s'élancèrent avec ardeur, et se firent remarquer dès les premiers pas. Vers la fin du même siècle, il y eut en Italie comme une éclosion d'artistes ; les premiers conservèrent les traditions artistiques et religieuses développées au contact de ces deux familles de moines, traditions qui s'altérèrent rapidement chez les autres.

Jusque-là les lettres et les arts avaient suivi l'élan qu'ils avaient reçu de l'Église, mais bientôt l'esprit humain, entraîné par son propre mouvement, dépassa le but qui lui était montré ; fier de ses propres forces, enorgueilli de ses lumières, il voulut marcher seul, dédaigneux des traditions du passé et de la lumière qui vient d'en haut.

A Florence, alors le centre des études, le foyer des arts, l'admiration pour la littérature antique devint de l'en-

gouement; sous le patronage des Médicis, les poëtes, les littérateurs qui encombraient leur cour, rivalisaient d'enthousiasme pour l'antiquité; et bientôt le paganisme des anciens poëtes sembla revivre dans les formes du langage. On jurait par les dieux immortels. « Dans les académies « on changeait les noms de baptême contre ceux de l'antique « gentilité. Dans les histoires, le Christ était appelé fils de « Jupiter, les religieuses vestales, la Vierge Marie déesse, « les cardinaux pères conscrits, et la Providence destin. « Des allusions mythologiques souillaient les médailles « et les éloges décernés aux pontifes (1). » Les arts suivirent les lettres; la peinture et la sculpture se firent païennes comme la littérature.

Ces déplorables tendances se manifestaient surtout dans les fêtes que l'opulence des Médicis multipliait à Florence, où des représentations mythologiques étalaient aux yeux de la foule, avec l'enivrement du luxe et l'entraînement de la musique, tout ce qui peut développer et exalter les passions. Le mal gagna de proche en proche toute l'Italie, et atteignit même Rome, où Jules II et Léon X, tout à la guerre ou aux lettres et aux arts, laissèrent la Renaissance prendre une direction dangereuse, au lieu de conduire, de canaliser en quelque sorte ses eaux pour les conserver limpides et fécondes.

En France, la renaissance des lettres, sous l'influence de l'esprit national, de ce vieil esprit gaulois qui avait fait les troubadours et écrit le roman de la Rose, composition immorale de la fin du XIIIe siècle, perdit également le caractère que les Pontifes romains lui avaient imprimé au début. De la cour de François Ier, dit le *Père des lettres*, sortit une littérature licencieuse que l'imprimerie répandit rapidement dans toute la France, où elle développa cet

(1) CANTU, *Histoire universelle*, tome XIV, page 104.

esprit railleur et frondeur qui favorisa plus tard dans les rangs de la noblesse l'adoption du protestantisme.

Il y aurait passion ou préjugé à imputer à l'étude des classiques grecs ou latins, étude qui, dans les arts, ainsi que dans la littérature, caractérise ce qu'on appelle la Renaissance, tous les excès que nous signalons : là, comme partout, c'est l'abus seul qu'il faut accuser. La vraie science quelle qu'elle soit, vient de Dieu et mène à Dieu : c'est un fleuve majestueux destiné à embellir et à féconder l'intelligence de l'homme; mais quand les passions en brisent les digues, ses flots soulevés portent le ravage et la ruine où ils devaient répandre l'abondance.

Le moine Savonarole sembla destiné de Dieu pour rappeler les arts aux traditions chrétiennes dont ils se séparaient. Placé à Florence, d'où partait le mouvement qui entraînait la peinture et la sculpture à l'idolâtrie grossière de la forme, il y fut entouré d'artistes dans l'âme desquels se conserva l'art chrétien.

C'est à un ordre religieux tout entier que Dieu confia, entre autres missions, celle de retenir les lettres sur la pente dangereuse où les passions les avaient entraînées, et de sauver, par un enseignement chrétien et élevé, les générations à venir. Les Jésuites, nés au milieu des orages du XVIe siècle, en comprirent les excès et les besoins; chargés d'élever la jeunesse, ils demandèrent à la Renaissance ses richesses littéraires; et, les dégageant de ce qu'elles avaient de dangereux, ils firent part de ces trésors de l'esprit humain aux jeunes intelligences qui leur étaient confiées.

En résumé, dans la Renaissance, comme dans toutes les œuvres où l'action de l'homme est appelée, le bien et le mal sont mêlés, dans une proportion qui varie suivant les passions de ceux qui ont concouru à cette œuvre. En elle-même, la Renaissance était bonne; le mal est venu ensuite,

sans pouvoir empêcher le bien de se réaliser. En effet, de cette époque date un véritable progrès dans les études, un puissant mouvement littéraire, d'immenses travaux d'érudition sacrée et profane, des œuvres d'imagination remarquables, et de réels chefs-d'œuvre dans tous les arts.

Citons maintenant les écrivains qui ont illustré les belles-lettres pendant le XVIe siècle.

On ne peut parler des lettres et des arts en France, à cette époque, sans que le nom de François Ier se présente en première ligne. A son retour d'Italie, il s'entoura de poëtes, de littérateurs, d'artistes italiens; ceux-ci apportèrent, avec les véritables règles de l'art, l'inspiration qui l'anime : l'enthousiasme qu'ils excitèrent et leurs travaux, firent faire de réels progrès à la peinture, à la sculpture, et à l'architecture. François Ier multiplia les fêtes qui ont fait appeler son règne *une magnifique et superbe bombance* (1). Il fit élever de splendides palais que les arts décoraient à l'envi, tandis que l'érudition, aussi bien que la poésie, occupait les loisirs d'une cour légère, où étaient accueillis les partisans et les apôtres de la réforme. On doit à François Ier le collége de France et l'imprimerie royale.

Clément Marot, de page devint poëte. Fait prisonnier à la bataille de Pavie, il recouvra la liberté pour être bientôt après emprisonné sous inculpation d'hérésie. Devenu libre, mais toujours secrètement attaché au protestantisme, il traduisait les psaumes en langue vulgaire. Cette traduction, très-médiocre en réalité, fut favorablement accueillie par la cour : ce fut bientôt la mode de chanter en chœur les Psaumes de Marot. Les censures de la Sorbonne contraignirent le poëte de quitter la France, et le dérèglement de ses mœurs le fit chasser de Genève

(1) Brantôme.

où il s'était réfugié : il alla mourir à Turin en 1544. Il avait quarante-neuf ans.

Les poésies de Marot, spirituelles, faciles et élégantes, mais sans noblesse, ont tous les anciens défauts de la versification française. Il se distingua surtout dans la ballade, l'épître, et l'épigramme.

Marguerite de Navarre, sœur de François Ier, était née à Angoulême (1492-1549 (1); elle a laissé de nombreuses poésies que caractérise une mollesse élégante. Savante, vive, spirituelle, elle aimait les hommes de lettres, mais elle ne protégea que les partisans de la réforme et surtout Clément Marot. On a de Marguerite de Navarre, que la flatterie a nommée la dixième muse et la quatrième grâce, des contes d'une licence inouïe. Sous le rapport du style, ils ont du mérite.

Pierre Ronsard (1524-1585), page comme Marot, comme lui se fit poëte. Ce qui le caractérise, est une affectation pédantesque des formes antiques. Ses œuvres, odes, églogues, hymnes et élégies, excitèrent un grand enthousiasme de son temps; mais, s'il plia la langue aux difficultés de la versification, il fut promptement dépassé, et il est aujourd'hui complétement tombé dans l'oubli.

Malherbe (1555-1628) sut mieux que Ronsard assortir les beautés de la poésie grecque et de la poésie latine au génie de sa propre langue; et, tout en se pénétrant de l'esprit des anciens, il a conservé à son style sa physionomie française. Grammairien sévère, écrivain correct, versificateur habile, Malherbe ouvrit à la poésie une ère nouvelle.

Rien ne caractérise mieux la fin du XVIe siècle en France que la *satire Ménippée,* espèce d'épopée comique faite en commun par cinq ou six auteurs, que les plaisirs de la

(1) La première date indique la naissance, la seconde la mort.

table réunissaient à certain[illegible] au milieu des fureurs de la guerre civile. La sati[illegible]énippée est tout à la fois une comédie et un pamphlet : l'exagération comique en est le trait principal, ce qui lui ôte toute vraisemblance. Cette œuvre de quelques esprits frondeurs inclinant au protestantisme, est remarquable par la verve satirique; sous le rapport du style, on y trouve des beautés de tous les genres.

Un des premiers noms que nous présente la prose française au XVIe siècle est celui de *François Rabelais* (1483-1553). De la taverne paternelle où il avait passé son enfance, et dont il se rappela toujours la joyeuse morale et les gais propos, Rabelais entra dans un couvent. S'en étant fait renvoyer, il étudia la médecine et se mit à écrire. Plus tard il obtint la cure de Meudon. François Rabelais a dû sa réputation aux romans de Gargantua et de Pantagruel, œuvres satiriques remplies de folies, d'extravagances, de leçons piquantes et d'amères censures. Nous ne parlerons pas du mérite littéraire de ces romans, nous nous en tiendrons au jugement qu'en a porté la Bruyère : « Rabelais, dit-il, est inexcusable d'avoir semé l'ordure « dans ses écrits... c'est un monstrueux assemblage d'une « morale fine et ingénieuse et d'une sale corruption; où « il est mauvais, il passe au delà du pire; c'est le charme « de la canaille; où il est bon, il va jusqu'à l'exquis et à « l'excellent : il peut être le mets des plus délicats. »

Michel de Montaigne (1533-1592) reçut de son père, gentilhomme périgourdin, une éducation bizarre. A l'âge de treize ans, il connaissait toute l'antiquité profane. D'une humeur douce et facile, d'un caractère peu fait pour braver les orages politiques, Montaigne se retira dans une agréable solitude pour y vivre avec ses livres : c'est là qu'il composa ses *Essais*, ouvrage moral et philosophique. Le doute plane sur toutes les questions traitées

dans les Essais ; *Que sais-je ?* était la devise de l'auteur, *son oreiller*, comme il disait ; mais il conserva toujours une vive et sincère admiration pour la vertu, et un respect profond pour la religion. Quant à son style, il se fait remarquer par la vivacité de l'esprit, la richesse de l'imagination, le naturel et la bonhomie.

On ne peut séparer du souvenir de Montaigne celui de son ami *la Boëtie*, dont les écrits dénotent en politique un libre penseur de l'époque où il vécut.

Les traductions s'enrichirent, pendant le XVIe siècle, des œuvres de *Jacques Amyot* (1513-1593). Né de parents pauvres, Amyot lutta contre les difficultés de sa position avec une telle énergie, qu'à dix-neuf ans il passa maître ès arts, et plus tard, par son seul mérite, il devint précepteur des enfants de France, aumônier de Charles IX, conservateur de l'Université et évêque d'Auxerre. Il traduisit avec un rare talent les Vies et les Œuvres morales de Plutarque. Montaigne donnait *la palme à Jacques Amyot sur tous les autres écrivains français de son temps.*

L'essor que la Renaissance avait donné aux lettres ne se fit pas sentir tout de suite à l'éloquence sacrée et à l'éloquence judiciaire ; l'une embarrassée par l'imitation de l'antiquité, l'autre par les vieilles formes du passé, toutes deux défigurées par le mauvais goût, servirent trop souvent les passions politiques et religieuses. Il faut attendre le siècle suivant pour voir l'éloquence profiter de ces fortes études qui ont préparé le XVIIe siècle.

Nous ne reviendrons pas sur *Calvin* (1509-1564) dont nous nous sommes occupé en traitant de l'Église, nous citerons seulement Bossuet : « Donnons-lui cette gloire « d'avoir aussi bien écrit qu'homme de son siècle, met- « tons-le même au-dessus de Luther ; car encore que « Luther ait quelque chose de plus original et de plus « vif, Calvin, inférieur par le génie, semble l'avoir em-

« porté par l'étude ; son style plus triste était plus suivi « et plus châtié. Ils excellent l'un et l'autre à parler la « langue de leur pays, l'un et l'autre étaient d'une véhé- « mence extraordinaire, l'un et l'autre n'ont pu souffrir « qu'on les contredît, et leur éloquence n'a été en rien « plus féconde qu'en injures. »

Théodore de Bèze (1519-1605), poëte, orateur, historien et sermonnaire, joignait à une grande science la chaleur et la verve qui manquaient à Calvin. L'orgueil le jeta dans la réforme qu'il défendit par des sophismes, des mensonges et d'ignobles plaisanteries.

En Italie, la poésie enregistra, entre autres, deux noms à jamais célèbres.

L'Arioste de Reggio (1474-1533) qu'une vocation irrésistible entraîna dans la carrière des lettres malgré la volonté paternelle, fut attaché comme gentilhomme au service du cardinal Hippolyte d'Este, où il négligea les affaires publiques pour la poésie. Son principal ouvrage, le poëme de *Roland furieux*, est un fragment de l'histoire chevaleresque de Charlemagne ; il manque complétement d'unité. La versification de l'Arioste brille par la grâce, la douceur, l'élégance plus que par la noblesse.

Sorrente vit naître *Torquato Tasso* ou simplement le Tasse (1544-1595). Jamais homme ne parut plus invinciblement voué par la nature à la poésie, car les infirmités et les disgrâces dont sa vie ne fut qu'une suite, n'arrêtèrent jamais sa verve poétique. C'est à Ferrare, où il avait été appelé par le duc Alphonse d'Este, qu'il commença son poëme de la *Jérusalem délivrée*. Passionné à l'excès, imprudent dans ses discours, il irrita le duc qui le disgracia, et qui plus tard le fit enfermer dans un hospice de fous sous prétexte que sa raison était égarée. Les sollicitations du Pape et des princes de l'Italie lui ayant fait rendre la liberté, le Tasse erra de ville en ville, et alla enfin mourir

à Rome, au moment où le Pape Clément VIII s'apprêtait à lui décerner un triomphe.

Le génie du Tasse est tout entier dans sa *Jérusalem délivrée,* où il a joint l'unité de l'ensemble à la perfection des détails : il lutte avec Homère et Virgile, et les surpasse souvent. Ses autres poésies sont inférieures à ce poëme.

François Berni inaugura en Italie la poésie appelée de son nom *bernesque,* poésie moqueuse, légère et élégante, qui rend comiques les objets sérieux sans les rendre bas.

Le nom du florentin *Machiavel* (1469-1527), se rattache à la littérature légère par quelques comédies; à l'histoire, à la philosophie par ses autres ouvrages. Comme historien, il se place au premier rang des écrivains de l'Italie pendant le XVIe siècle. Profond penseur, politique habile, il a écrit des discours, des traités. Le livre auquel il doit sa réputation est *le Prince,* où il développe des principes qui ont fait donner le nom de *machiavélique* à toute politique fausse, perfide, ayant pour but l'intérêt, et pour moyen la violence.

Machiavel avait occupé des emplois importants dans la république de Florence; au milieu des troubles, il prit parti contre les Médicis, fut exilé, puis revint prêter son concours à une conjuration qui fut découverte. Après avoir été retenu en prison, il fut rendu à la liberté grâce à Léon X; dès lors il ne s'occupa plus que d'étude.

Francesco Guicchiardini (1482-1540), naquit à Florence où, à l'âge de vingt-trois ans, il devint professeur de jurisprudence. Plusieurs Papes, Léon X, Adrien VI, Clément VII, lui confièrent des missions importantes dont il s'acquitta heureusement. Il employa les dernières années de sa vie à écrire l'histoire d'Italie de 1490 à 1534. Cet ouvrage est estimé pour le fonds et pour la forme.

Pierre l'Arétin (1492-1557), ainsi nommé d'Arezzo, sa patrie, est l'un des auteurs du XVIe siècle qui firent le plus

de bruit. Malgré l'infamie de sa conduite, son esprit le fit rechercher de Charles-Quint et de François Ier. La perfection de son style lui a fait donner par ses compatriotes le surnom de *divin*. Quelques-uns de ses ouvrages ont dû leur succès à leur extrême licence, d'autres à l'amertume de ses satires. Écrivant pour de l'argent et sans conviction, de la même plume qu'il avait trempée dans la fange, l'Arétin osa écrire des livres de dévotion. Sa vie fut un tissu de bassesses et d'actions infâmes qui, plus d'une fois, lui attirèrent des affaires graves.

Toutes les branches de la littérature furent cultivées en Italie pendant le XVIe siècle; mais au milieu de la foule d'écrivains qu'il a produits, nous avons dû nous borner aux plus illustres.

L'Espagne ne resta pas en arrière du mouvement intellectuel de cette époque. Parmi ses poëtes il faut citer :

Christoval de Castilléjo, secrétaire d'État de Ferdinand Ier. Ses œuvres lyriques ont eu d'enthousiastes admirateurs, toutefois la critique trouve à l'auteur un horizon poétique très-borné.

Ercilla, né à Madrid, a chanté le Nouveau-Monde dans son poëme épique de l'*Araucana*, dont le style fait le principal mérite.

Lope de Véga, né à Madrid en 1562, et mort en 1635, appartient autant au XVIIe siècle qu'au XVIe. Il se distingua par une si prodigieuse fécondité d'imagination, que non-seulement il créa en quelque sorte l'art dramatique en Espagne, mais que seul il donna peut-être plus de pièces de théâtre que n'en possèdent toutes les nations réunies. Son disciple et son biographe, Montalvan, a dit que Lope composait plus vite que ses copistes ne pouvaient écrire. Ses nombreux travaux littéraires lui procurèrent autant d'argent que de gloire; il faut dire à sa louange

que cet argent passait aussitôt dans les mains des pauvres : à sa mort il laissa peu de fortune.

Il faut attribuer à cette étonnante facilité de Lope de Véga l'imperfection de la plupart de ses œuvres. Partout on reconnaît son génie, génie parfaitement national et qui enthousiasmait les Espagnols; mais le plus souvent de nombreuses incorrections trahissent le manque de travail.

La prose espagnole s'enrichit à la même époque des œuvres de *Michel Cervantès*, né à Alcala de Henarès, en 1549. A la bataille de Lépante, Cervantès perdit la main gauche ; en rentrant dans sa patrie, il fut pris par un corsaire barbaresque, et demeura cinq ans et demi dans le plus dur esclavage. Rendu à la liberté, il ne s'occupa plus que de littérature. Il écrivit des pièces de théâtre, sans pouvoir lutter contre l'enthousiasme qu'excitait alors Lope de Véga. Michel Cervantès doit sa réputation à son roman de *Don Quichotte*. Jamais livre n'eut un pareil succès; et cependant son auteur n'en devint ni plus heureux ni plus riche. Dans aucun ouvrage d'aucune langue, la satire n'a été aussi fine, aussi enjouée, sans offenser jamais ni les mœurs, ni la religion, ni les lois. Le style en est d'une beauté inimitable et réunit tous les mérites.

L'éloquence sacrée a été illustrée par Louis de Grenade, religieux dominicain, appelé *le Bossuet de l'Espagne*; et la littérature religieuse par sainte Thérèse d'Avila, dont les ouvrages sont des trésors précieux pour l'Église. On a toujours admiré la chaleur de son style, l'élévation et la force de ses sentiments.

Quoique la poésie portugaise ait commencé avec la monarchie elle-même, c'est-à-dire vers le XIIe siècle, ce n'est que dans le XVIe qu'elle s'est fait connaître à l'Europe par les œuvres remarquables du *Camoëns*, dont la gloire n'a été égalée que par ses malheurs. Les découvertes maritimes et les expéditions contre les Maures d'Afrique imprimèrent

alors à l'esprit portugais un élan prodigieux dont les lettres ressentirent l'heureux contre-coup. Le XVIe siècle est pour les Portugais ce que le siècle de Louis XIV fut plus tard pour la France.

Sans nous arrêter à une foule d'écrivains inconnus hors du Portugal, venons à *Luis Camoëns* que nous avons déjà nommé, car c'est le seul poëte portugais qui ait acquis une réputation européenne.

Le Camoëns reçut le jour à Lisbonne, d'une famille illustre mais sans fortune. Il embrassa la carrière militaire, perdit un œil dans une bataille, quitta les armes, puis les reprit, les abandonna de nouveau, et enfin passa aux Indes. Une satire le fit exiler à Macao, sur les côtes de la Chine. Comme il revenait à Goa, il fit naufrage, et ne sauva des flots que le manuscrit du poëme qui devait être une des gloires du Portugal. En 1569, Camoëns revit sa patrie et publia son poëme sous le nom de *Lusiade*. La misérable pension qu'il reçut comme récompense de son chef-d'œuvre le laissa souvent manquer de pain, malgré l'esclave qu'il avait ramené des Indes et qui allait mendier pour lui. Il mourut dans la misère en 1579. Ce n'est que plusieurs années après sa mort que la gloire s'est levée pour le grand poëte du Portugal.

C'est le génie de ses compatriotes et leurs hauts faits au cap de Bonne-Espérance et aux Indes, que le poëte a chantés dans la *Lusiade*, œuvre remarquable surtout par le style et l'imagination. Le mélange qu'on rencontre à chaque page du merveilleux chrétien avec le merveilleux profane, ne choquait point au XVIe siècle comme il le fait aujourd'hui.

Camoëns a laissé des poésies dans tous les genres, mais le mérite de la *Lusiade* efface tous ses autres travaux.

La poésie dramatique fut cultivée en Portugal dès le commencement du XVIe siècle par *Gil Vicenta*, surnommé

le Plaute portugais. Ses œuvres sont remarquables par la richesse de l'invention, la vérité du dialogue, la vivacité et l'harmonie poétique.

Miranda et son disciple *Fereira* écrivirent aussi pour le théâtre des comédies et des tragédies dont quelques-unes ont un mérite réel.

Chez les Portugais, l'histoire ayant à raconter des faits de nature à exalter l'imagination, est en général écrite avec un enthousiasme qui rappelle la poésie.

Jean de Barros, que ses compatriotes ont appelé le Tite-Live portugais, réunit dans ses écrits l'élégance, l'énergie, et la pureté du langage.

Albuquerque, fils naturel du gouverneur des Indes, consacra son talent à la gloire de son père.

En Angleterre, sous le règne tyrannique de Henri VIII, la littérature se mit au service des querelles religieuses. Ce prince écrivit contre Luther (1) et mérita, avons-nous vu, le titre de Défenseur de la foi, titre qu'il démentit bientôt par son odieuse conduite. Henri VIII fut auteur en vers comme en prose.

Sous Élisabeth les poëtes se multiplièrent, surtout à la cour, sans faire aucune œuvre qui mérite d'être citée.

Edmond Spencer, surnommé l'Arioste anglais, a laissé des poëmes remarquables par l'imagination; mais ils sont glacés et ennuyeux.

Sir Walter Raleigh, qui joua un rôle important sous Élisabeth, et qui fut mis à mort sous le règne suivant pour avoir conspiré, contribua, comme écrivain, à la naissance du bon goût en Angleterre.

Les premiers essais du théâtre anglais remontent à une époque reculée. Comme sur le continent, ce sont d'abord

(1) Nous avons dit que la critique donne un autre auteur à l'ouvrage que Henri VIII signa, et auquel il dut le titre de Défenseur de la foi.]

les mystères de la religion qui sont mis en scène; aux *Mystères* succèdent les *Moralités*, puis les *Intermèdes*, pièces d'un genre plus léger. Il faut arriver au XVIe siècle pour trouver la première tragédie un peu régulière. Quelques années plus tard parut *William Shakespeare*, une des gloires de l'Angleterre. Shakespeare (1564-1606), né d'une famille ancienne mais pauvre, dans le bourg de Strafford, commença par être acteur; d'acteur il devint auteur, sans pour cela quitter le théâtre. Il ne prenait aucun souci de ses œuvres, et ne s'est pas même donné la peine de les recueillir; c'est dans les vieux répertoires qu'on les a trouvées, pour en publier la première édition en 1623.

Le théâtre de Shakespeare a presque fait oublier ses poëmes qui ont pourtant du mérite. Son style, tant en prose qu'en vers, possède de grandes qualités; mais ces qualités mêmes dégénèrent quelquefois par l'exagération. Ce n'est que longtemps après la mort de Shakespeare que la gloire a commencé pour lui : aujourd'hui l'Angleterre lui a donné le premier rang parmi ses poëtes.

Quoique l'erreur eût alors envahi sa patrie, Shakespeare resta toujours sincèrement attaché à la religion catholique que persécutait la reine Élisabeth.

L'histoire et la philosophie s'enrichirent en Angleterre des écrits de *Thomas Morus*, le vertueux chancelier de Henri VIII, que ce prince fit décapiter à cause de son attachement à la foi catholique.

En Allemagne, le mouvement que la réforme imprima aux esprits ne fut pas favorable à la poésie, aussi nous bornerons-nous à citer, parmi les poëtes :

Hans Sachs, le célèbre cordonnier de Nuremberg, et le dernier des *maîtres-chanteurs* si célèbres au moyen âge. Il a laissé quarante-quatre volumes manuscrits de comédies, de tragédies, de fables, etc.

Fischart s'est exercé dans le genre badin et satirique. Il

a refait, d'après Rabelais, le roman de Gargantua et de Pantagruel.

La multitude des écrits publiés pour ou contre la réforme donna une vive impulsion à la prose allemande; cependant à cette époque la langue fut altérée par l'introduction d'une foule de mots étrangers. Les universités s'accrurent et des écoles furent fondées; mais le clergé protestant ne favorisa pas les progrès de l'instruction parmi le peuple.

Nous ne ferons que rappeler ici le nom de *Luther* parmi ceux des écrivains de l'Allemagne.

Érasme, prêtre et chanoine régulier, naquit à Rotterdam en 1467. Ce fut le plus bel esprit et le savant le plus universel de son siècle. Recherché par tous les princes qui voulaient se l'attacher, il ne se fixa nulle part, *et promena sa gloire,* dit Balmès, *d'une extrémité de l'Europe à l'autre.* Caressant la réforme ou l'attaquant, sceptique ou railleur, il se montra presque indifférent à tout, si ce n'est à sa renommée. Ses œuvres en prose et en vers, sur toutes sortes de sujets, sont considérables.

Mélanchton, le disciple de Luther, a laissé des ouvrages religieux. On retrouve dans ses écrits la douceur et la modération qui le caractérisaient.

Copernic (1473-1543), né à Thorn, alla étudier à Rome, puis retourna dans sa patrie où il publia, vers la fin de sa vie, son *Système du monde* qui fait tourner les planètes autour du soleil, d'occident en orient, et qui détermine les mouvements de la terre. Il dédia cet ouvrage au Pape Paul III. Copernic était tout à la fois astronome, mathématicien, philosophe et littérateur.

Tycho-Brahé (1546-1601), célèbre astronome danois, fit faire quelques progrès à la science; il jouit de la faveur de Frédéric II, roi de Danemark, et de celle de l'empereur Rodolphe.

Disons seulement un mot des écrivains ecclésiastiques que nous avons déjà cités dans l'histoire de l'Église.

Le savant *cardinal Baronius*, napolitain, commença les *Annales de l'Église;* le cardinal Bellarmin illustra la Compagnie de Jésus où il était entré à dix-huit ans. Théodore de Bèze, après avoir lu son *Corps de controverses*, s'écria : *Nous sommes perdus; ce seul livre renverse toute la réforme*. Élisabeth d'Angleterre fonda dans l'université de Cambridge une chaire pour le réfuter. Trois autres jésuites, *le cardinal Tolet, Suarez et Canisius* écrivirent des livres théologiques. C'est encore aux Jésuites qu'on doit les vies de saints connues sous le titre de *Recueil des Bollandistes*.

Louis de Grenade et Melchior Cano, tous deux dominicains, ont laissé des ouvrages de théologie et de piété fort remarquables.

Pour clore la liste des écrivains qui consacrèrent alors leur plume à la vérité religieuse, nous nommerons *Louis de Blois*, le *cardinal Cajetan, Sixte de Sienne, le cardinal Polus, sainte Thérèse, saint Jean de la Croix*, et les Papes *Pie V, Grégoire XIII*, à qui l'on doit la réforme du calendrier, et *Sixte V*.

Les arts qui, ainsi que nous l'avons dit, s'étaient développés plus rapidement que les lettres au souffle de la Renaissance, furent aussi les premiers à subir l'influence qui en altéra l'esprit.

De l'école florentine, qui devait sa gloire à Cimabué, à Giotto et à fra Angelico, sortirent un grand nombre d'artistes fidèles à leurs pieuses traditions; à la demande des princes et des peuples, ils se répandirent dans toute l'Italie, où ils multiplièrent leurs œuvres. Vers la fin du XVe siècle, cette école avait dégénéré et perdu son unité; déjà se manifestait cette tendance au naturalisme qui corrompit l'art. C'est de l'Ombrie que sortiront maintenant

les peintres restés attachés aux principes de l'école chrétienne de Florence.

P. Vanucci, dit *le Pérugin*, eut la gloire d'être le maître de Raphaël et de rester toujours artiste chrétien, malgré les entraînements auxquels tant d'autres cédèrent pour obtenir la protection des grands. Vasari, sacrifiant à d'ignobles rancunes, a, dans ses *Vies des peintres illustres*, défiguré par d'infâmes calomnies la noble et pure figure du Pérugin.

Fra Bartholomeo della Porta, né en 1469, mort en 1517, fut un des peintres les plus chrétiens et les plus remarquables de la Renaissance. Il étudia surtout l'antique et les œuvres de Léonard de Vinci. Partisan dévoué de Savonarole, il entra dans l'ordre de saint Dominique après la mort du prieur de Saint-Marc, dont il chercha toute sa vie à réaliser les théories artistiques. Fra Bartholomeo fut le digne ami de Raphaël, et se distingua autant par la noblesse du dessin que par la beauté de la couleur.

Raphaël Sanzio, né à Urbin en 1483, est le plus grand des peintres modernes. Il n'avait pas vingt-cinq ans lorsque le Pape Jules II le chargea de décorer de peintures à fresque les salles du Vatican. C'est alors que son talent se montra dans tout son éclat : ses chefs-d'œuvre datent de cette époque. Bientôt le jeune artiste, renonçant aux traditions de l'école mystique d'Ombrie, pour se mettre en harmonie avec les changements survenus dans le goût public, adopta une autre manière, ce qui constitua dans son talent deux phases bien distinctes (1). Raphaël mourut à l'âge de

(1) Le contraste est si frappant entre le style de ses premiers ouvrages et celui qu'il adopta dans les dix dernières années de sa vie, qu'il est impossible de regarder l'un comme une évolution ou un développement de l'autre. Évidemment il y a eu solution de continuité, abjuration d'une foi antique en matière d'art, pour embrasser une foi nouvelle. Cela est si vrai, que les admirateurs passionnés de sa première manière, loin d'admirer au même degré

trente-sept ans (1520). Comme peintre, il réunit tous les genres de mérites, la correction du dessin, la délicatesse du coloris et la noblesse des compositions. Ainsi que la plupart des artistes de la même époque, il possédait encore la sculpture et l'architecture. Bien différent de presque tous les peintres ses contemporains, il ne dénigra jamais ses rivaux, et vécut aimé de tous pour le charme de son caractère : sa vie fut une suite de triomphes.

Michel-Ange Buonarotti naquit à Chiusi en 1474. Peintre, architecte et sculpteur, il se présente comme un génie unique, solitaire et sans traditions d'école. Ses travaux, très-nombreux et toujours originaux, sont empreints d'une personnalité puissante. « Michel-Ange a perdu, dit un auteur moderne (1) tous ceux qui ont voulu l'imiter, et il a faussé le goût en faisant croire que le beau est dans la force et les grandes dimensions. »

On reproche avec raison à Michel-Ange les nudités messéantes de la chapelle Sixtine, couvertes en partie par les ordres du Pape Paul IV, et que blâmait l'Arétin lui-même, ami de l'artiste. Michel-Ange mourut en 1564.

A côté de ces grands noms se place celui de *Léonard de Vinci*, né à Florence (1452-1519). Peintre, sculpteur, poëte, musicien, architecte, Léonard de Vinci est l'un des hommes les plus remarquables de ce siècle ; son vaste génie embrassait tout, et il excellait en tout. Il mourut en France, où François Ier, qui l'affectionnait particulièrement, l'avait appelé auprès de lui.

Le Titien, né à Cadore, ville du royaume Lombard-Vénitien, est admiré pour la beauté de son coloris. Re-

les produits postérieurs à l'époque de ce changement, ne les regardent qu'avec une sorte de répugnance ou au moins avec froideur, et l'inverse a lieu pour les partisans exclusifs de sa dernière manière. (Rio, *De la Poésie chrétienne*, seconde partie, forme de l'art, page 298.)

(1) E. Cartier, *Histoire de fra Angelico*.

poussant les offres de Léon X et de François Ier, il voua ses talents à Charles-Quint.

Le Corrége (1494-1534). Son genre est toujours suave et gracieux. On dit que sa vocation pour la peinture se révéla à la vue d'un tableau de Raphaël : dans son admiration il s'écria : *Et moi aussi je suis peintre.*

Tintoret de Venise (1512-1594) fut élève et presque rival du Titien.

Guilio Pipi, connu sous le nom de *Jules Romain,* du lieu de sa naissance (1492-1546) eut Raphaël pour maître et ami. Ses compositions se font remarquer surtout par l'énergie et la vigueur ; mais il déshonora son talent en traitant des sujets licencieux. Jules Romain fut aussi architecte.

Paul Véronèse (1528-1588) brille par l'élégance et la richesse des ornements. On lui reproche les plus bizarres anachronismes.

Le Primatice de Bologne (1490-1570) fut appelé par François Ier pour diriger les embellissements du château de Fontainebleau

Benvenuto Cellini, orfèvre et sculpteur florentin (1500-1570) travailla pour François Ier : ses ouvrages en orfèvrerie ont une grande reputation.

Bramante, célèbre architecte italien, vint se fixer à Rome, où le Pape Jules II lui confia des travaux importants. C'est lui qui fit le plan et jeta les fondations de la célèbre basilique de Saint-Pierre ; la mort l'ayant empêché de l'achever, ce fut Michel-Ange qui en eut la gloire.

Jean Goujon fut le restaurateur de la sculpture en France : son chef-d'œuvre est la fontaine des Innocents à Paris.

Albert Durer, de Nuremberg (1471-1528), se distingua comme peintre et comme graveur : ses œuvres sont

d'une vérité parfaite, mais elles manquent de quelque grâce.

Palestrina (1529-1594), célèbre compositeur italien, a été surnommé le *Prince de la musique*. Il ne s'est occupé que de la musique religieuse ; parmi ses compositions on admire surtout sa messe du Pape Marcel, son *Stabat* et son motet *Popule meus*. La musique de Palestrina est remarquable par sa richesse, son harmonie grave et solennelle.

RÉCAPITULATION DU XVIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

Église. — Pie III ne fait que passer sur la chaire de saint Pierre. Jules II, pontife guerrier, le remplace et signe avec Louis XII, roi de France, la ligue de Cambrai contre Venise; puis, avec Venise, la Sainte-Ligue contre Louis XII. Il assemble à Latran le dix-huitième concile général que termine son successeur Léon X. Sous le pontificat brillant de Léon X, protecteur éclairé des artistes et des savants, paraissent Luther, Calvin, Zwingle, en qui se résume l'esprit dangereux de cette époque, et qui lèvent l'étendard de la révolte contre l'Église. L'Allemagne, l'Angleterre, l'Ecosse, les royaumes du Nord, entraînés par les passions de leurs souverains, adoptent les erreurs que l'Eglise condamne solennellement dans le saint et savant concile de Trente, dix-neuvième œcuménique, assemblé sous le pontificat de Paul III, et terminé, après plusieurs interruptions, sous celui de Pie IV. Entre Léon X et Paul III, le Saint-Siége est occupé par Adrien VI, qui meurt de chagrin à la vue des maux de l'Église, Clé-

ment VII qui refuse son consentement au coupable divorce de Henri VIII; plus tard, par sa politique imprudente, ce même Pontife amène le sac de Rome et d'indignes outrages infligés à la papauté. Après Paul III, successeur de Clément VII, Jules III, Marcel IV, Paul IV, essaient vainement d'opposer des digues au torrent de l'erreur. Les sectes se multiplient et se déchirent, et les guerres religieuses ensanglantent l'Allemagne, puis la France. La persécution s'allume contre les catholiques en Angleterre, en Suède, en Danemark, en Norvége, et fait de nombreux martyrs. Favorisé par les princes allemands impatients du joug de l'Autriche, le protestantisme devient dominant dans leurs États. Pie V succède à Pie IV, et semble donné à l'Église pour la consoler; sa sainteté rend à la papauté tout son éclat. Secondé par l'illustre archevêque de Milan, Charles Borromée, il met en vigueur les décrets du concile de Trente, et quand les Turcs menacent l'Europe, il arme contre eux l'Espagne et l'Italie, dont les forces combinées remportent la glorieuse victoire de Lépante. Grégoire XIII réforme le calendrier. Sixte V, par sa juste sévérité, rétablit l'ordre et la paix dans ses États : rien ne résiste à son autorité. Urbain VII, Grégoire XIV, Innocent IX ont à peine le temps de s'asseoir sur la chaire pontificale. Clément VIII accorde l'absolution à Henri IV, qui abjure le protestantisme et monte sur le trône de France.

Pendant que l'hérésie enlève la moitié de l'Europe à l'Église, ses missionnaires vont lui conquérir des royaumes aux Indes et en Amérique. Près de soixante réformes ou créations d'ordres religieux prouvent la force de la sève catholique. Les Théatins, les Barnabites, les Somasques, les Ursulines, les frères de Saint-Jean de Dieu, etc., offrent à l'Église le concours de leur zèle. Parmi tous se distingue la Compagnie de Jésus, fondée par saint Ignace de

Loyola. Ses fils sont bientôt partout où il y a des infidèles à évangéliser, des ignorants à instruire. Dans le même temps, sainte Thérèse et saint Jean de la Croix réjouissent l'Église par la réforme du Carmel. Une foule de saints ravivent par leurs exemples la foi ébranlée. A ceux que nous avons déjà nommés nous ajouterons : saint François Xavier, l'apôtre des Indes; saint François de Borgia, saint Philippe de Néri, saint Thomas de Villeneuve, saint Pierre d'Alcantara, saint Louis de Gonzague, sainte Magdeleine de Pazzy, sainte Catherine de Ricci. De savants écrivains consacrent leur plume à la défense de la vérité et au bien des âmes; ici une foule de noms déjà cités trouvent encore leur place : sainte Thérèse, saint Jean de la Croix, Louis de Grenade, Barthélemy des Martyrs, Melchior Cano, le cardinal Baronius, le cardinal Bellarmin, Suarez, Canisius, etc. Le XVIe siècle voit établir la fête du Rosaire en mémoire de la victoire de Lépante, et l'exercice des Quarante-Heures, pour rappeler les hommes à la pénitence.

France. — Louis XII, puis François Ier, jettent la France sur l'Italie pour conquérir le duché de Milan et le royaume de Naples. La ligue de Cambrai favorise Louis XII que la Sainte-Ligue chasse de l'Italie; de rapides et brillants succès sont bientôt effacés par de longs désastres. François Ier, digne rival de Charles-Quint, est un moment son prisonnier après la bataille de Pavie. Les traités se multiplient sans mettre un terme aux hostilités. La paix laisse enfin François Ier tout à sa passion pour les lettres et les arts. La frivolité de la cour sous Henri II et ses fils : François II, Charles IX et Henri III, favorise l'introduction et les progrès du protestantisme. Des conspirations, des assassinats, font éclater les guerres religieuses qui font de la France une arène sanglante. La veuve de Henri II, Catherine de Médicis, incertaine entre les partis, fait con-

sentir Charles IX au massacre de la Saint-Barthélemy. Les catholiques se groupent autour des Guises, et organisent la Ligue pour sauver leur religion menacée. Henri, roi de Navarre, succède à Henri III; mais il n'est reconnu de toute la France que lorsque, abjurant le protestantisme, il rentre dans le sein de l'Église catholique.

Empire d'Allemagne. — Maximilien Ier prépare la grandeur de la maison d'Autriche, portée à l'apogée sous son petit-fils Charles-Quint, qui réunit les couronnes d'Espagne, celle de Naples, et le diadème impérial. Dans ses guerres, ce prince sacrifie plus d'une fois l'honneur à son intérêt. Il maintient le calme en Espagne; mais il ne peut pacifier l'Allemagne, où le protestantisme fournit des armes à tous les princes jaloux de sa puissance. Ses concessions ne font qu'augmenter les exigences et diminuer son autorité. Les Turcs menacent l'empire; Charles-Quint va les battre en Afrique sans arrêter leur progrès en Europe. Son frère Ferdinand lui succède. Le nouvel empereur est trop occupé dans ses États particuliers pour donner beaucoup de soins à l'empire. Son fils Maximilien II ébranle sa propre autorité en favorisant le protestantisme en Allemagne, mais il fait avec succès la guerre aux Turcs. La couronne impériale passe à Rodolphe II son fils. Ce prince encourage les efforts du clergé pour rétablir le catholicisme; il s'occupe peu des affaires de l'empire dont les États particuliers, jaloux de leur indépendance, se séparent de plus en plus.

Espagne. — Après la mort d'Isabelle, Ferdinand le Catholique gouverne la Castille par Ximénès. Son petit-fils Charles hérite de tous ses États. A vingt ans, il ceint le diadème impérial; l'Espagne mécontente se révolte : Charles-Quint sait alors avec sagesse punir et pardonner. La noblesse de Castille est éloignée des cortès, où ne sont plus appelés que les députés de dix-huit villes.

Philippe II, veuf de Marie Tudor, arme contre l'Angleterre l'invincible Armada que dispersent les vents et les tempêtes. Il perd les Pays-Bas protestants, mais conquiert le royaume de Portugal.

Pays-Bas. — Les provinces comprises sous le nom de Pays-Bas, apportées à la maison d'Autriche par le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien Ier, sont gouvernées d'abord par Marguerite, tante de Charles-Quint, puis, par une autre Marguerite, fille naturelle de ce prince, sous le règne de Philippe II. Impatients du joug espagnol, les habitants de quelques-unes de ces riches contrées embrassent le protestantisme qui autorise leur révolte; ils se séparent de l'Espagne sous la conduite de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, puis de son fils Maurice.

Portugal. — Le Portugal, heureux sous Emmanuel le Fortuné et son fils Jean III, s'occupe de découvertes lointaines et ne prend aucune part aux guerres de l'Europe ni aux querelles religieuses. Sébastien le Posthume, petit-fils de Jean III, va mourir en Afrique sous les coups des Maures. Son grand-oncle, le cardinal Henri, monte sur le trône. A sa mort se présentent plusieurs prétendants à la couronne; Philippe II, roi d'Espagne, assure ses droits sur ce royaume par les armes du duc d'Albe.

Angleterre. — Henri VIII se mêle d'abord aux querelles du continent, favorisant tantôt Charles-Quint, tantôt François Ier; plus tard, tout à ses passions, il plonge l'Angleterre dans le schisme pour les satisfaire. Anne de Boleyn remplace Catherine d'Aragon, l'épouse légitime, et devient mère de la trop célèbre Élisabeth. Henri VIII persécute également les protestants et les catholiques. Sous son fils Édouard VI, le luthéranisme est adopté en Angleterre. Marie Tudor n'a pas le temps d'y raffermir le catholicisme; aussi Élisabeth le bannit de nouveau et persécute

cruellement les catholiques. Sa jalousie prépare le glaive qui doit frapper Marie Stuart.

La prospérité matérielle de l'Angleterre sous le long règne d'Élisabeth, permet à la marine marchande de se développer, et favorise les expéditions lointaines qui feront la richesse et la puissance de l'Angleterre.

Écosse. — La fin du règne de Jacques IV est troublée par l'ambition de Henri VIII, et la minorité de son fils Jacques V par les rivalités des seigneurs. La mort prématurée de Jacques V rend inutiles ses bonnes qualités, et commence pour l'Écosse une longue suite de malheurs. Sa veuve Marie de Lorraine ne peut fermer ses États au protestantisme. Sa fille, l'infortunée Marie Stuart, veuve d'un roi de France, revient en Écosse périr victime de la perfide jalousie de sa cousine Élisabeth, de la trahison des nobles écossais, et de son attachement à la foi catholique. Jacques VI, fils de Marie Stuart, après avoir été le jouet des factions en Écosse, succède à Élisabeth sur le trône d'Angleterre, où il prend le nom de Jacques Ier.

Irlande. — Fidèle au culte de ses pères, l'Irlande voit commencer cette longue persécution légale qui a pu ruiner ses habitants, mais qui n'a pu les faire apostasier.

Autriche, Hongrie, Bohême, Transylvanie. La couronne impériale, qui semble fixée dans la maison d'Autriche, lui donne une grande importance. Maximilien Ier lègue ses États d'Allemagne à son petit-fils Charles-Quint, qui les cède à son frère Ferdinand. A la mort du successeur de Ladislas IV, Louis II, tué à Mohacz, Ferdinand hérite de la couronne de Bohême et de celle de Hongrie. Cette dernière lui est disputée par Jean Zapoli et plus tard par Jean-Sigismond, fils de Zapoli. Soliman Ier, venu comme allié de ces deux princes, s'empare de la Hongrie. Dès lors Ferdinand, Jean-Sigismond, et les sultans se disputent cette contrée les armes à la main. Vers

la fin du XVIe siècle, les guerres et les traités l'ont rendue à la maison d'Autriche.

La Transylvanie, donnée par Soliman à Jean-Sigismond, passe plus tard au vaïvode Étienne Bathori, qui la cède à son frère Christophe. Sigismond, fils de Christophe, l'abandonne à l'empereur Rodolphe. Étienne Boschkaï, oncle de Sigismond, force Rodolphe de lui faire la cession de cette province.

Quant à la Hongrie et à la Bohême, l'empereur Rodolphe est contraint d'y renoncer en faveur de son frère Mathias.

Naples et Sicile. — Frédéric Ier, oncle et successeur de Ferdinand II, est dépouillé de ses États par les Français et les Espagnols réunis. Ceux-ci, trahissant leurs alliés, restent seuls maîtres du royaume de Naples et de la Sicile. Une tentative de François Ier sur Naples n'a d'autre résultat que la ruine de son armée.

Italie. — Duché de Milan. — Le duché de Milan ou Milanais, au milieu des longues guerres dont l'Italie est le théâtre, passe et repasse des mains de Louis XII ou de François Ier en celle de la famille des Sforze et de Charles-Quint, jusqu'à ce que le traité de Cateau-Cambrésis assure ce duché à l'Espagne.

Toscane. — Les Médicis rentrent par ruse à Florence où ils ressaisissent le pouvoir. Ils sont chassés de nouveau, et le gouvernement républicain est un moment rétabli; mais Charles-Quint ramène les Médicis et les maintient par la force de ses armes. Cosme de Médicis réunit Sienne à la Toscane : il reçoit de Pie V le titre de *grand-duc*.

Gênes. — Tour à tour française et indépendante, Gênes doit enfin son entier affranchissement au marin André Doria, qui abandonne le service de la France pour rendre la liberté à sa patrie : il la gouverne ensuite avec sagesse jusqu'à sa mort.

Parme et Plaisance. — Les villes de Parme et de Plaisance, détachées du Milanais, sont réunies aux États de l'Église, puis conquises par François Ier, et enfin rendues au Saint-Siége. Le Pape Paul III érige en duchés ces villes et leurs dépendances en faveur de Louis Farnèse.

Venise. — Après avoir été vaincue par la ligue de Cambrai, Venise devient l'alliée de Jules II contre la France. Elle oublie un moment ses intérêts du continent pour aller combattre les Turcs, qui lui enlèvent chaque jour quelque île de la Méditerranée.

Modène, Ferrare, Reggio. — La maison d'Este règne sur les petits duchés de Modène, de Ferrare, de Reggio. Alphonse Ier d'Este prend part aux guerres de l'Italie et tombe sous la domination espagnole. Ses successeurs essaient vainement de secouer ce joug. Vers la fin du XVIe siècle, Alphonse II, malgré de précédentes conventions avec le Saint-Siége, veut laisser ses États à une autre branche de la maison d'Este; les droits du Saint-Siége triomphent.

Savoie.— Philibert II maintient la paix dans ses États au milieu des guerres qui l'entourent. Son frère Charles III ne suit pas ce sage exemple, et perd la moitié de ses possessions. Emmanuel Philibert en recouvre une partie par le traité de Cateau-Cambrésis. Son fils Charles-Emmanuel et Henri IV de France se disputent le marquisat de Saluces, qui reste enfin à la Savoie.

Suisse. — Genève. — Les Suisses continuent à vendre leur sang au plus offrant; ce honteux commerce rapporte dans leurs montagnes, avec l'or des étrangers, la licence des camps qui prépare les voies à l'invasion du protestantisme. Zwingle prêche en Suisse la révolte contre l'Église. Bientôt le pays est divisé en catholiques et en protestants, toujours prêts à prendre les armes les uns contre les autres au nom de la religion. La ville de Genève

secoue le joug de la Savoie pour tomber sous celui de Calvin qui s'y arroge une autorité absolue.

Pologne, Livonie, Lithuanie. — Sigismond Ier reconnaît Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique, duc héréditaire de la Prusse sous la suzeraineté de la Pologne. Pendant le règne de Sigismond Ier, la réforme s'introduit dans ses États et y cause des troubles, des divisions, qui augmentent sous son fils Sigismond II, dernier Jagellon. La Livonie se met sous la protection de la Pologne à laquelle la Lithuanie est enfin définitivement réunie.

Henri, duc d'Anjou, est appelé au trône de Pologne devenu purement électif; il l'abandonne bientôt pour ceindre la couronne de France. Étienne Bathori le remplace et fait la guerre aux Tartares. A sa mort, Sigismond III, fils de Jean III de Suède, lui succède malgré l'archiduc Maximilien, qui lui dispute un moment le trône. Sigismond soutient une longue guerre contre son oncle Charles pour la couronne de Suède, et accorde sa protection au clergé catholique.

Prusse. — Le grand-maître des chevaliers Teutoniques, Albert de Brandebourg, obtient de la Pologne l'hérédité du duché de Prusse. Il se fait protestant et établit sa famille sur la Prusse orientale. L'ordre Teutonique, ainsi dépouillé et trahi, se retire en Franconie.

Suède. — Gouvernée par des administrateurs ou régents, la Suède est un moment soumise au cruel Christian II, roi de Danemark. Gustave Wasa le chasse, se fait reconnaître roi; et, pour concentrer entre ses mains toute l'autorité et refaire ses finances, il établit le luthéranisme dans ses États. La Suède, forte et redoutée au dehors, est opprimée au dedans par Gustave Wasa avide de pouvoir et d'argent. Éric IV, son fils aîné, puis le second, Jean III, font la guerre au Danemark et à la Russie. A la mort de

Jean III, son frère, Charles, s'empare de la couronne qui appartient à son neveu Sigismond, déjà roi de Pologne.

Danemark et Norvége. — Christian II, le Néron du Nord, est chassé. Son oncle Frédéric Ier est appelé à le remplacer; lui et son fils Christian III emploient la violence pour établir le protestantisme en Danemark, en Norvége et en Islande, ce qui provoque des révoltes. Frédéric II fait pendant dix ans la guerre à la Suède; la paix de Stettin la termine et sépare ce royaume du Danemark qui reste uni à la Norvége. Christian IV succède à son père Frédéric II.

Russie. — Le despotisme de Vassileï IV prépare les Russes à supporter la tyrannie de son fils Ivan IV le Terrible, qui a presque toujours les armes à la main contre la Suède, la Pologne et les Tartares. Les cruautés et les folies d'Ivan en font un objet de pitié autant que d'horreur. La Russie s'agrandit de la Sibérie. Avec son fils Féodor Iwanowitsch, prince faible et incapable, qui laissait toute l'autorité à son beau-frère Boris Goudonoff, finit la dynastie de Rurik.

L'Église russe se déclare indépendante de celle de Constantinople.

Turquie. — La Turquie est à l'apogée de sa puissance sous Sélim Ier et Soliman II, qui font trembler l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Le Caire, Belgrade, Rhodes, tombent sous leurs coups. Don Juan arrête les progrès des Turcs par la glorieuse bataille de Lépante, sous le règne de Sélim II. Sélim souille la conquête de l'île de Chypre par les plus atroces cruautés.

La décadence de l'empire ottoman commence avec Amurat III, et continue sous son successeur Mahomet III.

Colonies. — Les Espagnols et les Portugais rivalisent d'ardeur pour l'agrandissement de leurs colonies. Les premiers, conduits par Fernand Cortez et Pizarre, découvrent

le Mexique et le Pérou. Magellan fait pour eux le tour du monde, et tourne la pointe méridionale de l'Amérique, tandis que les Portugais se fixent au Brésil, découvert par Alvarez Cabral. Ceux-ci garnissent de comptoirs les côtes de l'Afrique et de l'Asie sous la sage administration de Vasco de Gama, d'Albuquerque et de Louis d'Ataïde; mais dans toutes ces colonies, l'avidité des Européens et la corruption de leurs mœurs amènent des soulèvements, et commencent la décadence de ces riches établissements.

Les missionnaires suivent partout les navigateurs et les conquérants; ils prêchent l'Évangile aux Indiens, et font entendre en leur faveur la voix de la religion et de l'humanité.

Les Anglais et les Hollandais s'essaient dans des entreprises maritimes, et se préparent à recueillir le fruit des travaux des Espagnols et des Portugais.

Belles-Lettres, Beaux-Arts. — La Renaissance des lettres et des arts que l'on voit commencer dès le milieu du XVe siècle, et prendre un grand développement dans le XVIe, se partage en deux phases distinctes; pendant la première, elle s'inspire de l'esprit de l'Église, tandis qu'elle se fait en quelque sorte païenne pendant la seconde : ces deux tendances se continuent à travers les siècles, se combattent et portent leurs fruits.

En France, François Ier se met à la tête du mouvement imprimé aux belles-lettres, et protége les littérateurs et les artistes. Parmi les premiers on remarque surtout : *Clément Marot*, *Ronsard*, *Malherbe*, *Marguerite de Navarre*, *Rabelais*, *Montaigne*, *Calvin*.

L'Italie se glorifie de ses deux illustres poëtes, l'*Arioste* et le *Tasse*, et de ses historiens *Machiavel* et *Guicchiardini*.

L'Espagne est fière d'avoir produit *Lope de Véga*, *Cervantès*, et plusieurs écrivains qui ont illustré les lettres religieuses.

En Portugal brille le *Camoëns;* en Angleterre c'est *Thomas Morus* et *Shakespeare;* l'Allemagne conserve les noms de *Hans Sachs*, d'*Erasme*, de *Luther*, de *Mélanchton*.

Le prussien *Copernic* et le danois *Tycho-Brahé*, s'occupent d'astronomie, tandis qu'un Pape, *Grégoire XIII*, réforme le calendrier.

Les lettres ecclésiastiques s'enrichissent des œuvres de *Baronius*, de *Bellarmin*, de *Tolet*, de *Suarez*, de *Canisius*, de *sainte Thérèse*, de *Louis de Grenade*, de *Melchior Cano*, de *Louis de Blois*, du *cardinal Cajetan*, de *Sixte de Sienne*, et des papes *Pie V*, *Grégoire XIII* et *Sixte V*.

La peinture en Italie, après avoir produit le *Pérugin* et *Raphaël*, abandonne les traditions chrétiennes, qui se réfugient dans l'école d'Ombrie, pour adopter le naturalisme païen. Plusieurs écoles commencent : toutes comptent des noms célèbres.

La plupart des grands artistes de cette époque sont en même temps peintres, sculpteurs, architectes : tels sont : *Raphaël*, qu'on pourrait appeler le prince de la peinture, *Michel-Ange*, *Léonard de Vinci*, et encore le *Titien*, *Paul Véronèse*, le *Primatice*, *Bramante*.

La gravure est portée à une grande perfection par *Albert Durer*, tandis que la musique religieuse s'enrichit des œuvres remarquables de *Palestrina*.

CHRONOLOGIE DU XVIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

Le Protestantisme. — La Renaissance.

1500. — Découverte du Brésil par le portugais Alvarez Cabral.

1508. — Ligue de Cambrai, formée par le Pape Jules II contre Venise.

1511. — La Sainte-Ligue formée contre Louis XII, roi de France, par Jules II.

1513. — Confédération des treize cantons suisses.

1515. — François Ier bat les Suisses à Marignan.

Albuquerque, vice-roi des Indes-Orientales.

1517. — Sélim Ier, sultan des Turcs, s'empare de l'Égypte et fait massacrer les Mamelouks.

1518. — Cortez découvre le Mexique, et s'en empare au nom de l'Espagne.

Zwingle en Suisse, Luther en Allemagne, prêchent la révolte contre l'Église.

1519. — Charles Ier d'Espagne est élu empereur d'Allemagne sous le nom de Charles-Quint.

1520. — Mort de Raphaël, le plus grand peintre moderne.

Premier voyage autour du monde par Magellan.

1522. — Prise de Rhodes par le sultan Soliman II: belle défense de Villiers de l'Ile-Adam, grand-maître des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Christian II et Frédéric Ier établissent le luthéranisme en Danemark, en Norvége et en Islande.

1523. — Apostasie d'Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique.

Gustave Wasa se fait reconnaître roi de Suède; il établit le luthéranisme dans cette contrée.

1525. — François Ier, vaincu et fait prisonnier par les Impériaux à Pavie.

Pizarre découvre le Pérou abondant en or; il s'en empare pour l'Espagne.

1526. — Le traité de Madrid rend la liberté à François Ier.

1527. — Siége de Rome par le traître Bourbon qui y est tué. Ligue générale contre Charles-Quint.

1529. — Les luthériens prennent le nom de *protestants* à cause de leur protestation à la diète de Spire.

Traité de Cambrai, dit Paix des Dames, entre François Ier et Charles-Quint.

1530. — *Confession d'Augsbourg*, ou profession de foi présentée par les protestants à la diète tenue dans cette ville.

1531. — Ligue protestante de Smalkade contre l'autorité impériale.

1533. — Calvin, chassé de France, prêche ses erreurs à Genève.

Schisme d'Angleterre causé par la passion de Henri VIII pour Anne de Boleyn. Wolsey, ministre de Henri VIII, est disgracié.

1535. — Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, et Jean Fisher, évêque de Rochester, meurent martyrs de leur fidélité à l'Église romaine.

L'Arioste, poëte italien, auteur du poëme de *Roland Furieux*.

Copernic, célèbre astronome prussien, découvre le véritable système planétaire.

1540. — Fondation de l'orde des Jésuites par saint Ignace de Loyola, espagnol.

Las Cazas prêche la foi dans le Mexique, saint François-Xavier aux Indes et au Japon.

1544. — Le jeune comte d'Enghien bat, à Cérisoles, les Impériaux commandés par du Guast.

1545. — Ouverture du concile de Trente par le Pape Paul III.

1547. — Charles-Quint bat les protestants à Mulhberg.

L'Écosse est troublée par les puritains commandés par Knox.

1548. — Charles-Quint, mécontent de la suspension du concile de Trente, veut imposer l'intérim aux catholiques et aux protestants : guerre civile religieuse en Allemagne.

1552. — Prise de Kasan et, deux ans après, d'Astrakan par le czar Ivan IV le Terrible.

1554. — Marie Tudor rétablit le catholicisme en Angleterre.

1555. — Abdication de Charles-Quint. Il se retire au monastère Saint-Just en Espagne.

1558. — François de Guise reprend Calais aux Anglais.

1559. — Traité de Cateau-Cambrésis entre l'Angleterre, l'Espagne, et la France, qui renonce à l'Italie.

1560. — En France révolte des calvinistes. Conjuration d'Amboise. Les protestants se liguent contre les Guises qui se mettent à la tête des catholiques. Guerres civiles religieuses.

1563. — Assassinat du duc François de Guise au siége d'Orléans par le calviniste Poltrot de Méré.

Fin du concile de Trente, dernier concile œcuménique.

1565. — Les Turcs sont repoussés de Malte par le grand-maître Jean de Lavalette.

L'amiral anglais Drake apporte d'Amérique les premières pommes de terre.

Révolte des Pays-Bas contre l'Espagne. Les *Gueux*, ligue protestante.

1568. — Marie Stuart, reine d'Écosse, prisonnière d'Élisabeth d'Angleterre.

1569. — Le prince de Condé est assassiné par Montesquieu, capitaine des gardes du duc d'Anjou.

1571. — Prise de Chypre par Sélim II, sultan des Turcs.

Bataille de Lépante gagnée par don Juan d'Autriche sur les Turcs, sous le glorieux pontificat de Pie V.

1572. Massacre de la Saint-Barthélemy ordonné par Catherine de Médicis, et autorisé par Charles IX, roi de France.

1576. — La Sainte-Ligue en France, pour la défense de la religion catholique.

1579. — Le Camoëns, poëte portugais, publie *la Lusiade*.

L'union d'Utrecht commence la république des Provinces-Unies. Guillaume de Nassau, prince d'Orange, en est nommé stathouder général.

1580. — Le Portugal et ses colonies sont réunis à l'Espagne sous le règne de Philippe II.

1581. — Réforme du calendrier sous le pontificat et par les soins du Pape Grégoire XIII.

1582. — La Sibérie, récemment découverte, est soumise par la Russie.

En Espagne, mort de sainte Thérèse d'Avila, réformatrice de l'ordre du Carmel.

1584. — Mort de saint Charles Borromée, archevêque de Milan.

1587. — Supplice de Marie Stuart ordonné par Élisabeth d'Angleterre.

1588. — La flotte espagnole de Philippe II, appelée l'invin-

cible Armada, est détruite par la tempête sur les côtes d'Angleterre.

Henri de Guise, dit le Balafré, et son frère le cardinal de Guise, sont assassinés par ordre de Henri III.

1589. — Henri IV est vainqueur des ligueurs à Arques et à Ivry.

1593. — Abjuration de Henri IV à Saint-Denis. Cossé-Brissac lui ouvre les portes de Paris.

Le Tasse, poëte italien, auteur de *la Jérusalem délivrée.*

1598. — Henri IV, par l'édit de Nantes, accorde de grands priviléges aux protestants.

Paix de Vervins entre la France et l'Espagne.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

INTRODUCTION. — État général du monde vers l'an 1453, époque de la prise de Constantinople par Mahomet II.. 1

SECONDE PARTIE DU XVe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST. — Sommaire..... 8

Église..... 9
France..... 43
Angleterre..... 71
Écosse..... 85
Empire d'Allemagne..... 88
Hongrie et Bohême..... 89
Pologne..... 92
Prusse..... 93
Suisse..... 93
Suède..... 95
Norvége et Danemark..... 97
Russie..... 97
Italie. — Royaume de Naples..... 99
Toscane, Florence..... 102
Milan, Gênes..... 105
Venise..... 106
Savoie..... 108

Espagne. — Castille..... 110
Aragon, Navarre et Sicile..... 112
Navarre seule..... 112
Castille et Aragon..... 113
Royaume de Grenade..... 119
Portugal..... 121
Turquie ou Empire ottoman..... 123
Découvertes et colonies. — Introduction..... 126
Colonies portugaises..... 127
Découverte de l'Amérique. — Colonies espagnoles..... 128
Belles-lettres et Beaux-arts..... 132
Récapitulation de la seconde moitié du xve siècle après Jésus-Christ..... 136
Chronologie..... 144

XVIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST. — Sommaire..... 146

Église..... 147
France..... 190
Empire d'Allemagne..... 263
Espagne..... 280
Pays-Bas..... 291
Portugal..... 296
Angleterre..... 298
Écosse..... 323
Autriche, Hongrie, Bohême, Transylvanie..... 335
Naples et Sicile..... 338
Milanais..... 339
Toscane..... 342
Gênes..... 343
Parme et Plaisance..... 345
Venise..... 346
Modène, Ferrare, Reggio..... 347
Savoie..... 348

Suisse..... 349
Pologne, Livonie, Lithuanie..... 352
Prusse..... 354
Suède, Danemark et Norvége..... 355
Suède seule..... 357
Danemark et Norvége (Suite)..... 360
Russie..... 362
Turquie..... 364
Colonies portugaises dans les Indes orientales..... 372
Colonies portugaises en Amérique..... 374
Colonies espagnoles en Amérique..... 375
Colonies anglaises..... 385
Belles-lettres et Beaux-arts..... 386
Récapitulation du XVIe siècle après Jésus-Christ..... 406
Chronologie..... 417

FIN DE LA TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.

ERRATA

Page 216, ligne 9, et page 272, ligne 32, *au lieu de:* le duc d'Enghien, *lisez* le comte.

Page 237, ligne 23, *au lieu de :* Montesquiou, *lisez* Montesquieu.

Tours, Imp. J. Bouserez.

.. 349
.. 352
.. 354
.. 355
.. 357
.. 360
.. 362
.. 364
.. 372
.. 374
.. 375
.. 385
.. 386
.. 406
.. 417

: le duc

Montes-